VILLE DE BRUXELLES - STAD BRUSSEL

RAPPORT – VERSLAG

BUDGET - BEGROTING

2025

Table des matières

1	Rapport sur le budget 2025	1 - 31
2	Résultat 2025 - états récapitulatifs - budgets ordinaires et extraordinaires	32 - 33
3	Evolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges	34 - 41
4	*4.1.* Caractéristiques de la Ville *4.2.* Tableau du personnel communal	42 - 45
5	Evolution de la dette par organisme financier	46 - 49
6	*6.1.* Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité *6.2. Rapport vise à l'article 26 Bis*§5 relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et la Ville de Bruxelles.	50 - 55
7	Circulaire budgétaire du Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale relative au budget de 2025 et ses annexes.	56 - 79

1. RAPPORT SUR LE BUDGET

2025

BUDGET 2025

Le budget de la Ville: un acte fondamental de la gestion communale

1. Introduction

Le présent document constitue une synthèse du budget pour l'exercice 2025 au sens de l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale.

Il a pour objectif principal de relever les particularités de l'exercice 2025, de décrire la situation financière de la Ville ainsi que ses perspectives d'avenir.

Le budget a essentiellement 3 vocations:

- **Il est d'abord un acte conférant une base légale à l'exécution des recettes et des dépenses;**
- **Il est ensuite un acte politique qui est la traduction financière de la politique du Collège des Bourgmestre et Echevins;**
- **Il est également un exercice prévisionnel et un outil de gestion financière. En ce sens, le budget constitue le « premier signal » et le « premier révélateur » de la situation financière.**

A la différence du budget d'un ménage ou d'une entreprise, le budget communal n'est pas qu'indicatif. Il définit le cadre dans lequel sont utilisés les deniers publics. Son usage est soumis à un ensemble de règles et de contraintes qui constituent les techniques comptables et budgétaires conditionnant également l'essentiel des actes de l'administration.

2. La présentation et le contenu du budget 2025

La circulaire régionale relative au budget a été jointe à ce rapport, ainsi que ses annexes.

Partant du fait que la classification par fonction est un outil fondamental d'information d'ordre politique, économique ou statistique, l'autorité de tutelle insiste sur le fait que les communes reviennent à une utilisation stricte et précise de tous les codes fonctionnels disponibles au plan comptable budgétaire afin d'éviter d'une part une multiplication des crédits et d'autre part une surestimation globale possible des dépenses. Afin d'éviter ce phénomène d'inflation et de permettre l'inscription correcte des crédits budgétaires, une limite des crédits beaucoup plus souple a été élaborée au budget ordinaire et ce depuis 2005.

Les axes fondamentaux de cette présentation consistent à inviter les Conseillers communaux à se prononcer sur le budget fonctionnel et sur le budget économique en ce qui concerne le service ordinaire et non pas sur le détail des articles du budget ordinaire.

Le budget 2025 se compose:

- **du budget détaillé par article**

  Il reprend le détail par article (codification FFFDD/EEEEE) avec en regard, lorsque nécessaire, les explications relatives aux crédits inscrits.

- **du budget fonctionnel**

  Les articles budgétaires sont limités à 6 chiffres (FFF/EEE – 3 premiers chiffres du code fonctionnel – 3 premiers chiffres du code économique). L'utilisation des crédits est étendue au groupe fonctionnel et au groupe économique.

  Dans cette « enveloppe », tous les glissements de crédits sont possibles, sans formalités spécifiques. Ce n'est qu'en cas de nécessité de dépassement de cette enveloppe que la procédure légale des modifications budgétaires doit être mise en oeuvre.

Cette souplesse réduit le nombre de modifications budgétaires tout en permettant l'imputation des dépenses aux articles adéquats.

- **du budget économique**

Les crédits budgétaires sont également présentés par groupes économiques, triés par codes économiques à 5 chiffres.

Cette présentation donne une vue transversale des recettes et dépenses de la Ville.

- **du tableau récapitulatif**

Ce document est joint au budget fonctionnel, au budget économique et est inséré dans le présent rapport (chapitre 2).

- **du tableau du personnel**

Le tableau du personnel est repris au chapitre 4 du présent rapport.
Le comptage des effectifs se fait en équivalent temps plein.

- **du plan pluriannuel d'investissements**

Ce plan reprend le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement.

- **de l'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement »**

L'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement» reprend l'évolution de la dette communale d'investissement par organisme financier.

- **de l'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges**

L'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges reprend:

  - **L'évolution des constitutions et des utilisations des fonds de réserves ordinaire et extraordinaire;**
  - **L'évolution des constitutions et des utilisations ou reprises de provisions pour risques et charges.**

- **de la liste des transferts**

La liste des transferts reprend l'ensemble des dépenses de transferts qui seront octroyés par la Ville en 2025.

3. Principales caractéristiques et tendances du budget ordinaire 2025

3.1. L'importance économique du secteur public local

Le secteur public local a un impact important sur l'activité économique tant en ce qui concerne les dépenses (personnel, investissements, etc.) que les recettes (taxes, etc.).

La Ville de Bruxelles est, avec 9.175 employés, en ce compris le personnel enseignant de la Ville (mais en dehors du personnel de police, du CPAS, des ASBL communales …), l'un des plus importants fournisseurs d'emploi en Région bruxelloise.

Avec un montant total de dépenses au budget ordinaire de 1.144.602.918,73 €, la Ville est donc, un acteur économique majeur au niveau local et régional.

3.2. Résultat du budget 2025

La réussite de toutes les missions et la réalisation de tous les projets envisagés par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville est financièrement concrétisée par l'établissement et l'exécution de son budget.

3.2.1. Résultat de l'exercice propre 2025

Le budget de 2025 est présenté avec un boni de 55.218,22 €.

	BUDGET 2025
RECETTES	1.144.658.136,84
DEPENSES	1.144.602.918,73
BONI	55.218,12

3.3. Résultats du budget par le passé

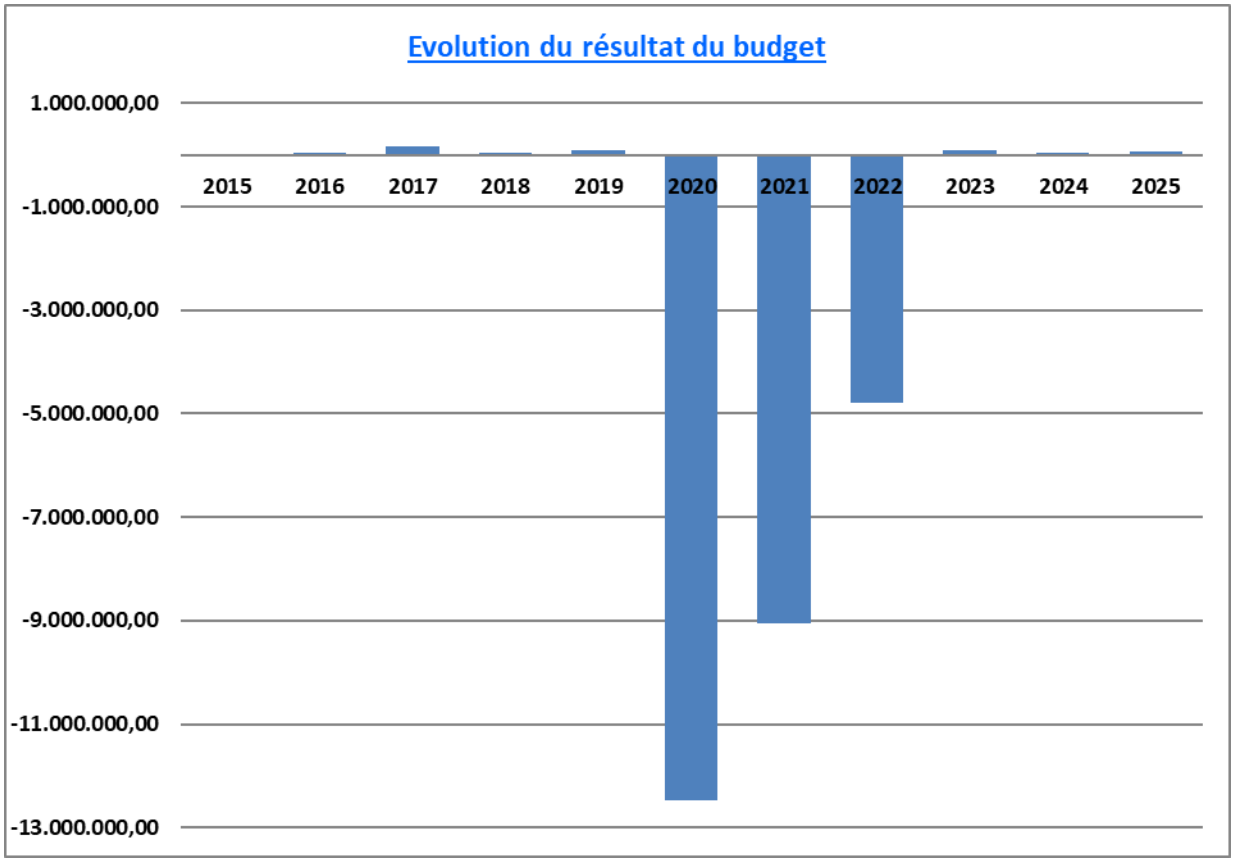
Le tableau et la présentation graphique ci-après présentent les résultats au budget lors de ces dernières années.

Les différentes crises que nous avons connues depuis 2020 (crise sanitaire, hausse de l'inflation, conflit géopolitique,…) ont eu pour conséquence que la Ville de Bruxelles a été contrainte de présenter des budgets déficitaires entre 2020 et 2022.

Afin de conserver nos leviers d'action, la Ville de Bruxelles ainsi que ses entités satellites comme le CPAS, la Zone de Police ou nos différentes ASBL communales font des efforts et évaluent au plus juste les dépenses de fonctionnement et de transferts, tout en menant une politique en vue de préserver un personnel en quantité et qualité afin d'apporter un service de qualité au profit de nos citoyens et une capacité d'investissement à hauteur de nos ambitions.

L'objectif est, même si toute dépense doit être scrutée de manière spécifique, de permettre d'assurer le fonctionnement des services et de conserver le personnel en vue de répondre aux défis au niveau administratif, des services de la politique d'enseignement, de la petite enfance, culturelle, sportive et de prévention et de sécurité de la Ville de Bruxelles.

	Résultats du BUDGET après MB
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23
2023	84.728,62
2024	30.000,00
2025	55.218,12



3.4. Analyse fonctionnelle et économique du service ordinaire

L'analyse des dépenses et des recettes peut se faire sous deux angles distincts: au niveau économique et au niveau fonctionnel.

La ventilation fonctionnelle des dépenses et des recettes vise les domaines dans lesquels s'exerce l'intervention de la Ville.

La ventilation économique, quant à elle, porte sur la destination des moyens pour les dépenses et sur l'origine des moyens pour les recettes.

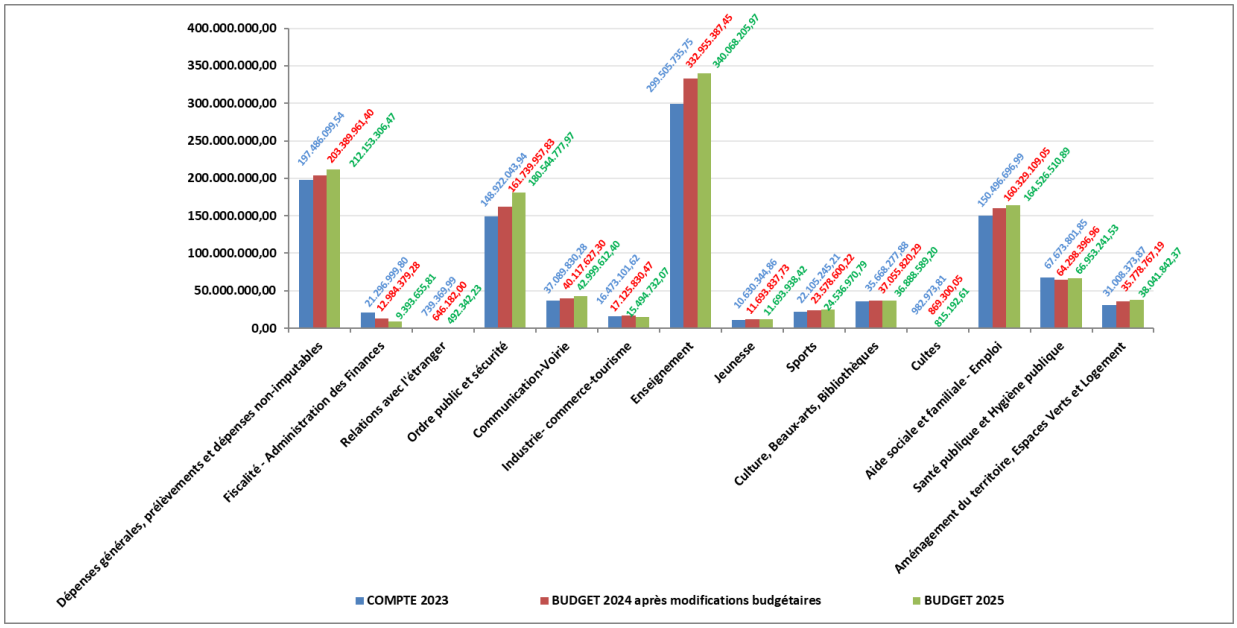
3.4.1. Analyse fonctionnelle des dépenses et des recettes

La fonction détermine le domaine dans lequel intervient la commune.

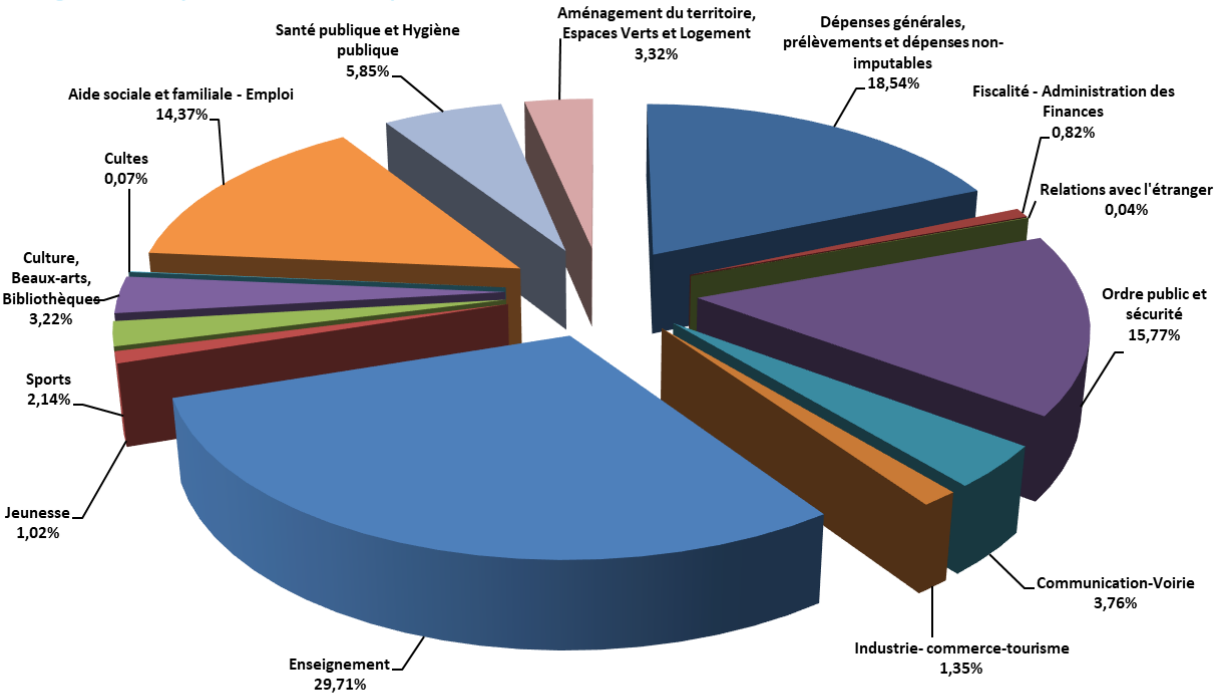
Le budget de la Ville reprend 26 groupes de fonctions qui sont regroupées ici en 14 fonctions pour simplifier l'analyse.

Les dépenses (= les domaines d'action)

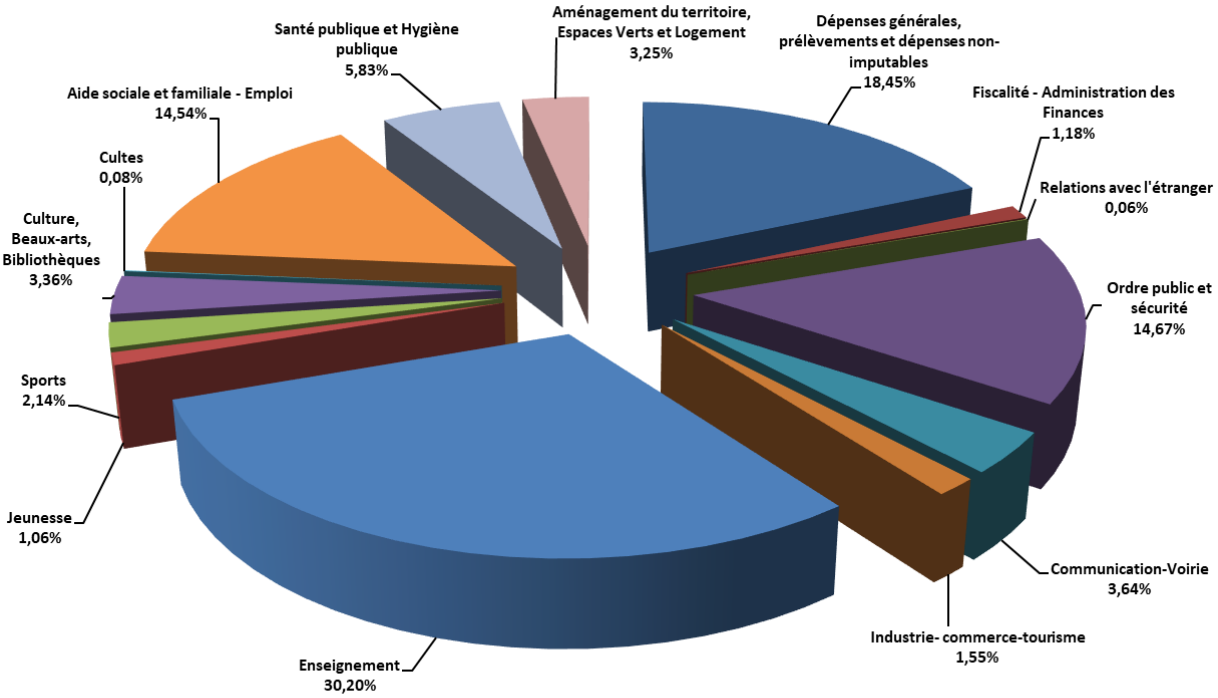
	FONCTIONS	COMPTE 2023	%	BUDGET 2024 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2025	%
1	Dépenses générales, prélèvements et dépenses non-imputables	197.486.099,54	18,99%	203.389.961,40	18,45%	212.153.306,47	18,54%
2	Fiscalité - Administration des Finances	21.296.999,80	2,05%	12.984.379,28	1,18%	9.393.655,81	0,82%
3	Relations avec l'étranger	739.369,99	0,07%	646.182,00	0,06%	492.342,23	0,04%
4	Ordre public et sécurité	148.922.043,94	14,32%	161.739.957,83	14,67%	180.544.777,97	15,77%
5	Communication-Voirie	37.089.830,28	3,57%	40.117.627,30	3,64%	42.999.612,40	3,76%
6	Industrie- commerce-tourisme	16.473.101,62	1,58%	17.125.830,47	1,55%	15.494.732,07	1,35%
7	Enseignement	299.505.735,75	28,80%	332.955.387,45	30,20%	340.068.205,97	29,71%
8	Jeunesse	10.630.344,86	1,02%	11.693.837,73	1,06%	11.693.938,42	1,02%
9	Sports	22.105.245,21	2,13%	23.578.600,22	2,14%	24.536.970,79	2,14%
10	Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	35.668.277,88	3,43%	37.055.820,29	3,36%	36.888.589,20	3,22%
11	Cultes	982.973,81	0,09%	869.300,05	0,08%	815.192,61	0,07%
12	Aide sociale et familiale - Emploi	150.496.696,99	14,47%	160.329.109,05	14,54%	164.526.510,89	14,37%
13	Santé publique et Hygiène publique	67.673.801,85	6,51%	64.298.396,96	5,83%	66.953.241,53	5,85%
14	Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	31.008.373,87	2,98%	35.778.767,19	3,25%	38.041.842,37	3,32%
	Total	1.040.078.895,39	100%	1.102.563.157,22	100%	1.144.602.918,73	100%



Budget 2025: Analyse fonctionnelle des dépenses

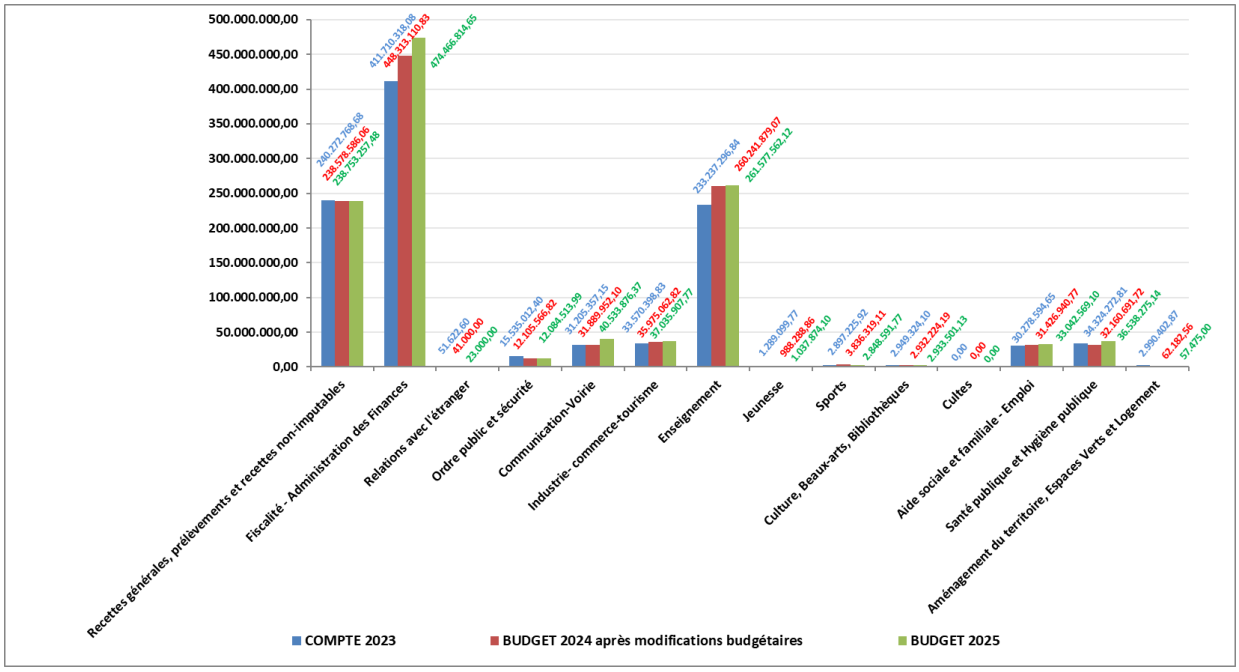


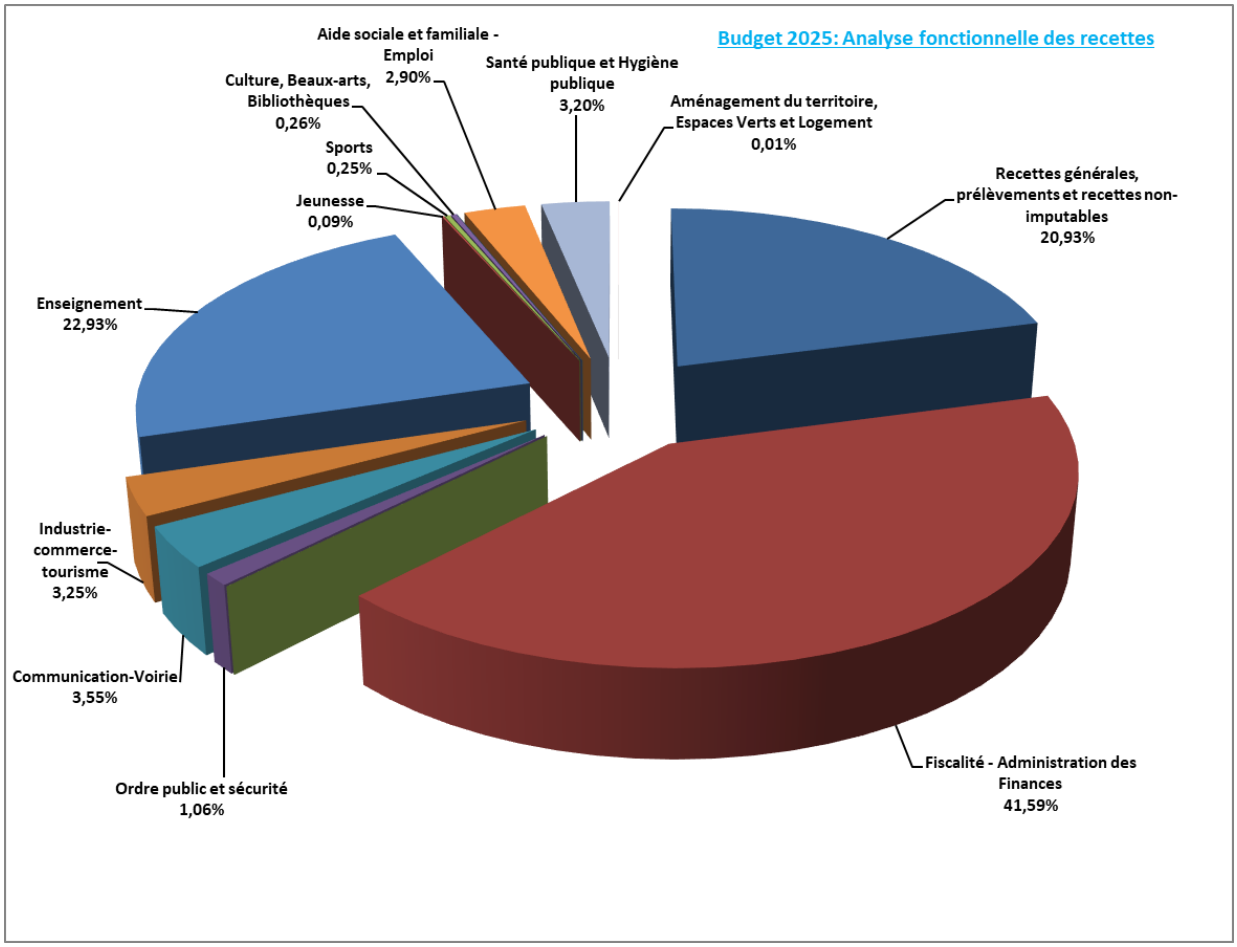
Budget 2024 après MB: Analyse fonctionnelle des dépenses

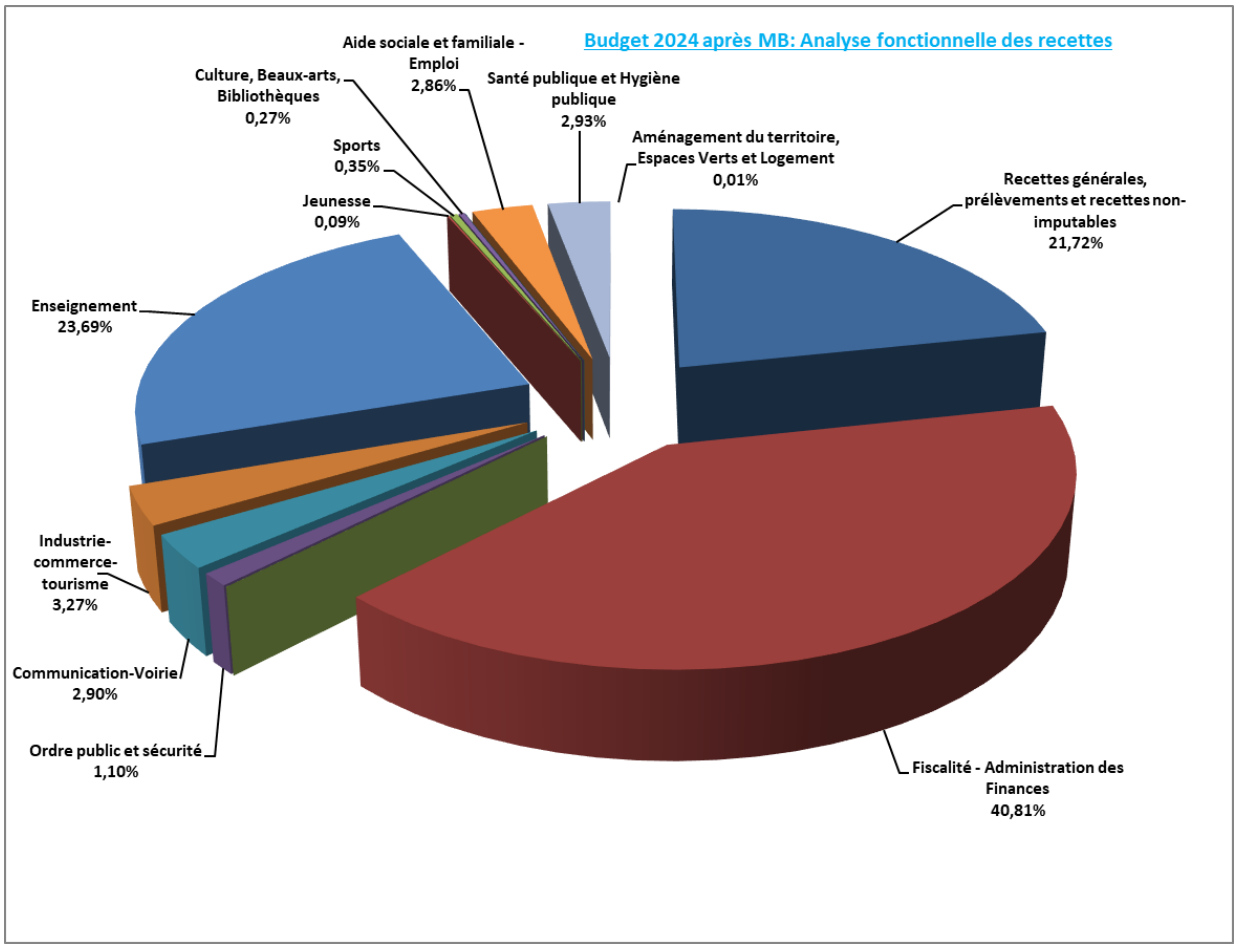


Les recettes (= l'origine des moyens)

	FONCTIONS	COMPTE 2023	%	BUDGET 2024 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2025	%
1	Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables	240.272.768,68	23,10%	238.578.586,06	21,72%	238.753.257,48	20,93%
2	Fiscalité - Administration des Finances	411.710.318,08	39,58%	448.313.110,83	40,81%	474.466.814,65	41,59%
3	Relations avec l'étranger	51.622,60	0,00%	41.000,00	0,00%	23.000,00	0,00%
4	Ordre public et sécurité	15.535.012,40	1,49%	12.105.566,82	1,10%	12.084.513,99	1,06%
5	Communication-Voirie	31.205.357,15	3,00%	31.889.952,10	2,90%	40.533.876,37	3,55%
6	Industrie- commerce-tourisme	33.570.398,83	3,23%	35.975.062,82	3,27%	37.035.907,77	3,25%
7	Enseignement	233.237.296,84	22,42%	260.241.879,07	23,69%	261.577.562,12	22,93%
8	Jeunesse	1.289.099,77	0,12%	988.288,86	0,09%	1.037.874,10	0,09%
9	Sports	2.897.225,92	0,28%	3.836.319,11	0,35%	2.848.591,77	0,25%
10	Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	2.949.324,10	0,28%	2.932.224,19	0,27%	2.933.501,13	0,26%
11	Cultes	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
12	Aide sociale et familiale - Emploi	30.278.594,65	2,91%	31.426.940,77	2,86%	33.042.569,10	2,90%
13	Santé publique et Hygiène publique	34.324.272,81	3,30%	32.160.691,72	2,93%	36.538.275,14	3,20%
14	Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	2.990.402,87	0,29%	62.182,56	0,01%	57.475,00	0,01%
	Total	1.040.311.694,70	100%	1.098.551.804,91	100%	1.140.933.218,62	100%




Budget 2025: Analyse fonctionnelle des recettes
Aide sociale et familiale - Emploi 2,90%
Santé publique et Hygiène publique 3,20%
Culture, Beaux-arts, Bibliothèques 0,26%
Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement 0,01%
Sports 0,25%
Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables 20,93%
Jeunesse 0,09%
Enseignement 22,93%
Industrie-commerce-tourisme 3,25%
Communication-Voirie 3,55%
Ordre public et sécurité 1,06%
Fiscalité - Administration des Finances 41,59%


Budget 2024 après MB: Analyse fonctionnelle des recettes
Aide sociale et familiale - Emploi 2,86%
Culture, Beaux-arts, Bibliothèques 0,27%
Santé publique et Hygiène publique 2,93%
Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement 0,01%
Sports 0,35%
Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables 21,72%
Jeunesse 0,09%
Enseignement 23,69%
Industrie-commerce-tourisme 3,27%
Communication-Voirie 2,90%
Ordre public et sécurité 1,10%
Fiscalité - Administration des Finances 40,81%

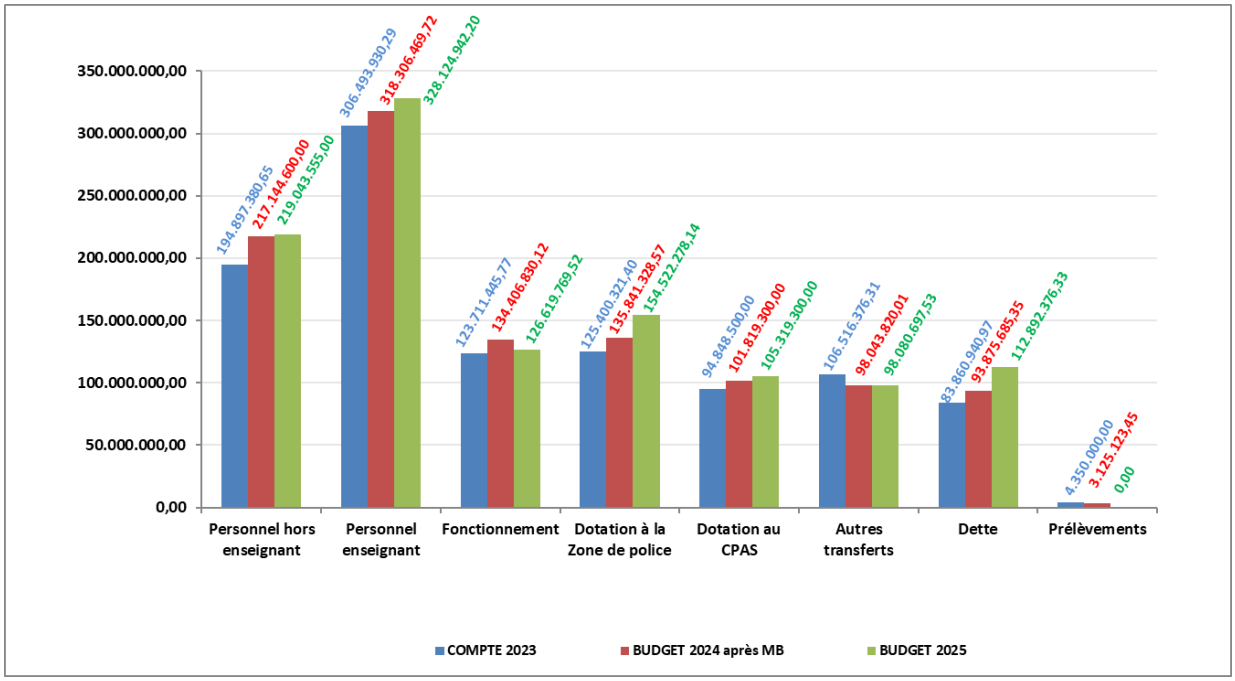
3.4.2. Analyse économique des recettes et des dépenses

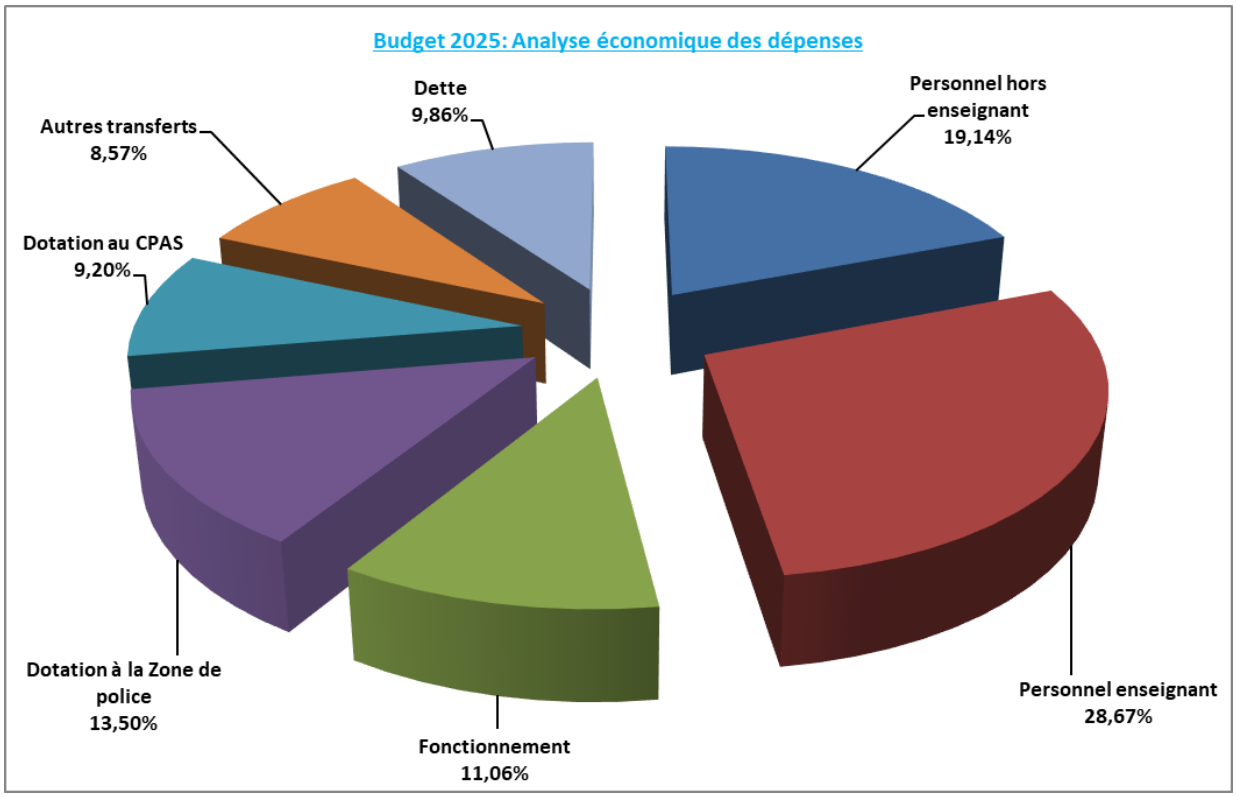
Cette analyse porte sur la destination des moyens (pour les dépenses) et sur l'origine des moyens (pour les recettes).

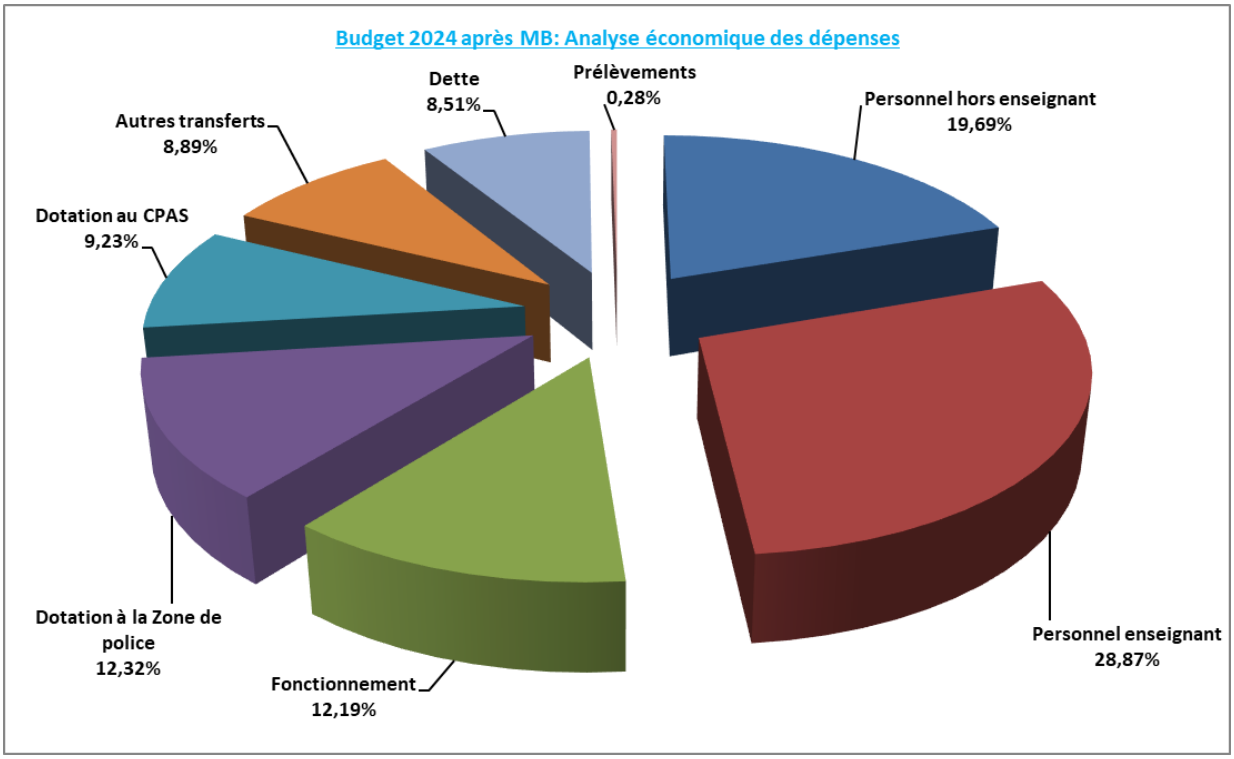
BUDGET 2025							
DEPENSES				RECETTES			
	Compte 2023	Budget 2024 post MB F01	Projet de budget 2025		Compte 2023	Budget 2024 post MB F01	Projet de budget 2025
PERSONNEL	501.391.310,94	535.451.069,72	547.168.497,20	PRESTATIONS	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51
Personnel enseignant	*194.897.380,65*	*217.144.600,00*	*219.043.555,00*				
Personnel hors Personnel enseignant	*306.493.930,29*	*318.306.469,72*	*328.124.942,20*				
FONCTIONNEMENT	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52				
TRANSFERTS	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67	TRANSFERTS	946.912.107,26	997.755.662,46	1.043.301.490,94
				Transferts Personnel enseignant	*194.897.380,65*	*217.144.600,00*	*219.043.555,00*
				Transferts hors Personnel enseignant	*752.014.726,61*	*780.611.062,46*	*824.257.935,94*
DETTE	83.860.940,97	93.875.685,35	112.892.376,33	DETTE	15.468.851,59	16.428.375,94	17.106.700,00
PRELEVEMENTS	4.350.000,00	3.125.123,45	0,00	PRELEVEMENTS	2.906.811,80	13.739.950,00	3.553.953,39
TOTAL	1.040.078.895,39	1.102.563.157,22	1.144.602.918,73	TOTAL	1.040.311.694,70	1.102.593.157,22	1.144.658.136,84
				RESULTAT	232.799,31	30.000,00	55.218,12

Les dépenses (= destination des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2023	%	BUDGET 2024 après MB	%	BUDGET 2025	%
Personnel	**501.391.310,94**	**48,21%**	**535.451.069,72**	**48,56%**	**547.168.497,20**	**47,80%**
Personnel hors enseignant	***194.897.380,65***	***18,74%***	***217.144.600,00***	***19,69%***	***219.043.555,00***	***19,14%***
Personnel enseignant	***306.493.930,29***	***29,47%***	***318.306.469,72***	***28,87%***	***328.124.942,20***	***28,67%***
Fonctionnement	**123.711.445,77**	**11,89%**	**134.406.830,12**	**12,19%**	**126.619.769,52**	**11,06%**
Transferts	**326.765.197,71**	**31,42%**	**335.704.448,58**	**30,45%**	**357.922.275,67**	**31,27%**
Dotation à la Zone de police	***125.400.321,40***	***12,06%***	***135.841.328,57***	***12,32%***	***154.522.278,14***	***13,50%***
Dotation au CPAS	***94.848.500,00***	***9,12%***	***101.819.300,00***	***9,23%***	***105.319.300,00***	***9,20%***
Autres transferts	***106.516.376,31***	***10,24%***	***98.043.820,01***	***8,89%***	***98.080.697,53***	***8,57%***
Dette	**83.860.940,97**	**8,06%**	**93.875.685,35**	**8,51%**	**112.892.376,33**	**9,86%**
Prélèvements	**4.350.000,00**	**0,42%**	**3.125.123,45**	**0,28%**	**0,00**	**0,00%**
TOTAL	***1.040.078.895,39***	**100,00%**	***1.102.563.157,22***	**100,00%**	***1.144.602.918,73***	**100,00%**

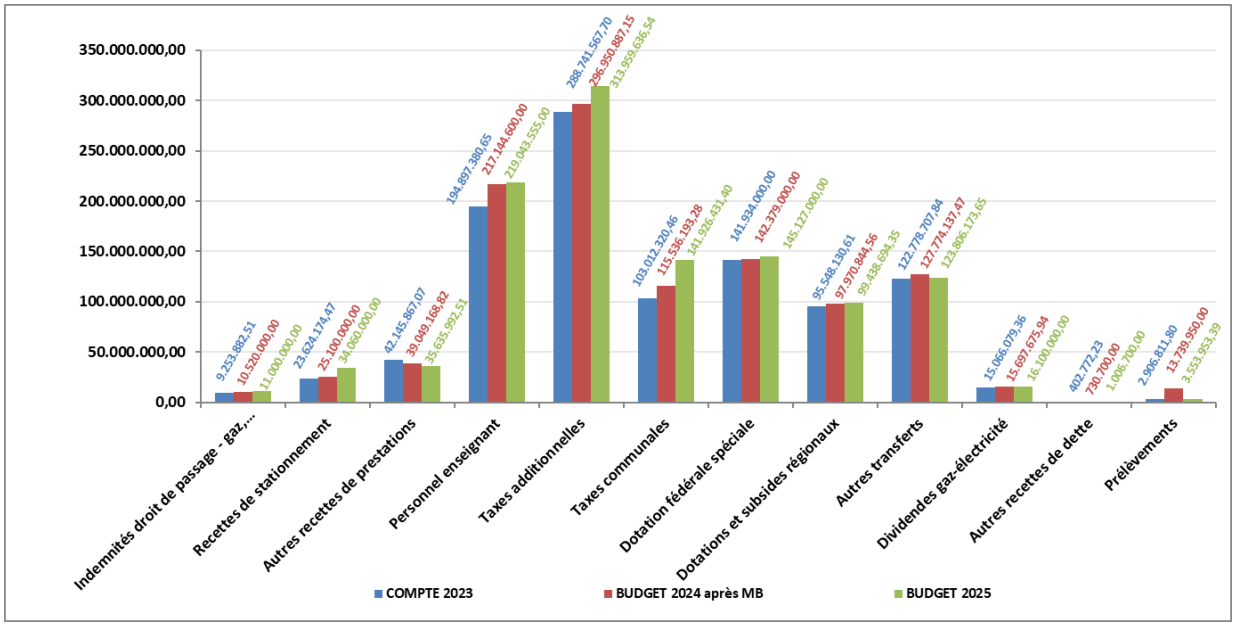

350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
194.897.380,65
217.144.600,00
219.043.555,00
306.493.930,29
318.306.469,72
328.124.942,20
123.711.445,77
134.406.830,12
126.619.769,52
125.400.321,40
135.841.328,57
154.522.278,14
94.848.500,00
101.819.300,00
105.319.300,00
106.516.376,31
98.043.820,01
98.080.697,53
83.860.940,97
93.875.685,35
112.892.376,33
4.350.000,00
3.125.123,45
0,00
Personnel hors enseignant
Personnel enseignant
Fonctionnement
Dotation à la Zone de police
Dotation au CPAS
Autres transferts
Dette
Prélèvements
COMPTE 2023
BUDGET 2024 après MB
BUDGET 2025

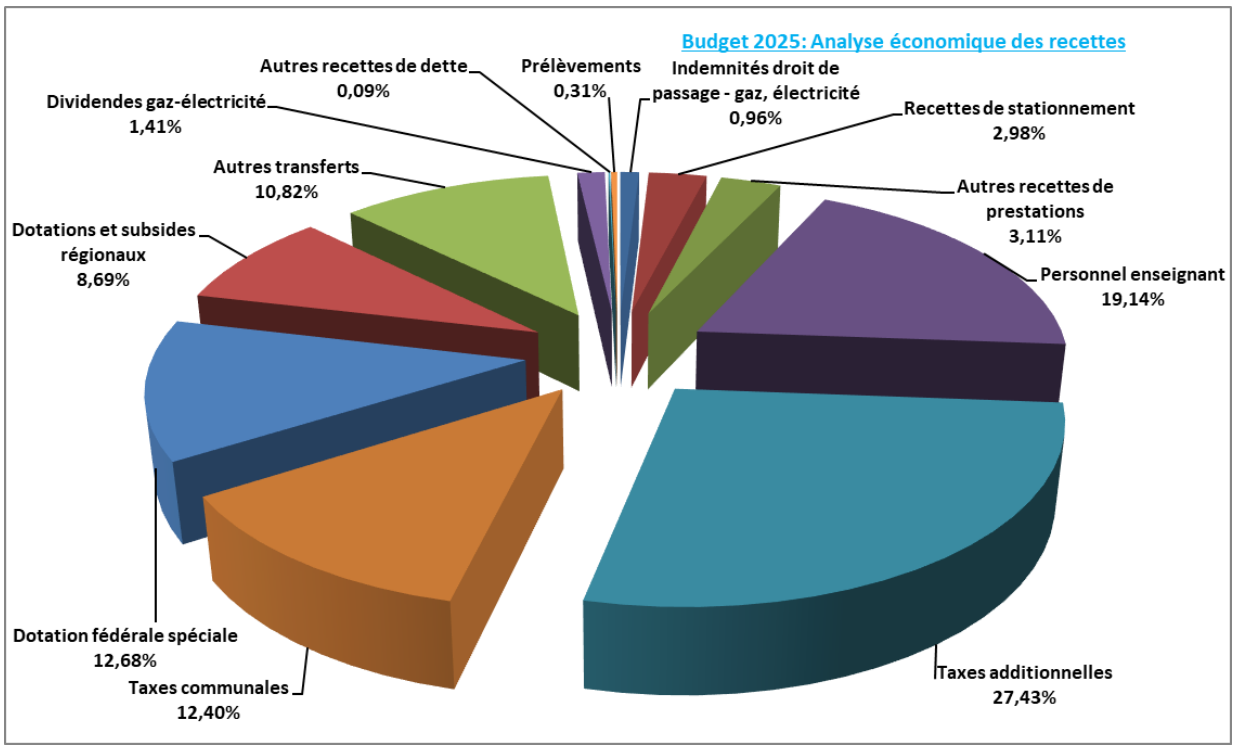

Budget 2025: Analyse économique des dépenses
Dette
9,86%
Autres transferts
8,57%
Dotation au CPAS
9,20%
Dotation à la Zone de police
13,50%
Fonctionnement
11,06%
Personnel hors enseignant
19,14%
Personnel enseignant
28,67%

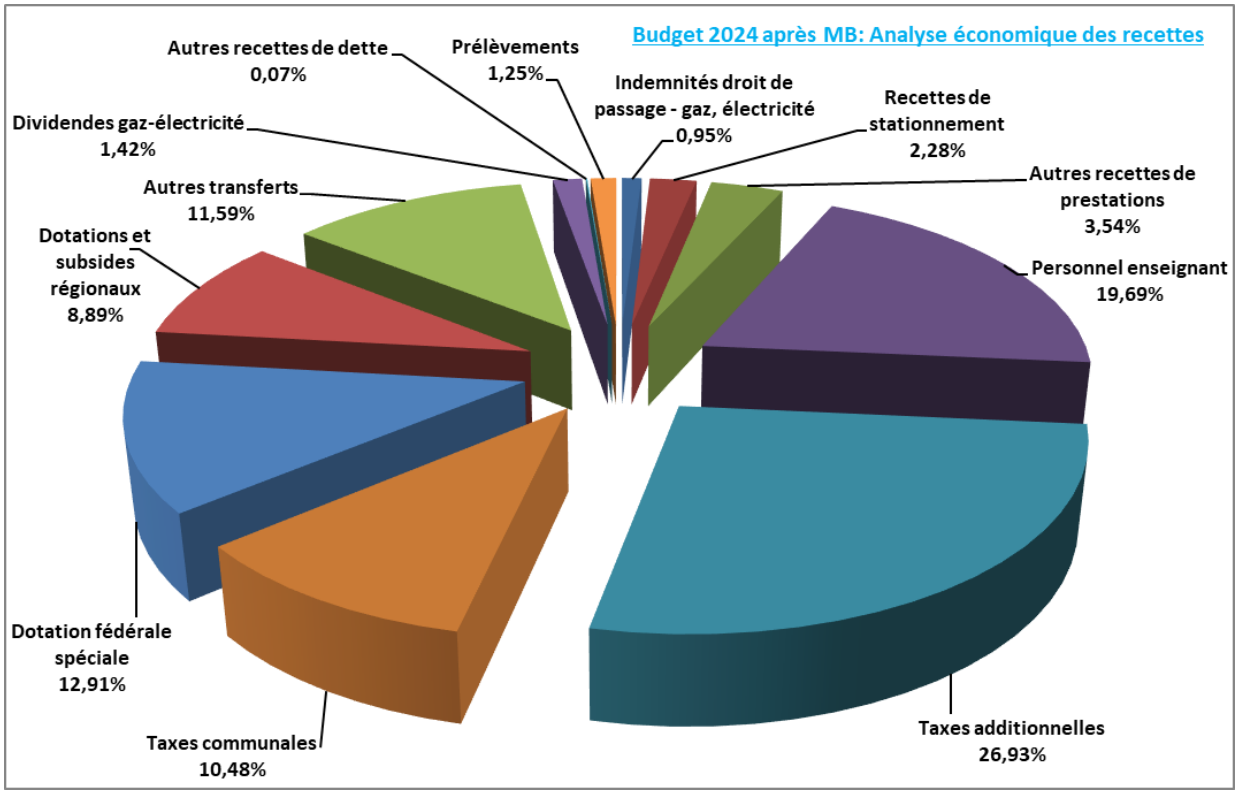


Les recettes (= origine des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2023	%	BUDGET 2024 après MB	%	BUDGET 2025	%
Prestations	75.023.924,05	7,21%	74.669.168,82	6,77%	80.695.992,51	7,05%
Indemnités droit de passage - gaz, électricité	*9.253.882,51*	*0,89%*	*10.520.000,00*	*0,95%*	*11.000.000,00*	*0,96%*
Recettes de stationnement	*23.624.174,47*	*2,27%*	*25.100.000,00*	*2,28%*	*34.060.000,00*	*2,98%*
Autres recettes de prestations	*42.145.867,07*	*4,05%*	*39.049.168,82*	*3,54%*	*35.635.992,51*	*3,11%*
Transferts	946.912.107,26	91,02%	997.755.662,46	90,49%	1.043.301.490,94	91,15%
Personnel enseignant	*194.897.380,65*	*18,73%*	*217.144.600,00*	*19,69%*	*219.043.555,00*	*19,14%*
Taxes additionnelles	*288.741.567,70*	*27,76%*	*296.950.887,15*	*26,93%*	*313.959.636,54*	*27,43%*
Taxes communales	*103.012.320,46*	*9,90%*	*115.536.193,28*	*10,48%*	*141.926.431,40*	*12,40%*
Dotation fédérale spéciale	*141.934.000,00*	*13,64%*	*142.379.000,00*	*12,91%*	*145.127.000,00*	*12,68%*
Dotations et subsides régionaux	*95.548.130,61*	*9,18%*	*97.970.844,56*	*8,89%*	*99.438.694,35*	*8,69%*
Autres transferts	*122.778.707,84*	*11,80%*	*127.774.137,47*	*11,59%*	*123.806.173,65*	*10,82%*
Dette	15.468.851,59	1,49%	16.428.375,94	1,49%	17.106.700,00	1,49%
Dividendes gaz-électricité	*15.066.079,36*	*1,45%*	*15.697.675,94*	*1,42%*	*16.100.000,00*	*1,41%*
Autres recettes de dette	*402.772,23*	*0,04%*	*730.700,00*	*0,07%*	*1.006.700,00*	*0,09%*
Prélèvements	2.906.811,80	0,28%	13.739.950,00	1,25%	3.553.953,39	0,31%
TOTAL	1.040.311.694,70	100,00%	1.102.593.157,22	100,00%	1.144.658.136,84	100,00%


350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
9.253.882,51
10.520.000,00
11.000.000,00
23.624.174,47
25.100.000,00
34.060.000,00
42.145.867,07
39.049.168,82
35.635.992,51
194.897.380,65
217.144.600,00
219.043.555,00
288.741.567,70
296.950.887,15
313.959.636,54
103.012.320,46
115.536.193,28
141.926.431,40
141.934.000,00
142.379.000,00
145.127.000,00
95.548.130,61
97.970.844,56
99.438.694,35
122.776.707,84
127.774.137,47
123.806.173,65
15.066.079,36
15.697.675,94
16.100.000,00
402.772,23
730.700,00
1.006.700,00
2.906.811,80
13.739.950,00
3.353.953,39
Indemnités droit de passage - gaz,...
Recettes de stationnement
Autres recettes de prestations
Personnel enseignant
Taxes additionnelles
Taxes communales
Dotation fédérale spéciale
Dotations et subsides régionaux
Autres transferts
Dividendes gaz-électricité
Autres recettes de dette
Prélèvements
COMPTE 2023
BUDGET 2024 après MB
BUDGET 2025


Budget 2025: Analyse économique des recettes
Autres recettes de dette
0,09%
Prélèvements
0,31%
Indemnités droit de
passage - gaz, électricité
0,96%
Dividendes gaz-électricité
1,41%
Recettes de stationnement
2,98%
Autres transferts
10,82%
Autres recettes de
prestations
3,11%
Dotations et subsides
régionaux
8,69%
Personnel enseignant
19,14%
Dotation fédérale spéciale
12,68%
Taxes communales
12,40%
Taxes additionnelles
27,43%



3.5. Evolution et structure générale des recettes

Les recettes courantes – hors prélèvements – s'élèvent à 1.141.104.183,45 € en 2025.

Les moyens financiers de la Ville se structurent autour de trois grandes catégories:

- **les recettes fiscales (c.à.d. les contributions des ménages et des entreprises);**
- **les fonds et les subsides reçus (donc les moyens financiers provenant des autorités supérieures et autres autorités);**
- **les ressources propres de la Ville (les recettes de prestations, les dividendes, les intérêts …).**

3.5.1. Les recettes de transferts

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Recettes de transferts (hors personnel enseignant)	752.014.726,61	780.611.062,46	824.257.935,94
Recettes de transferts - Personnel enseignant	194.897.380,65	217.144.600,00	219.043.555,00
Total Recettes de transferts	946.912.107,26	997.755.662,46	1.043.301.490,94

Les recettes de transferts (hors personnel enseignant) s'élèvent à 824.257.935,94 € en 2025.

3.5.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales directes et indirectes constituent toujours la principale source de financement de la Ville, soit un montant total de 455.886.067,94 €, ce qui représente ± 49,25 % des recettes totales d'un montant de 925.614.581,84 € (hors paiements directs ou personnel enseignant).

Environ 68,87 % des recettes fiscales proviennent de quatre taxes additionnelles reprises ci-dessous et 31,13 % des recettes fiscales proviennent des taxes communales directes.

a) Taxes additionnelles

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Taxe additionnelle au précompte immobilier	226.143.136,84	241.436.016,51	254.624.564,42
Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	44.379.576,15	37.322.294,18	41.116.217,42
Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles	3.326.278,24	3.300.000,00	3.326.278,24
Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques ("City Tax")	14.892.576,47	14.892.576,46	14.892.576,46
Total	288.741.567,70	296.950.887,15	313.959.636,54

a.1. Taxes additionnelles au précompte immobilier

La taxe additionnelle au précompte immobilier constitue la principale ressource des communes et représente 27,51 % des recettes totales (hors paiements directs ou personnel enseignant) au budget 2025. Il y a lieu de souligner que les centimes additionnels au précompte immobilier, n'a pas été modifié et reste à 2950.

La taxe additionnelle au précompte immobilier a été estimée sur base du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2024 hors matériel et outillage (*dans la mesure où, depuis le 1er janvier 2017, le précompte immobilier sur le matériel et outillage n'est plus enrôlé*), des centimes additionnels non modifiés à la Ville, du taux d'indexation et d'une prise en compte de certaines corrections (comme la prise en compte de la déduction pour enfants à charge et de la déduction pour habitations sociales).

Il est évident que le montant de 254.624.564,42 € inscrit sous la rubrique précompte immobilier reste une estimation.

a.2. Taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques

Il faut noter tout d'abord que la Ville de Bruxelles n'a pas augmenté son taux de centimes additionnels à l'IPP, qui, avec ses 6 %, est à un niveau proportionnellement plus bas que la moyenne régionale.

La taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques s'élève à 41.116.217,42 € en 2025. Cette estimation tient compte des prévisions reçues du SPF Finances.

a.3. Taxes additionnelles à la taxe de circulation

La taxe additionnelle à la taxe de circulation s'élève à 3.326.278,24 €. Il s'agit d'une estimation prudente et identique au montant de 2023 comme le préconise la circulaire budgétaire.

a.4. Taxes additionnelles à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax »)

Fin décembre 2016, le parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté une ordonnance relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Les communes bruxelloises ont la possibilité d'établir des centimes additionnels à cette taxe régionale.

L'administration fiscale régionale assure l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement de ces centimes additionnels.

La Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à verser un montant de 14.892.576,46 € (appelé « seuil historique ») à partir de l'année 2018, auquel pourrait s'ajouter la rétrocession dans le

courant de l'année n+1 de la différence entre la recette relative aux additionnels communaux réellement perçue et le « seuil historique ».

Dès lors, au budget 2025, il est prévu le « seuil historique » des taxes communales antérieures relatives à la taxe sur les établissements hôteliers et la taxe sur les appart-hôtels.

b) Taxes communales

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025	*Evolution 2025 par rapport au Compte 2023*	*Evolution 2025 par rapport au Budget 2024*
Taxe sur les surfaces de bureaux	62.433.051,86	68.610.000,00	89.000.000,00	*42,55%*	*29,72%*
Impôt sur la délivrance de documents administratifs (permis de conduire, permis de travail, cartes riverains, timbres consulaires,...)	6.217.412,00	6.005.000,00	6.500.000,00	*4,55%*	*8,24%*
Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique	8.895.428,89	12.710.000,00	10.000.000,00	*12,42%*	*-21,32%*
Taxe sur les emplacements de parcage	2.760.128,30	2.900.000,00	3.200.000,00	*15,94%*	*10,34%*
Taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne installés	5.249.110,40	5.500.000,00	8.200.000,00	*56,22%*	*49,09%*
Taxe sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés	487.483,64	520.000,00	1.425.263,40	*192,37%*	*174,09%*
Taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés	5.991.785,15	7.072.500,00	7.600.000,00	*26,84%*	*7,46%*
Taxe sur les enseignes	1.207.632,95	1.340.000,00	1.600.000,00	*32,49%*	*19,40%*
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Cinémas)	872.356,40	880.000,00	880.000,00	*0,88%*	*0,00%*
Taxe sur les parkings	853.430,00	1.010.000,00	1.010.000,00	*18,35%*	*0,00%*
Taxe sur les panneaux de publicité permanent	724.513,75	800.000,00	800.000,00	*10,42%*	*0,00%*
Taxe sur la construction, la reconstruction et la transformation de bâtiments	775.570,01	768.000,00	1.370.016,00	*76,65%*	*78,39%*
Taxe sur les magasins de nuit	603.289,80	692.000,00	711.000,00	*17,85%*	*2,75%*
Terrasses et étalages sur la voie publique	662.042,41	700.000,00	650.000,00	*-1,82%*	*-7,14%*
Impôt sur les incivilités en matière de propreté publique	949.374,95	900.000,00	1.000.000,00	*5,33%*	*11,11%*
Taxe sur les dispositifs publicitaires temporaires	970.215,68	1.250.000,00	1.250.000,00	*28,84%*	*0,00%*
Taxe sur les inhumations, dispersion des cendres	164.492,00	190.000,00	190.000,00	*15,51%*	*0,00%*
Taxe sur les logements garnis	805.383,25	900.000,00	2.200.000,00	*173,16%*	*144,44%*
Taxe sur les résidences non-principales	1.106.080,00	1.200.000,00	2.400.000,00	*116,98%*	*100,00%*
Taxe sur les locaux abrités dans des maisons de rendez-vous ou dans des immeubles où s'exercent des activités analogues	83.219,25	90.300,00	100.000,00	*20,16%*	*10,74%*
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Expositions)	109.787,50	200.000,00	300.000,00	*173,26%*	*50,00%*
Taxe sur les établissements bancaires et assimilés ainsi que sur les appareils distributeurs automatiques de billets de banque	57.681,00	59.123,03	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Taxe sur les appareils distributeurs de carburant	91.516,00	89.355,00	222.000,00	*142,58%*	*148,45%*
Taxe sur les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur (Taxe "Villo")	71.060,00	73.543,75	79.000,00	*11,17%*	*7,42%*
Taxe sur les citernes et réservoirs fixes et exploités à des fins commerciales ou industrielles	57.444,70	58.880,00	61.000,00	*6,19%*	*3,60%*
Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution	11.695,50	10.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Forains)	40.557,62	38.950,00	41.000,00	*1,09%*	*5,26%*
Impôt sur le séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire	15.920,00	25.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Taxe sur les serveuses et serveurs occupés dans les débits de boissons	10.466,00	10.727,00	11.100,00	*6,06%*	*3,48%*
Taxe sur la délivrance de documents administratifs - horeca	61.050,00	70.000,00	70.000,00	*14,66%*	*0,00%*
Impôt sur la location d'un caveau d'attente	24.750,00	30.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Impôt relatif aux exhumations	0,00	1.000,00	0,00	*0,00%*	*-100,00%*
Taxe sur les salles de ventes publiques de biens mobiliers	9.669,00	10.762,50	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux	5.952,00	5.952,00	5.952,00	*0,00%*	*0,00%*
Taxe sur les locaux où sont organisés des spectacles de charme	0,00	100,00	100,00	*0,00%*	*0,00%*
Impôt sur les espaces de coliving	509.200,00	615.000,00	850.000,00	*66,93%*	*38,21%*
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Manifestations sportives)	123.570,45	200.000,00	200.000,00	*61,85%*	*0,00%*
TOTAL	103.012.320,46	115.536.193,28	141.926.431,40	*37,78%*	*22,84%*

Les taxes communales s'élèvent à 141.926.431,40 € dans le budget 2025.

La Ville à pris la résolution de modifier sa formule d'indexation sur un certain nombres de taxes. Ainsi, dorénavant, l'indexation se basera sur l'évolution de l'indice santé, avec toutefois une indexation minimale de 2,5 %.

Certains taux de taxe ont été réévalués pour correspondre à l'évolution des taux au niveau des communes bruxelloises. D'autres taxes ont été supprimées.

3.5.1.2. Fonds et subsides reçus

Les recettes de fonds et les subsides provenant des pouvoirs publics supérieurs représentent ensemble la deuxième source de financement de la Ville.

Les recettes de fonds se caractérisent par un ensemble de dotations générales non affectées (dont les dotations régionales et fédérales).

Les subsides, quant à eux, sont destinés au financement de multiples dépenses spécifiques (comme les subventions destinées à l'enseignement, aux bibliothèques, à la politique de la Ville ….), ou au financement d'agents contractuels ou de la création d'emplois supplémentaires (Maribel social).

a) Dotation fédérale spéciale

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dotation fédérale spéciale	141.934.000,00	142.379.000,00	145.127.000,00

En vertu de l'article 64 de la loi spéciale du 16/01/1989 relative au financement des Communautés et des Régions, une dotation fédérale spéciale est accordée à la Ville de Bruxelles et qui est adaptée annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation. Le montant prévu en 2025 est de 145.127.000,00 €.

b) Dotations et subsides régionaux

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dotation générale régionale	45.325.032,50	45.285.770,77	48.415.332,29
Dotation spéciale régionale	1.802.654,82	0,00	0,00
Dotation pour l'échevin néerlandophone	6.330.624,05	6.315.236,16	6.583.600,73
Contribution régionale visant à associer les communes au développement économique de la Région	8.958.237,12	12.262.525,31	9.320.149,90
Dotation eau (en remplacement de l'indemnité Vivaqua)	2.435.199,04	2.741.897,70	2.796.735,65
Intervention dans le coût de la prime linguistique	2.288.667,92	2.313.828,18	2.469.412,67
Prime de statutarisation	560.000,00	447.224,13	530.224,13
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	143.047,65	182.606,90	181.582,90
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	12.146.577,18	7.758.302,45	6.025.071,00
Maribel Social	3.854.193,36	3.757.699,86	3.847.054,41
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	1.363.101,01	1.298.627,07	1.229.017,00
Subvention ACS	7.256.202,02	7.316.076,66	7.293.566,72
Subvention Performance Energétique	124.922,00	132.000,00	132.000,00
Subsides régionaux dans le cadre des Contrats de Quartier Durable, Contrats de Rénovation Urbaine, Contrats Ecole et Contrat d'Axe et Contrat d'ilôt	1.753.475,69	1.752.864,94	1.303.691,53
Protocole d'accord sectoriel	1.206.196,25	6.406.184,43	9.311.255,42

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue un crédit budgétaire annuel destiné à assurer le financement général des communes.
En vertu de la nouvelle ordonnance du 27/07/2017 fixant la répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale (*abrogeant également l'ancienne ordonnance en vigueur et l'ordonnance du 19/07/2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région*), la dotation générale aux communes regroupe:

- **La dotation générale classique;**

- La dotation destinée à neutraliser l'effet négatif engendré par l'introduction d'un nouvel espace de développement renforcé du logement et de la rénovation;
- La dotation destinée à corriger les effets négatifs de la répartition de la dotation générale aux communes;
- La subvention visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région.

Le montant prévu en 2025 est de 48.415.332,29 €.

c) Subsides régionaux à rétrocéder à d'autres entités

Certains subsides sont octroyés aux communes et font l'objet d'une rétrocession intégrale auprès d'autres entités satellites de la Ville (CPAS, hôpitaux publics, diverses A.S.B.L. de la Ville, etc.).

Ces subsides sont repris dans le tableau ci-après:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Intervention dans le coût de la prime linguistique	426.000,76	374.091,94	256.438,86
Prime de statutarisation	56.000,00	154.240,00	64.140,00
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	46.949,66	68.600,00	63.204,06
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	20.692.660,97	10.428.447,16	11.341.757,91
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	727.849,61	730.000,00	820.600,00
Subvention ACS	1.122.607,02	1.144.588,02	1.161.898,27
Protocole d'accord sectoriel	3.690.255,90	11.908.384,32	15.509.840,35

3.5.2. Recettes de prestations

Les recettes de prestations regroupent les recettes récurrentes provenant des biens communaux, des services rendus à la population et d'autres services généraux (recettes d'entrées, garderie, loyers, horodateurs, indemnités de droits de passage sur la voirie communale,…).

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Recettes de prestations	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51

Les recettes de prestations sont estimées à 80.695.992,51 € en 2025.

A noter toutefois que plusieurs de ces recettes sont difficilement évaluables et présentent des variations d'une année à l'autre. Dès lors, il est recommandé d'être prudent lors de l'évaluation de ces recettes.

Le tableau ci-après reprend quelques recettes de prestations significatives:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Recettes Horodateurs	23.624.174,47	25.100.000,00	34.060.000,00
Concessions kermesses, marchés, Casino, …	7.145.548,66	7.210.000,00	7.759.233,98
Indemnité droit de passage - Gaz	2.388.918,34	3.310.000,00	3.000.000,00
Indemnité droit de passage - Electricité	6.864.964,17	7.210.000,00	8.000.000,00
Redevances en matière d'urbanisme (permis d'urbanisme, d'environnement, occup. Temporaire voie publique, …)	874.573,02	1.000.000,00	840.000,00
Redevances sur les occupations diverses de la Voirie, recettes de surfaces publicitaires	4.934.947,68	5.150.000,00	5.340.000,00
Note de crédit i-City	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Enseignement (interv.parents transports scolaires, surveillance, droits d'inscription HEFF)	2.658.149,07	2.130.000,00	2.450.000,00
Sports (occup.salles, terrains, parkings, buvettes, vacances sportives)	2.180.008,81	2.925.769,70	1.010.000,00
Crèches (interv.parents surveillance)	2.673.538,06	3.500.000,00	2.650.000,00
Bibliothèques (prêts, abonnements, …)	59.499,94	86.000,00	70.000,00
Part du personnel dans titres-repas électroniques	914.840,82	971.672,78	924.841,30
Produit vente carburant à des tiers	798.327,10	1.000.000,00	800.000,00
Redevance install.interdiction stationnement	1.148.894,88	1.150.000,00	1.000.000,00
Produit concession sépultures	181.880,00	220.000,00	220.000,00
Remboursement décompte prime responsabilisation	4.521.755,23	3.438.692,85	2.200.000,00
Autres (notes de crédit, produits locations, …)	14.053.903,80	8.267.033,49	8.371.917,23
Total	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51

La recette « Horodateurs » est estimée à 34.060.000,00 € en 2025 faisant suite à la hausse des tarifs décidés pour l'année 2025 et suivants, à l'augmentation du taux de recouvrement suite à l'intensification de la procédure de recouvrement, et à la continuité de la politique adopté quant au contrôles réguliers et systématiques à l'aide de véhicules de contrôle.

A noter que la redevance en matière d'urbanisme est une recette de prestations depuis 2016 alors que cette recette était une taxe communale directe précédemment. Elle est estimée à 840.000,00 € en 2025.

Les indemnités pour droit de passage dans le voirie publique (gaz et électricité) constituent une ressource appréciable et sont évaluées à 3.000.000,00 € (gaz) et à 8.000.000,00 € (électricité) en 2025.

3.5.3. Recettes de la dette

En 2025, les recettes de dette s'élèvent à 17.106.700,00 €.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Recettes de la dette	15.468.851,59	16.428.375,94	17.106.700,00

Les dividendes (gaz et électricité) augmentent légèrement.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dividende Gaz	4.579.575,61	5.620.000,00	5.400.000,00
Dividende Electricité	10.486.503,75	10.077.675,94	10.700.000,00
Intérêts créditeurs, intérêts de retard	402.772,23	730.700,00	1.006.700,00

3.5.4. Recettes de prélèvements

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Recettes de prélèvements	2.906.811,80	13.739.950,00	3.553.953,39

Les recettes de prélèvements s'élèvent à 3.553.953,39 € au budget 2025 et sont réparties comme suit:

Reprise de provision	
Provision déficit hôpitaux	3.500.000,00
	3.500.000,00
Utilisation de provision	
Subside LIGHTHOUSES	53.953,39
	53.953,39
Total Prélèvements	3.553.953,39

3.6. Evolution et structure générales des dépenses

Les dépenses budgétées (hors paiements directs ou personnel enseignant) s'élèvent à 925.559.363,73 € en 2025.

3.6.1. Dépenses de personnel

Comme mentionné précédemment, la Ville de Bruxelles avec environ 9.175 collaborateurs (hors CPAS, Zone de Police, et ASBL communales …), est un pourvoyeur d'emplois majeur au sein de la Région bruxelloise.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dépenses de personnel (hors personnel enseignant)	306.493.930,29	318.306.469,72	328.124.942,20

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Personnel enseignant (code écon. 11111)	194.897.380,65	217.144.600,00	219.043.555,00

Le poste des dépenses de personnel reste le plus important.

Il représente ± 47,80 % des dépenses ordinaires, paiements directs aux enseignants compris et +/- 35,45 % des dépenses ordinaires sans les paiements directs.

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel (hors instruction publique et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel (hors instruction publique) (hors personnel enseignant)	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	157.846.570,27	167.328.657,74	168.569.316,98
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	12.879.330,79	13.497.856,90	13.777.566,03
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	61.393.209,11	61.185.844,00	64.858.106,31
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	9.835.883,37	11.888.840,85	11.748.200,44
Charges de pensions (116)	818.546,49	844.560,00	879.451,20
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	0,00	5.000,00	1.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	19.505.610,95	16.159.578,53	18.553.301,24
TOTAL	262.279.150,98	270.910.338,02	278.386.942,20
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	*151.000,00*	*151.000,00*	*192.000,00*

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel de l'instruction publique (hors personnel administratif et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Instruction publique (hors personnel enseignant)	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	26.811.815,71	30.155.697,64	30.306.510,00
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	1.903.474,18	2.024.500,00	2.066.700,00
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	11.775.761,15	10.768.063,00	12.632.700,00
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (115)	3.723.728,27	4.447.871,06	4.732.090,00
TOTAL	44.214.779,31	47.396.131,70	49.738.000,00
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	41.000,00	41.000,00	50.000,00

Le tableau ci-après reprend la répartition globale du coût du personnel (hors personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel, instruction publique compris (hors personnel enseignant)	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	184.658.385,98	197.484.355,38	198.875.826,98
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	14.782.804,97	15.522.356,90	15.844.266,03
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	73.168.970,26	71.953.907,00	77.490.806,31
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	13.559.611,64	16.336.711,91	16.480.290,44
Charges de pensions (116)	818.546,49	844.560,00	879.451,20
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	0,00	5.000,00	1.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	19.505.610,95	16.159.578,53	18.553.301,24
TOTAL	306.493.930,29	318.306.469,72	328.124.942,20
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	*192.000,00*	*192.000,00*	*242.000,00*

3.6.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ne représentent qu'une partie limitée des dépenses courantes (soit hors prélèvements et hors traitements du personnel enseignant), pour une proportion de 13,68 %.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dépenses de fonctionnement	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 126.619.769,52 € en 2025.

Le tableau ci-après reprend une répartition des dépenses de fonctionnement selon la nature économique de la dépense.

De plus, ce tableau reprend quelques dépenses significatives en matière de fonctionnement:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Remboursement de frais et indemnités de service (121)	461.722,50	469.315,60	532.988,39
Honoraires et dépenses de personnel étranger à l'administration (122)	7.088.371,77	7.767.784,53	7.204.900,75
Dépenses de fonctionnement administratif (123)	52.235.017,10	52.716.466,24	48.571.356,50
dont :			
Fournitures administratives (12302)	*3.044.740,58*	*3.682.177,50*	*3.479.601,00*
Prestations administratives de tiers (12306)	*690.649,64*	*882.400,00*	*528.472,00*
Frais de correspondance (12307)	*1.191.857,71*	*1.202.000,00*	*1.055.000,00*
Frais de télécommunication (12311)	*719.000,00*	*861.510,00*	*788.058,50*
Location, entretien matériel bureau (photocopieurs, terminaux paiements …) (12312)	*26.948,98*	*29.580,00*	*27.500,00*
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (13901/12313)	*39.816.815,00*	*39.817.000,00*	*38.138.000,00*
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (autres 12313)	*444.880,86*	*477.240,00*	*310.150,00*
Frais de formation du personnel (12317)	*606.653,73*	*695.950,00*	*656.710,00*
Dépenses de fonctionnement technique (124)	22.948.315,26	33.202.498,74	30.565.231,06
dont :			
Fournitures techniques (12402)	*5.680.880,54*	*6.669.622,07*	*5.482.781,42*
Fournitures, entretien, location vêtements travail (12405)	*689.980,49*	*812.000,00*	*601.850,00*
Prestations techniques de tiers (12406)	*11.821.807,47*	*18.083.040,00*	*17.794.755,28*
Assurances RC, Incendie (12408)	*686.118,93*	*865.500,00*	*1.004.250,00*
Transports scolaires (70508/12424)	*536.125,20*	*759.825,49*	*700.000,00*
Dépenses de fonctionnement des bâtiments (125)	32.377.781,06	35.784.104,55	35.230.884,79
dont :			
Prestations de tiers pour les bâtiments (12506)	*12.603.295,45*	*12.908.179,81*	*12.313.845,13*
Assurances couvrant les biens immobiliers (12508)	*1.292.501,84*	*1.500.000,00*	*1.555.000,00*
Impôts, taxes et redevances diverses sur biens immobiliers (12510)	*4.730.629,59*	*5.237.221,60*	*5.519.459,66*
Fournitures d'électricité (12512)	*7.382.716,29*	*6.252.502,05*	*7.683.684,00*
Fournitures de gaz (12513)	*3.496.484,21*	*7.095.814,76*	*5.209.446,00*
Fournitures d'eau (12515)	*1.952.501,31*	*1.737.795,85*	*2.040.000,00*
Loyers et charges locatives des immeubles (126)	1.343.139,61	1.268.110,46	1.464.856,00
Dépenses de fonctionnement des véhicules (127)	2.339.844,04	2.481.000,00	2.239.502,03
dont :			
Assurances couvrant les véhicules (12708)	*154.579,15*	*143.000,00*	*133.002,03*
Huiles et carburant (12703)	*1.532.719,92*	*1.650.000,00*	*1.325.000,00*
Fournitures et pièces de rechange pour véhicules (12702)	*315.805,81*	*305.000,00*	*274.500,00*
Contrats entretien, réparation - contrôles techniques véhicules (12706)	*107.712,28*	*143.000,00*	*327.000,00*
Taxe kilométrique poids lourds (12710)	*61.556,11*	*65.000,00*	*55.000,00*
Leasing véhicules (12712)	*167.460,77*	*175.000,00*	*125.000,00*
Frais de gestion financière (128)	722.614,25	717.550,00	810.050,00
Dépenses de fonctionnement de voirie (140)	4.194.640,18	0,00	0,00
dont :			
Eclairage public (42305/14002)	*318.540,23*	*0,00*	*0,00*
Petites réparations, entretiens bornes, marquages routiers … (42105/14006)	*1.405.839,67*	*0,00*	*0,00*
Signalisation lumineuse, non lumineuse, temporaire (42305/14006)	*1.770.260,28*	*0,00*	*0,00*
TOTAL	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52

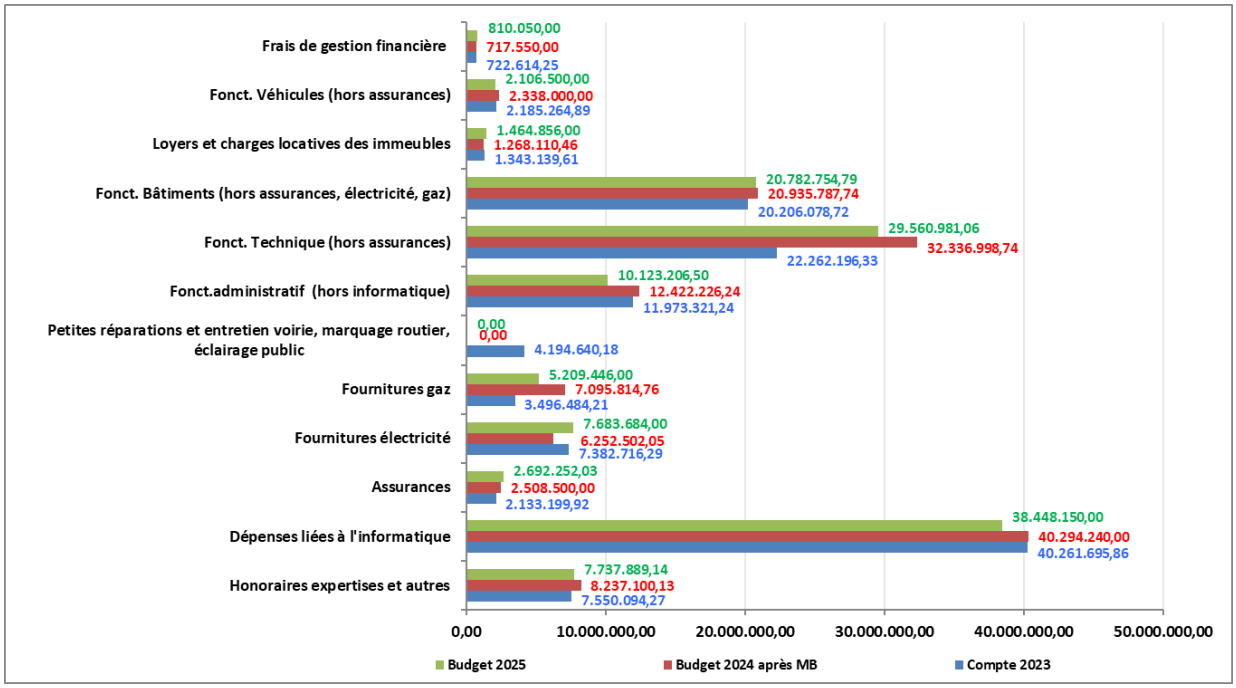
Il faut noter qu'il a été demandé à chaque département d'évaluer au plus juste les dépenses de fonctionnement réellement nécessaires pour l'année 2025. Ainsi chaque dépense de fonctionnement a été évaluée (poste par poste) de manière rigoureuse. De cette manière, soit des dépenses non essentielles ont été supprimées, soit des dépenses ont été stabilisées par rapport à la réalisation du compte 2023, ou soit des dépenses ont été naturellement indexées car liées à des contrats de fournitures ou de prestations externes.

Les frais globaux de gestion et du fonctionnement de l'informatique sont estimées à 38.448.150,00 € en 2025 et représentent 30,37 % des dépenses de fonctionnement.

Les coûts d'énergie (gaz, électricité et eau) sont estimées à 14.933.130,00 € et représentent 11,79 % des dépenses de fonctionnement.

En résumé:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Honoraires expertises et autres	7.550.094,27	8.237.100,13	7.737.889,14
Dépenses liées à l'informatique	40.261.695,86	40.294.240,00	38.448.150,00
Assurances	2.133.199,92	2.508.500,00	2.692.252,03
Fournitures électricité	7.382.716,29	6.252.502,05	7.683.684,00
Fournitures gaz	3.496.484,21	7.095.814,76	5.209.446,00
Petites réparations et entretien voirie, marquage routier, éclairage public	4.194.640,18	0,00	0,00
Fonct.administratif (hors informatique)	11.973.321,24	12.422.226,24	10.123.206,50
Fonct. Technique (hors assurances)	22.262.196,33	32.336.998,74	29.560.981,06
Fonct. Bâtiments (hors assurances, électricité, gaz)	20.206.078,72	20.935.787,74	20.782.754,79
Loyers et charges locatives des immeubles	1.343.139,61	1.268.110,46	1.464.856,00
Fonct. Véhicules (hors assurances)	2.185.264,89	2.338.000,00	2.106.500,00
Frais de gestion financière	722.614,25	717.550,00	810.050,00
Total	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52



3.6.3. Dépenses de dotations ou de transferts

Les dotations versées ou les dépenses dites de transferts sont les montants que la commune transfère à d'autres acteurs dans le domaine public ou privé, afin d'équilibrer leur budget ou de soutenir leur fonctionnement. D'une part, la Ville est légalement tenue de couvrir le déficit d'exploitation des instances locales comme la Zone de police, le CPAS, les hôpitaux publics et les fabriques d'églises. Et d'autre part, la Ville décide de manière facultative d'octroyer certaines interventions.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dépenses de transferts	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67

Dans l'ensemble, les dépenses de transfert s'élèvent à 357.922.275,67 € en 2025.

a) Dotation à la Zone de police

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dotation à la Zone de police	125.400.321,40	135.841.328,57	154.522.278,14

La dotation octroyée à la Zone de Police de Bruxelles-Capitale-Ixelles est de 154.522.278,14 € et augmente de 18.680.949,57 € par rapport à 2024. Cette augmentation tient notamment compte des hausses des dépenses de personnel (indexation).

b) Dotation au CPAS

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dotation générale au CPAS	94.848.500,00	101.819.300,00	105.319.300,00

La dotation pour manque de ressources du CPAS de Bruxelles est de 105.319.300,00 € en 2025. L'augmentation par rapport à 2024 tient notamment compte des indexations des salaires, de la cotisations de responsabilisation et d'autres facteurs.

c) Intervention dans les charges d'emprunts suite à la restructuration des MR/MRS

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Intervention de la Ville dans les charges d'emprunts CPAS suite restructuration MR/MRS	1.678.600,00	1.613.300,00	1.594.100,00

Le CPAS de Bruxelles et la Ville de Bruxelles ont conclu un accord par lequel la Ville intervient dans le coût de la restructuration des maisons de repos (MR) et des maisons de repos et de soins (MRS).

Ainsi, suivant cet accord, la Ville rembourse le CPAS des charges d'emprunt contractés dans le cadre de cette restructuration.

d) Subvention régionale spéciale à destination des hôpitaux publics

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Subvention spéciale pour intervention dans charges des hôpitaux publics	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté le 13 février 2003 (MB 05/09/2003) une ordonnance accordant une ou des subventions spéciales, en faveur des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, destinées à la réalisation de tâches d'intérêt communal.

Les conventions annuelles en application de l'ordonnance du 13/02/2003 portant sur l'octroi des subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale font état que le gouvernement verse à la Ville une subvention spéciale afin de remplir une mission d'intérêt communal, au titre spécifique d'intervention de la commune dans le déficit des hôpitaux publics bruxellois.

Cette intervention régionale est directement rétrocédée aux hôpitaux. Elle s'élève à 6.235.000,00 € en 2025.

e) Subventions régionales rétrocédées à diverses entités

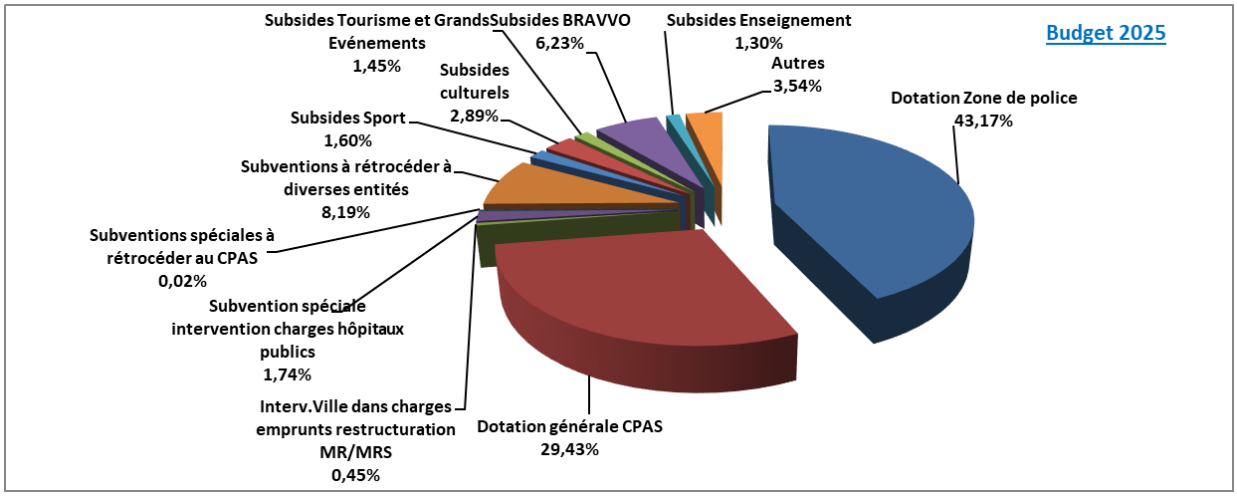
La Région octroie à la Ville diverses subventions spécifiques qui sont rétrocédées immédiatement à diverses entités, comme le CPAS, les hôpitaux publics, les Cuisines bruxelloises, le Mont de Piété, etc. Le tableau ci-après reprend ces subventions spécifiques:

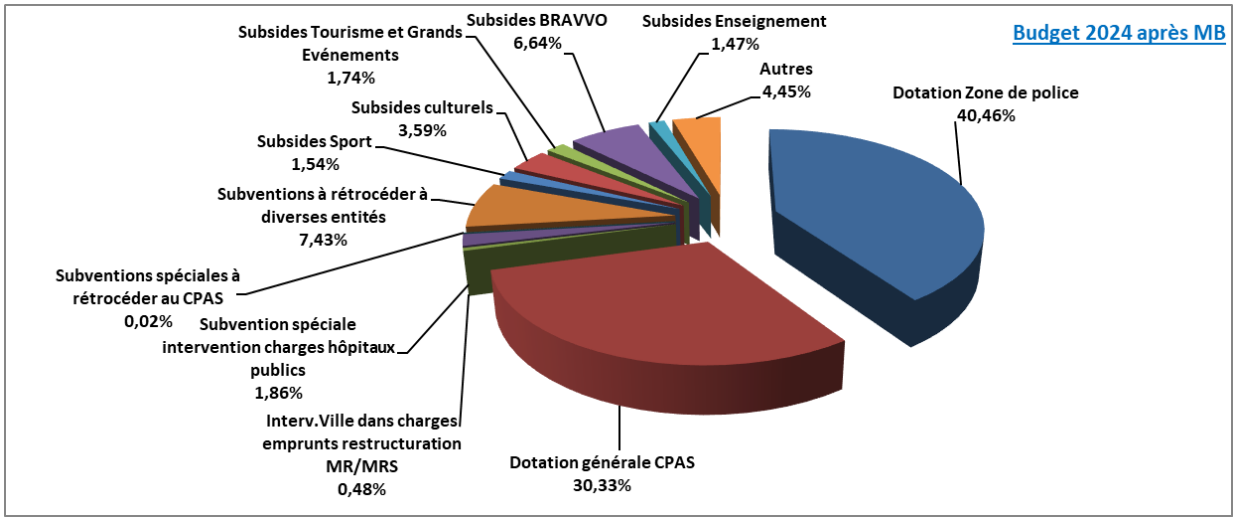
	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Intervention dans le coût de la prime linguistique	0,00	232.507,90	256.438,86
Prime de statutarisation	56.000,00	154.240,00	64.140,00
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	46.949,66	68.600,00	40.434,06
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	10.428.223,67	10.428.447,16	11.341.757,91
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	727.849,61	730.000,00	820.600,00
Subvention ACS	1.122.607,02	1.144.588,02	1.161.898,27
Subvention radicalisme	60.000,00	120.000,00	120.000,00
Protocole d'accord sectoriel	14.232.884,16	12.049.968,46	15.509.840,35

La Ville soutient également financièrement diverses associations locales.

Au budget 2025, un effort a été consenti en ce qui concerne les subsides non obligatoires.
Le tableau chiffré et les représentations graphiques ci-après reprennent l'ensemble des dépenses de transferts par nature:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dotation Zone de police	125.400.321,40	135.841.328,57	154.522.278,14
Dotation générale CPAS	94.848.500,00	101.819.300,00	105.319.300,00
Interv.Ville dans charges emprunts restructuration MR/MRS	1.678.600,00	1.613.300,00	1.594.100,00
Subvention spéciale intervention charges hôpitaux publics	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00
Subventions spéciales à rétrocéder au CPAS	58.712,64	59.000,00	63.000,00
Subventions à rétrocéder à diverses entités	26.674.514,12	24.928.351,54	29.315.109,45
Subsides Sport	4.721.544,04	5.171.049,00	5.720.769,00
Subsides culturels	11.711.620,95	12.066.851,00	10.335.396,55
Subsides Tourisme et Grands Evénements	5.686.634,96	5.835.130,00	5.179.860,00
Subsides BRAVVO	21.305.883,26	22.276.180,47	22.295.493,42
Subsides Enseignement	4.584.153,82	4.931.459,89	4.656.871,90
Autres	23.859.712,52	14.927.498,11	12.685.097,21
Total	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67





3.6.4. Dépenses liées à la dette

3.6.4.1. Analyse générale des dépenses liées à la dette

Les dépenses de la dette d'emprunt s'élèvent à 94.663.624,39 € en 2025.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dépenses d'emprunt	70.089.946,32	78.740.181,41	94.663.624,39

Plus précisément, afin de financer les dépenses d'investissements inscrites au service extraordinaire (travaux, achats, maintenances …), la Ville contracte des emprunts.

Le remboursement de ces emprunts et les charges d'intérêts qui y sont liées constituent les principaux composants des dépenses liées à la dette.

Outre celles-ci, les dépenses de la dette comprennent également des charges liées aux intérêts débiteurs sur comptes financiers, aux intérêts de retard ou moratoires, à une rente perpétuelle et autres amendes. Ces dépenses sont évaluées à 18.228.751,94 € en 2025.

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Autres dépenses de la dette	13.770.994,65	15.135.503,94	18.228.751,94

3.6.4.2. Analyse générale des dépenses liées à l'endettement

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts suivant leur nature:

	Amortissements capitaux	Intérêts	Total
Emprunts à charge de la Ville	68.224.724,67	16.616.603,80	84.841.328,47
Emprunts FRBRTC	1.602.205,87	1.284.104,56	2.886.310,43
Emprunts IRIS	1.582.870,10	244.425,24	1.827.295,34
Dette de location financement	1.841.693,58	3.266.996,57	5.108.690,15

Légende : FRBRTC = Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries communales

Emprunts Ville + FRBRTC	69.826.930,54	17.900.708,36	87.727.638,90

La dette liée aux emprunts à charge de la Ville (hors emprunts IRIS et FRBRTC) représente 9,17 % des dépenses totales (hors prélèvements et traitements des enseignants). Ces proportions restent constantes depuis plusieurs années.

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts à charge de la Ville:

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Amortissement capitaux	52.020.718,50	56.859.851,55	68.224.724,67
Intérêts	6.846.934,50	11.224.599,06	16.616.603,80
TOTAL	58.867.653,00	68.084.450,61	84.841.328,47

La dette liée aux emprunts directement à charge de la Ville est de 84.841.328,47 € en 2025 (repartie entre les charges d'intérêts pour 16.616.603,80 € et le remboursement des capitaux empruntés pour 68.224.724,67 €).

Les prévisions budgétaires tiennent compte des contrats d'emprunts en cours, et des consolidations d'emprunts qui auront lieu dans le courant de l'année 2025 et qui concernent le financement de la charge nette des investissements de l'année 2019.

Afin de maîtriser les charges de la dette qui influencent à court, à moyen et à long terme l'équilibre du budget ordinaire, la Ville s'est attachée à maîtriser ses investissements, en veillant systématiquement à apprécier correctement la valeur ajoutée de chaque investissement afin que la Ville ne dépasse pas sa capacité d'emprunt.

Le niveau des investissements reste néanmoins ambitieux, dans la mesure où la Ville affirme son soutien au dynamisme économique dans une période où cela est plus que jamais nécessaire, et tente de répondre aux défis démographiques et environnementaux .

De plus, la consolidation des nouveaux emprunts se fait sur base des paiements déjà effectués pour les investissements plusieurs mois ou années après leur réalisation. Ainsi, la mise à disposition des emprunts se fait donc au fur et à mesure dans le temps, sur base des réelles imputations et des disponibilités de la trésorerie.

La dette de location financement correspond à la redevance annuelle à payer concernant le coût d'investissement de la construction du nouveau bâtiment administratif Brucity en faveur du promoteur et s'élève à 5.108.690,15 €.

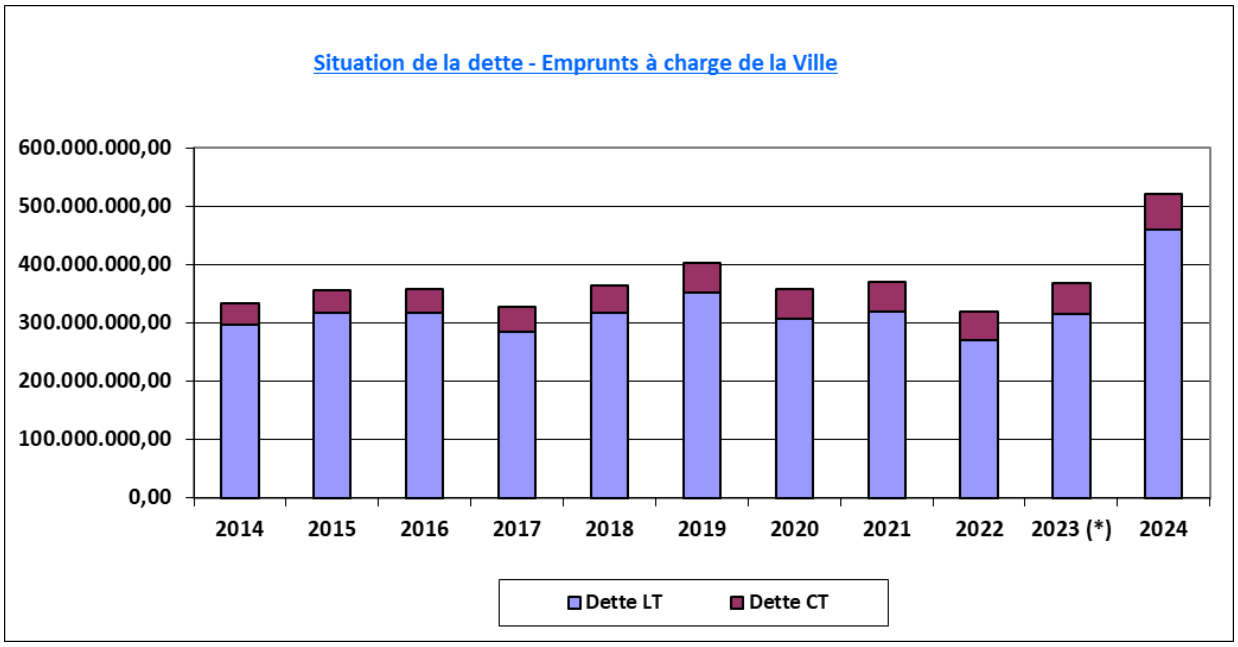
3.6.4.3. Analyse de l'endettement

Le tableau et la représentation graphique ci-après reprennent la situation de l'endettement de la Ville de 2014 à 2024:

Situation de la dette - Emprunts à charge de la Ville (hors prêts FRBRTC)				
Au 31/12/xxxx	**Dette LT**	**Dette CT**	**Dette Tot.**	**Evolution**
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	**
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	319.321.150,77	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%
2023 (*)	315.932.387,44	51.596.811,04	367.529.198,48	15,10%
2024	459.789.749,09	61.749.997,98	521.539.747,07	41,90%

(*) calcul au 1/12/2023

Croissance annuelle moyenne entre 2014 et 2024: 5,61%



Le niveau de l'endettement de la Ville démontre les efforts d'investissements consentis par la Ville pour offrir des lieux de qualité à l'ensemble des acteurs fréquentant les milieux d'enseignement, de la petite enfance, culturels et sportifs, ou pour offrir un cadre de vie agréable dans l'espace public.

Ces efforts se conjuguent par une politique de diversification des instruments financiers utilisés comme:

- **Le recours aux emprunts classiques;**
- **L'émission de billets de trésorerie à court et long terme.**

3.6.5. Dépenses de prélèvements

	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
Dépenses de prélèvements	**4.350.000,00**	**3.125.123,45**	**0,00**

Il n'y a pas de dépenses de prélèvements prévues au budget 2025.

4. Budget extraordinaire

Au budget 2025, les dépenses du service extraordinaire sont inscrites pour un montant total de 153.118.144,85 €.

Les recettes prévues en désinvestissements, en subsides et prêts octroyés par la Région (FRBRTC) et d'autres autorités et en prélèvements sont de 35.028.272,90 €, ce qui porte la charge nette du budget extraordinaire à 118.089.871,95 €.

	BUDGET 2025
DEPENSES	153.118.144,85
(-) RECETTES SUBSIDES et DESINVESTISSEMENTS	35.028.272,90
CHARGE NETTE	118.089.871,95

Les données chiffrées ci-après présentent la ventilation économique des dépenses et des recettes:

BUDGET 2025

DEPENSES	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
INVESTISSEMENTS	189.812.341,46	185.559.310,91	119.612.485,28
TRANSFERTS	16.842.423,44	34.430.281,57	23.080.659,57
DETTE	19.100.000,00	18.400.000,00	10.425.000,00
PRELEVEMENTS	0,00	10.844.678,00	0,00
TOTAL	225.754.764,90	249.234.270,48	153.118.144,85

RECETTES	Compte 2023	Budget 2024 après MB	Budget 2025
INVESTISSEMENTS	186.747,23	22.100,00	25.100,00
TRANSFERTS	62.542.900,39	54.091.353,35	33.801.565,90
DETTE	100.228.766,04	195.120.817,13	119.291.478,95 *
PRELEVEMENTS	0,00	0,00	0,00
TOTAL	162.958.413,66	249.234.270,48	153.118.144,85
RESULTAT	-62.796.351,24	0,00	0,00

** Les recettes de dettes prennent en compte les emprunts FRBRTC*

Les investissements communaux peuvent être financés de 3 façons:

- **par subsides en capital;**
- **par fonds propres (utilisation des fonds de réserve, transfert de moyens du budget ordinaire vers le budget extra…);**
- **par emprunt.**

Une attention particulière a été accordée au choix des projets d'investissements sur base d'une étude de leur valeur ajoutée, aux points de vue social, environnemental et économique.

Par ailleurs, les investissements qui engendrent des économies de dépenses courantes sur le long terme seront privilégiés. On y inclut par exemple les investissements ayant un impact sur la consommation d'énergie.

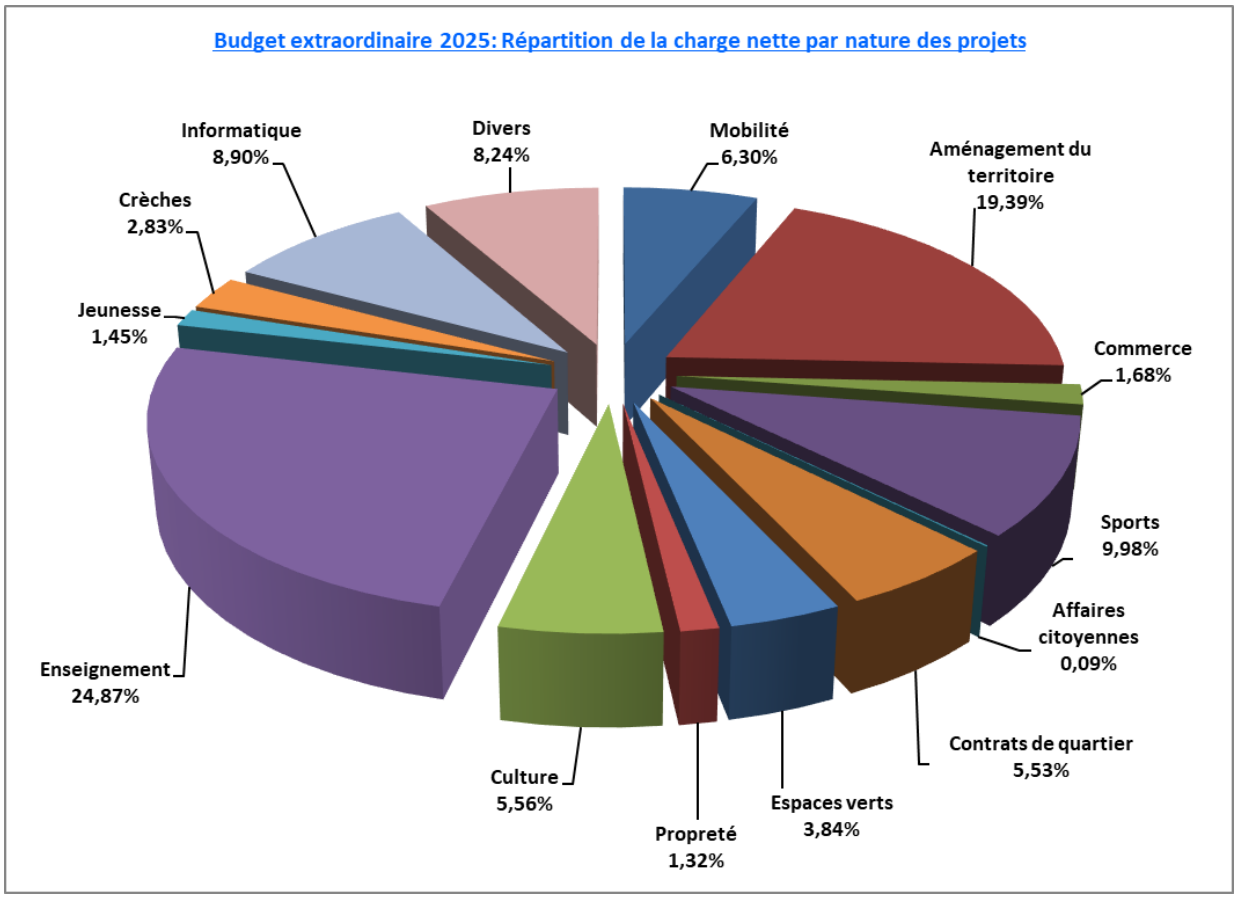
En résumé, la Ville s'inscrit donc dans une double démarche, à la fois, celle de surveiller le volume d'investissement pour ne pas se surendetter, d'une part, et celle d'apporter une contribution forte et directe à l'activité économique et à l'amélioration du cadre de vie de la population, d'autre part.

Le budget du service extraordinaire prévoit donc des investissements à réaliser lors de l'exercice 2025 à hauteur de 153.118.144,85 €.

Le tableau chiffré explique, par nature des projets:

- ✓ **les montants d'investissements prévus au budget 2025 (« charge brute »);**
- ✓ **les sources de financement prévues sous forme de subsides, ventes et prélèvements;**
- ✓ **la charge nette à supporter par la Ville dans le cadre de la réalisation de ces investissements (« charge nette ») (pour laquelle une représentation graphique illustre la ventilation des natures de projet).**

Nature des projets	Charge brute	Subsides, ventes, prélèvements	Charge nette	*% charge nette*
Mobilité	7.536.000,00	15.000,00	7.521.000,00	*6,30%*
Aménagement du territoire	27.913.725,00	4.780.883,00	23.132.842,00	*19,39%*
Commerce	2.003.000,00	0,00	2.003.000,00	*1,68%*
Sports	14.854.000,00	2.945.600,00	11.908.400,00	*9,98%*
Affaires citoyennes	109.500,00	0,00	109.500,00	*0,09%*
Contrats de quartier	25.016.808,17	18.414.897,67	6.601.910,50	*5,53%*
Espaces verts	4.587.652,45	5.000,00	4.582.652,45	*3,84%*
Propreté	1.585.000,00	5.000,00	1.580.000,00	*1,32%*
Culture	7.633.500,00	1.000.000,00	6.633.500,00	*5,56%*
Enseignement	31.750.000,00	2.076.917,00	29.673.083,00	*24,87%*
Jeunesse	1.725.000,00	0,00	1.725.000,00	*1,45%*
Crèches	3.375.000,00	0,00	3.375.000,00	*2,83%*
Informatique	14.734.637,00	4.117.803,00	10.616.834,00	*8,90%*
Divers	10.294.322,23	465.565,23	9.828.757,00	*8,24%*
Total	153.118.144,85	33.826.665,90	119.291.478,95	*100,00%*



Pour plus de détails, les projets d'investissements pour 2025, 2026, 2027 et 2028 se trouvent dans le plan pluriannuels d'investissements.

2. RESULTAT 2025 - ETATS RECAPITULATIFS - BUDGETS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

(Ces états récapitulatifs sont également repris au budget fonctionnel et économique, et au budget détaillé par article.)

Service ordinaire - Gewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2025 - BEGROTING 2025

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven					
		Prestations - Prestaties	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	2.722.000,00	1.034.689,20	506.700,00	4.263.389,20	0,00	20.740.519,15	650.000,00	0,00	18.534.693,14	39.925.212,29	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100.050,00	0,00	300,00	100.350,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	200.125.933,02	0,00	200.125.933,02	0,00	0,00	0,00	0,00	67.981,57	67.981,57	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	101.000,00	464.490.217,84	500.000,00	465.091.217,84	0,00	0,00	1.479.051,69	412.162,17	200.000,00	2.091.213,87	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	2.689.250,00	0,00	0,00	2.689.250,00	0,00
069	PRELEVEMENTS (GENERAUX) / (ALGEMENE) OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	1.161.719,73	15.153.225,55	0,00	16.314.945,28	0,00	39.759.419,77	13.750.019,04	549.509,00	12.971.845,58	67.030.793,39	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	325.596,81	9.796.107,75	0,00	10.121.704,56	0,00	6.884.161,88	410.230,00	746.707,75	7.450,06	8.048.549,69	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	7.058.688,81	10.239.193,42	0,00	17.297.882,23	0,00	44.748.353,59	47.537.786,16	437.030,00	8.870.441,72	101.593.611,47	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	23.000,00	0,00	23.000,00	0,00	0,00	146.500,00	345.842,23	0,00	492.342,23	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	1.055.108,76	11.029.405,23	0,00	12.084.513,99	0,00	736.966,36	735.884,09	176.509.541,56	2.562.385,96	180.544.777,97	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	40.451.876,37	82.000,00	0,00	40.533.876,37	0,00	15.728.470,72	11.763.803,85	1.234.000,00	14.273.337,83	42.999.612,40	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	18.767.924,55	2.167.983,22	16.100.000,00	37.035.907,77	0,00	3.218.693,08	966.437,56	10.444.119,98	865.481,45	15.494.732,07	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.291.266,55	7.770.831,94	0,00	9.062.098,49	0,00	20.681.555,08	8.527.075,07	2.888.725,90	11.145.569,33	43.242.925,38	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	65.532,08	91.873.885,12	0,00	91.939.417,20	0,00	114.636.384,44	5.451.690,16	1.174.365,00	6.599.392,06	127.861.831,66	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	465.045,54	114.185.916,96	0,00	114.650.962,50	0,00	110.252.711,35	3.530.014,79	558.811,00	4.537.523,84	118.879.060,98	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	1.283.086,99	28.945.480,00	0,00	30.228.566,99	0,00	30.029.904,56	1.269.165,56	2.970,00	507.398,22	31.809.438,34	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	7.285,56	15.689.231,38	0,00	15.696.516,94	0,00	17.601.948,75	430.382,23	32.000,00	210.618,63	18.274.949,61	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	1.492.312,77	5.018.307,44	0,00	6.510.620,21	0,00	35.412.819,93	11.433.112,14	12.853.886,56	11.159.008,65	70.858.827,28	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	18.053,39	348.768,40	0,00	366.821,79	0,00	6.289.503,26	2.751.941,07	4.448.192,65	4.664.077,88	18.153.714,86	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13.925,77	0,00	801.266,84	815.192,61	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	8.366.856,20	0,00	8.366.856,20	0,00	0,00	500,00	115.280.256,20	463.245,26	115.744.001,46	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	2.758.519,81	21.917.193,09	0,00	24.675.712,90	0,00	39.295.547,13	3.612.456,99	2.684.192,12	3.190.313,19	48.782.509,43	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	736.448,61	33.572.073,65	0,00	34.308.522,26	3.553.953,39	25.611.359,28	8.870.114,25	26.294.635,40	6.177.132,60	66.953.241,53	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	934.526,18	1.466.191,53	0,00	2.400.717,71	0,00	15.540.178,87	500.379,10	1.025.328,15	5.082.912,52	22.148.798,64	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	80.695.992,51	1.043.301.490,94	17.106.700,00	1.141.104.183,45	3.553.953,39	547.168.497,20	126.619.769,52	357.922.275,67	112.892.376,33	1.144.602.918,73	0,00

Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen			**1.141.104.183,45**		**1.144.602.918,73**
Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen	excédent - overschot	**0,00**		déficit - tekort	**-3.498.735,27**
Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen			3.553.953,39		0,00
Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen	excédent - overschot	3.553.953,39		déficit - tekort	0,00
Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar			**1.144.658.136,84**		**1.144.602.918,73**
Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar	**boni - batig saldo**	**55.218,12**		**mali - nadelig saldo**	**0,00**
Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren			29.431.296,91		0,00
Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren	excédent - overschot	29.431.296,91		déficit - tekort	0,00
Totaux généraux - Algemeen totaal			**1.174.089.433,75**		**1.144.602.918,73**
Résultat général - Algemeen resultaat	**boni - batig saldo**	**29.486.515,03**		**mali - nadelig saldo**	**0,00**

Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2025 - BEGROTING 2025

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven				
		Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	1.211.607,00	1.211.607,00	0,00	380.679,49	830.927,51	0,00	1.211.607,00	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN	0,00	0,00	2.629.000,00	2.629.000,00	0,00	0,00	2.629.000,00	0,00	2.629.000,00	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	16.000,00	16.000,00	0,00	0,00	16.000,00	0,00	16.000,00	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	4.117.703,00	15.100,00	20.834.984,00	24.967.787,00	0,00	1.250.000,00	18.717.787,00	5.000.000,00	24.967.787,00	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	400.000,00	400.000,00	0,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	3.756.833,00	0,00	10.959.167,00	14.716.000,00	0,00	0,00	14.716.000,00	0,00	14.716.000,00	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	2.233.000,00	2.233.000,00	0,00	1.978.000,00	255.000,00	0,00	2.233.000,00	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	0,00	0,00	15.510.000,00	15.510.000,00	0,00	200.000,00	15.310.000,00	0,00	15.510.000,00	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	0,00	0,00	7.935.000,00	7.935.000,00	0,00	0,00	7.935.000,00	0,00	7.935.000,00	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	2.076.917,00	0,00	4.168.083,00	6.245.000,00	0,00	0,00	6.245.000,00	0,00	6.245.000,00	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	760.000,00	760.000,00	0,00	0,00	760.000,00	0,00	760.000,00	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	300.000,00	300.000,00	0,00	0,00	300.000,00	0,00	300.000,00	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	3.945.600,00	5.000,00	20.144.552,45	24.095.152,45	0,00	2.150.000,00	16.520.152,45	5.425.000,00	24.095.152,45	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	0,00	0,00	7.365.000,00	7.365.000,00	0,00	1.905.000,00	5.460.000,00	0,00	7.365.000,00	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	345.565,23	0,00	0,00	345.565,23	0,00	345.565,23	0,00	0,00	345.565,23	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	0,00	0,00	3.625.000,00	3.625.000,00	0,00	250.000,00	3.375.000,00	0,00	3.625.000,00	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	280.000,00	5.000,00	6.520.000,00	6.805.000,00	0,00	1.183.000,00	5.622.000,00	0,00	6.805.000,00	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	19.278.947,67	0,00	14.680.085,50	33.959.033,17	0,00	13.438.414,85	20.520.618,32	0,00	33.959.033,17	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	33.801.565,90	25.100,00	119.291.478,95	153.118.144,85	0,00	23.080.659,57	119.612.485,28	10.425.000,00	153.118.144,85	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				153.118.144,85					153.118.144,85	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				0,00					0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**153.118.144,85**					**153.118.144,85**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				0,00					589.239.276,17	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	-589.239.276,17		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**153.118.144,85**					**742.357.421,02**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**-589.239.276,17**		

3. EVOLUTION DES FONDS DE RESERVES ET DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	-471.549,10 (66)	0,00	0,00	0,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	931	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.000.000,00 (51)	4.000.000,00	3.000.000,00 (60)	7.000.000,00	0,00	7.000.000,00	-3.500.000,00 (76)	3.500.000,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 857	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 894 898 908	2014, 2015,2016,	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	-672.200,00 (67)	0,00	0,00	0,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBRU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBRU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOGING VAN RENTEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (52)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELSUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (19)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-54.866,77 (45)	291.585,44	-90.981,23 (53)	200.604,21	-124.466,48 (61)	76.137,73	-30.000,00 (68)	46.137,73	0,00	46.137,73
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	-2.284.553,13 (46)	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	-2.000.000,00 (69)	3.596.831,59	0,00	3.596.831,59
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	-1.752.541,45 (47)	5.865.246,94	-788.006,72 (54)	5.077.240,22	0,00	5.077.240,22	-2.000.000,00 (70)	3.077.240,22	0,00	3.077.240,22
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	-2.000.000,00 (71)	3.109.604,21	0,00	3.109.604,21

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2021 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2021	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	929	2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.400.176,95 (48)	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	-1.528.450,90 (72)	2.871.726,05	0,00	2.871.726,05
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2022 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2022	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	930	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (55)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2023 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2023	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	934	2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (62)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	**Divers - Verscheidene**	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	-58.875,97 (49)	332.419,51	-94.855,66 (56)	237.563,85	-138.698,62 (63)	98.865,23	-12.750,00 (73)	86.115,23	0,00	86.115,23
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	**Divers - Verscheidene**	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	-406.140,87 (57)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	**Divers - Verscheidene**	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-524.141,26 (50)	815.611,66	-815.611,66 (58)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	**Divers - Verscheidene**	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (59)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	**Divers - Verscheidene**	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
SUBSIDE LIGHTHOUSES - SUBSIDIE LIGHHOUSES	**Divers - Verscheidene**	879	933	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306.353,30 (64) (65)	306.353,30	-25.000,00 (74)	281.353,30	-53.953,39 (77)	227.399,91
PROVISION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**Dotation développement économique**	040		2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3.125.123,45 (75)	3.125.123,45	0,00	3.125.123,45
TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN					**28.187.503,60**	**9.102.934,55**	**37.290.438,15**	**-13.828.480,67**	**23.461.957,48**	**8.991.523,73**	**32.453.481,21**	**1.464.437,58**	**33.917.918,79**	**-874.801,63**	**33.043.117,16**	**254.403,86**	**33.297.521,02**	**4.043.188,20**	**37.340.709,22**	**-5.614.826,55**	**31.725.882,67**	**-3.553.953,39**	**28.171.929,28**

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Légende / Legenda

(1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 € (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00 €, Brugmann 299.440,00 €, Bordet 633.374,00 €) - art. 17 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 € (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00 €, Brugmann 299.440,00 €, Bordet 633.374,00 €) - art. 17 / 87203 / 99801

(3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 € - art. 17 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 € - art. 17 / 33003 / 99801

(4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 € - art. 17 / 06003 / 95801

(5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 € - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 € art. 17 / 42403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 € art. 17 / 42403 / 99801 - Toekening van een voorziening voor 1.500.000,00 € art. 17 / 42403 / 95801

(6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 € - art. 17 / 76207 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 € - art. 17 / 76207 / 99801

(7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 € - art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 € pour indemnité 2018 (2.057.000,00 €) et indemnité 2019 (1.936.000,00 €) - art. 17 / 76403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 € - art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 € voor vergoeding 2018 (2.057.000,00 €) en vergoeding 2019 (1.936.000,00 €) - art. 17 / 76403 / 95801

(8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 € - art. 17 / 76403 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 € - art. 17 / 76403 / 95801

(9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBRU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBRU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801

(10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringpremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801

(13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801

(14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 € - art. 18 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 € - art. 18 / 87203 / 99801

(15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 €- art. 18 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 € - art. 18 / 33003 / 99801

(16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 € - art. 18 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 € - art. 18 / 06003 / 95801

(17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 € - art. 18 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 € - art. 18 / 76403 / 99801

(18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBRU pour 1.807.560,85 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBRU voor 1.807.560,85 € - art. 18 / 06003 / 99801

(19) Constitution de provision subside européen URBINAT pour 406.245,00 € - art. 18 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening europese toelage URBINAT voor 406.245,00 € - art. 18 / 87903 / 95801

(20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 € - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 € - art. 19 / 06003 / 99801

(21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

(22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2019 226.712,84 € - art. 19 / 06003 / 95801

(23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99802
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99801 - Terugname van een voorziening voor 800.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99802

(24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 € - art. 19 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 € - art. 19 / 70003 / 95801

(25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 € - art. 19 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 € - art. 19 / 76403 / 99801

(26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subside BME pour 1.000.000,00 € - art. 19 / 76203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 € - art. 19 / 76203 / 99801

(27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 € - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 € - art. 19 / 06003 / 99801

(28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 € - art. 19 / 13103 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 € - art. 19 / 13103 / 95801

(29) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 26.792,76 € - art. 19 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 € - art. 19 / 87903 / 99801

(30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 € - art. 19 / 06003 / 95801

(31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.617.788,39 € - art. 19 / 06003 / 95801

(32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801

(33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2020 voor 231.370,71 € - art. 20 / 06003 / 95801

(34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 € - art. 20 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 € - art. 20 / 70003 / 95801

(35) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 € - art. 20 / 06003 / 99801

(36) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 € - art. 20 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 € - art. 20 / 87903 / 99801

(37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 € - art. 20 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 5.109.604,21 € - art. 20 / 04003 / 95801

(38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 € - art. 20 / 13903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Response voor 399.875,00 € - art. 20 / 13903 / 95801

(39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 € - art. 20 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 8.579,52 € - art. 20 / 13903 / 99801

(40) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 € - art. 20 / 06003 / 95801

(41) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 € - art. 20 / 06003 / 95801

(42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 € - art. 20 / 06003 / 95801

(43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 € - art. 20 / 06003 / 95801

Toekenning van een voorziening voor intresten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 € - art. 20 / 06003 / 95801

(44) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 € - art. 21 / 13103 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 € - art. 21 / 13103 / 99801

(45) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 54.866,77 € - art. 21 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 54.866,77 € - art. 21 / 87903 / 99801

(46) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.284.553,13 € - art. 21 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.284.553,13 € - art. 21 / 06003 / 99802

(47) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 1.752.541,45 € - art. 21 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 1.752.541,45 € - art. 21 / 06003 / 99802

(48) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 4.400.176,95 € - art. 21 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 4.400.176,95 € - art. 21 / 04003 / 95801

(49) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 58.875,97 € - art. 21 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 58.875,97 € - art. 21 / 13903 / 99801

(50) Utilisation de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 524.141,26 € - art. 21 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 524.141,26 € - art. 21 / 06003 / 99801

(51) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 4.000.000,00 € - art. 22 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 4.000.000,00 € - art. 22 / 87203 / 95801

(52) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801

(53) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 90.981,23 € - art. 22 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 90.981,23 € - art. 22 / 87903 / 99801

(54) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 788.006,72 € - art. 22 / 04003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 788.006,72 € - art. 22 / 04003 / 99802

(55) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2022 pour 1.000.000,00 € - art. 22 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2022 voor 1.000.000,00 € - art. 22 / 04003 / 95801

(56) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 94.855,66 € - art. 22 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 94.855,66 € - art. 22 / 13903 / 99801

(57) Reprise de provision pour la suppresion des engagements lors des reports 2020 pour 406.140,87 € - art. 22 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor de afgesloten vastleggingen uit 2020 voor 406.140,87 € - art. 22 / 06003 / 99802

(58) Reprise de provision pour la suppresion des engagements lors des reports 2020 pour 815.611,66 € - art. 22 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor de afgesloten vastleggingen uit 2020 voor 815.611,66 € - art. 22 / 06003 / 99802

(59) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 50.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 50.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801

(60) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 3.000.000,00 € - art. 23 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 3.000.000,00 € - art. 23 / 87203 / 95801

(61) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 124.466,48 € - art. 23 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 124.466,48 € - art. 23 / 87903 / 99801

(62) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2023 pour 1.000.000,00 € - art. 23 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2023 voor 1.000.000,00 € - art. 23 / 06003 / 95801

(63) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 138.698,62 € - art. 23 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 138.698,62 € - art. 23 / 13903 / 99801

(64) Constitution de provision pour projet européen Lighthouse pour 350.000,00 € - art. 23 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 350.000,00 € - art. 23 / 87903 / 95801

(65) Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 43.646,70 € - art. 23 / 87903 / 99801

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 43.646,70 € - art. 23 / 87903 / 99801

(66) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour les créances douteuses pour 471.549,10 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor dubieuze debiteuren voor 471.549,10 € - art. 24 / 04003 / 99802

(67) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 672.200,00 € - art. 24 / 70003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 672.200,00 € - art. 24 / 70003 / 99802

(68) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 30.000,00 € - art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 30.000,00 € - art. 23 / 87903 / 99801

(69) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802

(70) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802

(71) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 95801

(72) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 1.528.450,90 € - art. 24 / 04003 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 1.528.450,90 € - art. 24 / 04003 / 95801

(73) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 12.500,00 € - art. 24 / 13903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 12.500,00 € - art. 24 / 13903 / 99801

(74) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 25.000,00 € - art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 25.000,00 € - art. 24 / 87903 / 99801

(75) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Constitution de provision pour la subvention développement économique 3.125.123,45 € - art. 24 / 87903 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Toekenning van een voorziening voor de toelage economische ontwikkeling voor 3.125.123,45 € € - art. 24 / 87903 / 95801

(76) Prévision budgétaire - Budget 2025 - Reprise de provision pour déficits des hôpitaux pour 3.500.000,00 € - art. 25 / 87203 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2025 - Terugname van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 3.500.000,00 € - art. 25 / 87203 / 95801

(77) Prévision budgétaire - Budget 2025 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 53.953,39 € - art. 25 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2025 - Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 53.953,39 € - art. 25 / 87903 / 99801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.600.000,00	7.600.000,00	-2.600.000,00 (9)	5.000.000,00	-5.000.000,00 (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**20.000.000,00**	**20.000.000,00**	**10.000.000,00**	**30.000.000,00**	**-5.940.000,00**	**24.060.000,00**	**-16.228.000,00**	**7.832.000,00**	**-232.000,00**	**7.600.000,00**	**-2.600.000,00**	**5.000.000,00**	**-5.000.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution du fonds de réserve pour 20.000.000,00 art. 18 / 06003 / 99401
Toekenning aan het reservefonds voor 20.000.000,00 art. 18 / 06003 / 99401
(2) Constitution du fonds de réserve COVID pour 10.000.000,00 art. 19 / 06003 / 99401
Toekenning aan het reservefonds COVID voor 10.000.000,00 art. 19 / 06003 / 99401
(3) Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000, 00 - art. 20 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
(4) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(5) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(6) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(7) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000, 00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(8) Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(9) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.600.000 - art. 23 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 2.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401
(10) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Prélèvement du fonds de réserve pour 5.000.000 - art. 24 / 06003 / 99401
Dotation développement économique

Fonds de réserve extraordinaire / Buitengewone reservefonds

Objet - Doel	Fonds	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen		14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY		14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY		14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefonds		14105	2018	0,00	0,00	0,00	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00
Fonds de réserve extraordinaire pour la rénovation complète de la Piscine du Centre (Projet BH10-3-2021) - Buitengewoon reservefonds voor de volledige renovatie van het zwembad van het Centrum (Project BH10-3-2021)	**936**	14104	2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10.844.678,00 (8)	10.844.678,00	0,00	10.844.678,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES				**30.000.000,00**	**45.000.000,00**	**3.768.749,85**	**48.768.749,85**	**-5.000.000,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**-38.268.749,85**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**	**10.844.678,00**	**16.344.678,00**	**0,00**	**16.344.678,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY

(2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)

(3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY

(4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven

(5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)

(6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)

(7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire (art. 22/13703/99551)
Overboeking op de buitengewone reservefonds (art. 22/13703/99551)

(8) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire (art. 24/76410/95551) pour la rénovation complète de la Piscine du Centre
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Toekenning van een buitengewone reservefonds (art. 24/76410/95551) voor de volledige renovatie van het zwembad van het Centrum

Dotation développement économique

4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE

4.2 TABLEAU DU PERSONNEL COMMUNAL

4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE

Le dynamisme financier d'une commune est fortement influencé par des éléments de diverses natures. D'aucuns représentent le potentiel fiscal de la commune, d'autres au contraire influencent fortement les dépenses.

Population et structure démographique

Année	Nombre d'habitants	Croissance par rapport à l'année précédente	< 19 ans	> =19 ans et <=65 ans	> 65 ans
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%
04/12/2022	192.112	2,23%	23,29%	66,56%	10,15%
28/11/2023	198.596	3,26%	22,75%	67,03%	10,22%
31/12/2024	200.626	1,01%	22,45%	67,30%	10,25%

Enseignement communal - nombre d'élèves

Année scolaire	Nombre d'éleves - Total	Croissance par rapport à l'année précédente	Nombre d'élèves maternel	Nombre d'élèves primaire	Nombre d'élèves enseignement spécial	Nombre d'élèves ens. Secondaire	Nombre d'élèves promotion sociale + artistique	Nombre d'élèves en supérieur	Cours d'adultes
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0
2022-2023	48.651	-4,13%	4.650	8.581	662	10.080	20.616	4.062	0
2023-2024	48.151	-1,04%	4.505	8.473	583	10.166	20.279	4.145	0
2024-2025	48.754	1,24%	4.432	8.279	709	10.035	21.352	3.947	0

Fiscalité - centimes additionnels

Date	Nombre de centimes additionnels Précompte immobilier	% impôts personnes physiques
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6
01/01/2023	2950	6
01/01/2024	2950	6
01/01/2025	2950	6

Caractéristiques voiries de la commune

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
surface totale (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
voirie de la région (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
voirie de la commune (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
autres (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL STATUTAIRE
STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2024

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiliteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**563**	**368**	**350,54**	**1**	**1**	**212**	**198,62**	**156**	**151,92**	**194**	**184,46**	**174**	**166,08**
A11	2	1	1	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
A10	1	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
A9	11	9	9	0	0	4	4	5	5	6	6	3	3
AM8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A8	5	4	4	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2
A7	37	30	29,9	0	0	15	14,9	15	15	11	11	19	18,9
A6	46	24	23,32	0	0	9	8,7	15	14,62	9	8,52	15	14,8
AM1	9	7	4,5	0	0	6	4	1	0,5	3	1,8	4	2,7
A5	8	4	3,8	0	0	1	0,8	3	3	0	0	4	3,8
A4	104	73	68,45	0	0	36	34,05	37	34,4	28	25,2	45	43,25
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	11	10,8	0	0	4	3,8	7	7	8	7,8	3	3
A1	322	204	194,77	1	1	134	125,37	70	69,4	126	121,14	78	73,63
NIVEAU B	**436**	**238**	**225,44**	**1**	**1**	**163**	**152,34**	**75**	**73,1**	**128**	**124**	**110**	**101,44**
B4-5	53	34	32,87	0	0	22	21,07	12	11,8	13	13	21	19,87
B1-3	383	204	192,57	1	1	141	131,27	63	61,3	115	111	89	81,57
NIVEAU C	**1197,5**	**779**	**727,89**	**22**	**21,68**	**603**	**557,21**	**176**	**170,69**	**421**	**393,56**	**358**	**334,35**
C4-5	106	67	60,37	0	0	53	46,37	14	14	27	25,5	40	34,87
C1-3	871,5	547	503,66	2	2	416	377,98	131	125,69	288	262,37	259	241,3
C431	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
C131-331	220	164	162,86	20	19,68	133	131,86	31	31	106	105,69	58	57,18
NIVEAU D	**846**	**525**	**509**	**2**	**2**	**66**	**63,3**	**459**	**445,7**	**325**	**317,1**	**200**	**191,9**
D4-5	102	84	81,6	0	0	2	1,8	82	79,8	37	35,6	47	46
D1-3	744	424	410,4	0	0	48	45,5	376	364,9	277	270,5	147	139,9
D131-331	0	17	17	2	2	16	16	1	1	11	11	6	6
NIVEAU E	**317**	**343**	**338,77**	**0**	**0**	**43**	**41,2**	**300**	**297,57**	**294**	**290,97**	**49**	**47,8**
E4-5	32	11	10,6	0	0	7	6,6	4	4	8	7,6	3	3
E1-3	285	332	328,17	0	0	36	34,6	296	293,57	286	283,37	46	44,8
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**3359,5**	**2253**	**2151,64**	**26**	**25,68**	**1087**	**1012,67**	**1166**	**1138,98**	**1362**	**1310,09**	**891**	**841,57**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL CONTRACTUEL
CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2024

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**0**	**0**	**25**	**24**	**284**	**264,1**	**192**	**174,65**	**117**	**113,45**	**249**	**232,25**	**60**	**55,75**
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	3	2,5	1	1	2	1,5	2	2	1	0,5
AM8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A8	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
A7	0	0	0	0	5	5	4	4	1	1	3	3	2	2
A6	0	0	0	0	18	18	12	12	6	6	16	16	2	2
AM1	0	0	0	0	9	3,9	8	3,7	1	0,2	8	3,2	1	0,6
A5	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	2	2	0	0
A4	0	0	0	0	5	5	3	3	2	2	4	4	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	2	2	1	1	1	1	2	2	0	0
A1	0	0	25	24	239	224,7	161	147,95	103	100,75	211	199,05	53	49,65
NIVEAU B	**0**	**0**	**23**	**21,6**	**207**	**198,3**	**146**	**139,8**	**84**	**80,1**	**163**	**156**	**67**	**63,9**
B4-5	0	0	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2	1	1
B1-3	0	0	23	21,6	204	195,3	145	138,8	82	78,1	161	154	66	62,9
NIVEAU C	**53**	**51,8**	**48**	**46,67**	**749**	**693,39**	**624**	**576,43**	**226**	**215,44**	**635**	**592,72**	**215**	**199,15**
C4-5	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	1	1	1	1
C1-3	53	51,8	48	46,67	560	525,79	487	457,8	174	166,46	468	443,34	193	180,92
C131-331					187	165,6	135	116,63	52	48,98	166	148,38	21	17,23
NIVEAU D	**19**	**17,8**	**15**	**15**	**272**	**203,18**	**178**	**118,11**	**128**	**117,88**	**242**	**182,89**	**64**	**53,09**
D4-5	0	0	0	0	2	2	0	0	2	2	1	1	1	1
D1-3	19	17,8	15	15	180	169,8	98	89,9	116	112,7	160	154,2	54	48,4
D131-331	0	0	0	0	90	31,38	80	28,21	10	3,18	81	27,69	9	3,69
NIVEAU E	**0**	**0**	**84**	**77,9**	**860**	**821,97**	**593**	**560,27**	**351**	**339,6**	**769**	**735,8**	**175**	**164,07**
E4-5	0	0	1	1	30	28,6	24	22,8	7	6,8	17	16,2	14	13,4
E1-3	0	0	83	76,9	830	793,37	569	537,47	344	332,8	752	719,6	161	150,67
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**72**	**69,6**	**195**	**185,17**	**2372**	**2180,94**	**1733**	**1569,26**	**906**	**866,47**	**2058**	**1899,66**	**581**	**535,96**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

5. EVOLUTION DE LA DETTE PAR ORGANISME FINANCIER

5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	521.539.747,07 €	61.749.997,98 €	12.752.347,55 €	74.502.345,53 €
Argenta	6.122.556,38 €	1.344.493,72 €	8.730,02 €	1.353.223,74 €
Belfius	340.912.304,81 €	40.411.798,95 €	8.193.812,73 €	48.605.611,68 €
BNP Paribas Fortis	60.975.098,06 €	3.603.073,96 €	1.776.400,21 €	5.379.474,17 €
ING	90.949.876,67 €	12.483.537,83 €	2.049.513,37 €	14.533.051,20 €
KBC	22.579.911,15 €	3.907.093,52 €	723.891,22 €	4.630.984,74 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**16,49**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**2,54**	**%**		

+

	dans le courant de 2025 - in de loop van 2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter en 2025 - Te contracteren leningen in 2025	259.699.493,39 €	6.474.726,69 €	3.864.256,25 €	10.338.982,94 €
INV2020 - 5 ans / INV2020 5 jaar	17.849.589,01 €	1.981.533,97 €	377.495,96 €	2.359.029,93 €
INV2020 - 10 ans / INV2020 10 jaar	26.679.351,66 €	1.555.609,41 €	564.234,14 €	2.119.843,55 €
INV2020 - 10 ans / INV2020 10 jaar - ECO	2.576.131,22 €	150.208,07 €	54.481,88 €	204.689,95 €
INV2020 - 15 ans / INV2020 15 jaar	16.746.531,74 €	650.966,91 €	354.167,71 €	1.005.134,62 €
INV2020 - 15 ans / INV2020 15 jaar -ECO	14.856.983,14 €	577.516,85 €	314.206,19 €	891.723,04 €
INV2020 - 20 ans / INV2020 20 jaar	36.164.782,13 €	1.054.341,11 €	764.838,87 €	1.819.179,97 €
INV2020 - 25 ans / INV2020 25 jaar	21.633.087,05 €	504.550,37 €	533.763,25 €	1.038.313,62 €
INV2021 - 05 ans / INV2021 05 jaar	46.575.011,76 €	- €	328.333,96 €	328.333,96 €
INV2021 - 10 ans / INV2021 10 jaar	18.351.472,79 €	- €	129.370,05 €	129.370,05 €
INV2021 - 15 ans / INV2021 15 jaar	4.684.279,24 €	- €	33.022,14 €	33.022,14 €
INV2021 - 20 ans / INV2021 20 jaar	25.827.446,26 €	- €	182.072,46 €	182.072,46 €
INV2021 - 25 ans / INV2021 25 jaar	27.754.827,39 €	- €	228.269,64 €	228.269,64 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**14,70**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**3,38**	**%**		

=

Total emprunts contractés et à contracter *(hors FRBRTC)* ***- Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen*** *(zonder FRRTC)*	**781.239.240,46 €**	**68.224.724,67 €**	**16.616.603,80 €**	**84.841.328,47 €**

5.1.b TOTAUX DES EMPRUNTS FRBRTC - TOTALEN VAN DE LENINGEN BGHGT

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts FRBRTC	26.172.394,78 €	1.602.205,87 €	1.284.104,56 €	2.886.310,43 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**20,00**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**5,00**	**%**		

5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	- €	- €	- €	- €
Belfius	- €	- €	- €	- €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd . **ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **0,00 %**

5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts IRIS - IRIS leningen	4.888.504,81 €	1.582.870,10 €	244.425,24 €	1.827.295,34 €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd **20,00 ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **5,00 %**

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen - Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Tous les emprunts existants à charge de la Ville ***Alle bestaande leningen ten laste van de Stad***	***16,49***	***2,54%***	521.539.747,07 €	61.749.997,98 €	12.752.347,55 €	74.502.345,53 €
Les emprunts à contracter en 2025 à charge de la Ville ***De te contracteren leningen in 2025 ten laste van de Stad***	***14,70***	***3,38%***	- €	6.474.726,69 €	3.864.256,25 €	10.338.982,94 €
Les emprunts FRBRTC ***De BGHGT leningen***	***20,00***	***5,00%***	26.172.394,78 €	1.602.205,87 €	1.284.104,56 €	2.886.310,43 €
Les emprunts à charge de l'état ***De leningen ten laste van de staat***	***0,00***	***0,00%***	- €	- €	- €	- €
Les emprunts IRIS ***de IRIS-leningen***	***20,00***	***5,00%***	4.888.504,81 €	1.582.870,10 €	244.425,24 €	1.827.295,34 €
			=			
Tous les emprunts ***Alle leningen***	***16,69***	***2,68%***	552.600.646,66 €	71.409.800,64 €	18.145.133,60 €	89.554.934,24 €

6. AUTRES ANNEXES :

6.1 OBJECTIFS ANNUELS EN MATIERE D'EVOLUTION DU STATUT PECUNIAIRE, DE STATUTARISATION, D'OCTROI DE PRIMES, DE FORMATION, DE MOBILITE INTERNE, DE DIVERSITE

6.2 RAPPORT VISE A L'ART. 26 BIS§5 RELATIF AUX ECONOMIES D'ECHELLE ET AUX SUPPRESSIONS DES DOUBLES EMPLOIS OU CHEVAUCHEMENTS D'ACTIVITES DU CPAS ET DE LA VILLE DE BRUXELLES

6.1 Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

6.1.1 Département Ressources Humaines (hors Instruction publique)

Introduction

Depuis la modification du statut administratif et pécuniaire du personnel statutaire et contractuel de la Ville de Bruxelles du 1er janvier 2017, le protocole d'accord 2021/1 conclus en fin d'année 2021 marquera, par les volets couverts, les années budgétaires 2021 à 2025. En effet, cet accord englobe un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions salariales du personnel communal de l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale.

Statutarisation

L'un des objectifs fondamentaux du nouveau statut, qui consistait à augmenter le taux de statutarisation sur la base d'une politique de recrutement et de statutarisation adaptée, a été atteint:
2021 : 113 nominations
2022 : 130 nominations
2023 : 79 nominations
2024 : 92 nominations

Sur base des nouveaux cadres organiques et tenant compte des emplois contractuels et subsidiés qui ne peuvent pas être exercées par des statutaires, le taux de statutarisation se situe à 72,39%.

En 2023 et 2024, le nombre de mouvements du personnel par mobilité interne interdépartementale a concerné respectivement 47 et 71 membres du personnel. Le nombre de recrutements externes s'est élevé à 279 travailleurs en 2023 et 267 en 2024.

Évolution salariale

o Revalorisation des rémunérations du personnel – protocole d'accord sectoriel 2021/1

Le protocole d'accord sectoriel 2021/1 autorise des avancées barémiques et non-barémiques qui s'étalent sur la période 2021 à 2025 incluse. Son champ d'application correspond au personnel des communes (hors personnel enseignant ou rémunéré sur base des échelles de l'enseignement), des CPAS (y compris les art. 60, sauf pour la branche d'aide à la pension), des associations « chapitre XII » non hospitalières et du Mont-de-Piété.

Le contenu de l'accord se compose de 4 volets :
- augmentation barémique
- allongement des échelles
- augmentation du montant des chèques-repas
- aide à la pension complémentaire pour tous les contractuels

Pour rappel, le protocole prévoit les évolutions suivantes dès 2021 :
- augmentation barémique des niveaux D et E
- élargissement de la pension complémentaire à tous les contractuels

En 2022, sont venus s'ajouter les mesures suivantes :
- augmentation barémique du niveau C
- augmentation des chèques-repas de 6 à 8 EUR

En 2023, une revalorisation barémiques des niveaux A et B a été implémentée ainsi qu'un allongement d'échelle d'une biennale pour tous les niveaux.

Enfin au 01.01.2025, un deuxième allongement d'échelle d'une biennale pour tous les niveaux a été mis en œuvre. Celui-ci représentait le dernier volt de l'accord sectoriel.

L'accord prévoit une intervention de la Région Bruxelles-Capitale par le biais d'une dotation qui sera versée annuellement et dont le montant et la clé de répartition sont fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 octobre 2021.

En ce qui concerne la Ville (hors IP et Régie), la dotation de la Région pour 2025 est estimée à 8,1 millions d'euros.

o Budget des dépenses de personnel

Par rapport à l'année précédente, le budget des dépenses du personnel évolue d'environ 0,71% par rapport au compte 2024.

Subsides régionaux

o Abonnements STIB

Depuis le 01/01/2018, l'abonnement STIB délivré aux membres du personnel est remboursé à hauteur de 100% compte tenu de la subvention régionale. La recette y relative inscrite au budget s'élève à 1,1 million d'euros.

o Plan de diversité

La Ville a mis en place un nouveau plan de diversité et d'inclusion pour la période 2023-2025 (cf. ordonnance RBC du 04/09/2008).
La recette inscrite au budget pour l'application du plan de diversité s'élève à 100.000 EUR.

o Allocation de bilinguisme

La recette prévue inscrite au budget pour les bénéficiaires d'une allocation de bilinguisme en 2025 s'élèverait à 2,3 millions d'euros.

o Statutarisation

La recette inscrite au budget pour les membres du personnel qui deviennent statutaires s'élèvent à 0,4 million d'euros.

Prestations réduites pour les métiers pénibles

Depuis le 01/01/2022, les agents à temps plein de plus de 60 ans dont la pénibilité du travail est reconnue pourront demander à bénéficier d'une réduction d'un cinquième de leur temps de travail sans qu'il n'y d'impact sur leur salaire.

Formation

En matière de formation du personnel, la Ville dispose de plans de formation biennaux depuis 2014. Un quatrième plan de formation pour 2024-2025 a été élaboré en concertation avec les partenaires sociaux. La Ville disposera de plus de salles de formation dans le nouveau Centre administratif, d'une équipe complète pour organiser ces formations. Vu la conjoncture actuelle le budget pour 2025 est fixé à 450.000 EUR.

La plateforme e-learning implémentée depuis l'année 2021 permettant de développer l'apprentissage en ligne est en train d'être renouvelée à la suite d'un nouveau marché public. Les employés auront la possibilité de développer leurs compétences à leur rythme et à des moments choisis par eux-mêmes. Cet outil d'apprentissage en ligne sera principalement axé sur la connaissance de la matière.

Un Plan Leadership, baptisé WE ARE MANAGERS en référence à WE ARE BXL, sera lancé dans le courant de l'année 2025.

Celui-ci repose sur deux piliers :
- D'une part, un socle commun de valeurs partagées servant de cadre de référence à tous les managers
- D'autre part, des plans de développement des compétences élaborés sur base de ces valeurs et qui visent à mettre à niveau les compétences en management de chaque manager de la Ville.
Une centaine de managers seront formés chaque année dans le cadre de ce projet. Le budget prévu en 2025 est estimé à 83.000 EUR (inclus dans les 410.000 EUR repris plus haut).

Evaluation du personnel

Une nouvelle campagne d'évaluation a débuté dans le courant de l'année 2024 et s'étalera jusqu'en 2026.

Personnel communal détaché auprès d'ASBL	
Grade	ASBL
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Employé	Centrale de l'Emploi
Employé auxiliaire technique	Les Brigittines
Employé	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Centre culturel BXL Nord
Secrétaire	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Assistant	Maison de la création
Employé	Maison de la création

6.1.2 Instruction Publique

Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

Évolution du statut pécuniaire

Le budget en dépenses de personnel pour 2025 est de 49.738.000,00 EUR soit une augmentation de 5% par rapport à 2024 (hors traitements des enseignants). Ce qui représente 73% de notre budget total ordinaire.

L'augmentation s'explique principalement par une indexation (2 % sur le budget 2024), l'augmentation des charges patronales suite à des nominations conformément au statut ainsi que la mise en place de conventions tiers payants avec les sociétés de transports, compensées par des recettes
(2.094.990,00 EUR).

Afin d'assurer la continuité de nos services et la qualité de notre enseignement, nous maintenons nos équipes volantes d'instituteurs, d'auxiliaires d'éducation dans les écoles d'enseignement fondamental , d'économes et d'éducateurs dans les écoles d'enseignement secondaire.

Évolution de la statutarisation

Le Département Instruction publique compte maintenir le principe de la statutarisation.

L'octroi de primes

Le total des indemnités est budgétisé à 1.136.758,00 EUR. L'essentiel de ce montant est consacré aux indemnités de directions (enseignement fondamental et spécialisé) et aux indemnités linguistiques (uniquement pour l'enseignement primaire).

La formation des agents

Le budget formation s'élève à 247.000,00 EUR. Il s'adresse à toutes les catégories de personnel en fonction des besoins (auxiliaires d'éducation, directeurs d'école, bibliothécaires, …)

Notre politique de mobilité interne

La politique de mobilité interne au sein du Département Instruction publique est limitée par la spécificité en termes de qualification et de statut de la majorité des emplois proposés (médecin, infirmière, bibliothécaire, auxiliaire d'éducation, …). Il y a néanmoins une volonté de favoriser la mobilité pour les postes administratifs sans qualification spécifique.

Le plan diversité

La majorité des agents engagés par le Département Instruction publique proviennent de zones de diversité.

6.2 Rapport visé à l'art. 26 bis § 5 relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et de la Ville de Bruxelles

L'article 26 bis, §5 de la loi organique du 08 juillet 1976 concernant les centres publics de l'action sociale prévoit que le comité de concertation veille à ce que soit établi un rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activité du centre public d'action sociale et de la commune.

C'est ainsi qu'une mutualisation des services support entre la Ville et le CPAS de Bruxelles a été initiée en 2023, et s'est poursuivie jusqu'à ce jour. Plusieurs services sont concernés, chacun à des degrés différents de synergies pouvant aller jusqu'à la fusion :

- **Stratégie**
- **RH**
- **Achats**
- **Finances**
- **TIC**
- **Gestion des bâtiments publics**
- **Flotte automobile**
- **Communication**
- **Juridique**
- **Gestion documentaire**
- **Musées**
- **Audit Interne**
- **Gestion des risques**

Un premier quick-win est à souligner: la fusion des services d'imprimerie du CPAS et de la Ville est prévue pour le 5 mai 2025. Cette première synergie permet déjà les économies suivantes:

- **Mutualisation des machines d'imprimerie de la Ville et non reconduction des leasings des machines du CPAS ;**
- **Optimisation des bâtiments publics car les espaces de reprographie du CPAS seront libérés en 2026 et pourront être alloués à d'autres fins ;**
- **Réduction du nombre d'ETP pour la même charge d'impression, impliquant la récupération d'une charge complète d'ETP disponible pour le CPAS.**

Egalement, une convention de Centrale des marchés a été conclue entre le CPAS et la Ville de Bruxelles. Cette convention devrait nous inciter à passer plus de marchés publics ensemble, et sans doute ainsi à prétendre à des économies d'échelles.

D'autres économies devront également émerger lors des prochaines années, notamment avec la fusion des services RH et Centrale d'achats, mais également à travers toutes les mutualisation de process et logiciels IT.

Enfin, une grande partie de ces services supports (environ 240 collaborateurs) quitteront également l'administration centrale du CPAS pour emménager dans le nouveau bâtiment Brucity pour janvier 2027. Ils iront rejoindre leurs homologues de la Ville, opérant ainsi une optimisation des bâtiments publics, car nous augmentons le taux d'occupation de ce nouveau bâtiment sous-utilisé et nous libérons par la même occasion une grande partie du bâtiment de l'Administration centrale du CPAS qui pourra être alloué à d'autres fins.

En 2025, la réflexion se poursuivra pour une reprise du service des aides familiales de la Ville et celui du CPAS.

7. CIRCULAIRE BUDGETAIRE DU MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIVE AU BUDGET DE 2025 ET SES ANNEXES

BRUXELLES POUVOIRS LOCAUX
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

CONTACT Anne WILLOCX
T +32 02/800.33.25
awillocx@sprb.brussels

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins de la Région de Bruxelles-Capitale

Pour information :
A Mesdames et Messieurs les Receveurs communaux
A Mesdames et Messieurs les Inspecteurs Régionaux

NOTRE RÉF. CIRC2025/11

VOTRE RÉF. 2024-149685

09003c14803c83ef

CONCERNE **Elaboration des budgets communaux (exercice 2025)**
Elaboration des plans triennaux (exercices 2025-2026-2027)

ANNEXES **Données de contact**
Checklist « Annexes »

BRUXELLES

12 JUIL. 2024

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

La présente circulaire a pour objet l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2025 et des plans triennaux des exercices 2025-2026-2027.

TABLE DES MATIERES

1 Les budgets communaux 3
1.1 Généralités 3
1.2 Modifications budgétaire et ajustements 4
1.3 Le budget 5
1.3.1 Budget fonctionnel 5
1.3.2 Budget économique 5
1.3.3 Service extraordinaire 5
1.3.4 Tableau récapitulatif 7
1.3.5 Tableaux du personnel 7
1.3.6 Annexes légales et autres 7
1.4 Gender budgeting 8
2 Les plans triennaux 9
2.1 Généralités 9
2.2 Plan financier 11
2.2.1 Service ordinaire 11
2.2.2 Service extraordinaire 11
2.2.3 Autres informations 12
2.3 Note explicative 12
3 Paramètres et taux de croissance (budget et plan) 13
3.1 Service ordinaire - recettes 13
3.1.1 Recettes de prestation 13
3.1.2 Recettes de transferts 14
3.1.3 Recettes de dette 16
3.2 Service ordinaire - dépenses 16
3.2.1 Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales 16
3.2.2 Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions 16
3.2.3 Dépenses de fonctionnement 18
3.2.4 Dépenses de transferts 19
3.2.5 Dépenses de dette 20
4 Transmission 21

1 Les budgets communaux

1.1 Généralités

Le budget 2025 correspond aux projections financières de la première année du plan 2025-2026-2027. Il constitue donc une déclinaison plus détaillée de la première année du plan, selon les axes économique et fonctionnel.

L'article 252 de la nouvelle loi communale impose l'équilibre budgétaire, tant au service ordinaire qu'extraordinaire; en outre, cet équilibre ne peut en aucun cas être fictif.

En vertu de l'article 241§ 1 de la nouvelle loi communale, chaque année, avant le 31 décembre, le conseil communal approuve le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. [Le budget comprend, sous peine de nullité, les annexes déterminées par le Gouvernement (Ord. 17.07.2020, M.B. 30.07.2020)].

Selon l'alinéa 2 de l'article précité, et afin de présenter des budgets les plus réalistes possibles, il est indispensable que les derniers comptes soient arrêtés au moment du vote du budget. **Ainsi le budget 2025 et le plan triennal 2025-27 ne pourront être approuvés par le conseil communal que si les comptes annuels 2023 ont été adoptés définitivement par l'autorité de tutelle.**

Au service ordinaire, l'équilibre dont il est question concerne tant le résultat de l'exercice propre après prélèvement fonctionnels que le résultat cumulé. Ces derniers concernent ceux effectués sur des provisions ou réserves constituées de manière réelle à des fins spécifiques. Pour rappel, les prélèvements fonctionnels doivent permettre de neutraliser des écritures qui déséquilibrent artificiellement le résultat de l'exercice propre. Ces prélèvements constituent un groupe économique à part entière et ils ne peuvent en aucun cas être assimilés à des recettes ou dépenses de transferts. De plus, toute recette de prélèvement fonctionnel destinée à financer des dépenses à caractère non-récurrent doit nécessairement être couverte par des dépenses de prélèvement comptabilisées lors d'exercices antérieurs. Ne seront acceptés que les prélèvements fonctionnels dans le cadre de provisions pour créances douteuses et mise en réserve de subsides liés aux subsides pluriannuels, interventions dans les charges hospitalières et dividendes exceptionnels. Les fonds de réserves fonctionnels sont établis exclusivement pour des droits constatés à 100% concernant des dépenses à engager sur plusieurs exercices.
Dans ce contexte, je vous renvoie à la nouvelle circulaire du 12 juillet 2024 relative aux prélèvements qui remplace les circulaires du 1er février 2006 relative à la problématique des prélèvements et du 17 mai 2013 en complément à la circulaire du 1er février 2006. Ces deux circulaires sont dès lors abrogées.

Je vous invite à constituer des provisions pour risques et charges dans le cadre des créances non apurées, concernant notamment certaines taxes. Afin de ne pas déséquilibrer totalement votre budget, il est indispensable de procéder à ces provisions de manière graduelle.

Je vous invite également à projeter des montants prévisionnels réalistes pour la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues.

Il pourra toutefois être toléré que l'exercice propre stricto sensu ne soit pas à l'équilibre si des dépenses exceptionnelles, et donc non récurrentes, devaient intervenir et que ces dernières soient couvertes par un prélèvement sur les réserves. Ce prélèvement se fera sur des fonds de réserve généraux disponibles et ne sera en aucun cas considéré comme « fonctionnel ». Ces circonstances seront explicitées dans le rapport accompagnant la délibération adoptant le budget.

Au service extraordinaire, l'équilibre structurel doit être respecté, le financement pouvant bien entendu s'opérer par utilisation des réserves et/ou du boni cumulé.

Conformément à l'article 5 du Règlement général de la Comptabilité communale (RGCC), le budget comprend l'estimation de toutes les recettes et dépenses susceptibles d'être effectuées en cours d'exercice et elles doivent être estimées de manière précise. A défaut d'éléments d'évaluations réglementaires ou d'instructions administratives, il sera référé aux recettes et dépenses effectivement réalisées au compte de l'exercice pénultième.

L'importance du **respect du plan comptable** a été soulignée à maintes reprises pour le bon fonctionnement de la base de données des finances communales. Il est primordial que vous respectiez le plan comptable. Je vous invite dès lors à tenir compte des remarques qui vous ont été adressées concernant l'utilisation de codes fonctionnels ou économiques erronés et de procéder aux corrections qui s'imposent.

Conformément à l'article 14 du Règlement général de la Comptabilité communale, lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires sont arrêtés par le conseil communal. Les crédits provisoires concerneront toutes les dépenses ordinaires. Pour rappel plus aucune différence n'est exercée entre crédits facultatifs et obligatoires.

La présentation et le contenu du budget ordinaire sera conforme à l'arrêté du 20 octobre 2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la présentation du budget des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'article 96 de la nouvelle loi communale stipule que le projet de budget est accompagné d'un rapport définissant la politique générale et financière de la commune et synthétise la situation de l'administration et de ses affaires ainsi que tous éléments utiles d'information. Ce rapport doit contenir en outre des informations sur la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux dans la politique financière de la commune.

1.2 Modifications budgétaire et ajustements

En vertu de l'article 15 du Règlement général de la Comptabilité communale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et toutes les règles de principe applicables au budget initial de l'exercice sont évidemment transposables aux modifications budgétaires, y compris les règles de tutelle. Elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire.

Conformément à l'article 16 du Règlement précité, les crédits budgétaires nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par

prélèvement d'office, ainsi que les crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues, doivent être inscrits au plus tôt dans les modifications budgétaires.

En vertu de l'article 240 de la nouvelle loi communale, aucune modification budgétaire ne peut être adoptée par le conseil communal postérieurement au 1er juin 2025 si les comptes 2024 n'ont pas encore été votés par le conseil communal.

Les dernières modifications budgétaires adoptées au cours de l'exercice devront parvenir à l'autorité de tutelle au plus tard le 1er novembre 2025, afin de permettre à celle-ci de statuer avant la date de clôture comptable de l'exercice, soit le 31 décembre 2025. Ces modifications seront présentées selon le même modèle que celui du budget initial (justification des adaptations de crédits, tableaux récapitulatifs,…).

Les ajustements de crédits dans les limites de l'article 10 du RGCC ne constituent pas des modifications budgétaires devant être transmises à l'autorité de Tutelle. Ces ajustements seront uniquement enregistrés dans la comptabilité communale. Les ajustements doivent se faire avant l'utilisation des crédits.

Dans le cadre des chargements des données financières via COMBUD, je vous demande également de procéder comme suit :
Les modifications budgétaires relatives aux services ordinaire et extraordinaire doivent être consolidées dans un seul document. Il s'agit en effet d'une seule modification de votre budget initial. Jusqu'à présent, certaines communes envoyaient simultanément deux modifications budgétaires (l'une pour l'ordinaire et l'autre pour l'extraordinaire), cela crée des souci d'ordre car certains « numéros de modification budgétaire » étaient alors manquants. Dès lors, il n'est pas souhaitable de procéder à un dédoublement des fichiers.

1.3 Le budget

1.3.1 Budget fonctionnel

Le budget fonctionnel présente les crédits budgétaires par fonction selon les codes fonctionnels, limités aux trois premiers chiffres, et selon les codes économiques à cinq chiffres.

1.3.2 Budget économique

Le budget économique présente les crédits budgétaires par groupe économique selon les codes économiques à cinq chiffres.

1.3.3 Service extraordinaire

Pour rappel, la présentation fonctionnelle et économique est réservée au service ordinaire puisque la notion de limite de crédits prévue par l'article 10 du RGCC ne concerne que ce service.

Comme pour les années précédentes, il est recommandé aux communes d'être particulièrement vigilantes dans l'établissement des prévisions budgétaires afin d'en garantir toute la crédibilité et la réalisation. Les communes veilleront en outre à ce que la charge qui résulterait du financement par emprunt de tout ou partie du programme des investissements, ne vienne pas créer ou aggraver un déficit budgétaire. Il y a lieu de limiter les charges des nouveaux emprunts au volume des remboursements en capital au cours de l'exercice, afin de stabiliser le poids total de l'encours communal.

J'attire votre attention sur le fait que le solde calculé selon les normes SEC 2010 ne prend pas en compte les emprunts en recettes. Dès lors, afin de tendre vers l'équilibre SEC 2010, les investissements prévus doivent être réalistes et limités aux seuls pouvant être réalisés en cours d'exercice.

L'article 252 de la nouvelle loi communale stipule *:*

> En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictif.

Partant de ce principe, le budget extraordinaire doit être à l'équilibre à l'exercice, la commune étant tenue d'inscrire les recettes destinées à financer les investissements annuels portés à son budget.

Mais à la clôture de l'exercice comptable, il est courant que les dépenses aient fait l'objet d'un engagement alors que les emprunts destinés à financer celles-ci n'ont pas encore été commandés et qu'aucun droit n'a donc été constaté.

Ces emprunts seront réinscrits par voie de modification budgétaire lors de la reprise du résultat du compte et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du RGCC. Il convient à ce sujet de renvoyer à la circulaire du 4 mai 1999[1] relative à la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire. La réinscription de ces emprunts répond ainsi au prescrit de l'article 5 du RGCC qui précise que le budget comprend toutes les recettes et toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier.

De même, tout subside d'investissement doit faire l'objet d'un droit constaté au service extraordinaire dès la notification de son octroi (et non pas lors de la liquidation de celui-ci par l'autorité subsidiante).

Le 1er janvier 2023, l'ordonnance du 10 décembre 2021 de la gestion des intérêts matériels des communautés cultuelles locales reconnues est entrée en vigueur (voir Moniteur belge du 23 décembre 2021). Par conséquent, à partir de l'exercice budgétaire 2023, les communes ne devaient plus accorder de compensation financière extraordinaire pour les investissements inscrits aux budgets 2023 et suivants des établissements de culte catholique, protestant, anglican et israélite. A partir de l'exercice budgétaire 2023, la Région assure cette compensation si nécessaire. Dans le programme d'investissements et le budget communal 2025, les communes ne doivent inscrire que les subsides extraordinaires pour les dossiers d'investissements déjà en cours en 2022 (fonction 799 : Cultes). Vous retrouverez les instructions, de la part du Ministre-président et de moi-même comme Ministre chargé des

[1] Circulaire du 4 mai 1999 relative à la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire.

Pouvoirs locaux, concernant la finalisation et le financement par les communes des dossiers d'investissement en cours des établissements de culte, dans la circulaire 2023/11 du 23 juin 2023. Si les communes ont donné l'autorisation pour des travaux planifiés par les établissements de culte et se sont engagées pour le financement avant 2023, il s'agit de dossiers d'investissement en cours et les communes resteront responsables pour leur financement et ce jusqu'à la fin de ces travaux, même après 2023[2].

1.3.4 Tableau récapitulatif

Il s'agit du tableau récapitulatif par groupe économique et fonction. Il est toujours fait une distinction entre les prélèvements aux fonctions et les prélèvements généraux de la fonction 060. Le tableau récapitulatif aussi bien du service ordinaire que du service extraordinaire et tel que prévu dans l'article 1,3° de l'arrêté du 20 octobre 2005 précité doit être établi conformément à l'annexe à l'arrêté précité et dans lequel une distinction est faite entre les prélèvements fonctionnels et les prélèvements généraux de la fonction 060.

1.3.5 Tableaux du personnel

Les tableaux repris en annexe B1A et B1B seront complétés, sur support informatique, avec les données au 30 juin 2024. Nous vous demandons de fournir les comptages en équivalents temps plein **et** en effectifs. Ceci pour éviter toute confusion sur la manière dont les colonnes doivent être remplies. Je vous invite à accorder le plus grand soin lors de la rédaction de ces tableaux. Les personnes mises en disponibilité, soit sur base volontaire précédant la pension, soit pour cause de maladie de longue durée, seront reprises dans les comptages. Leur nombre total sera toutefois mentionné dans le tableau pour information.

1.3.6 Annexes légales et autres

Pour rappel, le point de départ du délai de tutelle est le lendemain du jour de la réception de l'ensemble des documents requis. L'absence totale ou partielle de ces documents entraînera ipso facto le refus de réception par l'autorité de tutelle au sens de l'article 4 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale.

Les documents énumérés ci-dessous font partie intégrante du budget et doivent donc être obligatoirement transmis:

- le rapport visé à l'article 96 de la nouvelle loi communale. **Ce rapport peut éventuellement être intégré à la note explicative du plan triennal visée au point 2.3;**
- le rapport visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

[2] Circulaire du 23 juin 2023 portant sur la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux des établissements de culte à l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 10 décembre 2021.

- le procès-verbal du comité de concertation commune-CPAS fixant l'intervention communale, qui indiquera notamment le montant de la contribution dans le déficit du CPAS en dehors de la ristourne de la contribution régionale dans l'augmentation barémique du Centre;

- le rapport visé à l'article 26bis§5 de la loi organique qui prescrit que « Le Comité de concertation veille à ce qu'il soit établi annuellement un rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune. Ce rapport est annexé au budget du centre et au budget de la commune. »

- le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement;

- l'évolution de la dette communale d'investissement, par organisme financier;

- l'évolution des fonds de réserve (ordinaire et/ou extraordinaire); cette évolution se basera sur les résultats du compte 2023 adaptés en fonction des résultats budgétés en 2024 et 2025. Il convient de maintenir une concordance logique entre le résultat cumulé affecté par les prélèvements et la hauteur des fonds de réserve. Il se peut que certains prélèvements de 2024 n'aient pas été exécutés; ils concourent toutefois au résultat de l'exercice 2024 repris comme résultat des exercices antérieurs au budget 2025. Afin de garder une cohérence entre résultat cumulé et hauteur des fonds de réserves, il est donc primordial de calculer ces derniers en fonction de tous les prélèvements budgétés.

- l'affectation des éventuelles provisions pour risques et charges; leur estimation se fera de la même façon que pour les fonds de réserve;

J'insiste sur la nécessité d'une parfaite concordance entre les données reprises dans l'ensemble des documents.

1.4 Gender budgeting

Le gender budgeting ou budgétisation sensible au genre découle de ce qu'on appelle le « gender mainstreaming ». Le concept de « gender mainstreaming » s'appuie sur la notion de « genre » (*gender* en anglais) qui désigne les différences socialement construites entre les hommes et les femmes par opposition aux différences biologiques qui existent entre les deux sexes. En effet, ce qui est considéré comme masculin ou féminin est déterminé par la société dans laquelle nous vivons. Les études de genre s'intéressent donc à ces différences socialement construites mais affirment également que les rapports sociaux qu'elles sous-tendent ne sont pas égalitaires. La norme implicite est le plus souvent masculine, ce qui peut défavoriser les femmes dans la pratique. C'est donc pour pallier à cette inégalité de genre qu'a été développé le concept de gender mainstreaming.

Le « gender mainstreaming » ou approche intégrée de la dimension de genre est une démarche qui porte une attention à la dimension de genre et donc à l'égalité entre hommes et femmes tout au long du processus politique (analyse de la situation, définition de la politique, mise en œuvre, évaluation)

et qui concerne tous les acteurs impliqués dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques... Cette approche revient à se poser la question de l'impact potentiellement différent pour les femmes et les hommes de toute mesure politique envisagée. Elle devrait devenir un réflexe, un automatisme pour chaque agent impliqué dans les différentes phases du cycle politique.

C'est une approche transversale, car elle s'applique à tous les domaines politiques (ex : emploi, santé, mobilité, ...). C'est également une approche préventive puisque l'objectif est d'éviter que les pouvoirs publics ne mettent en place des politiques qui créent ou accentuent des inégalités entre hommes et femmes.

Prendre en compte le genre dans les politiques signifie également de l'intégrer dans les budgets. C'est cela qui s'appelle « gender budgeting » ou « budgétisation sensible au genre ».

La Région estime qu'il est pertinent de mettre en place une démarche gender budgeting :

- en vue de connaitre les ressources économiques qui sont allouées de manière équitable ou non équitable d'un point de vue du genre ;
- en vue de faciliter la mise en œuvre de la politique de gender mainstreaming, qui repose notamment sur l'analyse genrée du budget ;
- en vue de renforcer la transparence financière du budget communal ;
- en vue d'améliorer l'efficience de la distribution des ressources en comparaison des objectifs politiques poursuivis.

Dans cette perspective, nous vous invitions à produire, sur base volontaire, un budget genré. Pour ce faire, il vous est loisible de vous concentrer dans un premier temps sur les dépenses et le budget d'un seul service ou d'une seule fonction. En annexe B2, vous trouverez des instructions générales quant à la manière de s'y prendre pour genrer un budget. **Par ailleurs, BPL a publié, en 2023, un guide méthodologique très complet pour la mise en œuvre du gender budgeting dans les communes bruxelloises. Ce guide disponible sur le site de Bruxelles Pouvoirs locaux donne des exemples concrets de la manière de genrer son budget pour toutes les compétences communales. Vous pouvez le consulter en cliquant sur le lien suivant :**

FR : https://pouvoirs-locaux.brussels/sites/default/files/uploads/0823_2_104_1_0.pdf

2 Les plans triennaux

2.1 Généralités

La directive européenne 2011/85, impose aux entités locales de fixer des objectifs budgétaires pluriannuels, des projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes, une description des politiques envisagées à moyen terme et une évaluation de l'effet sur les finances des politiques envisagées.

Par ailleurs, l'article 242bis de la nouvelle loi communale prévoit :

« [Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal. Ce plan triennal constitue un complément au budget annuel visé à l'art. 241 et comprend:

1. des projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes pour les deux exercices suivant l'année du budget soumis. Ces projections doivent être fondées sur des prévisions macroéconomiques et budgétaires réalistes;

2. une note explicative décrivant les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années, et leur impact sur l'évolution des postes de recettes et de dépenses sur ces trois années.

Ce plan doit respecter, pour chacune des trois années, les règles d'équilibre budgétaire telles que précisées à l'art. 252.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'art. 112 et de la manière prescrite par le conseil communal (Ord. 17.07.2020, M.B. 30.07.2020)] (Ord. 5.3.2009, M.B. 13.3.2009)]. »

La base du plan est donc constituée de deux documents :

- le plan financier traduisant la stratégie communale et les axes politiques fondamentaux en projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes pour les trois années à venir, la première année constituant le budget 2025 et les deux années suivantes constituant une préfiguration des futurs budgets 2026 et 2027. Ces projections doivent être fondées sur des prévisions macroéconomiques et budgétaires réalistes et crédibles. Elles constituent la base des budgets annuels 2025 et une préfiguration des futurs budgets annuels 2026 et 2027.
- la note explicative décrivant ces axes fondamentaux et les choix budgétaires qui en découlent ainsi que les mesures structurelles à adopter afin d'optimaliser la gestion communale et atteindre les objectifs d'équilibre budgétaire. Ce document ne se borne pas à quelques considérations générales, mais doit permettre une vision claire et transparente de la gestion communale en faisant clairement la distinction entre l'évolution « à politique constante » et l'impact des nouveaux projets.

Le plan financier doit être présenté suivant les modèles figurant en annexes à la présente circulaire. Les données de référence sont les comptes 2023 et les budgets modifiés 2024.

Afin de simplifier l'élaboration des projections financières, le plan financier s'articulera uniquement sur un axe économique, tant en ce qui concerne le service ordinaire que le service extraordinaire.

Les paramètres et taux de croissance présentés ci-après doivent être considérés comme un ensemble de recommandations cadres. A l'analyse des situations propres à chaque commune, des options particulières peuvent conduire à des choix de rythme de croissance différents. Dans ce cas, les taux de croissance adoptés et les raisons du choix devront être mentionnés dans la note explicative.

D'autre part, ces paramètres permettent une actualisation des données à politique inchangée. Toute modification de celle-ci devra donc également être précisée dans la note explicative.

Les plans financiers des communes liées par convention avec le FRBRTC seront remplacés de plein droit par les plans 2025-2027 après leur approbation par le Gouvernement et feront l'objet d'un avenant. La Direction de Soutien au FRBRTC transmettra prochainement un courrier aux communes concernées définissant les modalités.

2.2 Plan financier

Le plan doit notamment tenir compte de la stratégie communale définie et des différents autres outils de planification tant communaux que régionaux. L'élaboration de ce plan nécessite que la commune associe les différents partenaires.

En effet dans un souci d'approche consolidée, des perspectives financières d'autres partenaires tels que la Zone de Police, le CPAS, la Régie foncière, la Régie autonome et les ASBL et/ou régie(s) communales sont également nécessaires.

Dans le cadre de l'établissement de son propre plan, la commune en tant que premier pouvoir de tutelle veillera à ce que celui de son CPAS, exigé à l'article 72 de la loi organique, soit soumis à concertation. Elle veillera également à garantir une cohérence de l'ensemble des plans.

Je vous rappelle enfin que **le plan devra respecter, pour chacune des trois années, les règles d'équilibre budgétaire prévu par l'article 252 de la nouvelle loi communale** et décrire les mesures structurelles et conjoncturelles qui permettront de garantir cet équilibre.

2.2.1 Service ordinaire

Les projections détaillées par code économique seront reprises dans les **annexes P1** (recettes et dépenses) et **P2** (fiscalité communale). Les paramètres repris au point 3 ci-dessous constituent des recommandations-cadres. Les taux de croissance utilisés dans les projections devront donc être cohérents et justifiés par la situation et les choix politiques et stratégiques propres à la commune, tels que décrits dans la note d'orientation.

2.2.2 Service extraordinaire

Le plan triennal économique au service extraordinaire (**Annexe P3**) donnera un aperçu global des nouveaux investissements (à distinguer des travaux d'aménagement et de maintenance) et leur mode de financement. **Nous insistons sur la nécessité de déterminer un programme d'investissements réaliste** qui réponde aux besoins de la commune en regard de son développement démographique et économique. Il sera tenu compte des investissements déjà réalisés et du déploiement de nouvelles politiques. **Il convient de tenir compte de la capacité de la commune à suivre les nouveaux projets et d'optimaliser les capacités d'emprunt tout en évitant de projeter des dépenses ordinaires de dette pour des investissements qui ne seront pas réalisés.**

D'autre part les charges nouvelles générées par chaque investissement amortissable en plus de 15 ans, hors voiries, devront être décrites et quantifiées dans des fiches projets (**Annexe P4**) afin d'être

intégrées dans le plan financier. Ainsi, l'impact sur les dépenses ordinaires de tout nouvel investissement sera estimé.

Ce programme d'investissement devra aussi permettre au Gouvernement de définir sa politique de financement pour ces trois exercices, dans le cadre de l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public (programme triennal d'investissement), de l'Ordonnance du 31 mai 2018 relative à l'octroi de subsides aux investissements en infrastructures sportives communales **et des appels à projets du Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries Communales.**

2.2.3 Autres informations

- Plan de personnel **(Annexe P5)**

Pour ce faire, je vous demande de compléter à l'annexe P5 le tableau des entrées et sorties prévues, **en tenant compte des impacts éventuels de certains projets d'investissement détaillés dans les fiches projets (Annexe P4)** ainsi que de toutes les sorties prévues (départs naturels, démissions etc.) afin de calculer des projections pour les trois années. **Le but est d'expliciter toute variation de la projection salariale qui s'écarterait des paramètres ci-dessus.**

2.3 Note explicative

Cette note peut éventuellement intégrer le rapport visé à l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale.

La note détaillera les moyens de financement de la commune : politique fiscale , tarification des prestations, (changements de taux, suppressions, ajouts…), et toute autre politique transversale qui a un impact financier, comme par exemple la rationalisation de l'énergie, ainsi les synergies commune-cpas envisagées dans le rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune.

Au service ordinaire un état des lieux de la politique en matière de personnel communal (en coordination avec le CPAS) sera dressé : situation des effectifs, pensions (statutarisations prévues,…), avantages accordés au personnel actuel et futur, recrutements, formations, mobilités internes, réorganisations éventuelles, …

Les paramètres et taux de croissance retenus seront détaillés et justifiés.

Si certaines politiques sont menées au travers d'ASBL, l'impact sur le subside alloué sera détaillé.

Tant au service ordinaire qu'extraordinaire, le financement sera précisé.

3 Paramètres et taux de croissance (budget et plan)

3.1 Service ordinaire - recettes

3.1.1 Recettes de prestation

Dans le contexte actuel il est plus que jamais nécessaire d'adapter les tarifs de manière régulière. Aussi, en ce qui concerne les prestations administratives résultant d'une demande individuelle, le prix demandé devra au minimum couvrir le coût des prestations fournies par les services communaux. De même, les loyers seront indexés et tout sera mis en œuvre pour en assurer le recouvrement. A services égaux, les recettes de prestations devront être augmentées au minimum de l'inflation sauf indication contraire (voir ci-dessous).

Calculs spécifiques :

- Droits de passage gaz et électricité : prévision à recevoir de Sibelga;
- Crèches, prégardiennats, prestations d'enseignement : estimation propre, basée sur les réglementations en vigueur, les taux d'occupation et la variation éventuelle du nombre de places ;
- Stationnement :

  Les communes ayant confié la gestion du stationnement à l'Agence Régionale Parking.Brussels estimeront leurs recettes 2025 sur base de **la quote-part de 85% du résultat en droits constatés nets (DCN) pour l'exercice 2023** communiquée par Parking.Brussels à la commune.

  Le résultat en droits constatés nets (DCN) sur le territoire de la commune pour l'exercice 2023 correspond à la différence entre d'une part, les droits constatés nets par Parking.Brussels sur le territoire de la commune et d'autre part le montant des charges d'exploitation renseignés par Parking.Brussels pour ce même exercice.
  Les 15% restant du résultat en DCN revenant à Parking.Brussels.

  Afin de refléter une estimation prudente des recettes, tenant compte des éventuelles non-valeurs survenant au cours des exercices ultérieurs et/ou de la non perception des droits constatés, l'application d'un coefficient de pondération de 80% est recommandée.

  Les estimations des recettes de stationnement pour les deuxième (2026) et troisième exercice (2027) du plan équivaudront aux estimations réalisées pour l'exercice 2023.

- Autres recettes de prestations : seront maintenues au niveau atteint au compte 2023, avec indexation éventuelle.

3.1.2 Recettes de transferts

- Dotation générale aux communes: les montants prévisionnels pour les années 2025, 2026 et 2027 seront confirmés sur base d'une décision du Gouvernement dans le courant du quatrième trimestre 2024.
- Dotation en exécution de l'article 46bis de la loi du 12 janvier 1989 : l'estimation sera communiquée par BPL en même temps que les montants prévisionnels de la Dotation Générale aux Communes.
- Contribution de l'autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale : on tiendra compte d'une indexation de 2% pour 2025 et l'estimation sera stable (croissance 0%) pour 2026 et 2027.
- Fiscalité communale **(Annexe P2)**

  Les résultats du compte de l'exercice 2023 seront repris avec s'il échet, adaptation à la suite de changements de taux actés ou prévus. Lorsque les règlements-taxes arrivent à échéance, une réflexion doit être menée sur une hausse des taux de certaines taxes comme celles sur les prestations administratives ou l'occupation du domaine public. Les éventuelles majorations feront l'objet d'explications. Pour les taxes visées par l'ordonnance de 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale, aucune augmentation ne sera admise.

  Dans un objectif de planification prudentielle, je vous recommande fortement de prévoir la constitution de provisions pour risques et charges en matière de taxes communales, en cas de nouvelles taxes communales ou de révisions pour lesquelles le niveau de perception est sujet à risque.

  L'anticipation des besoins de provisionnement permet d'éviter que ceux-ci n'entraînent un déficit au cumulé du service ordinaire.

  D'autre part, les communes veilleront tout particulièrement à rendre exécutoires le plus tôt possible au cours de chaque exercice budgétaire les rôles afférents aux taxes spécifiquement communales. Il arrive trop souvent que des rôles ne soient pas rendus exécutoires au cours de l'exercice, ce qui affecte négativement l'équilibre financier des communes.
- Précompte immobilier (PRI)

  Soit le Revenu cadastral imposable au 1er janvier 2024[3] hors matériel et outillage x 0.0125 x centimes additionnels/100 x (100-Z)/100 x 2,2449 pour 2025, 2,2888 pour 2026, 2,3346 pour 2027.

  Suite à une analyse détaillée des écarts entre les droits constatés et les prévisions budgétaires, il a été constaté que la formule d'estimation utilisée jusqu'à présent surévaluait systématiquement les recettes constatées aux comptes. Dès lors, il a été décidé d'adapter le calcul du taux correctif (coefficient Z) sur base d'une comparaison des droits constatés, non plus

[3] Disponible via l'application « Urbain » du SPF Finances : https://finances.belgium.be/fr/E-services/Urbain

avec les crédits budgétaires, mais bien avec les montants théoriques promérités. La formule de calcul a donc été adaptée comme suit :

Z: coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les montants promérités à 100% (montants obtenus en appliquant la formule reprise ci-dessus sans y appliquer de coefficient de pondération) et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

Je vous rappelle que l'information concernant les données objectives des décomptes des années précédentes ainsi que toute donnée objective disponible auprès de Bruxelles Fiscalité (via les rencontres du Receveur de la commune avec le Comptable des recettes chargé des matières fiscales et/ou via une demande de rendez-vous via l'adresse mail mycontact@fisc.brussels) sont des éléments qui pourront éventuellement donner lieu à une adaptation à la hausse ou à la baisse de la prévision élaborée selon la formule proposée lors de modifications budgétaires.

Il est également fortement recommandé d'anticiper dans les projections budgétaires la constitution de provisions pour les montants à percevoir relatifs aux additionnels au précompte immobilier.

- Impôt des personnes physiques (IPP)

  Pour 2025 : Estimation du SPF Finances x (100-Z)/100

  Z : coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions du SPF Finances et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

  Pour 2026 et 2027, les montants seront indexés de 2%.

  Les calculs de ces prévisions PRI et IPP seront joints en annexe.

  L'estimation du Service Public Fédéral Finances sera en principe communiquée aux communes dans le courant du mois d'octobre 2024. Le cas échéant, une régularisation de ladite prévision peut être admise à l'occasion de la plus proche modification budgétaire de l'exercice 2025 sur base du dernier état prévisionnel transmis par le Service Public Fédéral Finances dans le courant du deuxième trimestre de l'exercice 2025.

- Décimes additionnels à la taxe de circulation : pour 2025, 2026 et 2027 : montant de l'exercice 2023 sans d'indexation.

- Subsides européens, fédéraux, communautaires et régionaux : les projections tiendront compte des conventions signées, des promesses confirmées et des instructions communiquées par les autorités subsidiantes.

3.1.3 Recettes de dette

Les recettes de dettes seront enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus pour autant que ces montants soient compatibles avec ceux effectivement perçus au cours des exercices précédents. Les intérêts créditeurs seront estimés sur base d'un échéancier de trésorerie.

3.2 Service ordinaire - dépenses

3.2.1 Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales

A personnel constant, les prévisions par code économique sont les suivantes :

- Code 111 : Pour 2025 : traitements de juillet 2024 x 12,42 (salaire annuel + programmation sociale) x 1,013 (impact des augmentations barémiques) x l'indexation. Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", le prochain dépassement de l'indice pivot devrait se produire en février 2025. Par conséquent, les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2 % en avril 2025. Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", il n'y aurait pas d'autre dépassement de l'indice pivot en 2025 (Bureau Fédéral du Plan 02/07/2024). **Je vous invite néanmoins à consulter régulièrement le site du Bureau fédéral du Plan (www.plan.be) et à adapter vos prévisions en conséquence.** Pour 2026 et 2027, on retiendra l'hypothèse d'une indexation chaque année.
- Code 112 : suivant code 111

Je rappelle ici la prépondérance des dépenses de personnel dans les budgets communaux. Vu les difficultés à équilibrer le budget, le scénario idéal sera, en ce qui concerne les traitements du personnel non subventionné, de rester dans les limites des crédits prévus en 2024 éventuellement indexés. Seules les dépenses subsidiées à 100% pourront par conséquent être admises en supplément.

Toute augmentation de dépenses de personnel supérieure à cette prévision devra être justifiée dans la note explicative et être cohérente avec les prévisions de personnel reprises en annexe P5 et les fiches projets annexe P4

3.2.2 Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions

Pour les communes affiliées au Fonds de Pension Solidarisé, les cotisations à l'ONSS seront reprises sous le code économique 113-21. Le taux de cotisation de pension de base est fixé à 45% pour l'exercice 2025[4], ainsi que 2026 et 2027 (dont 7,5% correspondent aux cotisations du personnel en activité) pour toutes les communes.

[4] A.R. du 30 novembre 2023 pris pour les années 2025 et 2026 en exécution de l'article 16, alinéa 1er, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives.

L'Arrêté Royal relatif aux cotisations de responsabilisation 2025 n'a pas encore été publié au Moniteur Belge au moment de la rédaction de la présente circulaire. Les communes enregistreront donc sous l'article 000/113-21 la prévision de cotisation de responsabilisation à payer en 2025 qui leur sera communiquée par le Service Fédéral des Pensions. Si telle communication n'est pas parvenue à la commune au moment de l'établissement du budget, il est proposé d'adopter le même mode de calcul que celui repris au dernier arrêté relatif aux cotisations de responsabilisation[5] : douze mensualités, chacune valant un douzième de 179% du montant de responsabilisation de 2022. La «double mensualité» n'est plus d'application depuis le 31/12/2023, selon ce même arrêté.

En cas de non-affiliation à l'ONSS, les communes reprendront les estimations renseignées par leur institution de prévoyance et fourniront les pièces justificatives .

Les communes qui assurent elles-mêmes le paiement des pensions non solidarisées par le biais de leur « compte de provisions pour liquidation des pensions non-solidarisées », joindront le budget prévisionnel de celui-ci comme indiqué au point 2.3 de la directive ministérielle du 9 décembre 2011.

Le code 113-22 sera utilisé uniquement pour la budgétisation des pensions non solidarisées. Les communes ayant confié la gestion de leurs pensions à une institution de prévoyance utiliseront le code économique 113-48.

D'autre part, la loi du 30 mars 2018 prévoit un incitant financier pour l'instauration du deuxième pilier de pension pour les contractuels à partir de 2020.

Si votre commune décide d'instaurer ce deuxième pilier, le code à utiliser sera le 113-23 qui est un nouveau code à créer par la firme qui gère le logiciel comptable de la commune, celui-ci se présentera comme suit :

Code	Libelle	D/R	O/E	C. Gén.	C.T.
113-23	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	D	O	62423	70

Et en ce qui concerne la comptabilité générale :

Compte général	Libellé	Rubrique du compte résultats	Préfixe C. Partic.	Référ. code écon.
62423	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	I.C		O

Les paramètres imposés par la Loi du 30/03/2018 pour bénéficier d'une réduction des cotisations de responsabilisation[6] sont les suivants :

[5] A.R. du 25 février 2024 en exécution de l'article 21, § 3, alinéa 1er, et § 4, de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives.

[6] La Loi du 25 avril 2024 portant la réforme des pensions a modifié l'art. 20 de la Loi du 30/03/2018 en permettant que la réduction des cotisations de responsabilisation puisse encore être appliquée en cas de prise d'un second pilier de pension pour les contractuels, mais ne définit plus de limite inférieure. Par contre elle fixe la limite supérieure à 50% du coût du 2ème pilier (ce qui était auparavant la limite inférieure).

Régime et taux de la pension complémentaire au bénéfice des agents contractuels donnant droit à une réduction de minimum 50% des cotisations de responsabilisation (Art. 12 de la Loi du 30/03/2018 modifiant l'art. 20 de la Loi du 24/10/2011)

Type de régime	Seuils minimum et maximum donnant droit à la réduction	Date d'entrée en vigueur à partir du 01/01/2021
Contributions définies	***Taux minimum***	**3%**
	Taux Maximum	6%
Cash-Balance*	**Taux minimum**	**3%**
	Taux Maximum	6%
Prestations définies	***Taux minimum***	**6%**
	Taux Maximum	12%

*Cash-balance : engagement de pension mixte, à prestations définies et contributions définies. Les prestations définies étant la capitalisation à un rendement déterminé des contributions versées pour un affilié déterminé. Art. 21 de la Loi du 28/04/2003 sur les pensions complémentaires.

Ces taux sont à appliquer à la masse salariale de *tous* les agents contractuels de la commune.

L'inscription de la cotisation spéciale à l'ONSS de 8,86% sur le montant des pensions complémentaires sera inscrite de préférence au même article budgétaire 113/23 que le montant des cotisations complémentaires à l'assureur. Il est vrai qu'il s'agit d'une cotisation patronale, mais elle concerne un avantage aux travailleurs qui permettra d'obtenir une réduction des cotisations de responsabilisation, le cas échéant.
En effet, ce montant est considéré par la Loi comme un coût de la pension complémentaire au même titre que les cotisations versées aux assureurs et en tant que tel il est déductible des cotisations de responsabilisation : alinéa 4, art. 20 de la Loi du 24 octobre 2011.
Cette pratique garde tout son sens même au cas où les cotisations de responsabilisation ne devraient plus être dues, car elle permet tant à la commune qu'à la Tutelle d'évaluer le coût réel supplémentaire imputable au 2ème pilier pour les contractuels.

3.2.3 Dépenses de fonctionnement

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, hormis les nouvelles initiatives ou installations à justifier (par exemple, nouvelle crèche ou école), les dépenses électorales et les modifications imposées par les autorités européennes, fédérales, communautaires ou régionales, le principe est celui d'une croissance limitée à **5,3%** par rapport aux dépenses engagées au compte 2023 en tenant compte de l'inflation. Le Bureau fédéral du Plan prévoit en effet une inflation de **3,2% en 2024 et 2% en 2025**.

Lors de modifications budgétaires éventuelles, toute augmentation dans un poste devra nécessairement être compensée par une diminution équivalente dans un ou plusieurs autres postes ou par une augmentation des recettes concomitantes (subsides,…).

Pour 2026 et 2027 : indexation annuelle de 2 %. **Toute prévision supérieure à ces normes doit être justifiée avec précision, notamment en faisant référence aux projets détaillés dans l'annexe P4**.

Les coûts énergétiques devront être estimés de la manière la plus précise possible, tenant compte des évolutions récentes de prix, des modalités des contrats d'approvisionnement ainsi que d'éventuels investissements ou autres mesures prises pour limiter la consommation.

3.2.4 Dépenses de transferts

- Couverture du déficit du C.P.A.S.: les prévisions 2025 seront conformes au montant arrêté au Comité de concertation Commune - CPAS. Les procès-verbaux de cette réunion seront annexés au budget 2025. Les représentants de la commune au sein du comité de concertation veilleront à ce que des dépenses du CPAS ne résultant pas de l'exercice des missions qui lui sont légalement dévolues, mais ayant pour effet de majorer l'intervention communale, soient maîtrisées. Les communes prendront également les mesures adéquates en vue d'éviter les doubles emplois au niveau des prestations sociales rendues par les services communaux et par les CPAS et à concrétiser les éventuelles mesures identifiées par le CPAS dans le rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et de la commune visé à l'article 26bis, §5 de la loi organique. Au cas où le CPAS aurait dégagé un boni afférent à l'exercice précédent, il s'imposerait de réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale. Les communes inviteront les CPAS à adopter leurs comptes dans les meilleurs délais. Pour 2026 et 2027, il est essentiel qu'un travail de projection soit effectué de manière parallèle par le centre. Le montant de la dotation devra par conséquent correspondre à celui renseigné dans le plan triennal du CPAS.
- Dotation à la zone de police: elle sera conforme pour 2025 à la décision du Conseil de Police et aux normes établies par les autorités compétentes. En l'absence d'informations sur le montant prévu au budget 2025 de la zone de police, la commune inscrira à son budget 2025 le montant prévu en 2024 indexé. Toute discordance au niveau de l'intervention communale entre les deux budgets, sera réglée par une modification budgétaire ultérieure afin de rétablir la concordance des deux montants. De la même façon que pour les CPAS, lorsque le compte de la zone de police dégage un boni, la contribution annuelle sera diminuée à due concurrence. Lorsque les comptes de l'exercice 2023 de la zone ne sont pas arrêtés, la dotation pour l'année 2025 sera limitée à celle inscrite au budget 2024. Pour 2026 et 2027, la circulaire PLP 63 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2024 prévoit en son point 1.3 la rédaction d'un planning pluriannuel financier. Ce dernier devra dès lors correspondre avec vos projections.
- Subsides aux associations et aux ménages: les communes veilleront à ce que les subsides octroyés par une autorité supérieure soient redistribués à des associations bénéficiaires dans le strict respect des affectations fixées par lesdites autorités. Les communes veilleront

à appliquer les dispositions reprises dans la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Les subsides aux associations ne doivent pas entraîner de bénéfice et doivent par conséquent être adaptés en fonction des besoins de l'association. Les communes ajusteront donc le subside en fonction du compte de résultats et de la trésorerie de l'association afin que celle-ci ne dégage pas de boni ou de réserve grâce à la contribution communale.

- Subside à la régie autonome: dans le cas où la commune finance le déficit de la régie, le dernier compte de la régie ainsi qu'une explication sur la nature du besoin de cette intervention financière seront joints.
- Prime BEHOME : dans un but de cohérence, cette prime doit être comptabilisée à l'article budgétaire 040/331-01 « Subsides et primes directs accordés aux ménages ».
- Stationnement : conformément aux dispositions inscrites aux articles 40 et 41 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur la création d'une agence de stationnement et de contrôle des règles de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque les communes assument elles-mêmes les missions de perception des recettes de stationnement et de contrôle des règles de stationnement, elles doivent verser 15% du bénéfice du stationnement à l'Agence (après déduction des coûts).
  Les communes veilleront à intégrer ce transfert dans le cadre de la confection de leurs budgets et plans et joindront le détail des calculs de ces estimations (recettes – dépenses) en annexe.
- Non-valeurs: afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, il est indispensable de procéder régulièrement à la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues. Ceci concerne tant le service ordinaire que le service extraordinaire. Des montants prévisionnels réalistes doivent par conséquent être projetés et adaptés systématiquement en cours d'année lors des modifications budgétaires.

3.2.5 Dépenses de dette

Intérêts débiteurs: suivant l'estimation de l'échéancier probable de la trésorerie communale et de l'évolution des taux d'intérêt.

Charge des emprunts d'investissements : suivant les prévisions des organismes prêteurs tant pour la dette en cours que pour la dette à contracter, en prenant en compte la réalité du décalage entre l'année prévue pour l'investissement et la date de prise d'effet de la charge concomitante d'intérêt et de capital.

Je vous invite vivement à prendre contact avec le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales dont l'une des missions consiste notamment à conseiller les communes dans la gestion de la trésorerie et de la dette.

4 Transmission

L'arrêté du 20 mars 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le format informatique des budgets et des comptes des communes de la Région de Bruxelles-Capitale est d'application pour les budgets 2025.

A cet égard, je vous renvoie à la circulaire du 4 décembre 2008 relative à la Base de données des finances communales – Transfert des données.

Ce transfert de données, via "combud", doit se faire impérativement avant la transmission des budgets et des plans triennaux et de leurs annexes. En cas de difficulté de chargement, nous vous invitons à prendre contact avec le helpdesk du SPRB soit par téléphone au 02/204.10.00 soit par mail helpdesk@sprb.brussels en précisant « Combud » dans l'objet.

Les annexes « Plans » P1 à P5 et « Budgets » B1 à B2 seront transmises de manière électronique et sous format Excel via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels et ce préalablement au transmis des documents via la plate-forme « BOS-xchange ».

Dans un souci de simplification administrative il a été décidé de ne plus demander systématiquement les budgets et plans triennaux en version papier.

La transmission des documents sous forme papier est laissée à l'appréciation de la commune.

J'attire votre attention sur le fait que le délai de tutelle ne commencera à courir qu'au moment où le dossier sera complet, c-à-d au moment de la réception des données financières via Combud, des annexes Excel P1 à P5 et B1 à B2 via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels et de la réception des documents complets (délibération signée, budget, plan triennal et les annexes obligatoires) via BOS-xchange.

Je vous informe également que la présente circulaire ainsi que les annexes seront téléchargeables sur le portail de Bruxelles Pouvoir Locaux (www.pouvoirs-locaux.brussels).

Enfin, je vous rappelle les dispositions de l'article 112 de la NLC qui prescrivent que, dès leur approbation par le conseil communal le budget annuel et les plan triennaux doivent être publiés sur le site internet de la commune.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Échevins, l'assurance de ma considération distinguée.



Bernard CLERFAYT
Le Ministre des Pouvoirs Locaux

Annexe 1
Personnes de contact

Direction des Finances locales : Anne Willocx, Directrice		
Entités		**Agents responsables**
Communes CPAS Régies	Anderlecht	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Auderghem	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Berchem-Sainte-Agathe	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Bruxelles	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Etterbeek	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Evere	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Forest	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ganshoren	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ixelles	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Jette	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Koekelberg	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Molenbeek-Saint-Jean	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin

	Saint-Gilles	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Saint-Josse-ten-Noode	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Schaerbeek	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens Anne Willems
	Uccle	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Watermael-Boitsfort	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Woluwe-Saint-Lambert	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Woluwe-Saint-Pierre	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
Données de contact		
Biarent Angéline	02 800 33 52	abiarent@sprb.brussels
Bours Mathieu	02 800 35 51	mbours@sprb.brussels
Caccia Dominioni Leopoldina	02 800 34 96	lcacciadominioni@sprb.brus-sels
Claeys Olivier	02 800 32 70	oclaeys@sprb.brussels
de Launois Quentin	02 800 30 32	qdelaunois@sprb.brussels
Demarque Laurent	02 800 38 73	ldemarque@sprb.brussels
Ikken Smaël	02 800 32 73	sikken@sprb.brussels
Marcoen Wouter	02 800 32 82	wmarcoen@gob.brussels
Oblin Caroline	02 800 33 62	coblin@sprb.brussels
Polizzi Caroline	02 800 34 79	cpolizzi@sprb.brussels
Reyskens Rosalie	02 800 34 75	rreyskens@gob.brussels
Willems Anne	02 800 33 01	awillems@gob.brussels
Willocx Anne	02 800 33 25	awillocx@sprb.brussels
Direction des Finances locales		financeslocales@sprb.brussels

Annexe 2
Liste des documents et annexes obligatoires

	Version électronique
Budget 2025	☑(Combud)
Présentation fonctionnelle	☑
Présentation économique	☑
Tableaux récapitulatifs	☑
Rapport visé à l'art. 96 NLC	☑
Rapport visé à l'art. 12 AR du 2 août 1990	☑
Procès-verbal du comité de concertation commune – CPAS	☑
Rapport visé à l'article 26bis§5 de la loi organique	☑
Descriptif du programme extraordinaire et de ses modes de financement	☑
Évolution de la dette communale (par organisme financier)	☑
Évolution des fonds de réserve (et provisions pour risques et charges)	☑
La Note explicative du plan triennal	☑
Annexes chiffrées à transférer via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels	
En ce qui concerne le budget 2025 :	
B1A et B1B – Tableaux du personnel	☑ (Excel)
B2 – *Gender budgeting* (volontaire)	☑ (Excel)
En ce qui concerne le plan triennal :	
P1 – Service ordinaire - Recettes et dépenses	☑ (Excel)
P2 – Fiscalité communale	☑ (Excel)
P3 – Service extraordinaire	☑ (Excel)
P4 – Fiches projets	☑ (Excel)
P5– Plan de personnel	☑ (Excel)

Inhoudstafel

1	Verslag over de begroting 2025	1 – 31
2	Resultaat 2025 – samenvattende staten - gewone en buitengewone begroting	32 – 33
3	Evolutie van de reservefondsen en de voorzieningen voor risico's en lasten	34 – 41
4	*4.1* Karakteristieken van de Stad *4.2* Tabel van het gemeentepersoneel	42 – 45
5	Evolutie van de schuld per financieel organisme	46 – 49
6	*6.1* Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit *6.2.* Verslag zoals bedoeld in artikel 26 Bis §5 wordt opgesteld met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van OCMW en van STAD Brussel	50 – 55
7	Omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking op de begroting 2025 en zijn bijlagen.	56 - 80

1. VERSLAG OVER DE BEGROTING

2025

BEGROTING 2025

De begroting van de Stad: een basisakte van het gemeentelijk beheer

1. Inleiding

Dit document is een synthese van de begroting voor het dienstjaar 2025, zoals bedoeld in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het heeft als hoofddoel de aandacht te vestigen op de bijzonderheden van het dienstjaar 2025, de financiële toestand van de Stad te beschrijven en de toekomstperspectieven aan te geven.

De begroting heeft voornamelijk 3 doelstellingen:

- **Ze is allereerst een akte die een wettelijke basis verleent voor de uitvoering van de ontvangsten en de uitgaven;**
- **Ze is vervolgens een beleidsakte die de financiële uitdrukking is van de politiek gevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen;**
- **Ze is eveneens een prognose en een instrument van financieel beheer. De begroting geeft het eerste « signaal » en is de eerste « aanwijzer » van de financiële toestand.**

In tegenstelling tot de begroting van ondernemingen of gezinnen, is de gemeentebegroting niet louter indicatief. Zij definieert het kader waarin de openbare gelden zullen besteed worden. De uitvoering van de begroting is onderworpen aan een geheel van regels en verplichtingen die de boekhoudkundige en begrotingstechnieken regelen en de belangrijkste handelingen van de administratie bepalen.

2. De vormgeving en inhoud van de begroting 2025

Op het einde van dit verslag vindt u de gewestelijke omzendbrief aangaande de begroting evenals de bijlagen.

Uitgaand van het feit dat de functionele classificatie een essentiële bron is van politieke, economische of statistische informatie, dringt de voogdijoverheid aan op een strikt en nauwkeurig gebruik van alle beschikbare functionele codes in het boekhoudkundig budgettair plan. Een verveelvoudiging van begrotingsartikels en een eventuele overschatting van de uitgaven moeten immers vermeden worden. Om deze inflatieproblematiek te voorkomen en een correcte inschrijving van de begrotingskredieten te garanderen, werd er sinds 2005, een nieuwe, beperkte maar soepelere vormgeving uitgewerkt voor de gewone begroting.

De gemeenteraadsleden zullen bijgevolg, voor de gewone dienst althans, stemmen over een functionele en een economische begroting, en niet over het detail van de artikels.

De begroting 2025 bevat:

- **de begroting per artikel**

  Dit document bevat het detail van alle begrotingsartikels (codificatie FFFDD/EEEEE) met ernaast, indien nodig, de uitleg inzake de ingeschreven kredieten.

- **de functionele begroting**

  De begrotingsartikels zijn beperkt tot 6 cijfers (FFF/EEE – 3 eerste cijfers van de functionele code - 3 eerste cijfers van de economische code). Het gebruik van de kredieten werd uitgebreid tot de functionele groep en de economische groep.

In deze "omslag" zijn alle verschuivingen van kredieten mogelijk zonder specifieke formaliteiten. Het is slechts in geval van overschrijding van deze "omslag" dat de wettelijke procedure van de begrotingswijzigingen dient opgestart te worden.

Deze flexibiliteit leidt tot een vermindering van het aantal begrotingswijzigingen en laat toch de juiste aanrekening van de uitgaven op de desbetreffende artikels toe.

- **de economische begroting**

  De budgettaire kredieten worden eveneens voorgesteld per economische groep, gesorteerd per economische code van 5 cijfers.

  Deze voorstelling geeft een transversaal zicht op de ontvangsten en uitgaven van de Stad.

- **de samenvattende tabel**

  Dit document is toegevoegd aan de functionele begroting, aan de economische begroting en is eveneens vervat in huidig document (punt 2).

- **de tabel van het personeel**

  De tabel van het personeel vindt men terug onder punt 4 van huidig verslag.
  De berekening van het aantal personeelsleden wordt uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

- **het meerjarenplan dat de omschrijving bevat van het programma van de buitengewone begroting en zijn financieringswijzen.**

- **de bijlage "Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld"**

  De bijlage "Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld" geeft, per financieringsorganisme, een overzicht van de evolutie van de gemeenteschuld inzake investeringen.

- **de bijlage " de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico's en lasten"**

  De bijlage inzake de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico's en lasten bevat:

  - **De evolutie van de samenstelling en het gebruik van de gewone en buitengewone reservefondsen;**
  - **De evolutie van de samenstelling en het gebruik of de opneming van provisies voor risico's en lasten.**

- **de lijst van de overdrachten**

  De lijst van de overdrachten bevat alle uitgaven van overdrachten die door de Stad in 2025 zullen worden verleend.

3. Voornaamste kenmerken en tendensen van de gewone begroting 2025

3.1. Het economisch belang van de lokale openbare sector

De lokale openbare sector heeft een belangrijke impact op de economische activiteit zowel door zijn uitgaven (personeel, investeringen, enz.) en ontvangsten (belastingen, enz.).

De Stad Brussel is, met haar 9.175 tewerkgestelde personeelsleden, onderwijzend personeel inbegrepen (Politiezone, OCMW en gemeentelijke VZW's niet meegerekend), één van de belangrijkste werkgevers van het Brussels Gewest.

De Stad heeft met een totaal aan begrote uitgaven van 1.144.602.918,73 € op de gewone begroting ook een belangrijke impact op de economische activiteit, zowel op lokaal als op gewestelijk niveau.

3.2. Resultaat van de begroting 2025

Het welslagen van alle opdrachten en de uitvoering van alle projecten die het College van Burgemeester en Schepenen wenst te realiseren, krijgen een financiële vorm door het opmaken en uitvoeren van de begroting.

3.2.1. Resultaat van het dienstjaar 2025

De begroting 2025 wordt met een batig resultaat van 55.218,22 € voorgelegd.

	BEGROTING 2025
ONTVANGSTEN	1.144.658.136,84
UITGAVEN	1.144.602.918,73
BATIG RESULTAAT	55.218,12

3.3. Resultaten van de begroting in het verleden

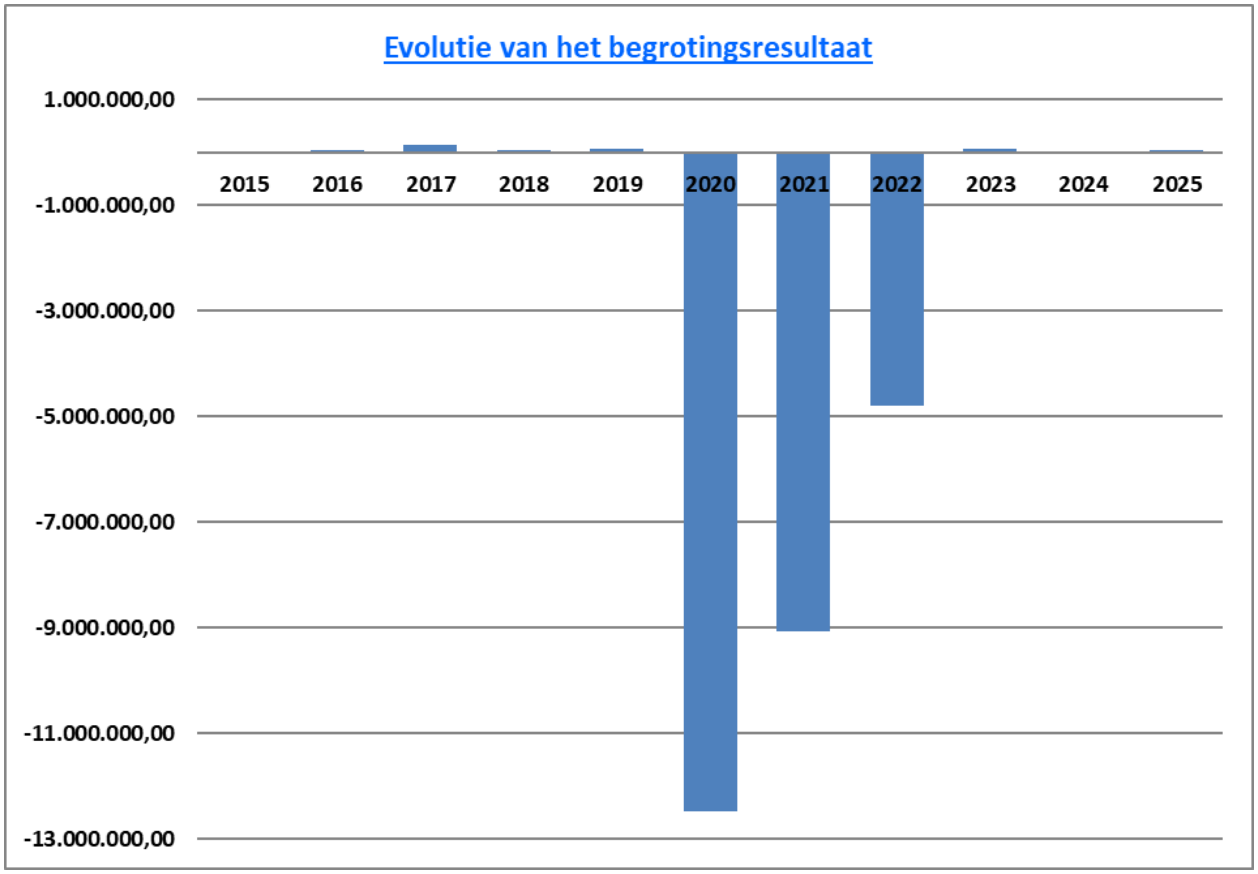
De tabel en de grafiek hierna, geven de resultaten van de begroting van de laatste jaren.

De vele crisissen die we ondergaan sinds 2020 (sanitaire crisis, inflatie, geopolitieke conflicten, …) hadden als gevolg dat de Stad Brussel de begrotingen 2020 en 2022 met een negatief resultaat voorstelde.

Om onze hefbomen te behouden, leveren de Stad Brussel en haar satellietentiteiten zoals het OCMW, de Politiezone en onze verschillende gemeentelijke VZW's inspanningen en evalueren ze de werkings- en overdrachtsuitgaven zo nauwkeurig mogelijk, terwijl ze tegelijkertijd een beleid voeren dat gericht is op het behoud van een voldoende aantal en kwaliteit van het personeel om een kwaliteitsvolle dienstverlening aan onze burgers te bieden en een investeringscapaciteit die in verhouding staat tot onze ambities.

Het doel is om, ook al moet elke uitgave specifiek worden gecontroleerd, de werking van de diensten te verzekeren en personeel te behouden om te kunnen reageren op de uitdagingen op administratief niveau, het onderwijs, de kinderopvang, cultuur, sport, preventie en veiligheid van de Stad Brussel.

	Resultaten van de BEGROTING na BW's
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23
2023	84.728,62
2024	30.000,00
2025	55.218,12



3.4. Functionele en economische analyse van de gewone begroting

De analyse van ontvangsten en uitgaven kan vanuit 2 invalshoeken gebeuren: de economische indeling en de functionele indeling.

De functionele indeling van de uitgaven en de ontvangsten betreft alle domeinen waarin een tussenkomst van de Stad gebeurt.

De economische indeling geeft een zicht op de bestemming van de middelen voor wat de uitgaven betreft en een verduidelijking over de oorsprong der middelen voor de ontvangsten.

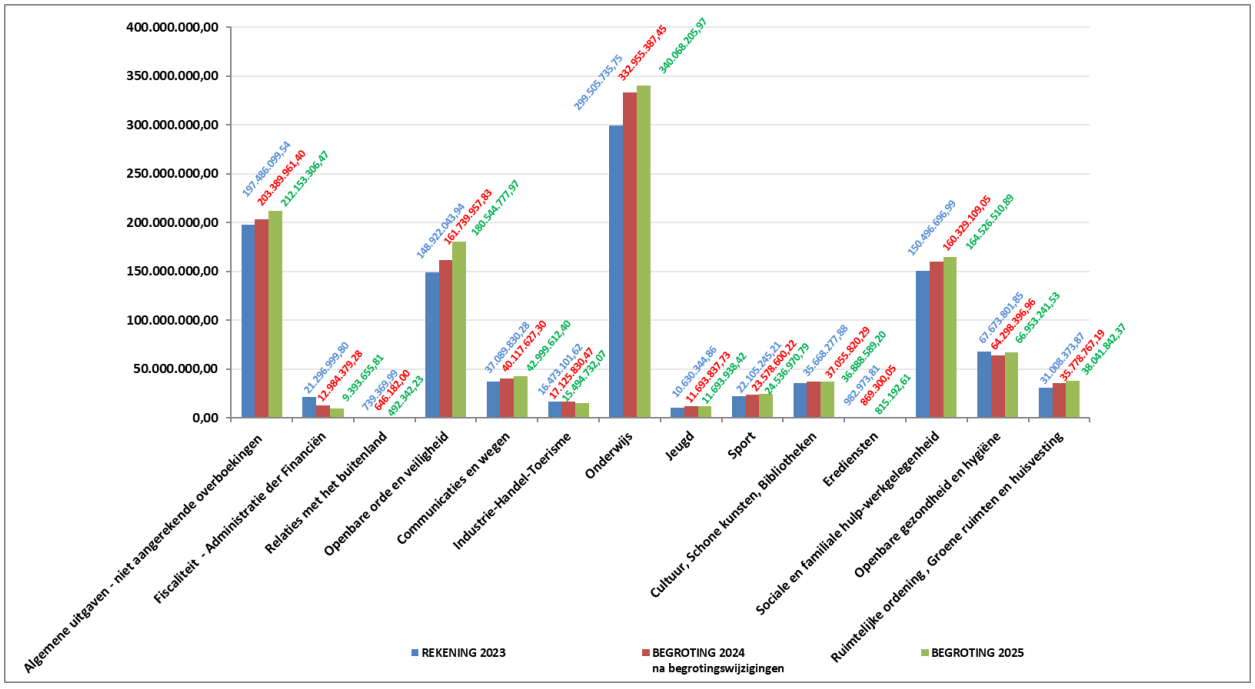
3.4.1. Functionele analyse van de uitgaven en ontvangsten

De functie bepaalt het domein waarin de gemeente optreedt.

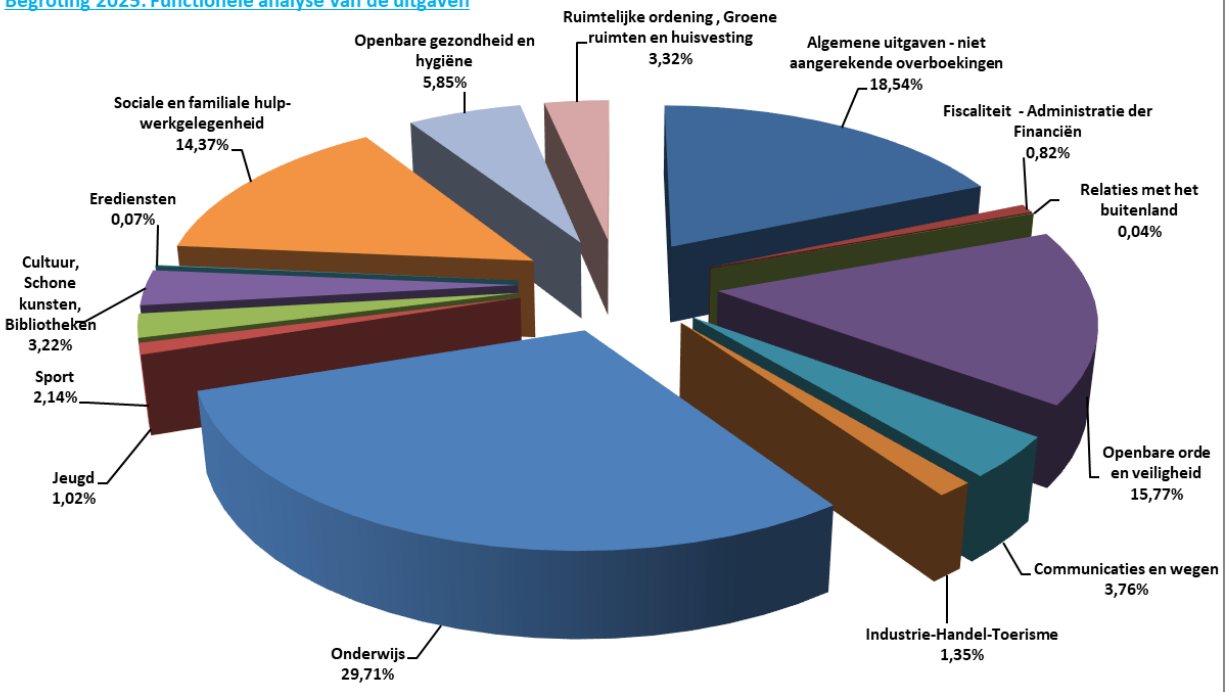
De begroting van de Stad telt 26 functiegroepen die hierna gehergroepeerd werden in 14 functies om de analyse te vereenvoudigen.

De uitgaven (= toepassingsdomeinen)

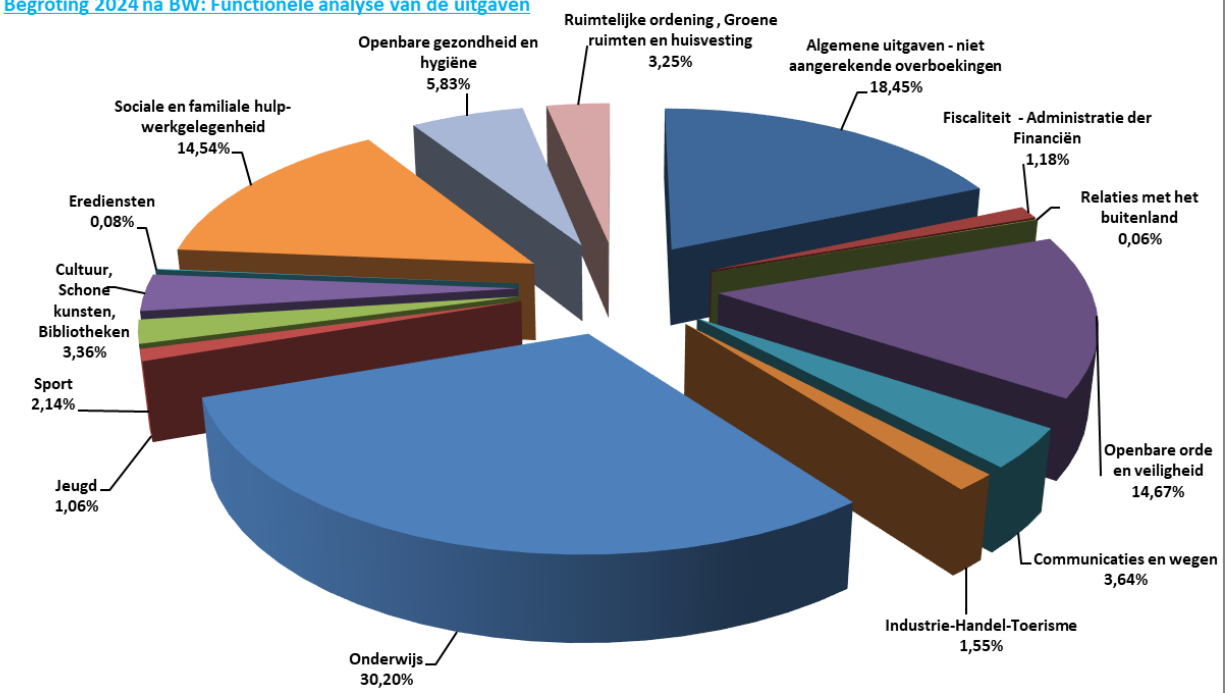
	FUNCTIES	REKENING 2023	%	BEGROTING 2024 na begrotingswijzigingen	%	BEGROTING 2025	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	197.486.099,54	18,99%	203.389.961,40	18,45%	212.153.306,47	18,54%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	21.296.999,80	2,05%	12.984.379,28	1,18%	9.393.655,81	0,82%
3	Relaties met het buitenland	739.369,99	0,07%	646.182,00	0,06%	492.342,23	0,04%
4	Openbare orde en veiligheid	148.922.043,94	14,32%	161.739.957,83	14,67%	180.544.777,97	15,77%
5	Communicaties en wegen	37.089.830,28	3,57%	40.117.627,30	3,64%	42.999.612,40	3,76%
6	Industrie-Handel-Toerisme	16.473.101,62	1,58%	17.125.830,47	1,55%	15.494.732,07	1,35%
7	Onderwijs	299.505.735,75	28,80%	332.955.387,45	30,20%	340.068.205,97	29,71%
8	Jeugd	10.630.344,86	1,02%	11.693.837,73	1,06%	11.693.938,42	1,02%
9	Sport	22.105.245,21	2,13%	23.578.600,22	2,14%	24.536.970,79	2,14%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	35.668.277,88	3,43%	37.055.820,29	3,36%	36.888.589,20	3,22%
11	Erediensten	982.973,81	0,09%	869.300,05	0,08%	815.192,61	0,07%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	150.496.696,99	14,47%	160.329.109,05	14,54%	164.526.510,89	14,37%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	67.673.801,85	6,51%	64.298.396,96	5,83%	66.953.241,53	5,85%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	31.008.373,87	2,98%	35.778.767,19	3,25%	38.041.842,37	3,32%
	Totaal	1.040.078.895,39	100%	1.102.563.157,22	100%	1.144.602.918,73	100%



Begroting 2025: Functionele analyse van de uitgaven

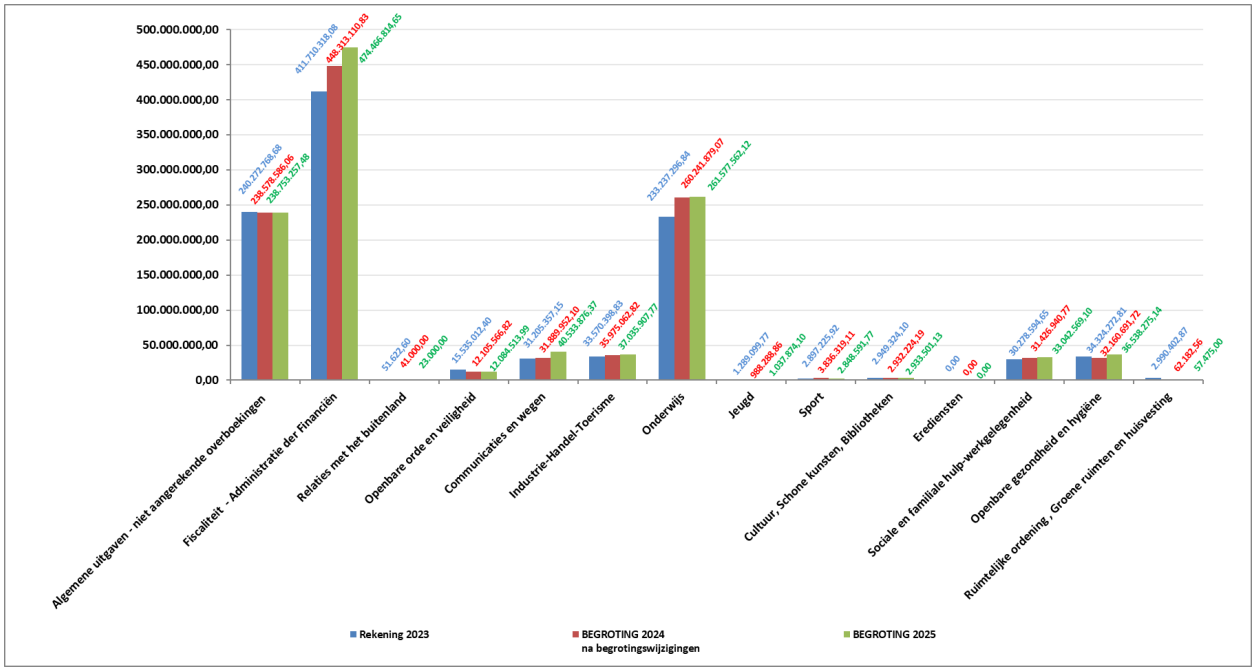


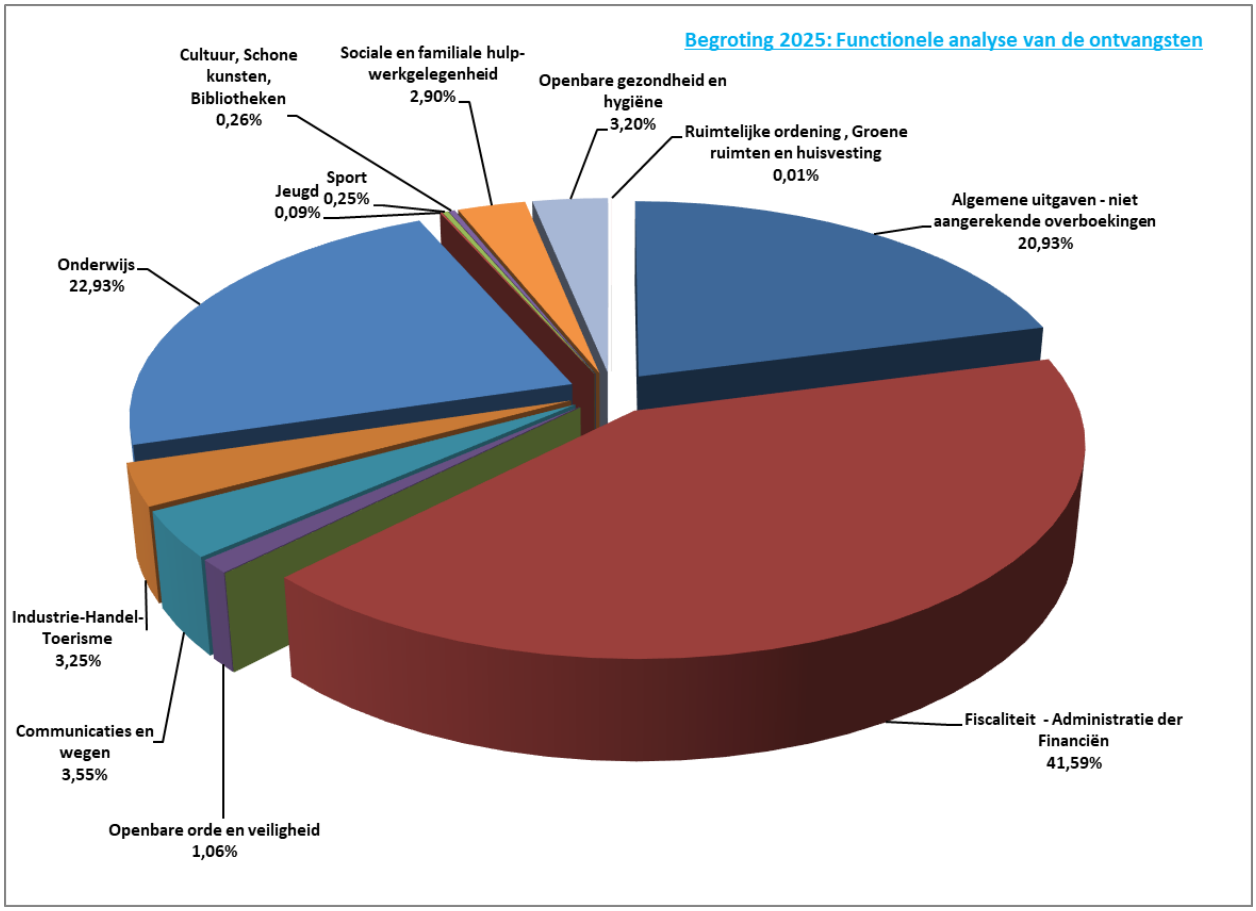
Begroting 2024 na BW: Functionele analyse van de uitgaven

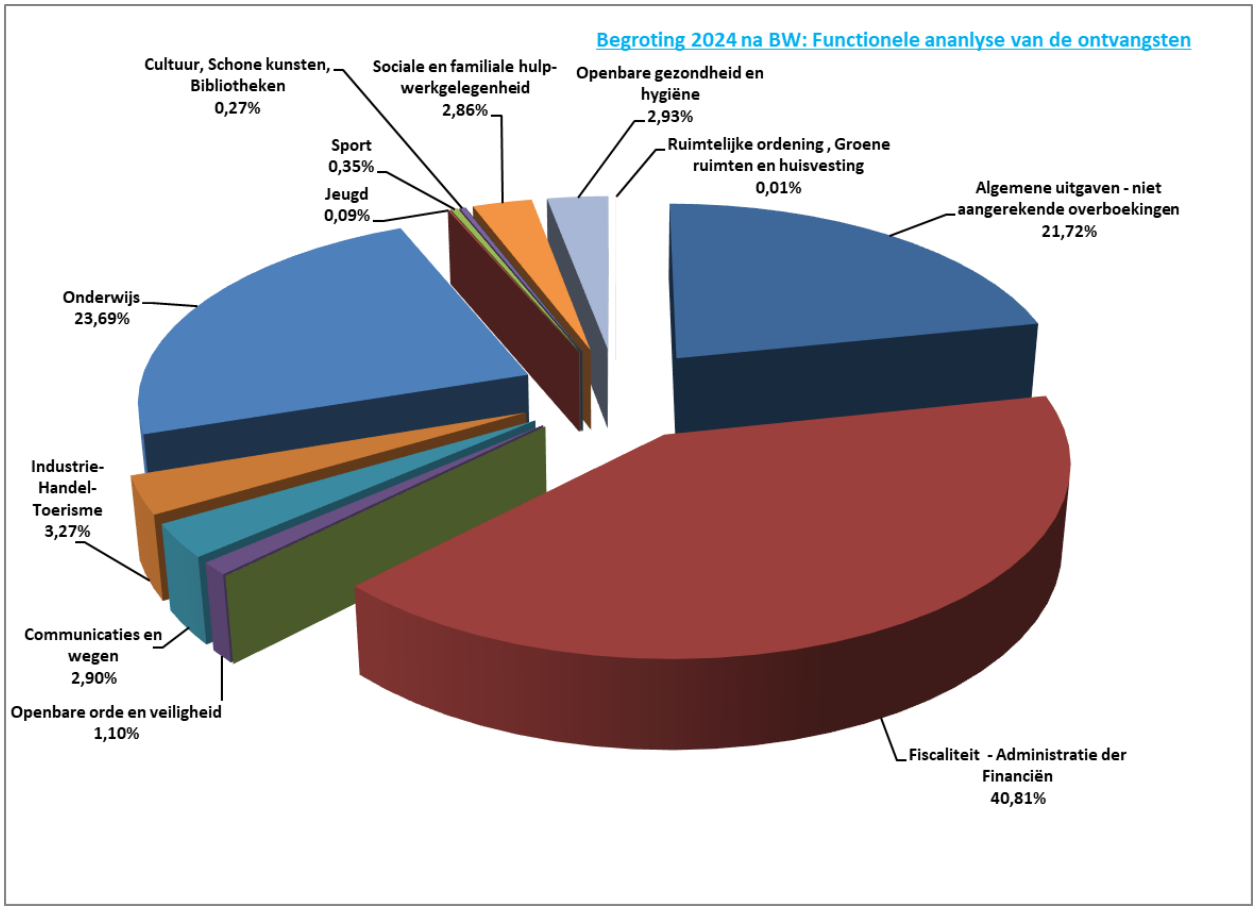


De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

	FUNCTIES	REKENING 2023	%	BEGROTING 2024 na begrotingswijzigingen	%	BEGROTING 2025	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	240.272.768,68	23,10%	238.578.586,06	21,72%	238.753.257,48	20,93%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	411.710.318,08	39,58%	448.313.110,83	40,81%	474.466.814,65	41,59%
3	Relaties met het buitenland	51.622,60	0,00%	41.000,00	0,00%	23.000,00	0,00%
4	Openbare orde en veiligheid	15.535.012,40	1,49%	12.105.566,82	1,10%	12.084.513,99	1,06%
5	Communicaties en wegen	31.205.357,15	3,00%	31.889.952,10	2,90%	40.533.876,37	3,55%
6	Industrie-Handel-Toerisme	33.570.398,83	3,23%	35.975.062,82	3,27%	37.035.907,77	3,25%
7	Onderwijs	233.237.296,84	22,42%	260.241.879,07	23,69%	261.577.562,12	22,93%
8	Jeugd	1.289.099,77	0,12%	988.288,86	0,09%	1.037.874,10	0,09%
9	Sport	2.897.225,92	0,28%	3.836.319,11	0,35%	2.848.591,77	0,25%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	2.949.324,10	0,28%	2.932.224,19	0,27%	2.933.501,13	0,26%
11	Erediensten	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	30.278.594,65	2,91%	31.426.940,77	2,86%	33.042.569,10	2,90%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	34.324.272,81	3,30%	32.160.691,72	2,93%	36.538.275,14	3,20%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	2.990.402,87	0,29%	62.182,56	0,01%	57.475,00	0,01%
	Totaal	1.040.311.694,70	100,00%	1.098.551.804,91	100,00%	1.140.933.218,62	100,00%




Begroting 2025: Functionele analyse van de ontvangsten
Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken 0,26%
Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid 2,90%
Openbare gezondheid en hygiëne 3,20%
Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting 0,01%
Sport 0,25%
Jeugd 0,09%
Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen 20,93%
Onderwijs 22,93%
Industrie-Handel-Toerisme 3,25%
Communicaties en wegen 3,55%
Openbare orde en veiligheid 1,06%
Fiscaliteit - Administratie der Financiën 41,59%


Begroting 2024 na BW: Functionele ananlyse van de ontvangsten
Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken 0,27%
Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid 2,86%
Openbare gezondheid en hygiëne 2,93%
Sport 0,35%
Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting 0,01%
Jeugd 0,09%
Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen 21,72%
Onderwijs 23,69%
Industrie-Handel-Toerisme 3,27%
Communicaties en wegen 2,90%
Openbare orde en veiligheid 1,10%
Fiscaliteit - Administratie der Financiën 40,81%

3.4.2. Economische analyse van de ontvangsten en uitgaven

Deze analyse heeft betrekking op de bestemming der middelen (voor de uitgaven) en de oorsprong der middelen (voor de ontvangsten).

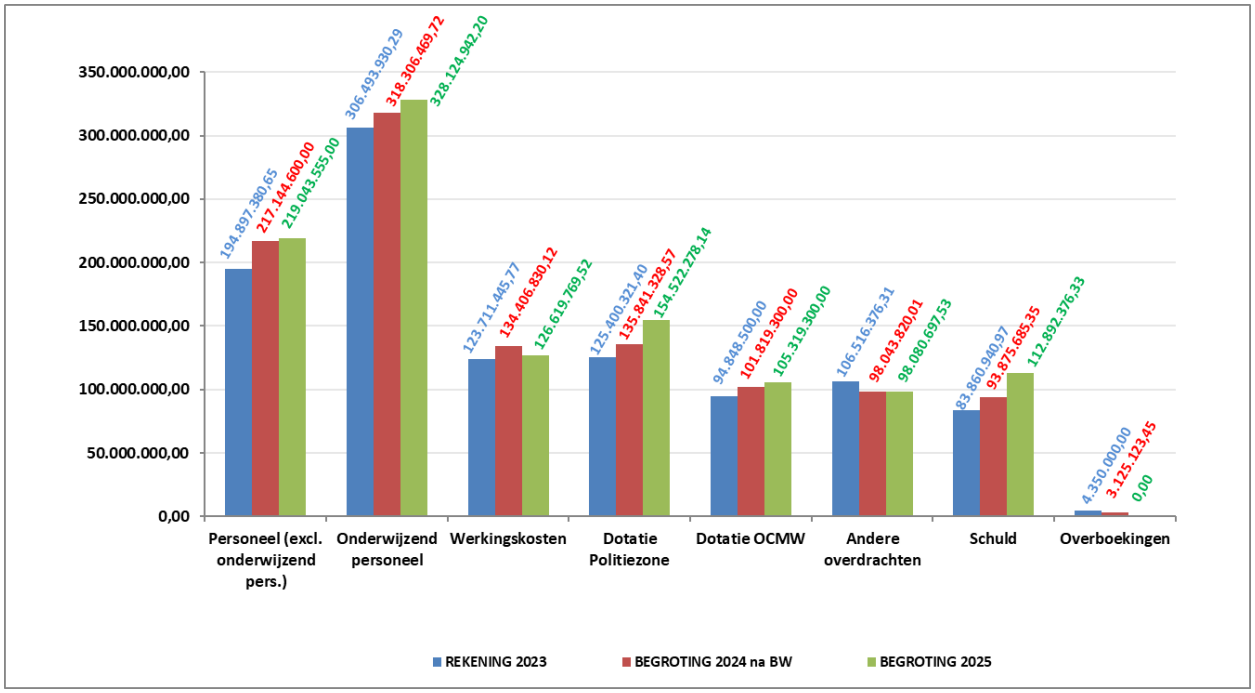
BEGROTING 2025

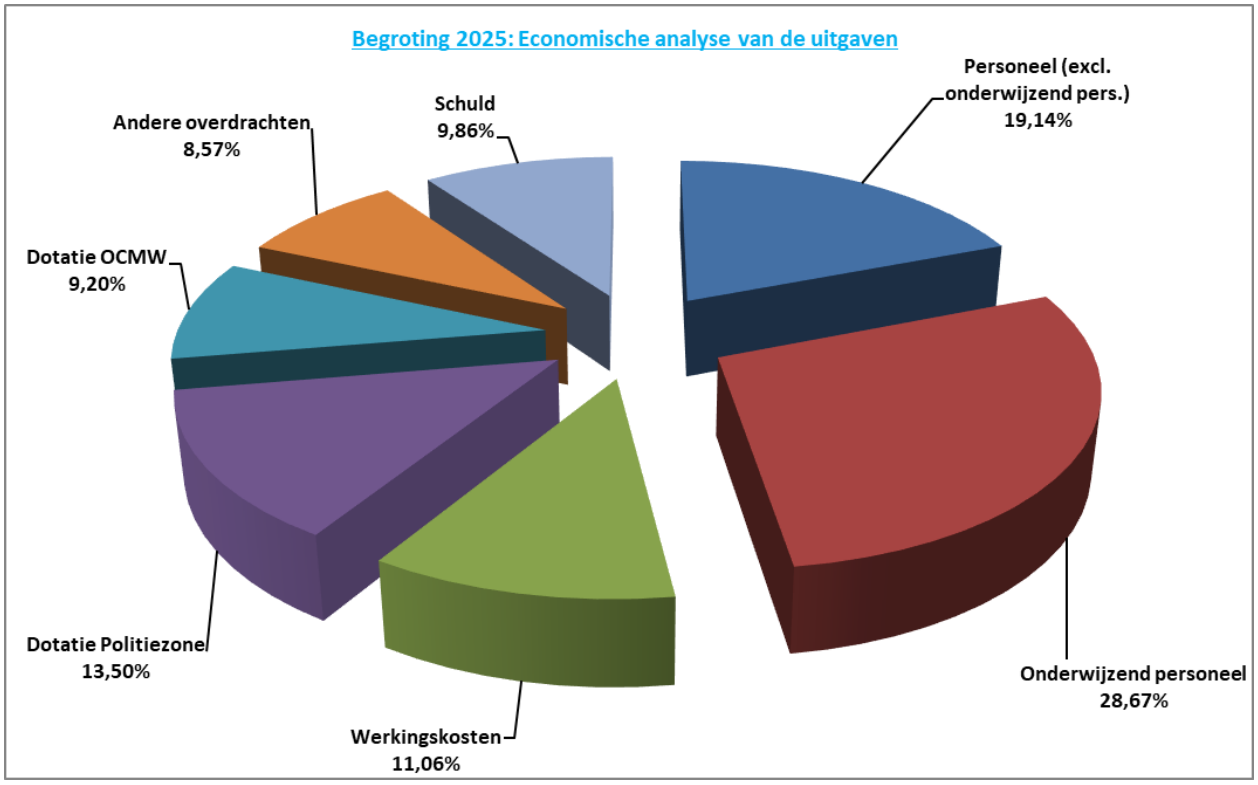
UITGAVEN	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
PERSONEEL	501.391.310,94	535.451.069,72	547.168.497,20
Onderwijzend personeel	*194.897.380,65*	*217.144.600,00*	*219.043.555,00*
Personeel (excl. onderwijzend pers.)	*306.493.930,29*	*318.306.469,72*	*328.124.942,20*
WERKINGSKOSTEN	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52
OVERDRACHTEN	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67
SCHULD	83.860.940,97	93.875.685,35	112.892.376,33
OVERBOEKINGEN	4.350.000,00	3.125.123,45	0,00
TOTAAL	1.040.078.895,39	1.102.563.157,22	1.144.602.918,73

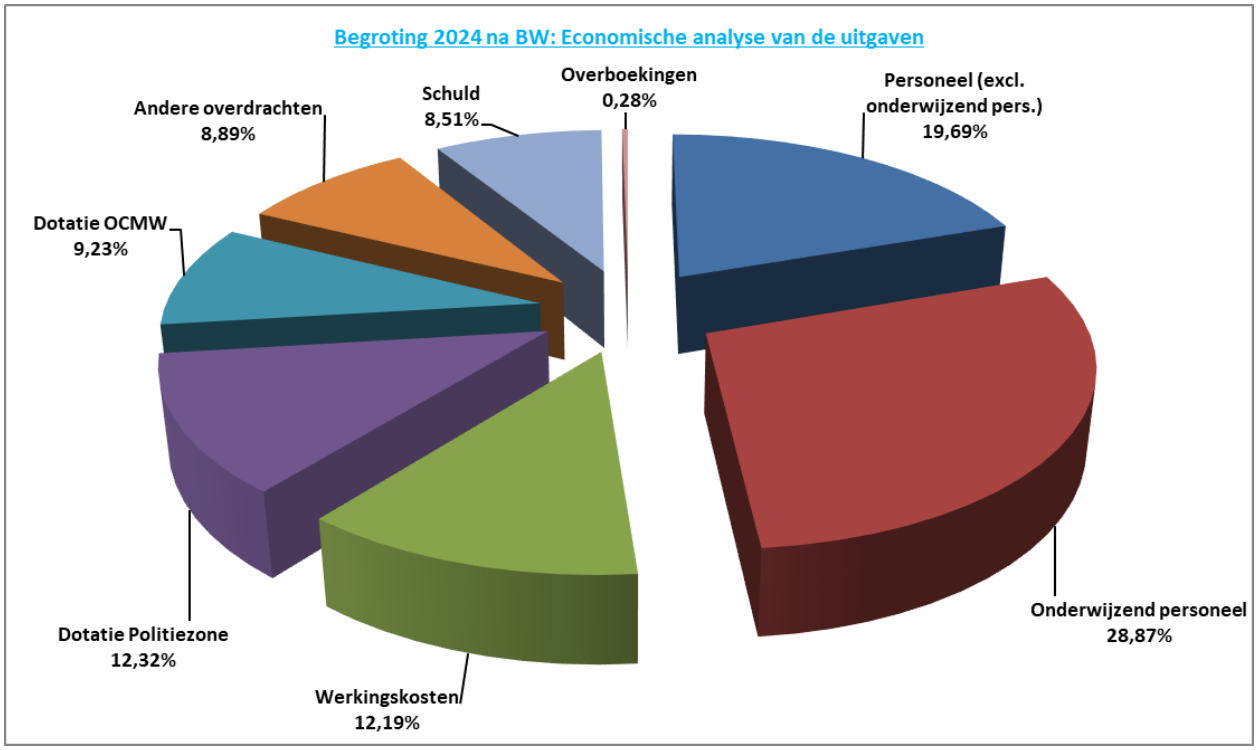
ONTVANGSTEN	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
PRESTATIES	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51
OVERDRACHTEN	946.912.107,26	997.755.662,46	1.043.301.490,94
Overdrachten onderwijzend personeel	194.897.380,65	217.144.600,00	219.043.555,00
Overdrachten buiten onderwijzend personeel	752.014.726,61	780.611.062,46	824.257.935,94
SCHULD	15.468.851,59	16.428.375,94	17.106.700,00
OVERBOEKINGEN	2.906.811,80	13.739.950,00	3.553.953,39
TOTAAL	1.040.311.694,70	1.102.593.157,22	1.144.658.136,84
RESULTAAT	232.799,31	30.000,00	55.218,12

De uitgaven (= bestemming der middelen)

RUBRIEK	REKENING 2023	%	BEGROTING 2024 na BW	%	BEGROTING 2025	%
Personeel	501.391.310,94	48,21%	535.451.069,72	48,56%	547.168.497,20	47,80%
Personeel (excl. onderwijzend pers.)	*194.897.380,65*	*18,74%*	*217.144.600,00*	*19,69%*	*219.043.555,00*	*19,14%*
Onderwijzend personeel	*306.493.930,29*	*29,47%*	*318.306.469,72*	*28,87%*	*328.124.942,20*	*28,67%*
Werkingskosten	123.711.445,77	11,89%	134.406.830,12	12,19%	126.619.769,52	11,06%
Overdrachten	326.765.197,71	31,42%	335.704.448,58	30,45%	357.922.275,67	31,27%
Dotatie Politiezone	*125.400.321,40*	*12,06%*	*135.841.328,57*	*12,32%*	*154.522.278,14*	*13,50%*
Dotatie OCMW	*94.848.500,00*	*9,12%*	*101.819.300,00*	*9,23%*	*105.319.300,00*	*9,20%*
Andere overdrachten	*106.516.376,31*	*10,24%*	*98.043.820,01*	*8,89%*	*98.080.697,53*	*8,57%*
Schuld	83.860.940,97	8,06%	93.875.685,35	8,51%	112.892.376,33	9,86%
Overboekingen	4.350.000,00	0,42%	3.125.123,45	0,28%	0,00	0,00%
TOTAAL	1.040.078.895,39	100,00%	1.102.563.157,22	100,00%	1.144.602.918,73	100,00%

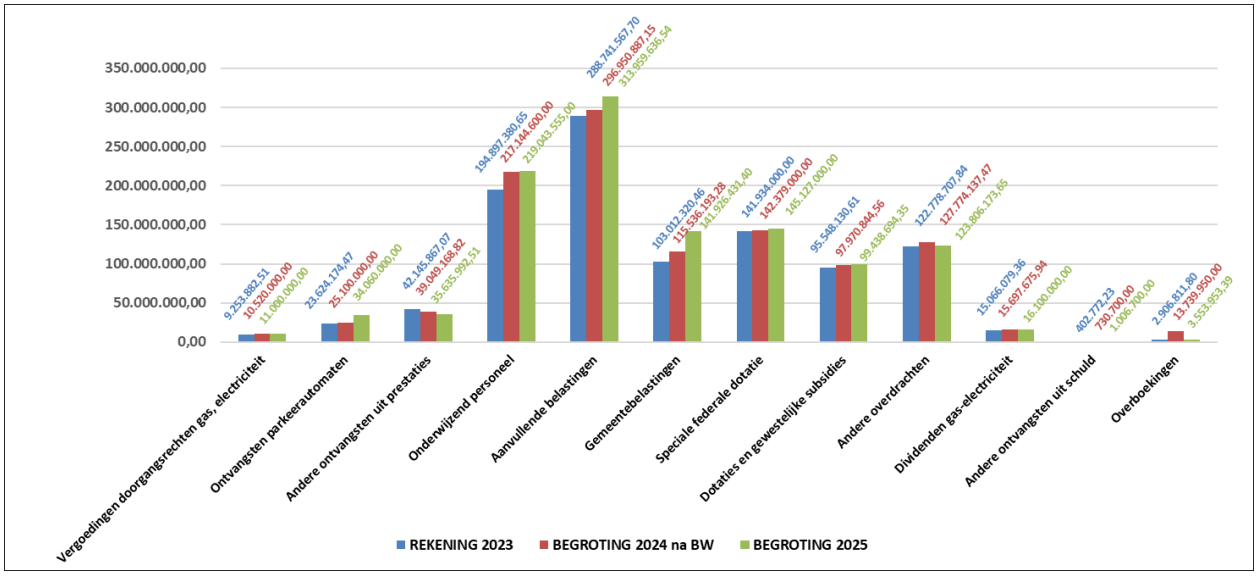

350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
194.897.380,65
217.144.600,00
219.043.555,00
306.493.930,29
318.306.469,72
328.124.942,20
123.711.445,77
134.406.830,12
126.619.769,52
125.400.321,40
135.841.328,57
154.522.278,14
94.848.500,00
101.819.300,00
105.319.300,00
106.516.376,31
98.043.820,01
98.080.697,53
83.860.940,97
93.875.685,35
112.892.376,33
4.350.000,00
3.125.123,45
0,00
Personeel (excl. onderwijzend pers.)
Onderwijzend personeel
Werkingskosten
Dotatie Politiezone
Dotatie OCMW
Andere overdrachten
Schuld
Overboekingen
REKENING 2023
BEGROTING 2024 na BW
BEGROTING 2025

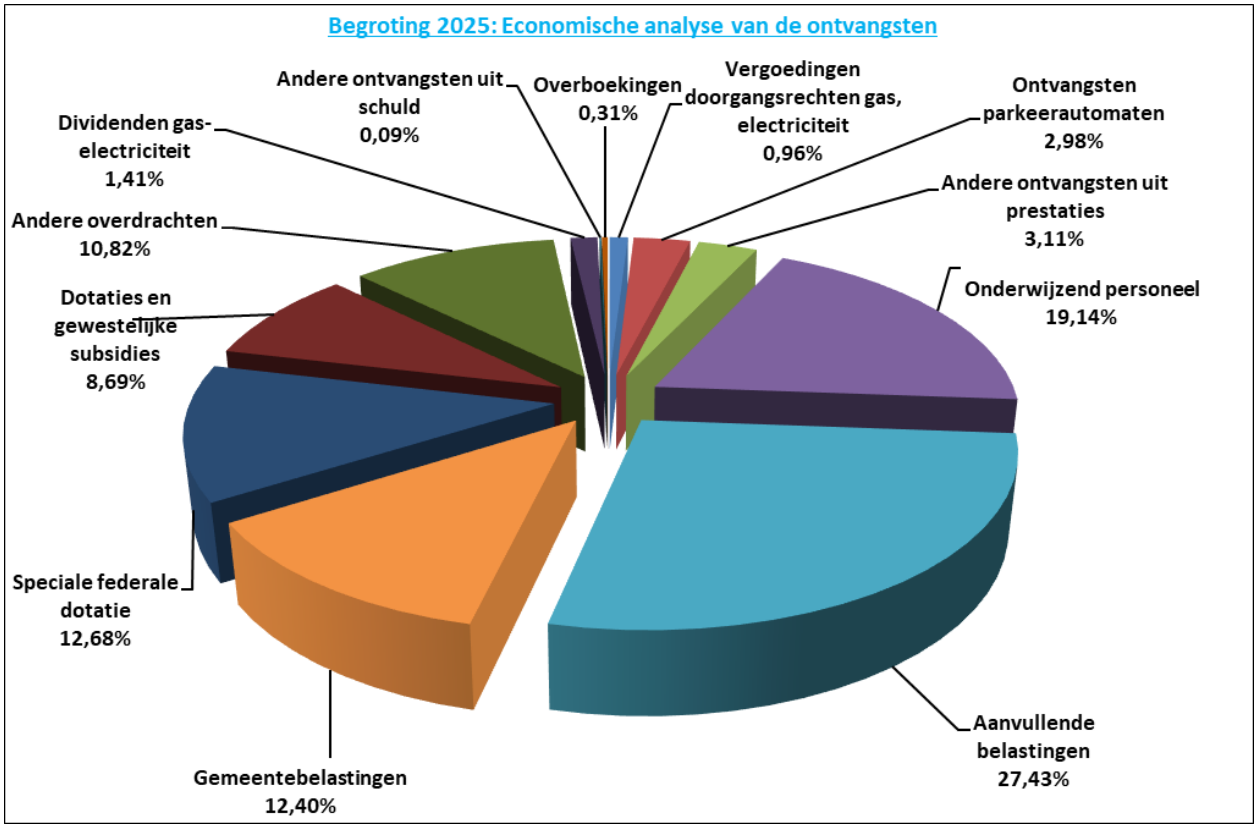

Begroting 2025: Economische analyse van de uitgaven
Personeel (excl. onderwijzend pers.) 19,14%
Schuld 9,86%
Andere overdrachten 8,57%
Dotatie OCMW 9,20%
Dotatie Politiezone 13,50%
Werkingskosten 11,06%
Onderwijzend personeel 28,67%

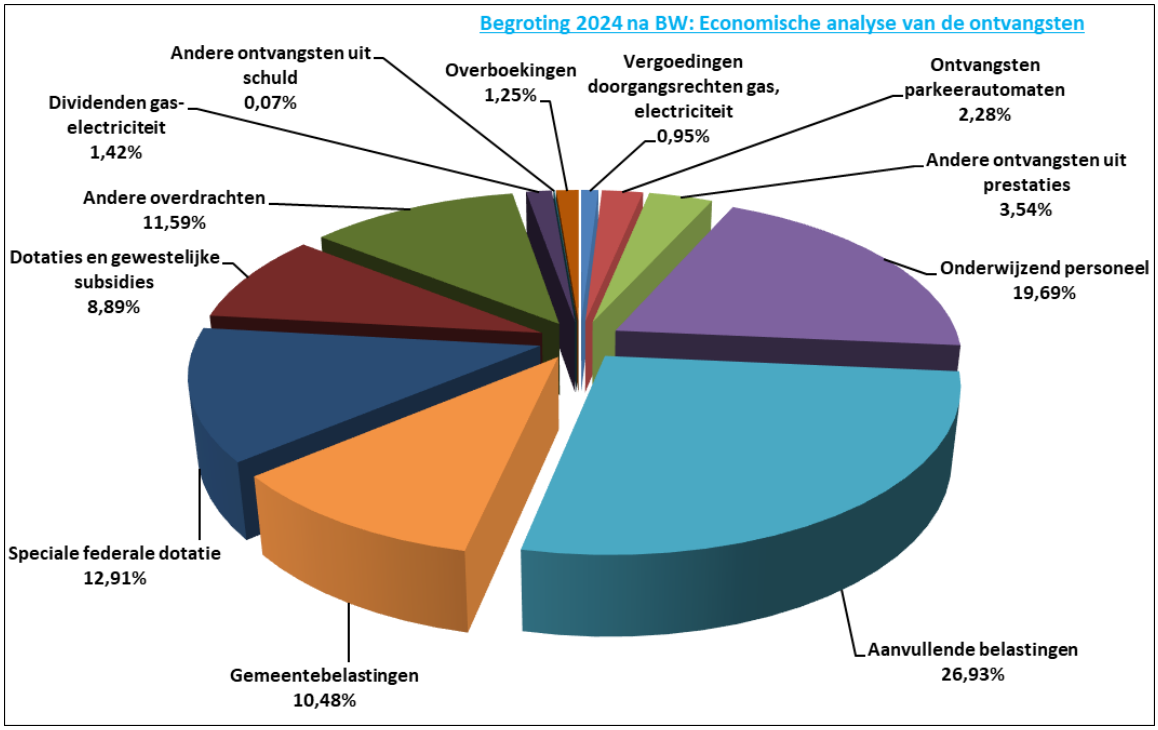


De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

RUBRIEK	REKENING 2023	%	BEGROTING 2024 na BW	%	BEGROTING 2025	%
Prestaties	75.023.924,05	7,21%	74.669.168,82	6,77%	80.695.992,51	7,05%
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit	*9.253.882,51*	*0,89%*	*10.520.000,00*	*0,95%*	*11.000.000,00*	*0,96%*
Ontvangsten parkeerautomaten	*23.624.174,47*	*2,27%*	*25.100.000,00*	*2,28%*	*34.060.000,00*	*2,98%*
Andere ontvangsten uit prestaties	*42.145.867,07*	*4,05%*	*39.049.168,82*	*3,54%*	*35.635.992,51*	*3,11%*
Overdrachten	946.912.107,26	91,02%	997.755.662,46	90,49%	1.043.301.490,94	91,15%
Onderwijzend personeel	*194.897.380,65*	*18,73%*	*217.144.600,00*	*19,69%*	*219.043.555,00*	*19,14%*
Aanvullende belastingen	*288.741.567,70*	*27,76%*	*296.950.887,15*	*26,93%*	*313.959.636,54*	*27,43%*
Gemeentebelastingen	*103.012.320,46*	*9,90%*	*115.536.193,28*	*10,48%*	*141.926.431,40*	*12,40%*
Speciale federale dotatie	*141.934.000,00*	*13,64%*	*142.379.000,00*	*12,91%*	*145.127.000,00*	*12,68%*
Dotaties en gewestelijke subsidies	*95.548.130,61*	*9,18%*	*97.970.844,56*	*8,89%*	*99.438.694,35*	*8,69%*
Andere overdrachten	*122.778.707,84*	*11,80%*	*127.774.137,47*	*11,59%*	*123.806.173,65*	*10,82%*
Schuld	15.468.851,59	1,49%	16.428.375,94	1,49%	17.106.700,00	1,49%
Dividenden gas-electriciteit	*15.066.079,36*	*1,45%*	*15.697.675,94*	*1,42%*	*16.100.000,00*	*1,41%*
Andere ontvangsten uit schuld	*402.772,23*	*0,04%*	*730.700,00*	*0,07%*	*1.006.700,00*	*0,09%*
Overboekingen	2.906.811,80	0,28%	13.739.950,00	1,25%	3.553.953,39	0,31%
TOTAAL	1.040.311.694,70	100,00%	1.102.593.157,22	100,00%	1.144.658.136,84	100,00%


350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
9.253.882,51
10.520.000,00
11.000.000,00
23.624.174,47
25.100.000,00
34.060.000,00
42.145.867,07
39.049.168,82
35.635.992,51
194.897.380,65
217.144.600,00
219.043.555,00
288.741.567,70
296.950.897,15
313.059.636,54
103.012.320,46
115.536.193,23
141.926.431,40
141.934.000,00
142.379.000,00
145.127.000,00
95.548.130,61
97.970.844,56
99.438.694,35
122.778.707,84
127.774.137,47
123.806.179,85
15.066.079,36
15.697.675,84
16.100.000,00
402.772,23
730.700,00
1.006.700,00
2.906.811,80
13.739.950,00
3.553.953,39
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit
Ontvangsten parkeerautomaten
Andere ontvangsten uit prestaties
Onderwijzend personeel
Aanvullende belastingen
Gemeentebelastingen
Speciale federale dotatie
Dotaties en gewestelijke subsidies
Andere overdrachten
Dividenden gas-electriciteit
Andere ontvangsten uit schuld
Overboekingen
REKENING 2023
BEGROTING 2024 na BW
BEGROTING 2025


Begroting 2025: Economische analyse van de ontvangsten
Andere ontvangsten uit schuld 0,09%
Overboekingen 0,31%
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit 0,96%
Ontvangsten parkeerautomaten 2,98%
Dividenden gas-electriciteit 1,41%
Andere ontvangsten uit prestaties 3,11%
Andere overdrachten 10,82%
Onderwijzend personeel 19,14%
Dotaties en gewestelijke subsidies 8,69%
Speciale federale dotatie 12,68%
Aanvullende belastingen 27,43%
Gemeentebelastingen 12,40%



3.5. Algemene evolutie en structuur van de ontvangsten

De lopende ontvangsten – zonder overboekingen – bedragen 1.141.104.183,45 € in 2025.

De financiële middelen van de Stad kunnen in drie grote categorieën ingedeeld worden:

- **de fiscale ontvangsten (d.w.z. de belastingen van de gezinnen en de bedrijven);**
- **de ontvangen fondsen en subsidies (dus de financiële middelen komende van de hogere en andere overheden);**
- **de eigen middelen van de Stad (de opbrengsten van activiteiten, dividenden, de interesten …).**

3.5.1. Ontvangsten uit overdrachten

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW's	Begroting 2025
Ontvangsten uit overdrachten (excl. onderwijzend personeel)	752.014.726,61	780.611.062,46	824.257.935,94
Ontvangsten uit overdrachten - Onderwijzend personeel	194.897.380,65	217.144.600,00	219.043.555,00
Totaal ontvangsten van overdrachten	946.912.107,26	997.755.662,46	1.043.301.490,94

De ontvangsten uit overdrachten (exclusief het onderwijzend personeel) bedragen 824.257.935,94 € in 2025.

3.5.1.1. De fiscale ontvangsten

De rechtstreekse en onrechtstreekse fiscale ontvangsten blijven de belangrijkste financieringsbron voor de Stad en bedragen 455.886.067,94 €, wat overeenstemt met ± 49,25 % van de totale ontvangsten van 925.614.581,84 € (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel).

Ongeveer 68,87 % van deze fiscale ontvangsten komen van de vier hierna vermelde aanvullende belastingen en 31,13 % komt van de directe gemeentelijke belastingen.

a) Aanvullende belastingen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW's	Begroting 2025
Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing	226.143.136,84	241.436.016,51	254.624.564,42
Aanvullende belasting op de personenbelasting	44.379.576,15	37.322.294,18	41.116.217,42
Aanvullende belasting op de verkeersbelasting	3.326.278,24	3.300.000,00	3.326.278,24
Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde "City Tax")	14.892.576,47	14.892.576,46	14.892.576,46
Totaal	288.741.567,70	296.950.887,15	313.959.636,54

a.1. Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing vormt de voornaamste inkomsten van de gemeenten en vertegenwoordigt 27,51 % van het geheel van de ontvangsten (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel) van de begroting 2025. Er dient te worden opgemerkt dat de opcentiemen van de onroerende voorheffing niet werden gewijzigd en op 2950 blijven staan.

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing werd geraamd op grond van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2024 zonder materieel en uitrusting (*in de mate dat de onroerende voorheffing op materieel en uitrusting, vanaf 1 januari 2017, niet meer wordt ingekohierd*), van de voor de Stad niet gewijzigde opcentiemen, van het indexeringstarief en het in rekening brengen van zekere correcties (zoals het in beschouwing nemen van tariefverlagingen voor kinderen ten laste en verlagingen voor sociale woningen).

Het is duidelijk dat het bedrag van 254.624.564,42 € ingeschreven onder de rubriek onroerende voorheffing slechts een raming is.

a.2. Aanvullende belasting op de personenbelasting

Er dient in de verf gezet te worden dat de Stad Brussel de aanslagvoet van de aanvullende belasting op de personenbelasting niet heeft verhoogd. Die bedraagt slechts 6% en is beduidend lager dan het gewestelijk gemiddelde.

De aanvullende belasting op de personenbelasting bedraagt 41.116.217,42 € in 2025. Dit bedrag stemt overeen met de ontvangen voorzieningen van FOD Financiën.

a.3. Aanvullende belasting op de belasting op motorrijtuigen

De aanvullende belasting op de verkeersbelasting bedraagt 3.326.278,24 €. Het betreft een voorzichtige raming en identiek aan het bedrag van 2023, zoals aanbevolen in de begrotingscirculaire.

a.4. Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde « City Tax »)

Eind december 2016, heeft het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ordonnantie goedgekeurd met betrekking tot een gewestbelasting op de inrichting van toeristische logies.

De Brusselse gemeenten hebben de mogelijkheid om opcentiemen te vestigen op deze gewestbelasting.

De fiscale gewestelijke administratie verzekert de vestiging, de inkohiering, de inning en de invordering van deze opcentiemen.

Het Gewest verbindt er zich toe om een bedrag van 14.892.576,46 € (de historische drempel genaamd) over te maken vanaf het jaar 2018. Dit bedrag kan in de loop van het jaar n+1 verhoogd worden met de teruggave van het verschil tussen de werkelijke ontvangst met betrekking tot de gemeentelijke opcentiemen en de historische drempel.

Vandaar dat er in de begroting van 2025 een "historische drempel" voorzien wordt met betrekking tot de gemeentelijke belastingen op de hotelinstellingen en een belasting op de apparthotels.

b) Gemeentebelastingen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025	*Evolutie 2025 in vergelijking met de rekening 2023*	*Evolutie 2025 in vergelijking met de begroting 2024*
Belasting op de kantooroppervlakten	62.433.051,86	68.610.000,00	89.000.000,00	*42,55%*	*29,72%*
Belasting op het afleveren van administratieve documenten (rijbewijs, werkvergunning, bewonerskaarten, consulaire zegels, ...)	6.217.412,00	6.005.000,00	6.500.000,00	*4,55%*	*8,24%*
Belasting op de tijdelijke ingebruikneming van de openbare weg	8.895.428,89	12.710.000,00	10.000.000,00	*12,42%*	*-21,32%*
Belasting op de parkeerplaatsen	2.760.128,30	2.900.000,00	3.200.000,00	*15,94%*	*10,34%*
Belasting op zuilen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatieuitwisselingsinstallaties, ...	5.249.110,40	5.500.000,00	8.200.000,00	*56,22%*	*49,09%*
Belasting op de distributie aan huis van ongeadresseerde publicitaire drukwerken	487.483,64	520.000,00	1.425.263,40	*192,37%*	*174,09%*
Belasting op verwaarloosde en onverzorgde gebouwen, onbewoonde en onafgewerkte gebouwen en gronden	5.991.785,15	7.072.500,00	7.600.000,00	*26,84%*	*7,46%*
Belasting op de uithangborden	1.207.632,95	1.340.000,00	1.600.000,00	*32,49%*	*19,40%*
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Bioscopen)	872.356,40	880.000,00	880.000,00	*0,88%*	*0,00%*
Belasting op de parkings	853.430,00	1.010.000,00	1.010.000,00	*18,35%*	*0,00%*
Belasting op permanente publiciteitspanelen	724.513,75	800.000,00	800.000,00	*10,42%*	*0,00%*
Belasting op de nieuwbouw, de herbouw en veranderingen van gebouwen	775.570,01	768.000,00	1.370.016,00	*76,65%*	*78,39%*
Belasting op de nachtwinkels	603.289,80	692.000,00	711.000,00	*17,85%*	*2,75%*
Terrassen en uitstallingen op de openbare weg	662.042,41	700.000,00	650.000,00	*-1,82%*	*-7,14%*
Belasting op onburgerlijk gedrag op het gebied van openbare reinheid	949.374,95	900.000,00	1.000.000,00	*5,33%*	*11,11%*
Belasting op de tijdelijke publicitaire inrichtingen	970.215,68	1.250.000,00	1.250.000,00	*28,84%*	*0,00%*
Belasting op de begrafenissen, verspreiding van de assen	164.492,00	190.000,00	190.000,00	*15,51%*	*0,00%*
Belasting op de gemeubelde verblijven	805.383,25	900.000,00	2.200.000,00	*173,16%*	*144,44%*
Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen	1.106.080,00	1.200.000,00	2.400.000,00	*116,98%*	*100,00%*
Belasting op lokalen in rendez-voushuizen of in gebouw waar gelijkaardige activiteiten plaatsvinden	83.219,25	90.300,00	100.000,00	*20,16%*	*10,74%*
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Tentoonstellingen)	109.787,50	200.000,00	300.000,00	*173,26%*	*50,00%*
Belasting op de bankinstellingen en dergelijke en tevens op de automatische verdeelapparaten voor bankbiljetten	57.681,00	59.123,03	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Belasting op de brandstofdistributieapparaten	91.516,00	89.355,00	222.000,00	*142,58%*	*148,45%*
Belasting op de reclame-inrichtingen die tot hoofddoel de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst hebben	71.060,00	73.543,75	79.000,00	*11,17%*	*7,42%*
Belasting op de vaststaande tanks en vergaarbakken geëxploiteerd met commerciële of industriële doeleinden	57.444,70	58.880,00	61.000,00	*6,19%*	*3,60%*
Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding	11.695,50	10.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Foorreizigers)	40.557,62	38.950,00	41.000,00	*1,09%*	*5,26%*
Belasting op het verblijf in het lijkenhuis of het mortuarium	15.920,00	25.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Belasting op de diensters en dienders tewerkgesteld in drankgelegenheden	10.466,00	10.727,00	11.100,00	*6,06%*	*3,48%*
Belasting op het afleveren van administratieve documenten - horeca	61.050,00	70.000,00	70.000,00	*14,66%*	*0,00%*
Belasting op het huren van een wachtkelder	24.750,00	30.000,00	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Belasting op de uitgravingen	0,00	1.000,00	0,00	*0,00%*	*-100,00%*
Belasting op de verkoopzalen van roerende goederen	9.669,00	10.762,50	0,00	*-100,00%*	*-100,00%*
Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardwedrennen	5.952,00	5.952,00	5.952,00	*0,00%*	*0,00%*
Belasting op de lokalen waar peepshows georganiseerd worden	0,00	100,00	100,00	*0,00%*	*0,00%*
Belasting op de coliving ruimten	509.200,00	615.000,00	850.000,00	*66,93%*	*38,21%*
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Sportmanifestaties)	123.570,45	200.000,00	200.000,00	*61,85%*	*0,00%*
TOTAAL	103.012.320,46	115.536.193,28	141.926.431,40	*37,78%*	*22,84%*

De gemeentebelastingen bedragen 141.926.431,40 € in de begroting 2025.

De Stad heeft besloten om de indexeringsformule voor een aantal belastingen te wijzigen. Voortaan zal de indexering gebaseerd zijn op de evolutie van de gezondheidsindex, met een minimale indexering van 2,5%.

Sommige belastingtarieven werden herzien om meer aan te leunen aan de tarieven van de andere Brusselse gemeenten. Andere belastingen werden afgeschaft.

3.5.1.2. Ontvangen fondsen en subsidies

De ontvangsten uit fondsen en de subsidies afkomstig van de hogere overheden vertegenwoordigen samen de tweede financieringsbron van de Stad.

De ontvangsten uit fondsen worden gekenmerkt door een geheel van algemene dotaties zonder specifieke bestemming (waaronder de gewestelijke en de federale dotaties).

De subsidies, van hun kant, zijn bestemd voor de financiering van verschillende specifieke uitgaven (zoals de subsidies voor het onderwijs, voor de bibliotheken, voor de politiek van de Stad …..) of voor de financiering van contractuele personeelsleden of voor de creatie van bijkomende werkplaatsen (Sociale Maribel).

a) Speciale federale dotatie

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Speciale federale dotatie	141.934.000,00	142.379.000,00	145.127.000,00

Krachtens artikel 64 van de speciale wet van 16/01/1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt een speciale federale dotatie toegekend aan de Stad Brussel die jaarlijks aangepast wordt aan de schommeling van de gemiddelde index van de consumptieprijzen. Het voorziene bedrag in 2025 bedraagt 145.127.000,00 €.

b) Dotaties en gewestelijke subsidies

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Algemene gewestelijke dotatie	45.325.032,50	45.285.770,77	48.415.332,29
Speciale gewestelijke dotatie	1.802.654,82	0,00	0,00
Dotatie voor de nederlandstalige schepen	6.330.624,05	6.315.236,16	6.583.600,73
Gewestelijke bijdrage om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Gewest	8.958.237,12	12.262.525,31	9.320.149,90
Dotatie water (ter vervanging van de Vivaqua-vergoeding)	2.435.199,04	2.741.897,70	2.796.735,65
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	2.288.667,92	2.313.828,18	2.469.412,67
Statutarisatiepremie	560.000,00	447.224,13	530.224,13
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	143.047,65	182.606,90	181.582,90
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	12.146.577,18	7.758.302,45	6.025.071,00
Sociale Maribel	3.854.193,36	3.757.699,86	3.847.054,41
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	1.363.101,01	1.298.627,07	1.229.017,00
Geco-toelage	7.256.202,02	7.316.076,66	7.293.566,72
Subsidie van de Energie Prestatie en Binnenklimaat van gebouwen	124.922,00	132.000,00	132.000,00
Gewestsubsidies in het kader van de Duurzame Wijkcontracten, Stadsvernieuwingscontracten, Schoolcontracten en As- en Huizenblokcontract	1.753.475,69	1.752.864,94	1.303.691,53
Sectoraal protocolakkoord	1.206.196,25	6.406.184,43	9.311.255,42

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kent een jaarlijks begrotingskrediet toe bestemd om de algemene financiering van de gemeenten te verzekeren.
Krachtens de nieuwe ordonnantie van 27/07/2017 die de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en aan de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastlegt (*dat eveneens de oude in voege zijnde ordonnantie en de ordonnantie van 19/07/2007 met als doel de financiële situatie van de gemeenten van het Gewest te verbeteren, opheft*) omvat de algemene dotatie aan de gemeenten:

- **De klassieke algemene dotatie;**
- **De dotatie bestemd ter compensatie van de negatieve gevolgen van de invoering van een nieuwe ruimte voor de versterkte ontwikkeling van de huisvesting en van de verbouwingen;**

- **De dotatie bestemd om de negatieve effecten van de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten te corrigeren;**
- **De subsidie ter verbetering van de begrotingssituatie van de gemeenten van het Gewest.**

In 2025 bedraagt deze dotatie 48.415.332,29 €.

c) Gewestelijke subsidies over te maken aan andere entiteiten

Sommige subsidies worden toegekend aan de gemeenten en moeten integraal overgemaakt worden naar andere satellieten van de Stad (OCMW, openbare ziekenhuizen, verschillende VZW's van de Stad, enz. , …).

Deze subsidies worden hernomen in de hiernavolgende tabel:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	426.000,76	374.091,94	256.438,86
Statutarisatiepremie	56.000,00	154.240,00	64.140,00
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	46.949,66	68.600,00	63.204,06
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	20.692.660,97	10.428.447,16	11.341.757,91
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	727.849,61	730.000,00	820.600,00
Geco-toelage	1.122.607,02	1.144.588,02	1.161.898,27
Sectoraal protocolakkoord	3.690.255,90	11.908.384,32	15.509.840,35

3.5.2. Ontvangsten uit prestaties

De ontvangsten uit prestaties bestaan uit de terugkerende ontvangsten afkomstig van de gemeentelijke goederen en de diensten die door de gemeente aan de bevolking verleend worden en van andere algemene diensten (inkomgelden, bewakingsontvangsten, huurgelden, parkeerautomaten, vergoedingen voor de doorgangsrechten op de openbare weg, ….).

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Ontvangsten uit prestaties	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51

De ontvangsten uit prestaties bedragen 80.695.992,51 € in 2025.

Vele van deze ontvangsten kunnen echter moeilijk ingeschat worden en vertonen dus schommelingen van het ene jaar op het andere. Men moet dan ook heel voorzichtig te werk gaan bij het inschatten van deze ontvangsten.

De hiernavolgende tabel herneemt enkele betekenisvolle ontvangsten uit prestaties:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Ontvangsten parkeerautomaten	23.624.174,47	25.100.000,00	34.060.000,00
Concessies kermissen, markten, Casino, …	7.145.548,66	7.210.000,00	7.759.233,98
Vergoeding doorgangsrechten - Gas	2.388.918,34	3.310.000,00	3.000.000,00
Vergoeding doorgangsrechten - Electriciteit	6.864.964,17	7.210.000,00	8.000.000,00
Retributies op het vlak van stedenbouw (stedenbouwkundige vergunning, milieu, tijdelijke bezetting openbare weg, …)	874.573,02	1.000.000,00	840.000,00
Retributie op het gebruik van de openbare weg	4.934.947,68	5.150.000,00	5.340.000,00
Creditnota i-City	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Onderwijs (tussenkomst van ouders in schoolvervoer, bewaring, inschrijvingsrechten HEFF)	2.658.149,07	2.130.000,00	2.450.000,00
Sport	2.180.008,81	2.925.769,70	1.010.000,00
Kinderdagverblijf (ouderparticipatie voor kinderopvang)	2.673.538,06	3.500.000,00	2.650.000,00
Bibliotheken (uitleenretributiesn abonnementen, ...)	59.499,94	86.000,00	70.000,00
Persoonlijk aandeel elektronische maaltijdcheques	914.840,82	971.672,78	924.841,30
Opbrengst van de verkoop van brandstof van derden	798.327,10	1.000.000,00	800.000,00
Retributies plaatsing parkeerverbod	1.148.894,88	1.150.000,00	1.000.000,00
Ontvangsten begraafplaatsvergunningen	181.880,00	220.000,00	220.000,00
Terugbetaling afrekening responsabiliseringsbijdrage	4.521.755,23	3.438.692,85	2.200.000,00
Andere (creditnota's, verhuuropbrengsten, …)	14.053.903,80	8.267.033,49	8.371.917,23
Totaal	75.023.924,05	74.669.168,82	80.695.992,51

De inkomsten uit parkeermeters worden geschat op 34.060.000,00 € in 2025, naar aanleiding van de tariefverhogingen die zijn vastgesteld voor 2025 en de daaropvolgende jaren, de verhoging van het inningspercentage als gevolg van de verbetering van de inningsprocedure en de continuïteit van het beleid inzake regelmatige en systematische controles met behulp van controlevoertuigen.

Er dient opgemerkt te worden dat de retributie op het vlak van stedenbouw een ontvangst van prestaties is sinds 2016, daar waar deze ontvangst vroeger een rechtstreekse gemeentebelasting was. Deze wordt geschat op 840.000,00 € in 2025.

De vergoedingen voor doorgangsrechten (gas en elektriciteit) vormen een waardevolle bron en worden geëvalueerd op 3.000.000,00 € (gas) en op 8.000.000,00 € (elektriciteit) in 2025.

3.5.3. Ontvangsten uit schuld

In 2024 bedragen de ontvangsten uit schulden 17.106.700,00 €.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Ontvangsten uit schuld	15.468.851,59	16.428.375,94	17.106.700,00

De dividenden (gas en elektriciteit) stijgen lichtjes.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Dividend Gas	4.579.575,61	5.620.000,00	5.400.000,00
Dividend Electriciteit	10.486.503,75	10.077.675,94	10.700.000,00
Creditintresten, verwijlintresten	402.772,23	730.700,00	1.006.700,00

3.5.4. Ontvangsten uit overboekingen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Ontvangsten uit overboekingen	2.906.811,80	13.739.950,00	3.553.953,39

De ontvangsten uit overboekingen bedragen 3.553.953,39 € in de begroting van 2025 en zijn als volgt verdeeld:

Terugname van voorziening	
Voorziening geschil interscolair comité vrije scholen	3.500.000,00
	3.500.000,00
Gebruik van voorziening	
LIGHTHOUSES subsidie	53.953,39
	53.953,39
Totaal van de overboekingen	**3.553.953,39**

3.6. Algemene evolutie en structuur van de uitgaven

De begrote uitgaven in 2025 (zonder rekening te houden met de directe betalingen - het onderwijzend personeel) bedragen 925.559.363,73 €.

3.6.1. Personeelsuitgaven

Zoals hiervoor reeds werd aangestipt, is de Stad Brussel met haar 9.175 tewerkgestelde personen (zonder het personeel van de Politiezone, OCMW, gemeentelijke VZW's,…) één van de belangrijkste werkgevers in het Brussels Gewest.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Personeelsuitgaven (zonder onderwijzend personeel)	306.493.930,29	318.306.469,72	328.124.942,20

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Onderwijzend personeel (econ. code 11111)	194.897.380,65	217.144.600,00	219.043.555,00

De post van de personeelsuitgaven blijft de belangrijkste.

Hij vertegenwoordigt ± 47,80 % van de gewone uitgaven, de rechtstreekse betalingen aan het onderwijzend personeel inbegrepen en ± 35,45 % van de gewone uitgaven zonder de rechtstreekse betalingen.

De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten (zonder openbaar onderwijs en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel (excl. openbaar onderwijs) (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	157.846.570,27	167.328.657,74	168.569.316,98
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	12.879.330,79	13.497.856,90	13.777.566,03
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	61.393.209,11	61.185.844,00	64.858.106,31
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	9.835.883,37	11.888.840,85	11.748.200,44
Pensioenlasten (116)	818.546,49	844.560,00	879.451,20
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	0,00	5.000,00	1.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	19.505.610,95	16.159.578,53	18.553.301,24
TOTAAL	262.279.150,98	270.910.338,02	278.386.942,20
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	*151.000,00*	*151.000,00*	*192.000,00*

De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten van het openbaar onderwijs (zonder administratief en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Openbaar onderwijs (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	26.811.815,71	30.155.697,64	30.306.510,00
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	1.903.474,18	2.024.500,00	2.066.700,00
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	11.775.761,15	10.768.063,00	12.632.700,00
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	3.723.728,27	4.447.871,06	4.732.090,00
TOTAAL	44.214.779,31	47.396.131,70	49.738.000,00
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	*41.000,00*	*41.000,00*	*50.000,00*

De hiernavolgende tabel herneemt de globale verdeling van de personeelskosten (zonder onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel, openbaar onderwijs inbegrepen (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	184.658.385,98	197.484.355,38	198.875.826,98
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	14.782.804,97	15.522.356,90	15.844.266,03
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	73.168.970,26	71.953.907,00	77.490.806,31
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	13.559.611,64	16.336.711,91	16.480.290,44
Pensioenlasten (116)	818.546,49	844.560,00	879.451,20
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	0,00	5.000,00	1.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	19.505.610,95	16.159.578,53	18.553.301,24
TOTAAL	306.493.930,29	318.306.469,72	328.124.942,20
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	*192.000,00*	*192.000,00*	*242.000,00*

3.6.2. Werkingsuitgaven

De werkingsuitgaven stellen maar een beperkt deel van de courante uitgaven voor (zonder overboekingen en zonder de wedden van het onderwijzend personeel), namelijk 13,68 %.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Werkingsuitgaven	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52

De werkingsuitgaven bedragen 126.619.769,52 € in 2025.

De hiernavolgende tabel herneemt een verdeling van de werkingsuitgaven volgens de economische aard van de uitgave.

Deze tabel toont daarenboven enkele belangrijke werkingsuitgaven:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Terugbetaling van onkosten en dienstvergoedingen (121)	461.722,50	469.315,60	532.988,39
Honoraria en uitgaven met betrekking tot extern personeel op de administratie (122)	7.088.371,77	7.767.784,53	7.204.900,75
Administratieve werkingskosten (123)	52.235.017,10	52.716.466,24	48.571.356,50
waarvan :			
Kantoorbenodigdheden (12302)	*3.044.740,58*	*3.682.177,50*	*3.479.601,00*
Administratieve prestaties van derden (12306)	*690.649,64*	*882.400,00*	*528.472,00*
Correspondentiekosten (12307)	*1.191.857,71*	*1.202.000,00*	*1.055.000,00*
Telecommunicatiekosten (12311)	*719.000,00*	*861.510,00*	*788.058,50*
Huur- onderhoudskosten bureau materieel (fotocopieertoestellen, betaalterminals ...) (12312)	*26.948,98*	*29.580,00*	*27.500,00*
Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (13901/12313)	*39.816.815,00*	*39.817.000,00*	*38.138.000,00*
Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (overige 12313)	*444.880,86*	*477.240,00*	*310.150,00*
Kosten voor beroepsopleiding personeel (12317)	*606.653,73*	*695.950,00*	*656.710,00*
Technische werkingskosten (124)	22.948.315,26	33.202.498,74	30.565.231,06
waarvan :			
Technische benodigdheden (12402)	*5.680.880,54*	*6.669.622,07*	*5.482.781,42*
Aankoop, onderhoud en huur van werkkleding (12405)	*689.980,49*	*812.000,00*	*601.850,00*
Technische prestaties van derden (12406)	*11.821.807,47*	*18.083.040,00*	*17.794.755,28*
Verzekeringen: burgerlijke aansprakelijkheid, brand (12408)	*686.118,93*	*865.500,00*	*1.004.250,00*
Schooltransport (70508/12424)	*536.125,20*	*759.825,49*	*700.000,00*
Werkingskosten met betrekking tot de gebouwen (125)	32.377.781,06	35.784.104,55	35.230.884,79
waarvan:			
Prestaties van derden voor gebouwen (12506)	*12.603.295,45*	*12.908.179,81*	*12.313.845,13*
Verzekering van onroerende goederen (12508)	*1.292.501,84*	*1.500.000,00*	*1.555.000,00*
Diverse belastingen, heffingen en retributies op de onroerende goederen (12510)	*4.730.629,59*	*5.237.221,60*	*5.519.459,66*
Levering van elektriciteit (12512)	*7.382.716,29*	*6.252.502,05*	*7.683.684,00*
Levering van gas (12513)	*3.496.484,21*	*7.095.814,76*	*5.209.446,00*
Levering van water (12515)	*1.952.501,31*	*1.737.795,85*	*2.040.000,00*
Huur en huurlasten van de onroerende goederen (126)	1.343.139,61	1.268.110,46	1.464.856,00
Werkingskosten met betrekking tot de voertuigen (127)	2.339.844,04	2.481.000,00	2.239.502,03
waarvan:			
Verzekering van voertuigen (12708)	*154.579,15*	*143.000,00*	*133.002,03*
Olie en brandstof (12703)	*1.532.719,92*	*1.650.000,00*	*1.325.000,00*
Leveringen en wisselstukken voor voertuigen (12702)	*315.805,81*	*305.000,00*	*274.500,00*
Contracten onderhoud, hertstelling - technische controles voertuigen (12706)	*107.712,28*	*143.000,00*	*327.000,00*
Kilometerheffing vrachtwagens (12710)	*61.556,11*	*65.000,00*	*55.000,00*
Leasing voertuigen (12712)	*167.460,77*	*175.000,00*	*125.000,00*
Financiële werkingskosten (128)	722.614,25	717.550,00	810.050,00
Werkingskosten wegeniswerken (140)	4.194.640,18	0,00	0,00
waarvan:			
Openbare verlichting (42305/14002)	*318.540,23*	*0,00*	*0,00*
Kleine herstellingen, onderhoud parkeermeters, wegmarkeringen... (42105/14006)	*1.405.839,67*	*0,00*	*0,00*
Verlichte signalisatie, niet-verlichte signalisatie, tijdelijke signalisatie (42305/14006)	*1.770.260,28*	*0,00*	*0,00*
TOTAAL	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52

We laten opmerken dat er aan elk departement is gevraagd om een zo nauwkeurig mogelijke schatting te maken van de werkingsuitgaven die daadwerkelijk nodig zijn voor 2025.

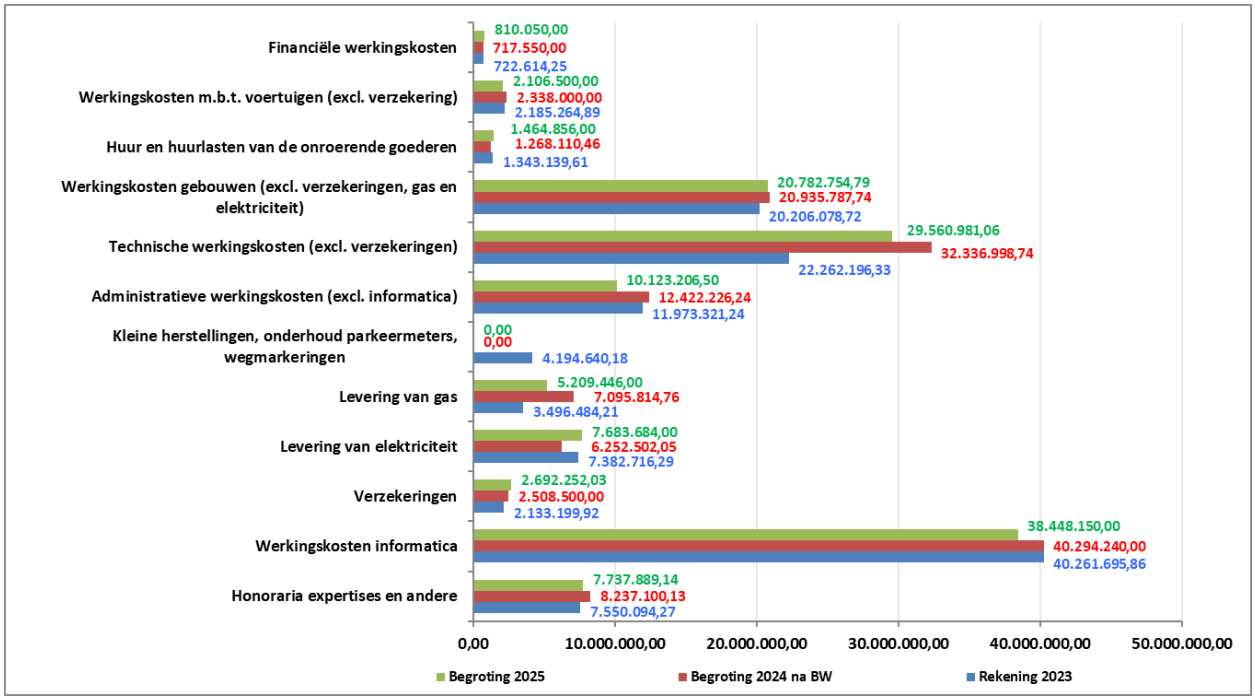
Zo werd elke werkingsuitgave (post per post) nauwkeurig geëvalueerd. Op die manier werden niet-essentiële uitgaven geschrapt, werden uitgaven gestabiliseerd ten opzichte van de realisatie van de rekening 2023, of werden uitgaven op natuurlijke wijze geïndexeerd omdat ze verband hielden met contracten voor leveringen of externe diensten.

De totale IT-beheers- en werkingskosten worden in 2024 geschat op 38.448.150,00 € en vertegenwoordigen 30,37 % van de totale werkingsuitgaven.

De energiekosten (gas, elektriciteit en water) worden in 2024 geschat op 14.933.130,00 € en vertegenwoordigen 11,79 % van de totale werkingsuitgaven.

Samenvattend:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Honoraria expertises en andere	7.550.094,27	8.237.100,13	7.737.889,14
Werkingskosten informatica	40.261.695,86	40.294.240,00	38.448.150,00
Verzekeringen	2.133.199,92	2.508.500,00	2.692.252,03
Levering van elektriciteit	7.382.716,29	6.252.502,05	7.683.684,00
Levering van gas	3.496.484,21	7.095.814,76	5.209.446,00
Kleine herstellingen, onderhoud parkeermeters, wegmarkeringen	4.194.640,18	0,00	0,00
Administratieve werkingskosten (excl. informatica)	11.973.321,24	12.422.226,24	10.123.206,50
Technische werkingskosten (excl. verzekeringen)	22.262.196,33	32.336.998,74	29.560.981,06
Werkingskosten gebouwen (excl. verzekeringen, gas en elektriciteit)	20.206.078,72	20.935.787,74	20.782.754,79
Huur en huurlasten van de onroerende goederen	1.343.139,61	1.268.110,46	1.464.856,00
Werkingskosten m.b.t. voertuigen (excl. verzekering)	2.185.264,89	2.338.000,00	2.106.500,00
Financiële werkingskosten	722.614,25	717.550,00	810.050,00
Totaal	123.711.445,77	134.406.830,12	126.619.769,52



3.6.3. Uitgaven dotaties of van overdrachten

De betaalde dotaties of als overdrachten bestempelde uitgaven zijn de bedragen die de gemeente overmaakt aan andere actoren in het openbaar of privédomein, teneinde hun begroting in evenwicht te brengen of hun werking te ondersteunen. Enerzijds is de Stad wettelijk verplicht het exploitatietekort van de lokale overheden zoals de Politiezone, het OCMW, de openbare hospitalen en de kerkfabrieken te dekken. Anderzijds beslist de Stad op facultatieve wijze om zekere tussenkomsten toe te kennen.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Uitgaven van overdrachten	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67

In het geheel bedragen de overdrachtsuitgaven 357.922.275,57 € in 2025.

a) Dotatie voor de Politiezone

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Dotatie aan de Politiezone	125.400.321,40	135.841.328,57	154.522.278,14

De dotatie toegekend aan de Politiezone Brussel-Hoofdstad-Elsene bedraagt 154.522.278,14 € en stijgt met 18.680.949,57 € ten opzichte van 2024. Deze stijging houdt onder meer rekening met stijgingen in de personeelskosten (indexering).

b) Dotatie voor het OCMW

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Algemene dotatie aan het OCMW	94.848.500,00	101.819.300,00	105.319.300,00

De dotatie aan het OCMW van Brussel voor een gebrek aan middelen bedraagt 105.319.300,00 € in 2025. De stijging ten opzichte van 2024 houdt rekening met loonindexeringen, de responsabiliseringsbijdrage en andere factoren.

c) Tussenkomst in de kosten van leningen ten gevolge van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Tussenkomst van de Stad in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen	1.678.600,00	1.613.300,00	1.594.100,00

Het OCMW van Brussel en de Stad Brussel hebben een akkoord overeengekomen waarbij de Stad tussenkomt in de kosten van de herstructurering van de rusthuizen (RH) en de rust- en verzorgingsinstellingen (RVT).

Aldus, volgens dit akkoord, betaalt de Stad aan het OCMW de leninglasten aangegaan in het kader van deze herstructurering terug.

d) Speciale gewestelijke subsidies voor de openbare ziekenhuizen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Speciale toelage voor de tussenkomst in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft op 13 februari 2003 (SB 05/09/2003) een ordonnantie aangenomen die een of meerdere speciale subsidies toekent in het voordeel van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bestemd voor de realisatie van taken van gemeentelijk belang.

De jaarlijkse conventies in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003 betreffende de toekenning van speciale subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden dat de Regering aan de Stad een speciale subsidie gestort heeft teneinde een opdracht van gemeentelijk belang te kunnen vervullen, als specifieke tussenkomst van de gemeente in het tekort van de Brusselse openbare ziekenhuizen.

Deze gewestelijke tussenkomst wordt onmiddellijk overgemaakt aan de ziekenhuizen. Deze bedraagt 6.235.000,00 € in 2025.

e) Regionale subsidies af te staan aan diverse entiteiten

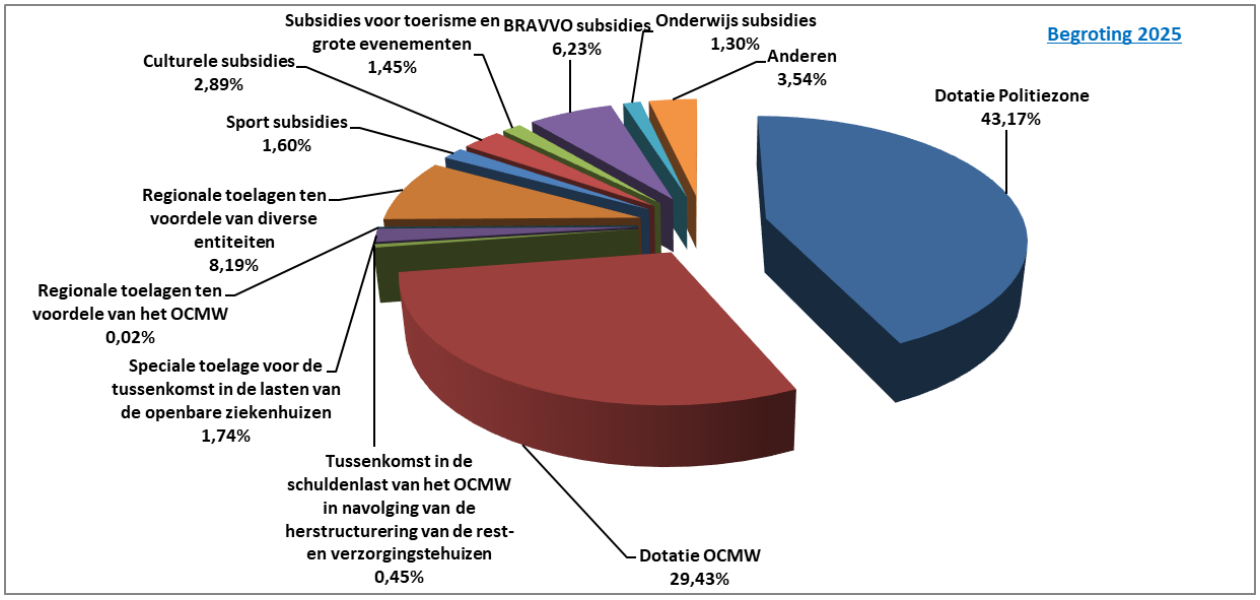
Het Gewest kent aan de Stad speciale specifieke subsidies toe die onmiddellijk overgemaakt worden aan verschillende entiteiten zoals het OCMW, de openbare ziekenhuizen, de Brusselse keukens, de Berg van Barmachtigheid, enz. De hiernavolgende tabel herneemt deze specifieke subsidies:

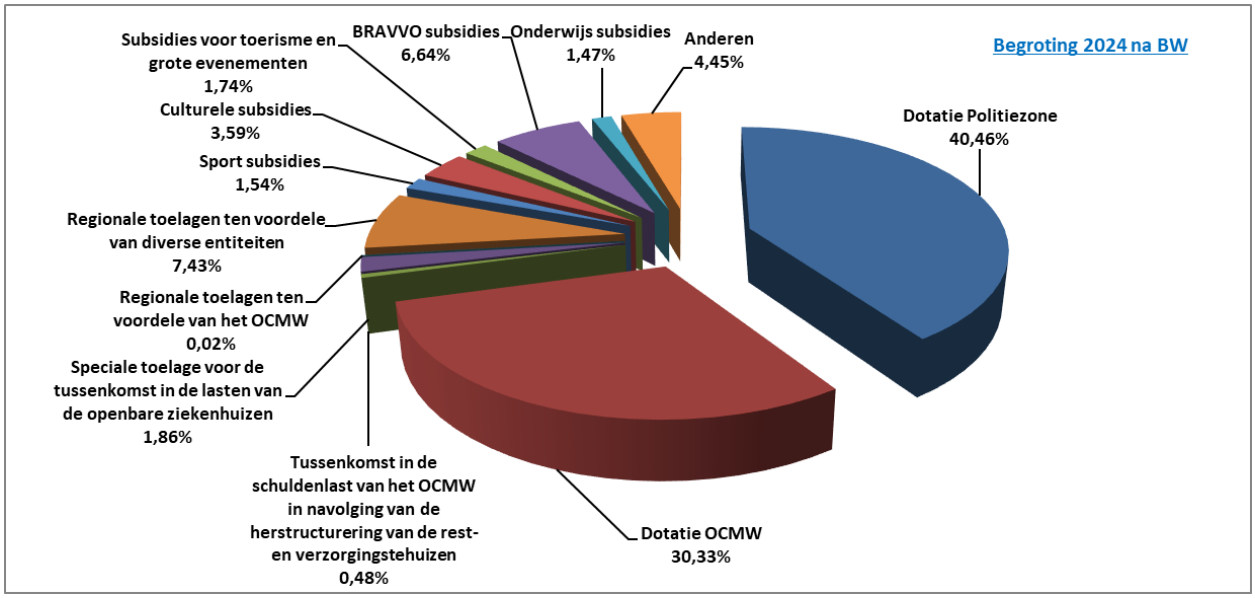
	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	0,00	232.507,90	256.438,86
Statutarisatiepremie	56.000,00	154.240,00	64.140,00
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	46.949,66	68.600,00	40.434,06
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	10.428.223,67	10.428.447,16	11.341.757,91
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	727.849,61	730.000,00	820.600,00
Toelage Geco	1.122.607,02	1.144.588,02	1.161.898,27
Radicalisme toelage	60.000,00	120.000,00	120.000,00
Sectoraal protocolakkoord	14.232.884,16	12.049.968,46	15.509.840,35

Verder steunt de Stad ook financieel tal van lokale verenigingen.

In de begroting 2025 werd een inspanning geleverd op het gebied van de niet verplichte toelagen.
De tabel en de grafieken hieronder geven het geheel van de uitgaven van de overdrachten weer volgens de aard:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Dotatie Politiezone	125.400.321,40	135.841.328,57	154.522.278,14
Dotatie OCMW	94.848.500,00	101.819.300,00	105.319.300,00
Tussenkomst in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rest- en verzorgingstehuizen	1.678.600,00	1.613.300,00	1.594.100,00
Speciale toelage voor de tussenkomst in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00
Regionale toelagen ten voordele van het OCMW	58.712,64	59.000,00	63.000,00
Regionale toelagen ten voordele van diverse entiteiten	26.674.514,12	24.928.351,54	29.315.109,45
Sport subsidies	4.721.544,04	5.171.049,00	5.720.769,00
Culturele subsidies	11.711.620,95	12.066.851,00	10.335.396,55
Subsidies voor toerisme en grote evenementen	5.686.634,96	5.835.130,00	5.179.860,00
BRAVVO subsidies	21.305.883,26	22.276.180,47	22.295.493,42
Onderwijs subsidies	4.584.153,82	4.931.459,89	4.656.871,90
Anderen	23.859.712,52	14.927.498,11	12.685.097,21
Totaal	326.765.197,71	335.704.448,58	357.922.275,67





3.6.4. Uitgaven met betrekking tot de schuld

3.6.4.1. Algemene analyse van de uitgaven die gelinkt worden aan de schuld

De uitgaven van de schuld (leninglast) bedragen 94.663.624,39 € in 2025.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Leninguitgaven	70.089.946,32	78.740.181,41	94.663.624,39

Om preciezer te zijn, teneinde de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst te financieren (werken, aankopen, onderhoud …), sluit de Stad leningen af.

De terugbetaling van deze leningen en de leningslasten die ermee gepaard gaan vertegenwoordigen het hoofdaandeel van de schulduitgaven.

Behalve deze, bevatten de uitgaven van de schuld eveneens lasten verbonden met debiteurintresten op financiële rekeningen, met nalatigheids- of moratoriumintresten, met een eeuwigdurende rente en andere boeten. Deze uitgaven, worden geschat op 18.228.751,94 € in 2025.

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Andere schulduitgaven	13.770.994,65	15.135.503,94	18.228.751,94

3.6.4.2. Algemene analyse van de uitgaven gelinkt aan de schuldenlast

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandelt de kosten van de leningen volgens hun aard:

	Kapitaal aflossingen	Intresten	Totaal
Leningen ten laste van de Stad	68.224.724,67	16.616.603,80	84.841.328,47
Leningen BGHGT	1.602.205,87	1.284.104,56	2.886.310,43
Leningen IRIS	1.582.870,10	244.425,24	1.827.295,34
Schuld van de huurfinanciering	1.841.693,58	3.266.996,57	5.108.690,15

Legende : BGHGT = Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën

Leningen Stad en BGHGT	69.826.930,54	17.900.708,36	87.727.638,90

De schuld ten laste van de Stad (zonder de IRIS-, BGHGT en de staatsleningen) bedraagt 9,17 % van de totale uitgaven (zonder de overboekingen en de wedden van het onderwijzend personeel). Deze verhoudingen blijven sinds meerdere jaren vrij constant.

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandeld de schuldenlast van de Stad:

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Kapitaalaflossingen	52.020.718,50	56.859.851,55	68.224.724,67
Intresten	6.846.934,50	11.224.599,06	16.616.603,80
TOTAAL	58.867.653,00	68.084.450,61	84.841.328,47

De schuld verbonden aan de leningen rechtstreeks ten laste van de Stad bedraagt 84.841.328,47 € in 2025 (onderverdeeld in 16.616.603,80 € aan kosten voor interesten en 68.224.724,67 € aan terugbetalingen van geleende kapitalen).

De begrotingsprognoses houden rekening met de huidige leningen en de consolidatie van nieuwe leningen voor het jaar 2025 en die betrekking hebben op de financiering van de netto last van het jaar 2019.

Om de schuldenlast te beheersen, die op korte, middellange en lange termijn het evenwicht van de gewone begroting beïnvloedt, heeft de Stad besloten haar investeringen onder controle te houden door systematisch de noodzaak van elke investering na te gaan zodat zij haar leningscapaciteit niet zou overschrijden. Het niveau van de investeringen blijft desondanks ambitieus, in die mate dat de Stad er aan houdt het economisch dynamisme te ondersteunen in tijden waar dit meer dan ooit nodig is.

Bovendien, zal de consolidatie van de nieuwe leningen gebeuren aan de hand van de effectieve betalingen voor investeringen die reeds meerdere maanden of jaren verwezenlijkt werden. Het opnemen van de leningen gebeurt dus trapsgewijs op basis van de reële aanrekeningen en de beschikbaarheid van liquiditeiten.

De financiële leasingschuld stemt overeen met de jaarlijkse vergoeding te betalen voor de investeringskost van de bouw van het nieuwe administratief gebouw Brucity ten gunste van de ontwikkelaar en bedragen 5.108.690,15 €.

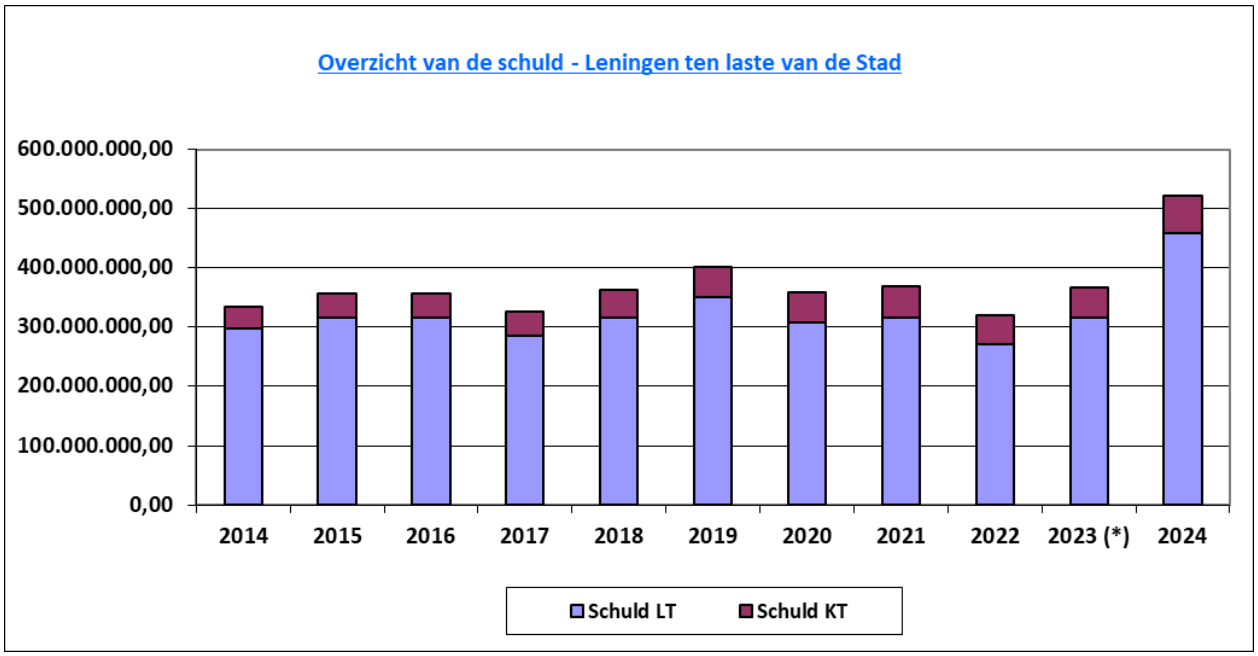
3.6.4.3. Analyse van de schuldenlast

De tabel en de grafische weergave zoals hierna opgenomen behandelen de situatie van de schulden van de Stad tussen 2014 en 2024:

Overzicht van de schuld - Leningen ten laste van de Stad Brussel (excl. BGHGT leningen)				
Op 31/12/xxxx	**Schuld LT**	**Schuld KT**	**Totale schuld**	**Evolutie**
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	**
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	316.960.599,37	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%
2023 (*)	315.932.387,44	51.596.811,04	367.529.198,48	15,10%
2024	459.789.749,09	61.749.997,98	521.539.747,07	41,90%

(*) berekening per 1/12/2023

Jaarlijkse gemiddelde groei tussen 2014 en 2024: **5,61%**



De schuldenlast van de Stad getuigt van de investeringsinspanningen die de Stad heeft geleverd om kwaliteitsvolle voorzieningen te bieden aan alle actoren die actief zijn in het onderwijs, de kinderopvang, cultuur en sport en om een aangename leefomgeving te creëren in de openbare ruimte.

Deze inspanningen worden gekoppeld met een beleid waarbij verschillende financiële instrumenten gebruikt worden zoals:

- **het gebruik van klassieke leningen;**
- **de uitgifte van thesauriebiljetten op korte en lange termijn.**

3.6.5. Uitgaven van overboekingen

	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
Uitgaven van overboekingen	4.350.000,00	3.125.123,45	0,00

Er worden geen uitgaven van overboekingen voorzien in de begroting van 2025.

4. Buitengewone begroting

In de begroting 2025 werd er voor 153.118.144,85 € aan uitgaven ingeschreven.

De ontvangsten uit desinvesteringen, subsidies en leningen gefinancierd door het Gewest (BGHGT) en andere instanties en overboekingen bedragen 35.028.272,90 €. De netto last van de buitengewone begroting bedraagt dus 118.089.871,95 €.

	BEGROTING 2025
UITGAVEN	153.118.144,85
(-) ONTVANGSTEN SUBSIDIES en DESINVESTERINGEN	35.028.272,90
NETTO LAST	118.089.871,95

De onderstaande cijfers tonen de economische verdeling van de uitgaven en de ontvangsten :

BEGROTING 2025

UITGAVEN	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
INVESTERINGEN	189.812.341,46	185.559.310,91	119.612.485,28
OVERDRACHTEN	16.842.423,44	34.430.281,57	23.080.659,57
SCHULD	19.100.000,00	18.400.000,00	10.425.000,00
OVERBOEKINGEN	0,00	10.844.678,00	0,00
TOTAAL	225.754.764,90	249.234.270,48	153.118.144,85

ONTVANGSTEN	Rekening 2023	Begroting 2024 na BW	Begroting 2025
INVESTERINGEN	186.747,23	22.100,00	25.100,00
OVERDRACHTEN	62.542.900,39	54.091.353,35	33.801.565,90
SCHULD	100.228.766,04	195.120.817,13	119.291.478,95 *
OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00
TOTAAL	162.958.413,66	249.234.270,48	153.118.144,85
RESULTAAT	-62.796.351,24	0,00	0,00

** De schuldontvangsten houden rekening met BGHGT leningen*

De gemeentelijke investeringen kunnen op drie manieren gefinancierd worden:

- **door toelagen in kapitaal;**
- **door eigen middelen (aanwending van de reservefondsen, overdracht van middelen van de gewone begroting naar de buitengewone…);**
- **door middel van leningen.**

Bijzondere aandacht werd besteed aan de keuze van de investeringen, namelijk op basis van een studie van hun toegevoegde waarde en van de sociale, economische en milieu- aspecten.

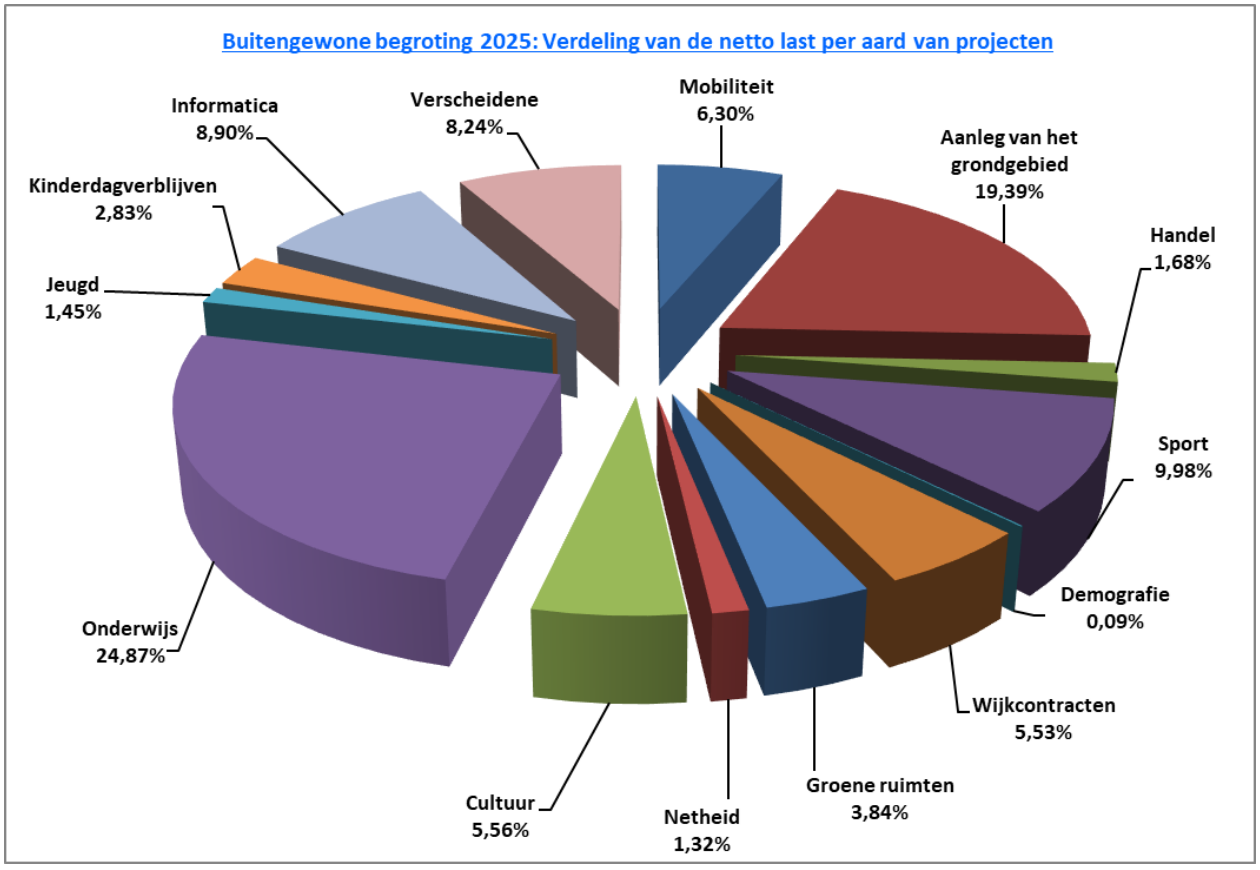
Investeringen die besparingen op courante uitgaven op lange termijn teweegbrengen zullen voorrang krijgen. Hierbij rekent men bijvoorbeeld de hierboven vernoemde investeringen met een impact op het verbruik van de energie.

Samengevat kunnen we stellen dat de Stad voor twee benaderingen kiest: enerzijds het onder controle houden van het investeringsvolume om overmatige schulden te vermijden, en anderzijds het leveren van een stevige en rechtstreekse bijdrage aan de economische activiteit en de verbetering van de leefomgeving van de bevolking. De begroting voorziet dus op de buitengewone dienst voor 153.118.144,85 € aan investeringen die in 2025 dienen te gebeuren.

De hiernavolgende tabel verklaart volgens de aard van de projecten:

- ✓ **de investeringsbedragen voorzien in de begroting 2025 ("Bruto last");**
- ✓ **de financieringsbronnen voorzien in de vorm van subsidies, verkopen en overboekingen;**
- ✓ **de netto kosten ten laste van de Stad als onderdeel van de realisatie van deze investeringen ("Netto last") (waarvoor een grafiek de verdeling volgens de aard van de projecten toont).**

Aard van de projecten	Bruto last	Subsidies, verkopen en overboekingen	Netto last	*% netto last*
Mobiliteit	7.536.000,00	15.000,00	7.521.000,00	*6,30%*
Aanleg van het grondgebied	27.913.725,00	4.780.883,00	23.132.842,00	*19,39%*
Handel	2.003.000,00	0,00	2.003.000,00	*1,68%*
Sport	14.854.000,00	2.945.600,00	11.908.400,00	*9,98%*
Demografie	109.500,00	0,00	109.500,00	*0,09%*
Wijkcontracten	25.016.808,17	18.414.897,67	6.601.910,50	*5,53%*
Groene ruimten	4.587.652,45	5.000,00	4.582.652,45	*3,84%*
Netheid	1.585.000,00	5.000,00	1.580.000,00	*1,32%*
Cultuur	7.633.500,00	1.000.000,00	6.633.500,00	*5,56%*
Onderwijs	31.750.000,00	2.076.917,00	29.673.083,00	*24,87%*
Jeugd	1.725.000,00	0,00	1.725.000,00	*1,45%*
Kinderdagverblijven	3.375.000,00	0,00	3.375.000,00	*2,83%*
Informatica	14.734.637,00	4.117.803,00	10.616.834,00	*8,90%*
Verscheidene	10.294.322,23	465.565,23	9.828.757,00	*8,24%*
Totaal	**153.118.144,85**	**33.826.665,90**	**119.291.478,95**	*100,00%*



Voor meer details zijn de investeringsprojecten voor 2025, 2026, 2027 en 2028 te vinden in het meerjarenplan.

2. RESULTAAT 2025 - SAMENVATTENDE STATEN - GEWONE EN BUITENGEWONE BEGROTING

(Deze samenvattende staten zijn eveneens hernomen in de functionele en economische begroting, alsook in de begroting gedetailleerd per artikel)

Service ordinaire - Gewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2025 - BEGROTING 2025

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven					
		Prestations - Prestaties	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	2.722.000,00	1.034.689,20	506.700,00	4.263.389,20	0,00	20.740.519,15	650.000,00	0,00	18.534.693,14	39.925.212,29	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100.050,00	0,00	300,00	100.350,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	200.125.933,02	0,00	200.125.933,02	0,00	0,00	0,00	0,00	67.981,57	67.981,57	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	101.000,00	464.490.217,84	500.000,00	465.091.217,84	0,00	0,00	1.479.051,69	412.162,17	200.000,00	2.091.213,87	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	2.689.250,00	0,00	0,00	2.689.250,00	0,00
069	PRELEVEMENTS (GENERAUX) / (ALGEMENE) OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	1.161.719,73	15.153.225,55	0,00	16.314.945,28	0,00	39.759.419,77	13.750.019,04	549.509,00	12.971.845,58	67.030.793,39	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	325.596,81	9.796.107,75	0,00	10.121.704,56	0,00	6.884.161,88	410.230,00	746.707,75	7.450,06	8.048.549,69	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	7.058.688,81	10.239.193,42	0,00	17.297.882,23	0,00	44.748.353,59	47.537.786,16	437.030,00	8.870.441,72	101.593.611,47	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	23.000,00	0,00	23.000,00	0,00	0,00	146.500,00	345.842,23	0,00	492.342,23	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	1.055.108,76	11.029.405,23	0,00	12.084.513,99	0,00	736.966,36	735.884,09	176.509.541,56	2.562.385,96	180.544.777,97	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	40.451.876,37	82.000,00	0,00	40.533.876,37	0,00	15.728.470,72	11.763.803,85	1.234.000,00	14.273.337,83	42.999.612,40	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	18.767.924,55	2.167.983,22	16.100.000,00	37.035.907,77	0,00	3.218.693,08	966.437,56	10.444.119,98	865.481,45	15.494.732,07	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.291.266,55	7.770.831,94	0,00	9.062.098,49	0,00	20.681.555,08	8.527.075,07	2.888.725,90	11.145.569,33	43.242.925,38	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	65.532,08	91.873.885,12	0,00	91.939.417,20	0,00	114.636.384,44	5.451.690,16	1.174.365,00	6.599.392,06	127.861.831,66	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	465.045,54	114.185.916,96	0,00	114.650.962,50	0,00	110.252.711,35	3.530.014,79	558.811,00	4.537.523,84	118.879.060,98	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	1.283.086,99	28.945.480,00	0,00	30.228.566,99	0,00	30.029.904,56	1.269.165,56	2.970,00	507.398,22	31.809.438,34	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	7.285,56	15.689.231,38	0,00	15.696.516,94	0,00	17.601.948,75	430.382,23	32.000,00	210.618,63	18.274.949,61	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	1.492.312,77	5.018.307,44	0,00	6.510.620,21	0,00	35.412.819,93	11.433.112,14	12.853.886,56	11.159.008,65	70.858.827,28	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	18.053,39	348.768,40	0,00	366.821,79	0,00	6.289.503,26	2.751.941,07	4.448.192,65	4.664.077,88	18.153.714,86	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13.925,77	0,00	801.266,84	815.192,61	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	8.366.856,20	0,00	8.366.856,20	0,00	0,00	500,00	115.280.256,20	463.245,26	115.744.001,46	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	2.758.519,81	21.917.193,09	0,00	24.675.712,90	0,00	39.295.547,13	3.612.456,99	2.684.192,12	3.190.313,19	48.782.509,43	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	736.448,61	33.572.073,65	0,00	34.308.522,26	3.553.953,39	25.611.359,28	8.870.114,25	26.294.635,40	6.177.132,60	66.953.241,53	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	934.526,18	1.466.191,53	0,00	2.400.717,71	0,00	15.540.178,87	500.379,10	1.025.328,15	5.082.912,52	22.148.798,64	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	80.695.992,51	1.043.301.490,94	17.106.700,00	1.141.104.183,45	3.553.953,39	547.168.497,20	126.619.769,52	357.922.275,67	112.892.376,33	1.144.602.918,73	0,00

Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen			**1.141.104.183,45**		**1.144.602.918,73**
Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen	excédent - overschot	**0,00**		déficit - tekort	**-3.498.735,27**
Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen			3.553.953,39		0,00
Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen	excédent - overschot	3.553.953,39		déficit - tekort	0,00
Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar			**1.144.658.136,84**		**1.144.602.918,73**
Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar	**boni - batig saldo**	**55.218,12**		**mali - nadelig saldo**	**0,00**
Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren			29.431.296,91		0,00
Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren	excédent - overschot	29.431.296,91		déficit - tekort	0,00
Totaux généraux - Algemeen totaal			**1.174.089.433,75**		**1.144.602.918,73**
Résultat général - Algemeen resultaat	**boni - batig saldo**	**29.486.515,03**		**mali - nadelig saldo**	**0,00**

Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2025 - BEGROTING 2025

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven				
		Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	1.211.607,00	1.211.607,00	0,00	380.679,49	830.927,51	0,00	1.211.607,00	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN	0,00	0,00	2.629.000,00	2.629.000,00	0,00	0,00	2.629.000,00	0,00	2.629.000,00	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	16.000,00	16.000,00	0,00	0,00	16.000,00	0,00	16.000,00	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	4.117.703,00	15.100,00	20.834.984,00	24.967.787,00	0,00	1.250.000,00	18.717.787,00	5.000.000,00	24.967.787,00	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	400.000,00	400.000,00	0,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	3.756.833,00	0,00	10.959.167,00	14.716.000,00	0,00	0,00	14.716.000,00	0,00	14.716.000,00	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	2.233.000,00	2.233.000,00	0,00	1.978.000,00	255.000,00	0,00	2.233.000,00	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	0,00	0,00	15.510.000,00	15.510.000,00	0,00	200.000,00	15.310.000,00	0,00	15.510.000,00	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	0,00	0,00	7.935.000,00	7.935.000,00	0,00	0,00	7.935.000,00	0,00	7.935.000,00	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	2.076.917,00	0,00	4.168.083,00	6.245.000,00	0,00	0,00	6.245.000,00	0,00	6.245.000,00	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	760.000,00	760.000,00	0,00	0,00	760.000,00	0,00	760.000,00	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	300.000,00	300.000,00	0,00	0,00	300.000,00	0,00	300.000,00	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	3.945.600,00	5.000,00	20.144.552,45	24.095.152,45	0,00	2.150.000,00	16.520.152,45	5.425.000,00	24.095.152,45	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	0,00	0,00	7.365.000,00	7.365.000,00	0,00	1.905.000,00	5.460.000,00	0,00	7.365.000,00	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	345.565,23	0,00	0,00	345.565,23	0,00	345.565,23	0,00	0,00	345.565,23	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	0,00	0,00	3.625.000,00	3.625.000,00	0,00	250.000,00	3.375.000,00	0,00	3.625.000,00	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	280.000,00	5.000,00	6.520.000,00	6.805.000,00	0,00	1.183.000,00	5.622.000,00	0,00	6.805.000,00	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	19.278.947,67	0,00	14.680.085,50	33.959.033,17	0,00	13.438.414,85	20.520.618,32	0,00	33.959.033,17	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	33.801.565,90	25.100,00	119.291.478,95	153.118.144,85	0,00	23.080.659,57	119.612.485,28	10.425.000,00	153.118.144,85	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				153.118.144,85					153.118.144,85	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				0,00					0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**153.118.144,85**					**153.118.144,85**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				0,00					589.239.276,17	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	-589.239.276,17		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**153.118.144,85**					**742.357.421,02**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**-589.239.276,17**		

3. EVOLUTIE VAN DE RESERVEFONDSEN EN DE VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN KOSTEN

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	-471.549,10 (66)	0,00	0,00	0,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	931	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.000.000,00 (51)	4.000.000,00	3.000.000,00 (60)	7.000.000,00	0,00	7.000.000,00	-3.500.000,00 (76)	3.500.000,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 857	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 894 898 908	2014, 2015,2016,	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	-672.200,00 (67)	0,00	0,00	0,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBRU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBRU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOGING VAN RENTEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (52)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELSUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (19)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-54.866,77 (45)	291.585,44	-90.981,23 (53)	200.604,21	-124.466,48 (61)	76.137,73	-30.000,00 (68)	46.137,73	0,00	46.137,73
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	-2.284.553,13 (46)	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	-2.000.000,00 (69)	3.596.831,59	0,00	3.596.831,59
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	-1.752.541,45 (47)	5.865.246,94	-788.006,72 (54)	5.077.240,22	0,00	5.077.240,22	-2.000.000,00 (70)	3.077.240,22	0,00	3.077.240,22
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	-2.000.000,00 (71)	3.109.604,21	0,00	3.109.604,21

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2021 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2021	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	929	2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.400.176,95 (48)	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	-1.528.450,90 (72)	2.871.726,05	0,00	2.871.726,05
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2022 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2022	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	930	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (55)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2023 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2023	**Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing**	040	934	2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (62)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	**Divers - Verscheidene**	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	-58.875,97 (49)	332.419,51	-94.855,66 (56)	237.563,85	-138.698,62 (63)	98.865,23	-12.750,00 (73)	86.115,23	0,00	86.115,23
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	**Divers - Verscheidene**	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	-406.140,87 (57)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	**Divers - Verscheidene**	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-524.141,26 (50)	815.611,66	-815.611,66 (58)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	**Divers - Verscheidene**	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (59)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	**Divers - Verscheidene**	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
SUBSIDE LIGHTHOUSES - SUBSIDIE LIGHHOUSES	**Divers - Verscheidene**	879	933	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306.353,30 (64) (65)	306.353,30	-25.000,00 (74)	281.353,30	-53.953,39 (77)	227.399,91
PROVISION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**Dotation développement économique**	040		2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3.125.123,45 (75)	3.125.123,45	0,00	3.125.123,45
TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN					**28.187.503,60**	**9.102.934,55**	**37.290.438,15**	**-13.828.480,67**	**23.461.957,48**	**8.991.523,73**	**32.453.481,21**	**1.464.437,58**	**33.917.918,79**	**-874.801,63**	**33.043.117,16**	**254.403,86**	**33.297.521,02**	**4.043.188,20**	**37.340.709,22**	**-5.614.826,55**	**31.725.882,67**	**-3.553.953,39**	**28.171.929,28**

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Légende / Legenda

(1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 € (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00 €, Brugmann 299.440,00 €, Bordet 633.374,00 €) - art. 17 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 € (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00 €, Brugmann 299.440,00 €, Bordet 633.374,00 €) - art. 17 / 87203 / 99801

(3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 € - art. 17 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 € - art. 17 / 33003 / 99801

(4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 € - art. 17 / 06003 / 95801

(5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 € - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 € art. 17 / 42403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 € art. 17 / 42403 / 99801 - Toekening van een voorziening voor 1.500.000,00 € art. 17 / 42403 / 95801

(6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 € - art. 17 / 76207 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 € - art. 17 / 76207 / 99801

(7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 € - art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 € pour indemnité 2018 (2.057.000,00 €) et indemnité 2019 (1.936.000,00 €) - art. 17 / 76403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 € - art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 € voor vergoeding 2018 (2.057.000,00 €) en vergoeding 2019 (1.936.000,00 €) - art. 17 / 76403 / 95801

(8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 € - art. 17 / 76403 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 € - art. 17 / 76403 / 95801

(9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBRU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBRU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801

(10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringpremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801

(13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801

(14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 € - art. 18 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 € - art. 18 / 87203 / 99801

(15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 €- art. 18 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 € - art. 18 / 33003 / 99801

(16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 € - art. 18 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 € - art. 18 / 06003 / 95801

(17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 € - art. 18 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 € - art. 18 / 76403 / 99801

(18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBRU pour 1.807.560,85 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBRU voor 1.807.560,85 € - art. 18 / 06003 / 99801

(19) Constitution de provision subside européen URBINAT pour 406.245,00 € - art. 18 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening europese toelage URBINAT voor 406.245,00 € - art. 18 / 87903 / 95801

(20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 € - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 € - art. 19 / 06003 / 99801

(21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

(22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2019 226.712,84 € - art. 19 / 06003 / 95801

(23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99802
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99801 - Terugname van een voorziening voor 800.000,00 € - art. 19 / 42403 / 99802

(24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 € - art. 19 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 € - art. 19 / 70003 / 95801

(25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 € - art. 19 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 € - art. 19 / 76403 / 99801

(26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subside BME pour 1.000.000,00 € - art. 19 / 76203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 € - art. 19 / 76203 / 99801

(27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 € - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 € - art. 19 / 06003 / 99801

(28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 € - art. 19 / 13103 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 € - art. 19 / 13103 / 95801

(29) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 26.792,76 € - art. 19 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 € - art. 19 / 87903 / 99801

(30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 € - art. 19 / 06003 / 95801

(31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 € - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.617.788,39 € - art. 19 / 06003 / 95801

(32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801

(33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2020 voor 231.370,71 € - art. 20 / 06003 / 95801

(34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 € - art. 20 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 € - art. 20 / 70003 / 95801

(35) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 € - art. 20 / 06003 / 99801

(36) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 € - art. 20 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 € - art. 20 / 87903 / 99801

(37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 € - art. 20 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 5.109.604,21 € - art. 20 / 04003 / 95801

(38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 € - art. 20 / 13903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Response voor 399.875,00 € - art. 20 / 13903 / 95801

(39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 € - art. 20 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 8.579,52 € - art. 20 / 13903 / 99801

(40) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 € - art. 20 / 06003 / 95801

(41) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 € - art. 20 / 06003 / 95801

(42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 € - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 € - art. 20 / 06003 / 95801

(43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 € - art. 20 / 06003 / 95801

Toekenning van een voorziening voor intresten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 € - art. 20 / 06003 / 95801

(44) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 € - art. 21 / 13103 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 € - art. 21 / 13103 / 99801

(45) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 54.866,77 € - art. 21 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 54.866,77 € - art. 21 / 87903 / 99801

(46) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.284.553,13 € - art. 21 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.284.553,13 € - art. 21 / 06003 / 99802

(47) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 1.752.541,45 € - art. 21 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 1.752.541,45 € - art. 21 / 06003 / 99802

(48) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 4.400.176,95 € - art. 21 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 4.400.176,95 € - art. 21 / 04003 / 95801

(49) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 58.875,97 € - art. 21 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 58.875,97 € - art. 21 / 13903 / 99801

(50) Utilisation de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 524.141,26 € - art. 21 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 524.141,26 € - art. 21 / 06003 / 99801

(51) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 4.000.000,00 € - art. 22 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 4.000.000,00 € - art. 22 / 87203 / 95801

(52) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801

(53) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 90.981,23 € - art. 22 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 90.981,23 € - art. 22 / 87903 / 99801

(54) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 788.006,72 € - art. 22 / 04003 / 99802
Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 788.006,72 € - art. 22 / 04003 / 99802

(55) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2022 pour 1.000.000,00 € - art. 22 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2022 voor 1.000.000,00 € - art. 22 / 04003 / 95801

(56) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 94.855,66 € - art. 22 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 94.855,66 € - art. 22 / 13903 / 99801

(57) Reprise de provision pour la suppresion des engagements lors des reports 2020 pour 406.140,87 € - art. 22 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor de afgesloten vastleggingen uit 2020 voor 406.140,87 € - art. 22 / 06003 / 99802

(58) Reprise de provision pour la suppresion des engagements lors des reports 2020 pour 815.611,66 € - art. 22 / 06003 / 99802
Terugname van een voorziening voor de afgesloten vastleggingen uit 2020 voor 815.611,66 € - art. 22 / 06003 / 99802

(59) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 50.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 50.000,00 € - art. 22 / 06003 / 99801

(60) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 3.000.000,00 € - art. 23 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 3.000.000,00 € - art. 23 / 87203 / 95801

(61) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 124.466,48 € - art. 23 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 124.466,48 € - art. 23 / 87903 / 99801

(62) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2023 pour 1.000.000,00 € - art. 23 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2023 voor 1.000.000,00 € - art. 23 / 06003 / 95801

(63) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 138.698,62 € - art. 23 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 138.698,62 € - art. 23 / 13903 / 99801

(64) Constitution de provision pour projet européen Lighthouse pour 350.000,00 € - art. 23 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 350.000,00 € - art. 23 / 87903 / 95801

(65) Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 43.646,70 € - art. 23 / 87903 / 99801

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 43.646,70 € - art. 23 / 87903 / 99801

(66) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour les créances douteuses pour 471.549,10 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor dubieuze debiteuren voor 471.549,10 € - art. 24 / 04003 / 99802

(67) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 672.200,00 € - art. 24 / 70003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 672.200,00 € - art. 24 / 70003 / 99802

(68) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 30.000,00 € - art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 30.000,00 € - art. 23 / 87903 / 99801

(69) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802

(70) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 99802

(71) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 2.000.000,00 € - art. 24 / 04003 / 95801

(72) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 1.528.450,90 € - art. 24 / 04003 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Terugname van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 1.528.450,90 € - art. 24 / 04003 / 95801

(73) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 12.500,00 € - art. 24 / 13903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 12.500,00 € - art. 24 / 13903 / 99801

(74) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 25.000,00 € - art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 25.000,00 € - art. 24 / 87903 / 99801

(75) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Constitution de provision pour la subvention développement économique 3.125.123,45 € - art. 24 / 87903 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Toekenning van een voorziening voor de toelage economische ontwikkeling voor 3.125.123,45 € € - art. 24 / 87903 / 95801

(76) Prévision budgétaire - Budget 2025 - Reprise de provision pour déficits des hôpitaux pour 3.500.000,00 € - art. 25 / 87203 / 95801
Begrotingsraming - Begroting 2025 - Terugname van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 3.500.000,00 € - art. 25 / 87203 / 95801

(77) Prévision budgétaire - Budget 2025 - Utilisation de provision pour subside Projet européen Lighthouse pour 53.953,39 € - art. 25 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Begroting 2025 - Aanwending van een voorziening voor europese project Lighthouse voor 53.953,39 € - art. 25 / 87903 / 99801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.600.000,00	7.600.000,00	-2.600.000,00 (9)	5.000.000,00	-5.000.000,00 (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**20.000.000,00**	**20.000.000,00**	**10.000.000,00**	**30.000.000,00**	**-5.940.000,00**	**24.060.000,00**	**-16.228.000,00**	**7.832.000,00**	**-232.000,00**	**7.600.000,00**	**-2.600.000,00**	**5.000.000,00**	**-5.000.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution du fonds de réserve pour 20.000.000,00 art. 18 / 06003 / 99401
Toekenning aan het reservefonds voor 20.000.000,00 art. 18 / 06003 / 99401
(2) Constitution du fonds de réserve COVID pour 10.000.000,00 art. 19 / 06003 / 99401
Toekenning aan het reservefonds COVID voor 10.000.000,00 art. 19 / 06003 / 99401
(3) Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000, 00 - art. 20 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
(4) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(5) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(6) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(7) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000, 00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(8) Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(9) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.600.000 - art. 23 / 06003 / 99401
Overboeking op het reservefonds voor 2.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401
(10) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Prélèvement du fonds de réserve pour 5.000.000 - art. 24 / 06003 / 99401
Dotation développement économique

Fonds de réserve extraordinaire / Buitengewone reservefonds

Objet - Doel	Fonds	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024	Opérations - Operaties 2025	Montant au - Bedrag op 31/12/2025
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen		14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY		14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY		14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefonds		14105	2018	0,00	0,00	0,00	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00
Fonds de réserve extraordinaire pour la rénovation complète de la Piscine du Centre (Projet BH10-3-2021) - Buitengewoon reservefonds voor de volledige renovatie van het zwembad van het Centrum (Project BH10-3-2021)	**936**	14104	2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10.844.678,00 (8)	10.844.678,00	0,00	10.844.678,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES				**30.000.000,00**	**45.000.000,00**	**3.768.749,85**	**48.768.749,85**	**-5.000.000,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**-38.268.749,85**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**	**10.844.678,00**	**16.344.678,00**	**0,00**	**16.344.678,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY

(2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)

(3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY

(4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven

(5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)

(6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)

(7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire (art. 22/13703/99551)
Overboeking op de buitengewone reservefonds (art. 22/13703/99551)

(8) Prévision budgétaire - Budget 2024 - Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire (art. 24/76410/95551) pour la rénovation complète de la Piscine du Centre
Begrotingsraming - Begroting 2024 - Toekenning van een buitengewone reservefonds (art. 24/76410/95551) voor de volledige renovatie van het zwembad van het Centrum

Dotation développement économique

4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD

4.2 TABEL VAN HET PERSONEEL

4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD

De financiële slagvaardigheid van een gemeente wordt sterk beïnvloed door gegevens van allerlei aard. Sommige vertegenwoordigen het inkomstenpotentieel van de gemeente, andere daarentegen hebben belangrijke gevolgen voor de uitgave.

Bevolking en demografische structuur

Jaar	Aantal inwoners	Aangroei t.o.v. vorig jaar	< 19 jaar	> =19 jaar en < =65 jaar	> 65 jaar
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%
04/12/2022	192.112	2,23%	23,29%	66,56%	10,15%
28/11/2023	198.596	3,26%	22,75%	67,03%	10,22%
31/12/2024	200.626	1,01%	22,45%	67,30%	10,25%

Gemeentelijk onderwijs - aantal leerlingen

Schooljaar	Totaal aantal leerlingen	Groei in vgl met het vorig schooljaar	Kleuteronderwijs	Lager onderwijs	Bijzonder onderwijs	Secundair onderwijs	Sociale promotie + kunstonderwijs	Hoger onderwijs	Volwassenenonderwijs
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0
2022-2023	48.651	-4,13%	4.650	8.581	662	10.080	20.616	4.062	0
2023-2024	48.151	-1,04%	4.505	8.473	583	10.166	20.279	4.145	0
2024-2025	48.754	1,24%	4.432	8.279	709	10.035	21.352	3.947	0

Fiscaliteit - opcentiemen

Datum	Aantal opcentiemen onroerende voorheffing	% personen-belasting
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6
01/01/2023	2950	6
01/01/2024	2950	6
01/01/2025	2950	6

Karakteristieken van de wegen van de gemeente

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
totale oppervlakte (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
gewestwegen (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
gemeentewegen (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
andere (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL STATUTAIRE
STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2024

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiliteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**563**	**368**	**350,54**	**1**	**1**	**212**	**198,62**	**156**	**151,92**	**194**	**184,46**	**174**	**166,08**
A11	2	1	1	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0
A10	1	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
A9	11	9	9	0	0	4	4	5	5	6	6	3	3
AM8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A8	5	4	4	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2
A7	37	30	29,9	0	0	15	14,9	15	15	11	11	19	18,9
A6	46	24	23,32	0	0	9	8,7	15	14,62	9	8,52	15	14,8
AM1	9	7	4,5	0	0	6	4	1	0,5	3	1,8	4	2,7
A5	8	4	3,8	0	0	1	0,8	3	3	0	0	4	3,8
A4	104	73	68,45	0	0	36	34,05	37	34,4	28	25,2	45	43,25
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	11	10,8	0	0	4	3,8	7	7	8	7,8	3	3
A1	322	204	194,77	1	1	134	125,37	70	69,4	126	121,14	78	73,63
NIVEAU B	**436**	**238**	**225,44**	**1**	**1**	**163**	**152,34**	**75**	**73,1**	**128**	**124**	**110**	**101,44**
B4-5	53	34	32,87	0	0	22	21,07	12	11,8	13	13	21	19,87
B1-3	383	204	192,57	1	1	141	131,27	63	61,3	115	111	89	81,57
NIVEAU C	**1197,5**	**779**	**727,89**	**22**	**21,68**	**603**	**557,21**	**176**	**170,69**	**421**	**393,56**	**358**	**334,35**
C4-5	106	67	60,37	0	0	53	46,37	14	14	27	25,5	40	34,87
C1-3	871,5	547	503,66	2	2	416	377,98	131	125,69	288	262,37	259	241,3
C431	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
C131-331	220	164	162,86	20	19,68	133	131,86	31	31	106	105,69	58	57,18
NIVEAU D	**846**	**525**	**509**	**2**	**2**	**66**	**63,3**	**459**	**445,7**	**325**	**317,1**	**200**	**191,9**
D4-5	102	84	81,6	0	0	2	1,8	82	79,8	37	35,6	47	46
D1-3	744	424	410,4	0	0	48	45,5	376	364,9	277	270,5	147	139,9
D131-331	0	17	17	2	2	16	16	1	1	11	11	6	6
NIVEAU E	**317**	**343**	**338,77**	**0**	**0**	**43**	**41,2**	**300**	**297,57**	**294**	**290,97**	**49**	**47,8**
E4-5	32	11	10,6	0	0	7	6,6	4	4	8	7,6	3	3
E1-3	285	332	328,17	0	0	36	34,6	296	293,57	286	283,37	46	44,8
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**3359,5**	**2253**	**2151,64**	**26**	**25,68**	**1087**	**1012,67**	**1166**	**1138,98**	**1362**	**1310,09**	**891**	**841,57**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL CONTRACTUEL
CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2024

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**0**	**0**	**25**	**24**	**284**	**264,1**	**192**	**174,65**	**117**	**113,45**	**249**	**232,25**	**60**	**55,75**
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	3	2,5	1	1	2	1,5	2	2	1	0,5
AM8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A8	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
A7	0	0	0	0	5	5	4	4	1	1	3	3	2	2
A6	0	0	0	0	18	18	12	12	6	6	16	16	2	2
AM1	0	0	0	0	9	3,9	8	3,7	1	0,2	8	3,2	1	0,6
A5	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	2	2	0	0
A4	0	0	0	0	5	5	3	3	2	2	4	4	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	2	2	1	1	1	1	2	2	0	0
A1	0	0	25	24	239	224,7	161	147,95	103	100,75	211	199,05	53	49,65
NIVEAU B	**0**	**0**	**23**	**21,6**	**207**	**198,3**	**146**	**139,8**	**84**	**80,1**	**163**	**156**	**67**	**63,9**
B4-5	0	0	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2	1	1
B1-3	0	0	23	21,6	204	195,3	145	138,8	82	78,1	161	154	66	62,9
NIVEAU C	**53**	**51,8**	**48**	**46,67**	**749**	**693,39**	**624**	**576,43**	**226**	**215,44**	**635**	**592,72**	**215**	**199,15**
C4-5	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	1	1	1	1
C1-3	53	51,8	48	46,67	560	525,79	487	457,8	174	166,46	468	443,34	193	180,92
C131-331					187	165,6	135	116,63	52	48,98	166	148,38	21	17,23
NIVEAU D	**19**	**17,8**	**15**	**15**	**272**	**203,18**	**178**	**118,11**	**128**	**117,88**	**242**	**182,89**	**64**	**53,09**
D4-5	0	0	0	0	2	2	0	0	2	2	1	1	1	1
D1-3	19	17,8	15	15	180	169,8	98	89,9	116	112,7	160	154,2	54	48,4
D131-331	0	0	0	0	90	31,38	80	28,21	10	3,18	81	27,69	9	3,69
NIVEAU E	**0**	**0**	**84**	**77,9**	**860**	**821,97**	**593**	**560,27**	**351**	**339,6**	**769**	**735,8**	**175**	**164,07**
E4-5	0	0	1	1	30	28,6	24	22,8	7	6,8	17	16,2	14	13,4
E1-3	0	0	83	76,9	830	793,37	569	537,47	344	332,8	752	719,6	161	150,67
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**72**	**69,6**	**195**	**185,17**	**2372**	**2180,94**	**1733**	**1569,26**	**906**	**866,47**	**2058**	**1899,66**	**581**	**535,96**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

5. EVOLUTIE VAN DE SCHULD PER FINANCIEEL ORGANISME

5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	521.539.747,07 €	61.749.997,98 €	12.752.347,55 €	74.502.345,53 €
Argenta	6.122.556,38 €	1.344.493,72 €	8.730,02 €	1.353.223,74 €
Belfius	340.912.304,81 €	40.411.798,95 €	8.193.812,73 €	48.605.611,68 €
BNP Paribas Fortis	60.975.098,06 €	3.603.073,96 €	1.776.400,21 €	5.379.474,17 €
ING	90.949.876,67 €	12.483.537,83 €	2.049.513,37 €	14.533.051,20 €
KBC	22.579.911,15 €	3.907.093,52 €	723.891,22 €	4.630.984,74 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**16,49**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**2,54**	**%**		

+

	dans le courant de 2025 - in de loop van 2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter en 2025 - Te contracteren leningen in 2025	259.699.493,39 €	6.474.726,69 €	3.864.256,25 €	10.338.982,94 €
INV2020 - 5 ans / INV2020 5 jaar	17.849.589,01 €	1.981.533,97 €	377.495,96 €	2.359.029,93 €
INV2020 - 10 ans / INV2020 10 jaar	26.679.351,66 €	1.555.609,41 €	564.234,14 €	2.119.843,55 €
INV2020 - 10 ans / INV2020 10 jaar - ECO	2.576.131,22 €	150.208,07 €	54.481,88 €	204.689,95 €
INV2020 - 15 ans / INV2020 15 jaar	16.746.531,74 €	650.966,91 €	354.167,71 €	1.005.134,62 €
INV2020 - 15 ans / INV2020 15 jaar -ECO	14.856.983,14 €	577.516,85 €	314.206,19 €	891.723,04 €
INV2020 - 20 ans / INV2020 20 jaar	36.164.782,13 €	1.054.341,11 €	764.838,87 €	1.819.179,97 €
INV2020 - 25 ans / INV2020 25 jaar	21.633.087,05 €	504.550,37 €	533.763,25 €	1.038.313,62 €
INV2021 - 05 ans / INV2021 05 jaar	46.575.011,76 €	- €	328.333,96 €	328.333,96 €
INV2021 - 10 ans / INV2021 10 jaar	18.351.472,79 €	- €	129.370,05 €	129.370,05 €
INV2021 - 15 ans / INV2021 15 jaar	4.684.279,24 €	- €	33.022,14 €	33.022,14 €
INV2021 - 20 ans / INV2021 20 jaar	25.827.446,26 €	- €	182.072,46 €	182.072,46 €
INV2021 - 25 ans / INV2021 25 jaar	27.754.827,39 €	- €	228.269,64 €	228.269,64 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**14,70**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**3,38**	**%**		

=

Total emprunts contractés et à contracter *(hors FRBRTC)* ***- Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen*** *(zonder FRRTC)*	**781.239.240,46 €**	**68.224.724,67 €**	**16.616.603,80 €**	**84.841.328,47 €**

5.1.b TOTAUX DES EMPRUNTS FRBRTC - TOTALEN VAN DE LENINGEN BGHGT

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts FRBRTC	26.172.394,78 €	1.602.205,87 €	1.284.104,56 €	2.886.310,43 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**20,00**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**5,00**	**%**		

5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	- €	- €	- €	- €
Belfius	- €	- €	- €	- €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd . **ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **0,00 %**

5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts IRIS - IRIS leningen	4.888.504,81 €	1.582.870,10 €	244.425,24 €	1.827.295,34 €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd **20,00 ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **5,00 %**

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen - Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2025 - nog terug te betalen op 01/01/2025	amortissements 2025 - aflossingen 2025	intérêts 2025 - interesten 2025	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Tous les emprunts existants à charge de la Ville ***Alle bestaande leningen ten laste van de Stad***	***16,49***	***2,54%***	521.539.747,07 €	61.749.997,98 €	12.752.347,55 €	74.502.345,53 €
Les emprunts à contracter en 2025 à charge de la Ville ***De te contracteren leningen in 2025 ten laste van de Stad***	***14,70***	***3,38%***	- €	6.474.726,69 €	3.864.256,25 €	10.338.982,94 €
Les emprunts FRBRTC ***De BGHGT leningen***	***20,00***	***5,00%***	26.172.394,78 €	1.602.205,87 €	1.284.104,56 €	2.886.310,43 €
Les emprunts à charge de l'état ***De leningen ten laste van de staat***	***0,00***	***0,00%***	- €	- €	- €	- €
Les emprunts IRIS ***de IRIS-leningen***	***20,00***	***5,00%***	4.888.504,81 €	1.582.870,10 €	244.425,24 €	1.827.295,34 €
			=			
Tous les emprunts ***Alle leningen***	***16,69***	***2,68%***	552.600.646,66 €	71.409.800,64 €	18.145.133,60 €	89.554.934,24 €

6. ANDERE BIJLAGEN :

6.1 JAARLIJKSE DOELSTELLINGEN TOEGELICHT INZAKE EVOLUTIE VAN BEZOLDIGINGSREGELING, STATUTARISERING, TOEKENNING VAN PREMIES, OPLEIDING, INTERNE MOBILITEIT VAN HET PERSONEEL, DIVERSITEIT

6.2 VERSLAG ZOALS BEDOELD IN ART. 26BIS §5 WORDT OPGESTELD MET BETREKKING TOT DE SCHAAL-VOORDELEN EN HET OPHEFFEN VAN OVERLAPPINGEN OF HET DOOREENLOPEN VAN ACTIVITEITEN VAN OCMW EN VAN STAD BRUSSEL

6.1. Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit.

6.1.1 Departement Human Resources (zonder Openbaar Onderwijs)

Inleiding

Sinds de wijziging van het administratief en geldelijk statuut van het statutair en contractueel personeel van de Stad Brussel op 1 januari 2017, zal het protocolakkoord 2021/1 dat op het einde van 2021 werd gesloten de begrotingsjaren 2021 tot en met 2025 markeren wat de bestreken aspecten betreft. Dit akkoord omvat namelijk een reeks maatregelen om de loonvoorwaarden van het gemeentepersoneel in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren.

Statutarisering

Eén van de fundamentele doelstellingen van het nieuwe statuut, namelijk de verhoging van het aantal statutaire personeelsleden op basis van een aangepast aanwervings- en statuutbeleid, is bereikt:
2021: 113 benoemingen
2022: 130 benoemingen
2023 : 79 benoemingen
2024 : 92 benoemingen

Op basis van de nieuwe organieke kaders en rekening houdend met de contractuele en gesubsidieerde posten die niet door statutair personeel kunnen worden bezet, bedraagt het percentage van de statutarisering 72,39%.

In 2023 en 2024 betrof het aantal personeelsbewegingen door interdepartementale interne mobiliteit respectievelijk 47 en 71 personeelsleden. Het aantal externe aanwervingen bedroeg 279 werknemers in 2023 en 267 in 2024.

Loonontwikkeling

o Herwaardering van de bezoldiging van het personeel – sectoraal akkoord 2021/1

Het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 voorziet in baremaverhogingen en andere verhogingen over de periode 2021 tot en met 2025. Het toepassingsgebied van de overeenkomst omvat het personeel van de gemeenten (met uitzondering van het onderwijzend personeel of het personeel dat wordt bezoldigd op basis van de onderwijsbarema's), de OCMW's (met inbegrip van art. 60, met uitzondering van de tak voor pensioenbijstand), de niet-ziekenhuis-verenigingen "hoofdstuk XII" en de Berg van Barmhartigheid.

De inhoud van de overeenkomst bestaat uit 4 luiken:

- verhoging van de wedden
- uitbreiding van de weddeschalen
- een verhoging van het bedrag van de maaltijdcheques
- aanvullende pensioensteun voor alle contractuele personeelsleden.
Ter herinnering: het protocol voorziet reeds vanaf 2021 in de volgende wijzigingen
- verhoging van de weddeschalen van de niveaus D en E
- uitbreiding van het aanvullend pensioen tot alle contractuele personeelsleden.

In 2022 werden de volgende maatregelen toegevoegd:
- verhoging van de weddeschalen van niveau C
- verhoging van maaltijdcheques van 6 tot 8 EUR.

In 2023 werden de loonschalen van de niveaus A en B opgewaardeerd en worden de loonschalen van alle niveaus met twee jaar verlengd.

Tot slot werd op 01.01.2025 een tweede tweejarige schaalverlenging voor alle niveaus doorgevoerd. Dit was het laatste onderdeel van de sectoraal akkoord.

De overeenkomst voorziet in een bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de vorm van een jaarlijkse dotatie, waarvan het bedrag en de verdeelsleutel zijn vastgelegd in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021.

Voor de Stad (exclusief Openbaar Onderwijs en Vastgoedregie) wordt de dotatie van het Gewest voor 2025 geraamd op 8,1 miljoen euro.

o Begroting personeelsuitgaven

De begroting voor personeelsuitgaven evolueert met ongeveer 0,71% ten opzichte van de jaarrekening 2024.

Regionale subsidies

o MIVB-abonnementen

Sinds 01/01/2018 wordt het MIVB-abonnement dat aan personeelsleden wordt afgeleverd, voor 100% terugbetaald, rekening houdend met de gewestelijke subsidie. De desbetreffende ontvangsten die in de begroting zijn opgenomen, bedragen 1,1 miljoen euro.

o Diversiteitsplan

De stad heeft een nieuw plan voor diversiteit en inclusie geïmplementeerd voor de periode 2023-2025 (cf. BHG-besluit van 04/09/2008).

De in de begroting opgenomen ontvangsten voor de toepassing van het diversiteitsplan bedragen 100.000 EUR.

o Tweetaligheidstoelage

De verwachte ontvangsten op de begroting voor de begunstigden van een tweetaligheidstoelage in 2025 zouden 2,3 miljoen euro bedragen.

o Statutarisering

De begrote ontvangsten voor statutair geworden personeel bedragen 0,4 miljoen euro.

Verminderde prestaties voor zware beroepen

Vanaf 01/01/2022 kunnen voltijdse personeelsleden ouder dan 60 jaar van wie het werk als zwaar wordt beschouwd, verzoeken om vermindering van hun arbeidstijd met één vijfde, zonder dat dit gevolgen heeft voor hun loon.

Vormingen

Wat de vorming van het personeel betreft, heeft de stad sinds 2014 tweejaarlijkse vormingsplannen. In overleg met de sociale partners is een vierde opleidingsplan voor 2024-2025 opgesteld. De stad krijgt de beschikking over meer vormingsruimten in het nieuwe administratief centrum, een compleet team om deze opleidingen te organiseren. Gezien de huidige economische situatie is de begroting voor 2025 vastgesteld op 450.000 EUR.

Het e-learningplatform, dat al sinds 2021 bestaat en de ontwikkeling van e-learning mogelijk maakt, wordt vernieuwd na een nieuw overheidsopdracht. Werknemers zullen hun vaardigheden in hun eigen tempo en op zelfgekozen tijdstippen kunnen ontwikkelen. Deze e-learning tool zal zich voornamelijk richten op vakkennis.

In 2025 wordt een leiderschapsplan gelanceerd dat WE ARE MANAGERS wordt genoemd naar WE ARE BXL.

Het is gebaseerd op twee pijlers:
- Ten eerste, een gemeenschappelijke reeks gedeelde waarden die als referentiekader dienen voor alle managers.
- Ten tweede, plannen voor de ontwikkeling van vaardigheden op basis van deze waarden, gericht op het verbeteren van de managementvaardigheden van elke manager in de stad.
Ongeveer honderd managers zullen elk jaar worden getraind als onderdeel van dit project. Het budget voor 2025 wordt geschat op 83.000 EUR (inbegrepen in de hierboven vermelde 410.000 EUR).

Evaluatie van het personeel

In de loop van 2024 is een nieuwe evaluatiecampagne van start gegaan en zal ook in 2026 lopen.

Bij verenigingen zonder winstoogmerk gedetacheerd gemeentepersoneel	
Graad	VZW
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Beambte	Werkcentrale
Technisch hulppersoneel	Les Brigittines
Beambte	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Maison de la création
Secretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Assistent	Maison de la création
Beambte	Maison de la création

6.1.2 Instruction Publique

Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

Évolution du statut pécuniaire

Le budget en dépenses de personnel pour 2025 est de 49.738.000,00 EUR soit une augmentation de 5% par rapport à 2024 (hors traitements des enseignants). Ce qui représente 73% de notre budget total ordinaire.

L'augmentation s'explique principalement par une indexation (2 % sur le budget 2024), l'augmentation des charges patronales suite à des nominations conformément au statut ainsi que la mise en place de conventions tiers payants avec les sociétés de transports, compensées par des recettes
(2.094.990,00 EUR).

Afin d'assurer la continuité de nos services et la qualité de notre enseignement, nous maintenons nos équipes volantes d'instituteurs, d'auxiliaires d'éducation dans les écoles d'enseignement fondamental , d'économes et d'éducateurs dans les écoles d'enseignement secondaire.

Évolution de la statutarisation

Le Département Instruction publique compte maintenir le principe de la statutarisation.

L'octroi de primes

Le total des indemnités est budgétisé à 1.136.758,00 EUR. L'essentiel de ce montant est consacré aux indemnités de directions (enseignement fondamental et spécialisé) et aux indemnités linguistiques (uniquement pour l'enseignement primaire).

La formation des agents

Le budget formation s'élève à 247.000,00 EUR. Il s'adresse à toutes les catégories de personnel en fonction des besoins (auxiliaires d'éducation, directeurs d'école, bibliothécaires, …)

Notre politique de mobilité interne

La politique de mobilité interne au sein du Département Instruction publique est limitée par la spécificité en termes de qualification et de statut de la majorité des emplois proposés (médecin, infirmière, bibliothécaire, auxiliaire d'éducation, …). Il y a néanmoins une volonté de favoriser la mobilité pour les postes administratifs sans qualification spécifique.

Le plan diversité

La majorité des agents engagés par le Département Instruction publique proviennent de zones de diversité.

6.2 Verslag zoals bedoeld in art. 26 bis § 5 wordt opgesteld met betrekking tot de schaal-voordelen en het opheffen van overlappingen op het dooreenlopen van activiteiten van OCMW en van Stad Brussel

Artikel 26bis, §5 van de organieke wet van 08 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt dat het overlegcomité erop toeziet dater een verslag wordt opgesteld over schaalvoordelen en het wegwerken van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten tussen het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn en de gemeente.

Een mutualisatie van de ondersteunende diensten tussen de Stad Brussel en het OCMW van de Stad Brussel werd opgestart in 2023 en gaat door tot op vandaag. Er zijn verschillende diensten bij betrokken, elk met een verschillende mate van synergie, tot mogelijk zelfs fusies:

- **Strategie**
- **HR**
- **Aankopen**
- **Drukkerij**
- **Financiën**
- **ICT**
- **Beheer van openbare gebouwen**
- **Wagenpark**
- **Communicatie**
- **Juridische dienst**
- **Documentbeheer**
- **Musea**
- **Interne audit**
- **Risicobeheer**

De eerste quick-win is de fusie van de drukkerijdiensten van het OCMW en de Stad op 5 mei 2025. Deze eerste synergie levert nu al de volgende besparingen op:

- **Mutualisatie van de drukkerijmachines van de Stad en niet-verlenging van de leasing van de OCMW-machines;**
- **Optimalisatie van de openbare gebouwen, aangezien de reprografieruimten van het OCMW in 2026 vrijkomen en voor andere doeleinden kunnen worden gebruikt;**

- **Vermindering van het aantal VTE voor dezelfde drukwerkbelasting, wat betekent dater een volledige VTE beschikbaar komt voor het OCMW.**

Het OCMW en de Stad Brussel hebben ook een Opdrachtencentrale overeenkomst ondertekend. Deze overeenkomst zou ons moeten aanzetten om meer overheidsopdrachten samen te gunnen, en biedt ons ongetwijfeld om de mogelijkheid om aanspraak te maken op schaalvoordelen.

In de komende jaren zouden ook andere besparingen moeten worden gerealiseerd, met name door de samenvoeging van de diensten HR en Aankoopcentrale, maar ook door het mutualiseren van processen en IT-software.

Tot slot zal een groot deel van deze ondersteunende diensten (ongeveer 240 personeelsleden) ook de centrale administratie van het OCMW verlaten om tegen januari 2027 naar het nieuwe Brucity-gebouw te verhuizen.
Zij zullen zich bij hun collega's van de Stad voegen, waardoor het gebruik van openbare gebouwen wordt geoptimaliseerd, aangezien we de bezettingsgraad van dit nieuwe, onderbenutte gebouw verhogen en tegelijkertijd een groot deel van het OCMW-gebouw vrijmaken voor andere doeleinden.

In 2025 zal de overname van de dienst Thuishulp van de Staden van het OCMW verder worden overwogen.

7. BUDGETTAIRE OMZENDBRIEF VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST MET BETREKKING OP DE BEGROTING 2025 EN ZIJN BIJLAGEN

BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

CONTACT Anne WILLOCX
T +32 02/800.33.25
awillocx@gob.brussels

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Ter informatie:

Aan de dames en heren Gemeenteontvangers
Aan de dames en heren Gewestelijke inspecteurs

ONZE REF. OB2025/11

UW REF. 2024-149685

09003c14803c83f2

BETREFT Opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2025
Opmaak van de driejaarlijkse plannen voor de dienstjaren 2025-2026-2027

BIJLAGEN Contactgegevens
Checklist "Bijlagen"

BRUSSEL 12 JUIL. 2024

Geachte dames en heren Burgemeesters,
Geachte dames en heren Schepenen,

Deze omzendbrief heeft betrekking op het opmaken van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2025 en van de driejaarlijkse plannen 2025-2026-2027.

INHOUDSTAFEL

1 De gemeentelijke begrotingen 3
1.1 Algemeen 3
1.2 Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen 4
1.3 De begroting 5
1.3.1 Functionele begroting 5
1.3.2 Economische begroting 5
1.3.3 Buitengewone dienst 5
1.3.4 Samenvattende tabel 7
1.3.5 Personeelstabellen 7
1.3.6 Wettelijke en andere bijlagen 7
1.4 Genderbudgeting 8
2 De driejaarlijkse plannen 10
2.1 Algemeen 10
2.2 Financieel plan 11
2.2.1 Gewone dienst 11
2.2.2 Buitengewone dienst 12
2.2.3 Andere informatie 12
2.3 Verklarende nota 13
3 Groeiparameters en -percentages (begroting en plan) 13
3.1 Gewone dienst - ontvangsten 13
3.1.1 Ontvangsten uit prestaties 13
3.1.2 Ontvangsten uit overdrachten 14
3.1.3 Schuldontvangsten 16
3.2 Gewone dienst - uitgaven 16
3.2.1 Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen 16
3.2.2 Personeelsuitgaven: patronale bijdragen - pensioenen 17
3.2.3 Werkingsuitgaven 19
3.2.4 Overdrachtsuitgaven 19
3.2.5 Schulduitgaven 21
4 Overzending en informatiedrager 21

1 De gemeentelijke begrotingen

1.1 Algemeen

De begroting 2025 stemt overeen met de financiële projecties voor het eerste jaar van het plan 2025-2026-2027. Het is dus een meer in detail uitgewerkte versie van het eerste planjaar, op economisch en functioneel vlak.

Krachtens artikel 252 van de nieuwe gemeentewet moet de begroting in evenwicht zijn, zowel op de gewone als op de buitengewone dienst. Bovendien mag dit evenwicht in geen geval fictief zijn.

Volgens artikel 241§1 van de nieuwe gemeentewet , keurt de gemeenteraad, elk jaar, vóór 31 december, de begroting van de uitgaven en inkomsten van de gemeente voor het volgende dienstjaar goed. [De begroting bevat op straffe van nietigheid bijlagen die door de [Regering worden bepaald (Ord. 17.07.2020, B.S. 30.07.2020)].

Volgens het 2de lid van het voormeld artikel , en om een zo realistisch mogelijke begroting te kunnen voorleggen is het absoluut noodzakelijk dat de laatste rekeningen goedgekeurd zijn op het ogenblik dat de begroting aangenomen wordt. **Bijgevolg kunnen de begroting 2025 en de driejaarlijkse plannen 2025-27 pas worden goedgekeurd door de gemeenteraad indien de jaarrekening 2023 definitief aangenomen werd door de toezichthoudende overheid.**

Voor de gewone dienst slaat het bedoelde evenwicht zowel op het resultaat van het eigen dienstjaar na functionele overboekingen als op het gecumuleerd resultaat. Deze laatste betreffen overboekingen ten laste van daadwerkelijk aangelegde voorzieningen of reserves voor specifieke doeleinden . Ter herinnering: de functionele overboekingen moeten het mogelijk maken boekingen te neutraliseren die het resultaat van het eigen begrotingsjaar kunstmatig uit evenwicht brengen. Deze overboekingen vormen een volwaardige economische groep en mogen in geen geval gelijkgeschakeld mogen worden met ontvangsten of uitgaven van overdrachten. Bovendien moeten alle functionele overboekingen die bedoeld zijn om eenmalige uitgaven te financieren, worden gedekt door overboekingen die in voorgaande jaren zijn geboekt. Functionele overboekingen worden enkel aanvaard in het kader van voorzieningen voor dubieuze fiscale vorderingen en opneming in de reserves van subsidies in verband met wijkcontracten, tegemoetkomingen in ziekenhuiskosten en uitzonderlijke dividenden. Functionele reservefondsen worden uitsluitend aangelegd voor à rato van 100% vastgestelde rechten met betrekking tot uitgaven die over meerdere dienstjaren worden vastgelegd.

In dit verband verwijs ik u naar de nieuwe omzendbrief van 12 juli 2024 betreffende de overboekingen en die de omzendbrief van 17 mei 2013 inzake de problematiek van de overboekingen en deze van 1 februari 2006 vervangt. Deze omzendbrieven werden ingetrokken.

Ik nodig u uit voorzieningen voor risico's en kosten aan te leggen voor niet-aangezuiverde schuldvorderingen, onder andere met betrekking tot bepaalde belastingen. Om uw begroting niet uit evenwicht te brengen, is het essentieel belang deze voorzieningen geleidelijk aan te leggen.

Ik nodig U tevens uit realistische ramingen te voorzien voor het oninvorderbaar stellen van vorderingen die niet meer kunnen worden geïnd.

Er kan evenwel getolereerd worden dat er geen evenwicht wordt bereikt voor het eigen dienstjaar stricto sensu, indien uitzonderlijke en dus niet-terugkerende uitgaven zouden plaatsvinden die gedekt worden door middel van een overboeking van de reserves. Deze overboeking mag evenwel in geen geval beschouwd worden als "functioneel". Die omstandigheden moeten verduidelijkt worden in het verslag dat bij de beslissing gevoegd is waarmee de begroting aangenomen wordt.

Voor de buitengewone dienst moet het evenwicht globaal zijn, waarbij de financiering uiteraard kan gebeuren door benutting van de reserves en/of het gecumuleerd boni

Conform het artikel 5 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (ARGC), omvat de begroting alle ontvangsten en uitgaven die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gedaan en moeten ze op precieze wijze worden geraamd. Bij gebrek aan reglementaire evaluatiegegevens of administratieve instructies, wordt verwezen naar de werkelijk gerealiseerde uitgaven en ontvangsten op de rekening van het voorlaatste dienstjaar.

Het belang van een **goede naleving van het rekeningenstelsel** werd meermaals benadrukt, opdat de databank van de gemeentelijke financiën goed zou functioneren. Het is bijgevolg van primordiaal belang dat u het rekeningstelsel respecteert. Ik verzoek u daarom rekening te houden met de opmerkingen die u werden bezorgd over het gebruik van foutieve functionele of economische codes en de nodige verbeteringen aan te brengen.

Conform artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit worden de voorlopige kredieten vastgesteld door de gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is aangenomen. De voorlopige kredieten hebben betrekking op alle uitgaven van de gewone dienst. Ter herinnering: er wordt geen enkel onderscheid meer gemaakt tussen facultatieve en verplichte kredieten.

De voorstelling en inhoud van de gewone begroting dienen in overeenstemming te zijn met het besluit van 20 oktober 2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij de voorstelling van de begroting van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vastgelegd.

Artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet schrijft voor dat het ontwerp van begroting vergezeld is van een verslag dat het algemeen en financieel beleid van de gemeente aangeeft en een overzicht van de toestand van het bestuur en van de gemeentezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens, Het verslag bevat bovendien informatie over de mate waarin rekening wordt gehouden met de sociale, ethische en milieuaspecten in het financieel beleid van de gemeente.

1.2 Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen

In toepassing van artikel 15 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit zijn de begrotingswijzigingen onderworpen aan dezelfde procedures als deze die toepasbaar zijn op de begroting en zijn alle principiële regels die van toepassing zijn op de oorspronkelijke begroting van het

begrotingsjaar uiteraard ook van toepassing op de begrotingswijzigingen, met inbegrip van de regels inzake het toezicht. Ze worden voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd.

Overeenkomstig artikel 16 van het voormeld reglement , moeten op de begrotingswijzigingen zonder verwijl, de begrotingskredieten worden uitgetrokken die nodig zijn om de uitgaven die verricht zijn krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet en de ambtshalve opgenomen uitgaven te dekken, alsmede de begrotingskredieten die betrekking hebben op niet-geraamde ontvangsten.

In toepassing van artikel 240 van de Nieuwe Gemeentewet kan na 1 juni 2025 geen enkele begrotingswijziging worden aangenomen door de gemeenteraad indien de rekeningen 2024 nog niet door de gemeenteraad zijn gestemd.

De laatste begrotingswijzigingen die in de loop van het dienstjaar worden goedgekeurd, dienen de toezichthoudende overheid uiterlijk op 1 november 2024 te bereiken, opdat laatstgenoemde zich zou kunnen uitspreken vóór de boekhoudkundige afsluitingsdatum, zijnde 31 december 2024. Deze wijzigingen dienen voorgesteld te worden volgens hetzelfde model als de oorspronkelijke begroting (verantwoording van de kredietaanpassingen, samenvattende tabellen, ...).

Kredietaanpassingen binnen de grenzen van artikel 10 van het ARGC vormen geen begrotingswijzigingen die aan de toezichthoudende overheid moeten worden voorgelegd. Deze aanpassingen worden enkel geregistreerd in de gemeentelijke boekhouding. De aanpassingen dienen uitgevoerd te worden vóór het gebruik van de kredieten.

In het kader van de oplading van de financiële gegevens via COMBUD, wil ik u ook vragen om als volgt te werk te gaan :

Begrotingswijzigingen met betrekking tot de gewone en buitengewone dienst moeten in één document worden geconsolideerd. Het betreft effectief één enkele wijziging van de oorspronkelijke begroting. Tot nu toe hebben sommige lokale besturen twee begrotingswijzigingen tegelijk overgemaakt (de ene voor de gewone en de andere voor de buitengewone dienst), Echter leidt dit tot problemen daar bepaalde "nummers van de begrotingswijziging" dan ontbraken. Het is bijgevolg niet wenselijk om de bestanden te dupliceren.

1.3 De begroting

1.3.1 Functionele begroting

De functionele begroting geeft de begrotingskredieten weer per functie volgens de functionele codes beperkt tot de drie eerste cijfers en volgens de economische codes van vijf cijfers.

1.3.2 Economische begroting

De economische begroting geeft de begrotingskredieten weer per economische groep volgens de economische codes van 5 cijfers.

1.3.3 Buitengewone dienst

Ter herinnering: de functionele en economische voorstelling is beperkt tot de gewone dienst omdat het begrip kredietbeperking als bedoeld in artikel 10 van het ARGC uitsluitend betrekking heeft op de gewone dienst.

Zoals voorheen krijgen de gemeenten de aanbeveling om bijzonder waakzaam te zijn bij het opstellen van de budgettaire vooruitzichten met het oog op maximale geloofwaardigheid en verwezenlijking. De gemeenten dienen er bovendien op toe te zien dat de kosten verbonden aan leningen ter volledige of gedeeltelijke financiering van het investeringsprogramma geen begrotingstekort veroorzaken of leiden tot een toename van het tekort. De kosten van nieuwe leningen moeten worden beperkt tot het volume van de kapitaalaflossingen in de loop van het dienstjaar, ten einde het totale gewicht van de gemeentelijke schuld te stabiliseren.

Ik vestig uw aandacht op dat het saldo berekend volgens de ESR 2010-normen geen rekening houdt met ontvangsten uit leningen. Om een ESR 2010-evenwicht na te streven, dienen de voorziene investeringen derhalve realistisch te zijn door zich te beperken tot diegene die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gerealiseerd.

Artikel 252 van de nieuwe gemeentewet bepaalt:

> De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen.

Met de inachtneming van dat principe moet de buitengewone begroting elk jaar in evenwicht zijn aangezien de gemeenten verplicht zijn elk jaar op de begroting, alle inkomsten in te schrijven die bestemd zijn voor het financieren van de jaarlijkse investeringen opgenomen in de begroting.

Bij de afsluiting van het dienstjaar gebeurt het echter vaak dat uitgaven vastgelegd zijn, maar dat de leningen bestemd om deze te bekostigen nog niet aangevraagd zijn en dat bijgevolg geen recht vastgesteld werd.

Deze leningen worden opnieuw ingeschreven door middel van een begrotingswijziging bij de overname van het resultaat van de rekening, en dit conform de bepalingen van artikel 9 van het ARGC. In dat verband wordt verwezen naar de omzendbrief van 4 mei 1999[1] met betrekking tot de budgettering en boeking in de buitengewone dienst. Het opnieuw inschrijven van deze leningen beantwoordt aldus aan de bepalingen van artikel 5 van het ARGC dat voorschrijft dat de begroting alle ontvangsten en uitgaven omvat die in de loop van het financieel dienstjaar kunnen worden gedaan.

Elke investeringstoelage moet het voorwerp uitmaken van een vastgesteld recht in de buitengewone dienst vanaf de kennisgeving van de toezegging (en niet vanaf de betaling van deze toelage door de subsidiërende overheid).

Op 1 januari 2023 trad de ordonnantie van 10 december 2021 betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen in werking (zie Belgisch Staatsblad van 23 december 2021). De gemeenten dienden bijgevolg vanaf het begrotingsjaar

[1] Omzendbrief dd. 4 mei 1999 met betrekking tot de praktische modaliteiten voor de budgettering en boeking in de buitengewone dienst

2023 niet langer eventueel te voorzien in een buitengewone financiële tegemoetkoming voor de investeringen voorkomend op de begrotingen 2023 en volgende van de katholieke, protestantse, anglicaanse en israëlitische eredienstinstellingen. Vanaf het begrotingsjaar 2023 voorziet het Gewest eventueel in deze tegemoetkoming. Op het investeringsprogramma en de gemeentebegroting 2025 dienen de gemeenten enkel nog de buitengewone toelagen voor in 2022 reeds lopende investeringsdossiers in te schrijven (functie 799: erediensten). De instructies vanwege de Minister-voorzitter en mezelf als Minister belast met de Plaatselijke Besturen over de afhandeling en financiering door de gemeenten van lopende investeringsdossiers in verband met de eredienstinstellingen vindt U terug in een omzendbrief 2023/11 van 23 juni 2023. Indien de gemeenten toestemming hebben gegeven voor werken die door eredienstinstellingen zijn gepland en zich verbonden hebben tot de financiering ervan vóór 2023, betreft dit lopende investeringsdossiers en blijven de gemeenten verantwoordelijk voor de financiering ervan en dit totdat de werkzaamheden zijn voltooid, zelfs na 2023.[2]

1.3.4 Samenvattende tabel

Het betreft de samenvattende tabel per economische groep en per functie.
Er wordt nog steeds een onderscheid gemaakt tussen functionele overboekingen en algemene overboekingen van functie 060. De samenvattende tabel van zowel de gewone als de buitengewone dienst zoals bedoeld in artikel 1,3 °van het voormeld besluit van 20 oktober 2005 dient opgesteld te worden overeenkomstig de bijlage toegevoegd aan voormeld besluit en waarbij er een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de functionele overboekingen en de algemene overboekingen van de functie 060.

1.3.5 Personeelstabellen

De tabellen in bijlage B1A en B1B dienen ingevuld te worden in elektronische vorm met de gegevens per 30 juni 2024. Voortaan dient geteld te worden in voltijdse equivalenten EN in aantal personen. Op deze wijze wordt vermeden dat er nog enige verwarring kan bestaan over de wijze waarop de kolommen moeten worden ingevuld. Ik verzoek u de grootst mogelijke zorgvuldigheid in acht te nemen bij het opstellen van deze tabellen. In disponibiliteit gestelde personen, hetzij op vrijwillige basis voorafgaand aan het pensioen, hetzij wegens langdurige ziekte, dienen meegeteld te worden. Hun totaal aantal moet evenwel in de tabellen meegedeeld worden, als aanvullende informatie.

1.3.6 Wettelijke en andere bijlagen

Ter herinnering: de toezichtstermijn neemt aanvang op de dag na ontvangst van alle vereiste documenten. Indien deze documenten geheel of gedeeltelijk ontbreken, wordt de begroting ipso facto geweigerd door de toezichthoudende overheid conform artikel 4 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
Volgende documenten maken integraal deel uit van de begroting en dienen bijgevolg verplicht bezorgd te worden:

---

[2] Omzendbrief dd. 23 juni 2023 over de afhandeling en financiering van lopende en nieuwe investeringsdossiers van de eredienstinstellingen bij de inwerkingtreding van de ordonnantie van 10 december 2021

- het verslag bedoeld in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet. **Dit verslag mag eventueel geïntegreerd worden in de verklarende nota van het driejaarlijkse plan zoals bedoeld in punt 2.3;**

- het verslag bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

- de notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente/OCMW waarin onder andere de gemeentelijke tegemoetkoming vastgesteld wordt en waarin het bedrag van de bijdrage in het tekort van het OCMW vermeld wordt zonder de geïstorneerde gewestelijke bijdrage in de weddenverhoging van het OCMW;

- het verslag zoals bedoeld in artikel 26bis§5 van de organieke wet dat voorschrijft dat "Het overlegcomité waakt erover dat elk jaar een verslag wordt opgesteld met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de gemeente. Dit verslag wordt aan de begroting van het centrum en aan die van de gemeenten gehecht."

- de beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan;

- het verloop van de gemeentelijke investeringsschuld, per financiële instelling;

- het verloop van de (gewone of buitengewone) reservefondsen; dit verloop moet gebaseerd zijn op de resultaten van de rekening 2023, aangepast volgens de begrote resultaten voor 2024 en 2025. Er moet voor gezorgd worden dat het gecumuleerde resultaat na overboekingen en de omvang van de reservefondsen onderling afgestemd zijn. Het is mogelijk dat bepaalde overboekingen van 2024 niet plaatsvonden; deze dragen evenwel bij tot het resultaat van het dienstjaar 2024, vermeld als resultaat van vroegere dienstjaren in de begroting 2025. Met het oog op de samenhang tussen het gecumuleerd resultaat en het bedrag van de reservefondsen is het dus van primordiaal belang om de reservefondsen te berekenen met inachtneming van alle geplande overboekingen.

- de bestemming van de eventuele voorzieningen voor risico's en kosten; de raming hiervan moet op dezelfde wijze gebeuren als voor de reservefondsen;

Ik wil nogmaals de noodzaak benadrukken van een perfecte overeenstemming tussen de gegevens vervat in alle documenten.

1.4 Genderbudgeting

Genderbudgeting of gendergevoelige begroting ligt in het verlengde van wat "gendermainstreaming" genoemd wordt. Het concept "gendermainstreaming" is gebaseerd op het begrip "gender", dat de maatschappelijk geconstrueerde verschillen tussen mannen en vrouwen aanduidt, in tegenstelling tot

de biologische verschillen die bestaan tussen beide geslachten. Wat als mannelijk of vrouwelijk beschouwd wordt, is immers bepaald door de maatschappij waarin we leven. Genderstudies focussen dus op deze maatschappelijk geconstrueerde verschillen, maar bevestigen ook dat de maatschappelijke verhoudingen waarvan ze de basis vormen niet egalitair zijn. De impliciete norm is meestal mannelijk, wat in de praktijk vrouwen kan benadelen. Het is dus om die genderongelijkheid weg te werken dat het concept "gendermainstreaming" tot stand kwam.

"Gendermainstreaming" of de geïntegreerde benadering van het genderaspect is een benadering die tijdens het volledige beleidsvoeringsproces (analyse van de situatie, definiëring van het beleid, uitvoering, evaluatie) rekening houdt met de genderdimensie en dus de gelijkheid van mannen en vrouwen en die toegepast moet worden door alle actoren die betrokken zijn bij de definiëring, de uitvoering en de evaluatie van het beleid, ... Het komt erop neer voor elke beoogde beleidsmaatregel na te gaan of er mogelijk een verschillende impact op vrouwen en mannen kan ontstaan. Gendermainstreaming zou een reflex, een vanzelfsprekendheid moeten worden voor alle betrokkenen in de verschillende fasen van de beleidsvoeringscyclus.

Het betreft een transversale benadering, want ze moet in alle beleidsdomeinen (bv. tewerkstelling, volksgezondheid, mobiliteit, ...) worden toegepast. Het is ook een preventieve benadering, want ze heeft tot doel te vermijden dat overheden een beleid voeren dat ongelijkheden tussen mannen en vrouwen doet ontstaan of in de hand werkt.

Rekening houden met de genderdimensie in het beleid impliceert dat men ze ook in acht moet nemen in de begroting. Dat heet "genderbudgeting" of "gendergevoelige begroting".

Het Gewest is van mening dat er een genderbudgeting-initiatief tot stand gebracht moet worden:

- om een overzicht te krijgen van de economische middelen die vanuit genderstandpunt op al dan niet evenredige wijze toegekend worden;
- om de uitvoering van het gendermainstreamingsbeleid te vergemakkelijken, dat met name berust op een genderanalyse van de begroting;
- om de financiële transparantie van de gemeentebegroting te vergroten;
- voor een efficiëntere verdeling van de middelen in vergelijking tot de nagestreefde beleidsdoelstellingen.

In dat verband nodigen wij uit om, op vrijwillige basis, een gendergevoelige begroting in te dienen. Daartoe kan u zich in een eerste fase toespitsen op de uitgaven en de begroting van één enkele dienst of één enkele functie. Als bijlage B2 vindt u algemene richtlijnen om gendergevoelig te begroten.

In 2023 publiceerde BPL een uitgebreide methodologische gids voor de toepassing van gender budgeting in de Brusselse gemeenten. Deze gids, die beschikbaar is op de website van Brussel Plaatselijke Besturen, geeft concrete voorbeelden van hoe een genderbudget kan worden opgesteld voor alle lokale besturen. U kunt de gids raadplegen door op de volgende link te klikken :

NL : https://plaatselijke-besturen.brussels/sites/default/files/uploads/0823_2_104_2.pdf

2 De driejaarlijkse plannen

2.1 Algemeen

De Europese richtlijn 2011/85 legt de plaatselijke entiteiten de verplichting op om meerjarige begrotingsdoelstellingen te bepalen en prognoses op te stellen voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost, evenals een beschrijving van de geplande beleidsmaatregelen voor de middellange termijn en een beoordeling van de wijze waarop deze maatregelen de financiën zouden kunnen beïnvloeden.

Artikel 242 bis van de nieuwe gemeentewet schrijft overigens het volgende voor:

« [Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor. Dit driejaarlijkse plan vormt een aanvulling op de jaarlijkse begroting als bedoeld in artikel 241 en bestaat uit:

1. prognoses voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost voor de twee dienstjaren volgend op het jaar van de ingediende begroting. Deze prognoses dienen gebaseerd te zijn op realistische macro-economische en budgettaire ramingen;

2. een verklarende nota die de hoofdbeleidskeuzen beschrijft voor de drie eerstvolgende jaren, en hun impact op de evolutie van de ontvangsten- en uitgavenposten over deze drie jaren.
Dit plan dient, voor elk van de drie jaren, de begrotingsevenwichtsregels na te leven zoals bepaald in artikel 252.

Na goedkeuring door de gemeenteraad wordt dit driejaarlijks plan bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 en op de door de gemeenteraad voorgeschreven wijze (Ord. 17.07.2020, B.S. 30.07.2020)] (Ord. 5.3.2009, B.S. 13.3.2009)]. »

Het beheersplan omvat dus twee documenten:

- een financieel plan dat de gemeentelijke strategie en de belangrijkste beleidslijnen omzet in projecties voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost voor de komende drie jaar, waarbij het eerste jaar de begroting 2025 betreft en de twee volgende jaren voorafbeeldingen zijn van de toekomstige begrotingen 2026 en 2027. Deze projecties moeten berusten op realistische en geloofwaardige macro-economische en budgettaire vooruitzichten. Ze vormen de basis voor de begroting 2025 en geven een vooruitblik wat betreft de begrotingen 2026 en 2027.
- een verklarende nota die de hoofdbeleidskeuzen beschrijft, evenals de vereiste structurele maatregelen om het gemeentelijke beheer te optimaliseren en de doelstelling van het begrotingsevenwicht te bereiken. Dit document mag niet beperkt blijven tot enkele algemene beschouwingen, maar moet een duidelijk en transparant beeld geven van het gemeentelijke beheer door duidelijk een onderscheid te maken tussen de evolutie « bij ongewijzigd beleid » en de impact van nieuwe projecten.

Het financieel plan moet voorgesteld worden in overeenstemming met de modellen die bij deze omzendbrief gevoegd zijn. Als referentiebasis moeten de gegevens van de rekening 2023 en de gewijzigde begroting 2024 genomen worden.

Om de uitwerking van de financiële projecties te vereenvoudigen, moet het financiële plan enkel op economisch vlak voorgesteld worden, zowel voor de gewone als voor de buitengewone dienst.

De hieronder voorgestelde groeiparameters en -percentages moeten beschouwd worden als een geheel van kaderaanbevelingen. In het licht van de analyse van de specifieke situatie bij elke gemeente kunnen bepaalde keuzes leiden tot andere groeitempo's. In dat geval moeten de vooropgestelde groeicijfers en de redenen voor de gemaakte keuzes vermeld worden in de verklarende nota.

De voorgestelde parameters maken het daarnaast mogelijk de gegevens bij ongewijzigd beleid te actualiseren. Elke wijziging van het beleid dient dus gepreciseerd te worden in de verklarende nota.

De financiële plannen van de gemeenten die een overeenkomst gesloten hebben met het BGHGT zullen van rechtswege vervangen worden door de plannen 2025-2027 na de goedkeuring ervan door de Regering en aanleiding geven tot een aanhangsel bij de overeenkomst. De Directie Ondersteuning van het BGHGT zal binnenkort een schrijven richten aan de betrokken gemeenten met nadere regels.

2.2 Financieel plan

Het plan moet meer bepaald rekening houden met de uitgestippelde gemeentelijke strategie en de andere planningsinstrumenten, zowel op gemeentelijk als op gewestelijk vlak. Voor de uitwerking van dit plan is het vereist dat de gemeente de betrokken partners raadpleegt.

Met het oog op een geconsolideerde aanpak moet de gemeente ook rekening houden met de financiele vooruitzichten van andere partners, zoals de Politiezone, het OCMW, het Grondbedrijf, het Autonoom Gemeentebedrijf en de gemeentelijke vzw's en/of gemeentelijk(e) bedrijf(ven).

In het kader van het opstellen van haar eigen plan moet de gemeente als eerste toezichthoudende overheid ervoor zorgen dat het plan van haar OCMW, dat vereist is op grond van artikel 72 van de organieke wet, het voorwerp uitmaakt van overleg. De gemeente moet ook toezien op de samenhang van alle plannen.

Ten slotte wijs ik erop dat **het financiële plan voor elk van de drie jaren** moet beantwoorden aan **het begrotingsevenwicht als opgelegd in artikel 252 van de nieuwe gemeentewet** en dat het een beschrijving moet omvatten van de structurele en conjuncturele maatregelen die het mogelijk zullen maken dit begrotingsevenwicht te handhaven.

2.2.1 Gewone dienst

De gedetailleerde projecties per economische code worden opgenomen in de **bijlagen P1** (ontvangsten en uitgaven) en **P2** (gemeentelijke fiscaliteit). De hieronder in punt 3 vermelde parameters zijn

kaderaanbevelingen. De groeicijfers die gebruikt worden voor de projecties moeten dus samenhangend en verantwoord zijn in het licht van de specifieke situatie en de strategische en beleidskeuzes van de gemeente zoals die beschreven worden in de oriëntatienota.

2.2.2 Buitengewone dienst

Het economische driejarenplan voor de buitengewone dienst (**Bijlage P3**) dient een globaal zicht te geven op de nieuwe investeringen (te onderscheiden van aanpassings- en onderhoudswerken) en hun financieringswijze. **Wij beklemtonen de noodzaak om een realistisch investeringsprogramma op te stellen**, dat aansluit bij de behoeften van de gemeente vanuit het oogpunt van demografische en economische ontwikkeling. Er dient rekening gehouden te worden met de al gerealiseerde investeringen en met het implementeren van nieuwe beleidsmaatregelen. **Het is aangewezen om rekening te houden met de capaciteit van de gemeente om nieuwe projecten op te volgen en om de leencapaciteit te optimaliseren en dit door gewone schulduitgaven te vermijden voor investeringen die niet zullen verwezenlijkt worden.**

Daarnaast moeten nieuwe kosten die voortvloeien uit elke investering die over meer dan 15 jaar wordt afgeschreven, met uitzondering van wegen, beschreven en gekwantificeerd worden in projectfiches (**Bijlage P4**) om integratie in het financieel plan mogelijk te maken. Van elke nieuwe investering moet dus de weerslag op de gewone uitgaven geraamd worden.

Dit investeringsprogramma moet ook de Regering toelaten haar financieringspolitiek voor deze drie dienstjaren te definiëren, in het kader van de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen (driejarig investeringsprogramma), van de Ordonnantie van 31 mei 2018 houdende de toekenning van subsidies bestemd voor investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuren **en van de projectoproep van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën**.

2.2.3 Andere informatie

- Personeelsplan **(Bijlagen P5)**

In dat verband verzoek ik u de bijlage P5 met de tabel van de geplande indienstnemingen in te vullen, **rekening houdend met de eventuele weerslag van bepaalde in de projectfiches opgenomen investeringsprojecten (Bijlage P4)**, alsook van alle geplande uitdiensttredingen (natuurlijke afvloeiingen, ontslagen enz.). Op basis daarvan kunnen dan de projecties voor de drie jaren berekend worden. **Het doel is om elke variatie van de salarisprojectie die zou afwijken van de onderstaande parameters, uit te leggen.**

2.3 Verklarende nota

In deze nota kan eventueel het verslag bedoeld in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet geïntegreerd worden.
In de nota dienen de financiële middelen van de gemeente, het belastingbeleid, de prijsstelling van diensten (wijziging van tarieven, afschaffingen, toevoegingen,...) te worden gedetailleerd, evenals elk ander transversaal beleid dat financiële gevolgen heeft, zoals rationalisering van het energieverbruik, alsook de synergieën gemeente-OCMW die in het verslag met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de gemeente, worden beoogd.

Wat de gewone dienst betreft, moet een stand van zaken gegeven worden inzake het personeelsbeleid van de gemeente (in coördinatie met het OCMW) : personeelsbestand, pensioenen (geplande statutariseringen, ...), toegekende voordelen aan het huidige en het toekomstige personeel, wervingen, vormingen, interne mobiliteit, eventuele reorganisaties, ...

De aangevoerde groeiparameters en -percentages moeten in detail beschreven en verantwoord worden.

In geval van beleidsmaatregelen die via een vzw uitgevoerd worden, moet aangegeven worden welke weerslag de maatregelen hebben op de subsidie die aan de vzw verleend wordt.

Zowel voor de gewone als de buitengewone dienst moet de financiering toegelicht worden.

3 Groeiparameters en -percentages (begroting en plan)

3.1 Gewone dienst - ontvangsten

3.1.1 Ontvangsten uit prestaties

In de huidige context is het meer dan ooit nodig de tarieven regelmatig aan te passen. Voor administratieve prestaties naar aanleiding van een individuele aanvraag moet de gevraagde prijs ten minste de kostprijs van de door de gemeentelijke diensten geleverde prestaties dekken. Evenzo moeten huurgelden geïndexeerd worden en moet alles in het werk gesteld worden om ze te innen.
Bij gelijke diensten, moeten de ontvangsten uit prestaties minstens stijgen ten belope van de inflatie, tenzij anders is aangegeven (zie hieronder).

Specifieke berekeningen:

- Doorgangsrechten gas en elektriciteit: vooruitzichten moeten meegedeeld worden door Sibelga;
- Crèches, peutertuinen, onderwijsprestaties: eigen raming op basis van de geldende regelgeving, de bezettingsgraden en eventuele wijzigingen in het aantal plaatsen;
- Parkeren:

Gemeenten die het beheer van het parkeren hebben toevertrouwd aan het Gewestelijk Agentschap Parking.Brussels zullen hun inkomsten voor 2025 ramen op basis **van het aandeel van 85% van de netto vastgestelde rechten (NVR) van het boekjaar 2023** dat door Parking.Brussels aan de gemeente wordt meegedeeld.

Het resultaat in netto vastgestelde rechten (NVR) op het grondgebied van de gemeente voor het dienstjaar 2023 komt overeen met het verschil tussen enerzijds de netto vastgestelde rechten van Parking.Brussels op het grondgebied van de gemeente en anderzijds het bedrag van de uitbatingskosten dat Parking.Brussels voor hetzelfde boekjaar meedeelt.
De resterende 15% van het resultaat in NVR gaat naar Parking.Brussels.

Om een voorzichtige raming van de ontvangsten weer te geven, rekening houdend met eventuele onwaarden in latere boekjaren en/of het niet innen van vastgestelde rechten, wordt de toepassing van een wegingscoëfficiënt van 80% aanbevolen.

De ramingen van de parkeerinkomsten voor het tweede (2026) en derde (2027) jaar van het plan zullen gelijk zijn aan de ramingen voor het jaar 2023.

- Andere ontvangsten uit prestaties: zelfde bedrag als vermeld in de rekening 2023, eventueel geïndexeerd.

3.1.2 Ontvangsten uit overdrachten

- Algemene Dotatie aan de Gemeenten: de voorlopig geraamde bedragen voor 2025, 2026 en 2027 zullen bevestigd worden op grond van een regeringsbeslissing, in de loop van het 4de trimester 2024.
- Dotatie in uitvoering van artikel 46bis van de wet van 12 januari 1989: de raming zal meegedeeld worden door BPB, samen met de geraamde bedragen van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten,
- Subsidie in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: er dient rekening te worden gehouden met een indexatie van 2% voor 2025 en een ongewijzigde raming (nulgroei) voor 2026 en 2027.
- Gemeentelijke belastingen **(Bijlage P2)**

  De resultaten van de rekening van het dienstjaar 2023 worden overgenomen, eventueel aangepast aan de besliste of voorziene wijzigingen van de aanslagvoeten. Bij het vervallen van de belastingverordeningen moet nagedacht moet worden over een verhoging van de tarieven, zoals die voor administratieve prestaties of inname van het openbaar domein. Eventuele verhogingen moeten toegelicht worden. Voor de belastingen bedoeld in de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn geen verhogingen toegestaan.

  Uit voorzichtigheidsoverwegingen, beveel ik u sterk aan rekening te houden met het aanleggen van voorzieningen voor risico's en kosten inzake gemeentelijke belastingen, meer bepaald voor nieuwe of herziene belastingen waarvan het inningsniveau kan tegenvallen.

Door te anticiperen op het aanleggen van voorzieningen kan vermeden worden dat laatstgenoemde leiden tot een gecumuleerd tekort op de gewone dienst.

Verder dienen de gemeenten er in het bijzonder op toe te zien de kohieren betreffende de specifieke gemeentebelastingen zo vroeg mogelijk uitvoerbaar te verklaren gedurende het begrotingsjaar. Het gebeurt immers maar al te vaak dat er kohieren niet uitvoerbaar verklaard worden tijdens het begrotingsjaar, wat negatieve gevolgen heeft voor het reeds kwetsbare financiële evenwicht van de gemeenten.

- Opcentiemen op de onroerende voorheffing (OV)

  Hetzij belastbaar kadastraal inkomen per 1 januari 2024[3] buiten materieel en outillage x 0.0125 x opcentiemen/100 x (100-Z)/100 x 2,2449 voor 2025, 2.2888 voor 2026, 2.3346 voor 2027.

  Naar aanleiding van een gedetailleerde analyse van de verschillen tussen de vastgestelde rechten en de begrotingsramingen, werd vastgesteld dat de tot nu toe gebruikte ramingsformule de vastgestelde ontvangsten systematisch overschatte. Daarom werd besloten de berekening van het correctiepercentage (coëfficient Z) aan te passen op basis van een vergelijking van de vastgestelde rechten met de theoretische beloofde bedragen in plaats van met de begrotingskredieten. De berekeningsformule is dus als volgt aangepast:

  Z: wegingscoëfficient, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingspercentages tussen de beloofde bedragen à rato van 100% (bedragen bekomen door toepassing van de formule hieronder hernomen zonder de wegingscoëfficient toe te passen) en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

  Ik herinner u eraan dat de informatie over de objectieve gegevens van de afrekeningen van de vorige jaren, evenals alle objectieve gegevens die beschikbaar zijn bij Brussel fiscaliteit (via ontmoetingen tussen de ontvanger van de gemeente en de fiscale rekenplichtige en/of via een verzoek om een afspraak via het emailadres mycontact@fisc.brussels), elementen zijn die aanleiding kunnen geven tot een opwaartse of neerwaartse bijstelling van de prognose die is opgesteld volgens de formule die wordt voorgesteld bij de begrotingswijzigingen.

  In de begrotingsvooruitzichten dient men tevens te anticiperen op de aanleg van provisies voor de te innen bedragen met betrekking tot de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

- Opcentiemen op de personenbelasting (PB)

  Voor 2025: raming van de FOD Financiën x (100-Z)/100

  Z: wegingscoëfficient, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingspercentages tussen de ramingen van de FOD Financiën en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

  Voor 2026 en 2027 worden de bedragen met 2% geïndexeerd.

  De berekeningen van die OV- en PB-ramingen moeten als bijlage toegevoegd worden.

  De raming van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt in principe in de loop van de maand oktober 2024 aan de gemeenten meegedeeld. Indien nodig kan een regularisatie van voornoemde raming toegestaan worden bij de eerstvolgende begrotingswijziging voor 2025,

[3] Beschikbaar via de applicatie « Urbain » van de FOD Financiën : https://financien.belgium.be/nl/E-services/Urbain

op basis van de laatste provisionele staat overgemaakt door de Federale Overheidsdienst Financiën in de loop van het tweede kwartaal van het dienstjaar 2025.

- Opcentiemen op de verkeersbelasting: voor 2025, 2026, 2027 : bedrag van het dienstjaar 2023 zonder indexatie.

- Europese, federale, communautaire en gewestelijke subsidies: de projecties worden bepaald op basis van de ondertekende overeenkomsten en de toezeggingen bevestigd door de subsidiërende overheid.

3.1.3 Schuldontvangsten

Schuldontvangsten dienen geboekt te worden conform de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van de inkomens voor zover deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren. De creditintresten worden geraamd op basis van een thesauriekalender.

3.2 Gewone dienst - uitgaven

3.2.1 Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen

Bij ongewijzigd personeelsbestand moet per economische code uitgegaan worden van volgende vooruitzichten:

- Code 111: Voor 2025, wedde van juli 2024 x 12,42 (jaarwedde + sociale programmering) x 1,013 (weerslag van de weddenschaalverhogingen) x de indexatie) .
  Overeenkomstig de maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex zou de volgende overschrijding van de spilindex in februari 2025 plaatsvinden. Als gevolg daarvan zouden de wedden van het overheidspersoneel in april 2025 met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte. Overeenkomstig de maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex zou er geen overschrijding van de spilindex plaatsvinden in 2025 (Federaal Planbureau op datum van 02/07/2024). **Ik nodig u niettemin uit om regelmatig de website van het Federaal Planbureau te consulteren (www.plan.be) en uw voorzieningen aan te passen indien een overschrijding van de spilindex in 2025 zou plaatsvinden**.
  Voor 2026 en 2027 moet uitgegaan worden van één indexsprong per jaar.

- Code 112 : zoals voor code 111

Ik wil hier wijzen op het grote aandeel van de personeelsuitgaven in de gemeentelijke begrotingen. Gelet op de moeilijkheid om tot een sluitende begroting te komen, bestaat de ideale oplossing erin binnen de grenzen van de kredieten voor 2024 te blijven voor de wedden van het niet-gesubsidieerde personeel. Bijkomend worden bijgevolg enkel uitgaven aanvaard die ten belope van 100% gesubsidieerd worden.

Elke stijging van de personeelsuitgaven die deze vooruitzichten overtreft, moet verantwoord worden in de verklarende nota en moet samenhangend zijn met de personeelsvooruitzichten vermeld in de bijlagen P5 en de projectfiches bijlage P4.

3.2.2 Personeelsuitgaven: patronale bijdragen - pensioenen

Voor de gemeenten die zijn aangesloten bij het Gesolidariseerd Pensioenfonds, moeten de RSZ-bijdragen vermeld worden onder de economische code 113-21. Het tarief van de pensioenbijdrage is bepaald op 45% voor het dienstjaar 2025[4], alsook voor 2026 en 2027 (waarvan 7,5% overeenstemt met de bijdragen van het personeel in actieve dienst).

Het Koninklijk besluit met betrekking tot de responsabiliseringsbijdagen 2025 werd nog niet gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. De gemeenten moeten aldus onder artikel 000/113-21 de verwachte verschuldigde responsabiliseringsbijdrage vermelden, te betalen in 2025, die hen meegedeeld zal worden door de Federale Pensioendienst.
Indien de gemeente bij de opstelling van de begroting geen mededeling in die zin heeft ontvangen, wordt voorgesteld dezelfde berekeningsmethode toe te passen als die welke in het laatste besluit inzake de responsabiliseringsbijdragen[5] is vastgesteld : 12 maandelijkse betalingen die elk een twaalfde vertegenwoordigen van 179% van het responsabiliseringsbedrag van 2022. De "dubbele maandelijkse betaling" is niet meer van toepassing sinds 31/12/2023, volgens hetzelfde besluit.

Gemeenten die niet aangesloten zijn bij de RSZPPO moeten de ramingen opgeven die hen meegedeeld werden door hun voorzorginstelling en de verantwoordingsstukken bezorgen.

De gemeenten die zelf de niet-gesolidariseerde pensioenen uitbetalen via hun rekening "voorzieningen voor uitbetaling van niet-gesolidariseerde pensioenen", moeten de desbetreffende budgettaire raming bijvoegen, zoals aangegeven in punt 2.3 van de ministeriële richtlijn van 9 december 2011.

De code 113-22 mag enkel gebruikt worden voor het begroten van niet-gesolidariseerde pensioenen. De gemeenten die het beheer van hun pensioenen toevertrouwd hebben aan een voorzorginstelling moeten de economische code 113-48 gebruiken.

Verder voorziet de wet van 30 maart 2018 in een financiële tegemoetkoming voor het opzetten van de tweede pensioenpijler voor contractuele personeelsleden vanaf 2020.

Ingeval uw gemeente beslist deze tweede pijler op te zetten, dient u hiertoe de nieuwe code 113-23 te gebruiken die door de firma die de boekhoudkundige software beheerd, dient te worden gecreëerd :

---

[4] KB van 30 november 2023 tot uitvoering voor de jaren 2025 en 2026 van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen

[5] KB van 25 februari 2024 tot uitvoering van artikel 21, § 3, eerste lid, en § 4, van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen

Code	Omschrijving	U/O	G/B	Alg.rek.	E.G.
113-23	Patronale bijdragen voor de 2de pijler ten voordele van het contractueel personeel	U	G	62423	70

En met betrekking tot de algemene rekeningen :

Algemene rekening	Omschrijving	Rubriek resultaten-rekening	Prefixe individuele rekening	Refer. econ. code
62423	Patronale bijdragen voor de 2de pijler ten voordele van het contractueel personeel	I.C		O

De volgende parameters – opgelegd door de wet van 30 maart 2018 – moeten in achtgenomen worden om recht te kunnen hebben op een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage[6] :

Stelsels en bijdragetarieven van het aanvullend pensioen voor contractuele personeelsleden die recht geven op een vermindering met minstens 50% van de responsabiliseringsbijdragen (art. 20 van de wet van 24 oktober 2011, als gewijzigd door artikel 12 van de wet van 30 maart 2018)

Stelsel	Onder- en bovengrens voor het recht op de vermindering	Datum van inwerkingtreding vanaf 01/01/2021
Vaste bijdragen	***Minimumpercentage***	**3%**
	Maximumpercentage	6%
Cash-Balance*	**Minimumpercentage**	**3%**
	Maximumpercentage	6%
Vaste prestaties	***Minimumpercentage***	**6%**
	Maximumpercentage	12%

**Cash balance: gemengde pensioentoezegging met vaste prestaties en vaste bijdragen. De vaste prestaties betreffen de kapitalisatie volgens een vastgestelde rentevoet van de bijdragen die voor een welbepaalde aangeslotene gestort worden. Art. 21 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen.*

Deze percentages zijn van toepassing om de loonmassa van alle contractuele personeelsleden van de gemeente.

[6] De wet van 25 april 2024 houdende de hervorming van de pensioenen heeft het artikel 20 van de wet van 30/03/2018 gewijzigd door toe te staan dat de verlaging van de responsabiliseringsbijdragen van toepassing blijft wanneer voor contractuelen een tweede pensioenpijler wordt genomen, maar waarbij niet langer een ondergrens wordt vastgesteld. In plaats daarvan wordt de bovengrens vastgesteld op 50% van de kosten van de 2e pijler (wat voorheen de ondergrens was).

De inschrijving van de bijzondere bijdrage aan de RSZ van 8,86% op de bijkomende bedragen van de pensioenen dient bij voorkeur te gebeuren op hetzelfde begrotingsartikel 113/23 dan dit voor de bijkomende bijdragen aan de verzekeraar. Het gaat inderdaad over een patronale bijdrage, maar deze betreft een voordeel voor de werknemers die desgevallend zal toelaten om een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage te bekomen.
Dit bedrag wordt effectief door de Wet beschouwd als een kost voor het bijkomend pensioen zoals het geval voor de gestorte bijdragen aan de verzekeraars en zodoende aftrekbaar van de responsabiliseringsbijdrage : alinea 4, art. 20 van de Wet van 24 oktober 2011.
Deze werkwijze behoudt al zijn betekenis zelfs ingeval de responsabiliseringsbijdrage niet meer verschuldigd zou zijn, aangezien zij zowel aan de gemeente als aan het Toezicht toelaat om de werkelijke bijkomende kost te evalueren die toe te schrijven is aan de 2de pijler voor de contractuelen.

3.2.3 Werkingsuitgaven

Voor de werkingsuitgaven, afgezien van te rechtvaardigen nieuwe initiatieven of inrichtingen (bijvoorbeeld, nieuwe crèche of school), verkiezingsuitgaven en wijzigingen opgelegd door de Europese, federale, communautaire of gewestelijke overheden, geldt het principe van een groeibeperking van **5,3%** ten opzichte van de uitgaven vastgelegd in de rekening 2023 rekening houdend met de inflatie. Het Federaal Planbureau verwacht immers een inflatie van **3,2% in 2024 en van 2% in 2025.**
Bij eventuele begrotingswijzigingen moet elke toename van een post noodzakelijkerwijze gecompenseerd worden met een overeenstemmende vermindering van een of meer andere posten of door een verhoging van de corresponderende ontvangsten (subsidies, ...).

Voor 2026 en 2027: jaarlijkse indexering met 2 %. **Elke geraamde stijging die hoger uitvalt, moet nauwkeurig verantwoord worden, namelijk door te verwijzen naar de gedetailleerde projecten in de bijlage P4.**

De energiekosten moeten zo nauwkeurig mogelijk worden geraamd, rekening houden met de recente prijsontwikkelingen, de voorwaarden van de leveringscontracten en de eventuele investeringen of andere maatregelen om het verbruik te beperken.

3.2.4 Overdrachtsuitgaven

- Dekking van het OCMW-tekort: de vooruitzichten voor 2025 dienen in overeenstemming te zijn met het bedrag vastgesteld door het overlegcomité Gemeente - OCMW. De notulen van voornoemde vergadering dienen bij de begroting 2025 gevoegd te worden. De vertegenwoordigers van de gemeente zullen er binnen het overlegcomité op toezien dat de uitgaven van het OCMW die geen verband houden met opdrachten die wettelijk aan de OCMW's zijn toegewezen, maar die leiden tot een hogere gemeentelijke tegemoetkoming, beheerst worden. De gemeenten dienen tevens de gepaste maatregelen te nemen om overlappingen uit te sluiten op het vlak van de sociale prestaties die geleverd worden door de gemeentelijke diensten en de OCMW's en de mogelijke maatregelen uit te voeren die het OCMW heeft aangegeven in het verslag met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van het OCMW en de gemeente als bedoeld in artikel 26bis,§5 van de organieke wet. Ingeval het OCMW een batig saldo vertoont voor het vorig dienstjaar,

dient het bedrag van de gemeentelijke bijdrage overeenkomstig verminderd te worden (en mag men geen ontvangst inschrijven). De gemeenten moeten de OCMW's verzoeken hun rekeningen zo spoedig mogelijk aan te nemen.
Voor 2026 en 2027 is het van essentieel belang is dat het OCMW zijn vooruitzichten in overleg met de gemeente uitwerkt. Het bedrag van de dotatie moet bijgevolg overeenstemmen met het bedrag dat vermeld wordt in het driejarenplan van het OCMW.

- Dotatie aan de politiezone: voor 2025 dient deze in overeenstemming te zijn met de beslissing van de Politieraad en de normen bepaald door de bevoegde overheid. Als de informatie over de begroting 2025 van de politiezone ontbreekt, schrijft de gemeente in haar begroting 2025 het bedrag in dat was ingeschreven in 2024, zij het geïndexeerd. Elk verschil tussen beide begrotingen met betrekking tot de gemeentelijke tegemoetkoming, dient rechtgezet te worden via een latere begrotingswijziging zodat beide bedragen opnieuw overeenstemmen. Evenals voor de OCMW's is het zo dat indien de politiezone een batig saldo laat optekenen, de jaarlijkse bijdrage overeenkomstig verminderd dient te worden.
  Indien de rekeningen van het dienstjaar 2023 van de zone niet vastgesteld zijn, wordt de dotatie voor 2025 beperkt tot het bedrag dat was ingeschreven op de begroting 2024. Voor 2026 en 2027 bepaalt punt 1.3 van de omzendbrief PLP 63 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2024 dat een financiële meerjarenplanning opgesteld dient te worden. Deze planning moet in overeenstemming zijn met uw budgettaire ramingen.
- Subsidies aan verenigingen en gezinnen: de gemeenten dienen erop toe te zien dat door hogere overheden toegekende subsidies herverdeeld worden onder begunstigde verenigingen met strikte naleving van de bestemmingen bepaald door voornoemde overheden. De gemeenten moeten ervoor zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen. Zij dienen overigens de subsidie aan te passen volgens de resultatenrekening en de thesaurietoestand van de vereniging, om te vermijden dat deze een batig saldo zou boeken of een reserve aanleggen dankzij de gemeentelijke toelage.
- Subsidies aan het autonome gemeentebedrijf: ingeval de gemeente het tekort van het gemeentebedrijf financiert, moet de laatste rekening van het gemeentebedrijf bij de begroting gevoegd worden, evenals een toelichting wat betreft de reden van die financiële tegemoetkoming.
- Premie BEHOME : met het oog op harmonisatie moet deze premie worden geboekt op het begrotingsartikel 040/331-01 "Rechtstreekse premies en subsidies aan gezinnen".
- Parkeeragentschap : overeenkomstig de bepalingen die vervat zijn in de artikelen 40 en 41 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap moeten de gemeenten, wanneer zij zelf instaan voor de inning van de parkeerinkomsten en de controle op de parkeerregels, 15% van de winst doorstorten aan het Agentschap (na aftrek van de kosten). De gemeenten moeten deze overdracht integreren in de opmaak van hun begrotingen. De berekeningen van die ramingen van de ontvangsten en uitgaven (ontvangsten – uitgaven) moeten als bijlage toegevoegd worden.
- Onwaarden: met het oog op de overeenstemming van het thesaurieresultaat met het boekhoudkundig resultaat is het absoluut noodzakelijk om regelmatig de vorderingen die niet meer geïnd kunnen worden, over te boeken naar de oninvorderbare posten. Dit geldt zowel voor de gewone als voor de buitengewone dienst. Er dienen bijgevolg realistische bedragen

te worden begroot en systematisch aangepast in de loop van het jaar wanneer begrotingswijzigingen worden doorgevoerd.

3.2.5 Schulduitgaven

Debiteurintresten: volgens de raming van de vermoedelijke vervaldagen van de gemeentethesaurie en de evolutie van de rentevoeten.

Kosten van leningen voor investeringen: volgens de vooruitzichten van de kredietverstrekkers, zowel voor de lopende als voor de nog aan te gane schuld, rekening houdend met het feit dat de intrest- en kapitaallast voor een geplande investering in werkelijkheid pas het volgende dienstjaar ingaat.

Ik vraag u met aandrang om contact op te nemen met het Brussels Gewestelijk Her-financieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën waarvan één van hun opdrachten er in bestaat om de gemeenten te adviseren inzake hun thesaurie- en schuldbeheer.

4 Overzending en informatiedrager

Het besluit van 20 maart 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van het informaticaformaat van de begrotingen en rekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is van toepassing op de begrotingen 2025.

Daarom verwijs ik u naar de omzendbrief van 4 december 2008 met betrekking tot de Gegevensbank van de gemeentelijke financiën - Gegevensoverdracht.

Deze overdracht van gegevens, via « combud », dient absoluut vooraf te gaan aan de indiening van de begroting en de driejaarlijkse plannen en hun bijlagen via het platform BOS-xchange. Ingeval van moeilijkheden bij het opladen, nodigen wij u uit contact op te nemen met de helpdesk van GOB hetzij telefonisch op 02/204.10.00 hetzij per mail (helpdesk@gob.brussels) met vermelding van "Combud" in het onderwerp.

De bijlagen voor het plan P1 tot P5 en de begrotingen B1 tot B2 dienen elektronisch én in Excelformaat, via het generiek emailadres lokalefinancien@gob.brussels te worden overgezonden en dit voorafgaand aan de indiening van de documenten via het platform BOS-xchange.

Omwille van administratieve vereenvoudiging werd er beslist om de begrotingen en driejaarlijkse plannen niet meer systematisch in papieren versie op te vragen.

De toezending van de begrotingen in papieren vorm, wordt aan de appreciatie van de gemeente overgelaten.

Ik vestig er uw aandacht op het feit dat de toezichtstermijn slechts aanvang neemt vanaf het moment dat het dossier compleet is, dwz op het ogenblik van de ontvangst van zowel de financiële gegevens

via Combud als van de ontvangst van de Excelbijlagen P1 tot P5 en B1 tot B2 via het generiek email-adres lokalefinancien@gob.brussel én de ontvangst van de complete documenten (getekende beraadslaging, begroting, driejaarlijks plan en de verplichte bijlagen) via BOS-xchange.

Ik deel u tevens mee dat de huidige omzendbrief alsook de bijlagen steeds kunnen gedownload worden via het Portaal van de Plaatselijke Besturen (www.plaatselijke-besturen.brussels).

Tenslotte herinner ik u nog aan de bepalingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorschrijft dat vanaf hun goedkeuring door de gemeenteraad, de jaarlijkse begroting en het driejaarlijks plan dient bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Met de meeste hoogachting,

Bernard CLERFAYT
De Minister belast met de Plaatselijke Besturen

Bijlage 1
Contactpersonen

Directie Lokale Financiën: Anne Willocx, Directrice		
Entiteiten		**Verantwoordelijke agenten**
Gemeenten OCMW's Gemeentebedrijven	Anderlecht	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Brussel	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Elsene	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Etterbeek	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Evere	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ganshoren	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Jette	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Koekelberg	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Oudergem	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Schaarbeek	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Sint-Agatha-Berchem	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Sint-Gillis	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi

	Sint-Jans-Molenbeek	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Sint-Joost-ten-Noode	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Sint-Lambrechts-Woluwe	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Sint-Pieters-Woluwe	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Ukkel	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Vorst	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Watermaal-Bosvoorde	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
Contactgegevens		
Biarent Angéline	02 800 33 52	abiarent@sprb.brussels
Bours Mathieu	02 800 35 51	mbours@sprb.brussels
Caccia Dominioni Leopoldina	02 800 34 96	lcacciadominioni@sprb.brussels
Claeys Olivier	02 800 32 70	oclaeys@sprb.brussels
De Launois Quentin	02 800 30 32	qdelaunois@sprb.brussels
Demarque Laurent	02 800 38 73	ldemarque@sprb.brussels
Ikken Smaël	02 800 32 73	sikken@sprb.brussels
Marcoen Wouter	02 800 32 82	wmarcoen@gob.brussels
Oblin Caroline	02 800 33 62	coblin@sprb.brussels
Polizzi Caroline	02 800 34 79	cpolizzi@sprb.brussels
Reyskens Rosalie	02 800 34 75	rreyskens@gob.brussels
Willems Anne	02 800 33 01	awillems@gob.brussels
Willocx Anne	02 800 33 25	awillocx@sprb.brussels
Directie Lokale Financiën		lokalefinancien@gob.brussels

Bijlage 2
Lijst van de verplichte documenten en bijlagen

	Elektronische versie
Begroting 2025	☑ (Combud)
Functionele begroting	☑
Economische begroting	☑
Samenvattende tabellen	☑
Verslag bedoeld in artikel 96 van de NGW	☑
Verslag bedoeld in artikel 12 van het KB van 2 augustus 1990	☑
Notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente-OCMW	☑
Het verslag zoals bedoeld in artikel 26bis§5 van de organieke wet	☑
Beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan	☑
Verloop van de gemeentelijke investeringsschuld (per financiële instelling)	☑
Verloop van de reservefondsen (en voorzieningen voor risico's en kosten)	☑
De verklarende nota van het driejarenplan	☑
Cijferbijlagen te verzenden via het generiek emailadres lokalefinancien@gob.brussels	
Wat betreft de begroting 2025 :	
B1A en B1B – Personeelstabellen	☑ (Excel)
B2 – Gender budgeting (vrijwillig)	☑ (Excel)
Wat betreft het driejarenplan :	
P1 – Gewone Dienst -Ontvangsten en uitgaven	☑ (Excel)
P2 – Gemeentelijke belastingen	☑ (Excel)
P3 – Buitengewone dienst	☑ (Excel)
P4 – Projectfiches	☑ (Excel)
P5 - Personeelsplan	☑ (Excel)